GILLES KEPEL
AVEC ANTOINE JARDIN

TERREUR DANS L'HEXAGONE

GENÈSE DU DJIHAD FRANÇAIS

Gallimard

GILLES KEPEL
avec Antoine Jardin

TERREUR DANS L'HEXAGONE

GENÈSE DU DJIHAD FRANÇAIS



GALLIMARD

À la mémoire de
Julien Jalal Eddin *Weiss*
et Wladimir Glasman,
disparus avec la Syrie
que nous aimions tant.

Sommaire

عاجل

بيان عن غزوة باريس المباركة على فرنسا الصليبية

فرنسا ٢ صفر ١٤٣٧

بسم الله الرحمن الرحيم

قال تعالى: {وَظَنُّوا أَنَّهُم مَّانِعَتُهُمْ حُصُونُهُم مِّنَ اللَّهِ فَأَتَاهُمُ اللَّهُ مِنْ حَيْثُ لَمْ يَحْتَسِبُوا ۖ وَقَذَفَ فِي قُلُوبِهِمُ الرُّعْبَ ۚ يُخْرِبُونَ بُيُوتَهُم بِأَيْدِيهِمْ وَأَيْدِي الْمُؤْمِنِينَ فَاعْتَبِرُوا يَا أُولِي الْأَبْصَارِ}.

في غزوة مباركة يسّر الله لها أسباب التوفيق، انطلقت ثلةٌ مؤمنة من جند الخلافة أعزّها الله ونصرها، مستهدفين عاصمة العهر والرذيلة، وحاملة لواء الصليب في أوروبا (باريس)، فتيةٌ طلقوا الدنيا وأقدموا على عدوّهم يبتغون القتل في سبيل الله نُصرة لدينه ونبيه صلى الله عليه وسلم وأوليائه، وإرغاماً لأنف أعدائه، فصدقوا الله نحسبهم كذلك، ففتح الله على أيديهم وألقى في قلوب الصليبيين الرعب بعقر دارهم.

حيث قام ثمانيةُ إخوة ملتحفين أحزمةً ناسفة وبنادق رشاشة باستهداف مواقع منتخبة بدقة في قلب عاصمة فرنسا، منها ملعب (دي فرانس) أثناء مباراة فريقي ألمانيا وفرنسا الصليبيتين حيث كان معتوه فرنسا (فرانسوا أولاند) حاضراً، ومركز (باتاكلون) للمؤتمرات حيث تجمع المئات من المشركين في حفلة عهرٍ فاجرة، وأهدافاً أخرى في المنطقة العاشرة والحادية عشر والثامنة عشر وبصورة متزامنة، فتزلزلت باريس تحت أقدامهم، وضاقت عليهم شوارعها، وكانت محصلة الهجمات هلاك ما لا يقل عن مائتي صليبي وإصابة أكثر من ذلك ولله الحمد والمنّة والفضل.

وقد منّ الله على إخواننا ورزقهم ما يحبون ففجروا أحزمتهم في جموع الكفار بعد نفاد ذخيرتهم، نسأل الله أن يتقبلهم في الشهداء ويلحقنا بهم.

ولتعلم فرنسا ومن يسير على دربها أنهم سيبقون على رأس قائمة أهداف الدولة الإسلامية، وأن رائحة الموت لن تفارق أنوفهم ما داموا قد تصدروا ركب الحملة الصليبية، وتجرأوا على سبّ نبينا صلى الله عليه وسلم، وتفاخروا بحرب الإسلام في فرنسا، وضرب المسلمين في أرض الخلافة بطائراتهم التي لم تغنِ عنهم شيئا في شوارع باريس وأزقتها النتنة، وإنّ هذه الغزوة أول الغيث وإنذارٌ لمن أراد أن يعتبر.

والله أكبر

{وَلِلَّهِ الْعِزَّةُ وَلِرَسُولِهِ وَلِلْمُؤْمِنِينَ وَلَٰكِنَّ الْمُنَافِقِينَ لَا يَعْلَمُونَ}

— Flash Infos, *« Communiqué sur l’attaque bénie de Paris contre la France croisée », 2 Safar 1437* [15 novembre 2015 ; retranscrit *verbatim*]

Au nom d’Allah, le Tout miséricordieux, le Très Miséricordieux.

Allah le Très-Haut a dit : et ils pensaient qu’en vérité leurs forteresses les défendraient contre Allah. Mais Allah est venu à eux par où ils ne s’attendaient point, et a lancé la terreur dans leurs cœurs. Ils démolissaient leurs maisons de leurs propres mains, autant que des mains des croyants. Tirez-en une leçon, ô vous qui êtes doués de clairvoyance. Soûrat 59 verset 2.

Dans une attaque bénie dont Allah a facilité les causes, un groupe de croyants des soldats du Califat, qu’Allah lui donne puissance et victoire, a pris pour cible la capitale des abominations et de la perversion, celle qui porte la bannière de la croix en Europe, Paris.

Un groupe ayant divorcé la vie d’ici-bas s’est avancé vers leur ennemi, cherchant la mort dans le sentier d’Allah, secourant sa religion, son Prophète et ses alliés, et voulant humiliant ses ennemis. Ils ont été véridiques avec Allah, nous les considérons comme tels. Allah a conquis par leur main et à jeter la crainte dans le cœur des croisés dans leur propre terre.

Huit frères portant des ceintures d’explosifs et des fusils d’assaut ont pris pour cibles des endroits choisis minutieusement à l’avance au cœur de la capitale française, le stade de France lors du match des deux pays croisés la France et l’Allemagne auquel assistait l’imbécile de France François Hollande, le bataclan ou étaient rassemblés des centaines d’idolâtres dans une fête de perversité ainsi que d’autres cibles dans les dixième, le onzième et le dix-huitième arrondissement et ce, simultanément. Paris a tremblé sous leurs pieds et ses rues sont devenues étroites pour eux. Le bilan de ses attaques est de minimum 200 croisés tués et encore plus de blessés, la louange et le mérite appartiennent à Allah.

Allah a facilité à nos frères et leur a accordé ce qu’ils espéraient (le martyr), ils ont déclenchés leurs ceintures d’explosifs au milieu de ces mécréants après avoir épuisé leurs munitions. Qu’Allah les accepte parmi les martyrs et nous permettent de les rejoindre. Et la France et ceux qui suivent sa voie doivent

savoir qu’ils restent à les principales sibles de l’État islamique et qu’ils continueront à sentir l’odeur de la mort pour avoir pris la tête de la croisade, avoir osé insulter notre Prophète, s’être vantés de combattre l’Islâm en France et frapper les musulmans en terre du Califat avec leurs avions qui ne leur ont profité en rien dans les rues malodorantes de Paris. Cette attaque n’est que le début de la tempête et un avertissement pour ceux qui veulent méditer et tirer des leçons.

Allah est le plus grand.

Or c’est à Allah qu’est la puissance ainsi qu’à Son messager et aux croyants. Mais les hypocrites ne le savent pas. Soûrat 63 verset 8.

Paris, Saint-Denis,
vendredi 13 novembre 2015

Le vendredi 13 novembre 2015, un commando de tueurs liés à Daesh, l'organisation État islamique, ensanglante Paris, dix mois à peine après la tragédie des 7-9 janvier au siège de *Charlie Hebdo* et au supermarché Hyper Cacher de la porte de Vincennes. En réaction, le mot-dièse *#jesuisParis* envahit les réseaux sociaux, comme *#jesuisCharlie* l'avait fait au début de cette même année, et un immense mouvement de solidarité s'exprime à travers le monde. Des monuments sont illuminés de tricolore, tandis que *La Marseillaise* remixée est entonnée de l'Amérique à l'Australie.

À Saint-Denis, ville symbole du 93, sépulture des rois et aujourd'hui capitale de l'islam de France, après avoir été la vitrine de son parti communiste, une attaque, ratée, vise le Stade de France et les quatre-vingt mille spectateurs du match amical France-Allemagne, dont le président François Hollande. Trois terroristes s'y font sauter en dehors de l'enceinte, ne tuant, outre eux-mêmes, qu'un seul passant. Cinq jours plus tard, à un jet de pierre de la basilique, dans un immeuble sordide qui accueille des squats où cohabitent trafiquants de drogue et immigrés clandestins, un commando est débusqué et neutralisé par la police, sur information partagée avec Rabat.

On identifie le lendemain dans un corps criblé de balles, grâce à ses empreintes papillaires, le cerveau présumé des attentats, le Belgo-Marocain Abdelhamid Abaaoud, *alias* Abu Omar al-Belgiki (le Belge), ou al-Soussi (du Souss, zone berbère du Sud marocain). Ancien braqueur, repris de justice, fils

d’un de ces épiciers prospères issus de la région qui tiennent des *hanout*, ou boutiques de détail, dans toute l’Europe, il s’est établi à Molenbeek-Saint-Jean, commune bruxelloise populaire consacrée pépinière du djihad francophone. Il est devenu, depuis son passage en Syrie l’année 2013, le héros *gore* de vidéos insoutenables diffusées par Daesh sur les réseaux sociaux.

Les autres tueurs identifiés sont tous des enfants de l’immigration algérienne ou marocaine, nés et éduqués en France ou en Belgique. Certains d’entre eux ont connu une radicalisation fulgurante. Ainsi de Bilal Hadfi, vingt ans, que son mur Facebook montre en 2014 sirotant un cocktail alcoolisé au bord d’une piscine, en slip de bain : fumeur compulsif de joints par ailleurs, il est un de ceux qui déclenchent leur veste explosive aux abords du Stade de France, où ils n’ont pu pénétrer. Hasna Aït Boulahcen, vingt-six ans, cousine d’Abaaoud, née à Clichy, a été placée très jeune en familles d’accueil après la séparation de ses parents. Portée sur la vodka et habituée des discothèques, elle se maquille et sort quelques mois encore avant de revêtir le voile intégral sur son compte Facebook puis de mourir dans l’immeuble de Saint-Denis investi par la police le 18 novembre.

Samy Amimour, Kabyle d’origine algérienne, issu d’une famille où l’on pratique peu la religion, mais dont l’identité culturelle berbère est forte et qui est connue du réseau associatif de Drancy, en Seine-Saint-Denis, où elle réside, a été embauché comme chauffeur de bus pendant plus d’un an. Dans ce milieu de conducteurs de la RATP, dont beaucoup sont recrutés dans les quartiers populaires depuis les « caillassages » dont les véhicules font l’objet, l’influence de l’islam « intégral » est désormais bien visible et fait polémique. Amimour a commencé à fréquenter la mosquée salafiste du Blanc-Mesnil, puis a décroché de son travail et s’est vu fiché pour des velléités de départ au Yémen, avant de finir dans les rangs de Daesh en Syrie. Il est un des assassins du Bataclan, jouant au chat et à la souris avec ses victimes avant de les abattre, impassible, comme on dézingue des avatars sur une console vidéo.

De deux membres d’une fratrie établie à Bruxelles, Brahim et Salah Abdeslam, qui tenaient un café à Molenbeek fermé par les autorités dix jours avant le 13 novembre pour trafic de cannabis, l’un meurt en se faisant sauter,

l'autre, exfiltré en Belgique au lendemain des attentats, prend la fuite et reste introuvable au moment d'écrire ces lignes.

Outre ces tueurs, purs produits des quartiers populaires français et belges et dont les familles issues de l'immigration ont cru en l'intégration et en l'ascension sociale, on trouve parmi les auteurs des attentats des individus non identifiés à cet instant. Ils sont arrivés en France à la faveur des flux de réfugiés quittant la Syrie vers l'Europe. On est ainsi au cœur de l'articulation qu'a construite Daesh entre le djihad pratiqué au Levant, où la violence et la bestialité extrêmes sont relayées en temps réel sur Internet, et le monde des cités reléguées, foyer des guerres civiles et de religion à venir grâce au passage à l'acte terroriste.

La *razzia bénie*, comme Daesh nomme les massacres du 13 novembre dans la version arabe du communiqué reproduit ci-dessus, a frappé sans discrimination les Parisiens dans la diversité de leurs origines. Le mitraillage au hasard de terrasses de cafés et de restaurants d'arrondissements parisiens à fortes populations immigrées ou descendant de l'immigration et le carnage du Bataclan l'attestent, de même que l'usage systématique de vestes explosives, à la manière des attentats-suicides perpétrés au Moyen-Orient. Par contraste, les meurtres de janvier et ceux commis en mars 2012 par Mohamed Merah à Toulouse et à Montauban avaient ciblé spécifiquement des juifs, des militaires ou des policiers d'ascendance musulmane taxés d'« apostats », ou encore des journalistes stigmatisés par les djihadistes comme « islamophobes ».

Si ces attaques s'inscrivent toutes dans la même stratégie, qui vise à fomenter en Europe, ventre mou de l'Occident aux yeux des idéologues de Daesh, une guerre de tous contre tous destinée à faire imploser le Vieux Continent et à y instaurer son « califat », les tueries de novembre 2015 témoignent d'un infléchissement, par l'indifférenciation des victimes. Cette évolution constitue un élément clé pour comprendre l'offensive de la nébuleuse djihadiste de « troisième génération » contre le monde, l'Europe et la France en particulier, ainsi que les motivations de ses membres.

La mise en perspective de ces crimes proposée tout au long des pages qui suivent conduit à se demander si les jeunes hommes (et femmes) qui les

commettent sont à la hauteur de pareil enjeu planétaire. Ou si, au contraire, les attentats de novembre exposent, paradoxalement, la faille d'un terrorisme réticulaire qui délègue à des réseaux d'activistes pour la plupart issus de l'immigration, hyperviolents mais peu sophistiqués, leur exécution. On verra comment ce modèle diffère de celui, soigneusement planifié par une organisation centrale, du djihadisme de la génération précédente, dont al-Qaida est l'incarnation et le 11 Septembre le point culminant. Les malfrats Abaaoud et Abdeslam, le braqueur Coulibaly, les repris de justice Merah, Nemmouche et Kouachi, dont le niveau intellectuel rudimentaire est reflété par leurs communiqués calamiteux, sont-ils vraiment les généraux d'une « armée djihadiste » contre laquelle la France serait « en guerre », pour reprendre les mots de François Hollande devant le Congrès ? Ou convient-il de définir plus exactement les enjeux, sous peine d'une riposte mal adaptée favorisant le piège tendu à l'Europe par Daesh ?

Outre l'effroi qu'elle suscite, la terreur — que l'année 2015 a poussée au paroxysme — est en effet destinée à « ensauvager » (*tawahhoush*) la société « mécréante » fragmentée en ghettos confessionnels jusqu'à ce qu'elle s'effondre dans une guerre civile d'enclaves. Cette vision apocalyptique et délirante des djihadistes se nourrit du fantasme d'un recrutement possible de leurs coreligionnaires, qui se sentiraient victimisés par l'« islamophobie », attisée en retour par les tueries perpétrées par les islamistes, et d'autant plus prêts à se regrouper sous leur bannière ensanglantée.

De ce point de vue, les massacres du 13 novembre diffèrent de ceux des 7-9 janvier. Les grands défilés du 11 janvier, les plus importants de l'histoire de France, marquaient le refus de la nation de se laisser entraîner dans la spirale autodestructrice que Daesh tente d'enclencher. Mais le slogan *#jesuisCharlie* était porteur d'une forme d'ambiguïté — analysée en détail dans le dernier chapitre de ce livre —, aliénant aux manifestations certains soutiens, musulmans notamment, qui y ont vu l'approbation des caricatures infamantes du Prophète, et non la solidarité avec les victimes des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly.

Il en va tout autrement au lendemain du 13 novembre. En dépit de la prétention du communiqué de Daesh reproduit ci-dessus *verbatim* dans son

français fautif de semi-instruit, se vantant que la « razzia bénie » ait causé la mort de « minimum 200 croisés », de nombreuses cibles n'ont aucun rapport avec la « croisade » ni même avec le christianisme qui en fournissent le prétexte. Si Paris est stigmatisé pour « porter la bannière de la croix en Europe », l'expression vient mal à propos pour qualifier les Xe et XIe arrondissements. Selon les mots de l'arabisant et historien du contemporain Pierre-Jean Luizard :

> — *Dans les quartiers attaqués, on peut voir des jeunes, cigarette et verre à la main, socialiser avec ceux qui vont à la mosquée. C'est cela que l'EI veut briser, en poussant la société française au repli identitaire* […], *que chacun considère l'autre non plus en fonction de ce qu'il pense ou de ce qu'il est, mais en fonction de son appartenance communautaire.*

Cherchant plus avant à justifier le crime, le communiqué de Daesh fait du public du Bataclan un rassemblement d'« idolâtres » dans une « fête de perversité ». Dans l'islam doctrinal, l'idolâtrie est punissable de mort sans appel, même si le texte arabe introduit d'autres connotations. Les « idolâtres » y sont des *mushrikin*, ceux qui associent des divinités à Allah l'Unique, et le concert, « une orgie de prostitution » (*haflat 'ahir fajira*). La disqualification en termes moraux, outrée en ce qui concerne un simple spectacle de rock et peu convaincante, sauf pour les plus fanatisés, évoque les scènes de mise à mort d'homosexuels précipités du haut des immeubles à Raqqa ou à Homs et mises en ligne sous forme de vidéos édifiantes par Daesh, comme s'il fallait transposer soudain dans Paris les mœurs qui régentent le « califat ».

On ne voit guère quel effet d'entraînement pourrait avoir pareille rhétorique sur les musulmans de France, que Daesh veut embrigader dans ses exactions. Contrairement aux jours qui ont suivi les affaires Merah et Kouachi-Coulibaly, on n'a pas observé de milliers de « like » fleurir sur les murs Facebook ou les fils Twitter. Si la djihadosphère se déchaîne sans surprise, de très nombreuses déclarations venant des milieux musulmans dont l'organisation État islamique

escompte le basculement en sa faveur la désignent comme leur pire ennemie, telle celle de Tarek, trente-trois ans, témoin oculaire des attentats ratés du Stade de France, qui déclare à la presse : « La France en guerre peut compter sur ses banlieues. »

Il est vrai que des scènes propres à la guerre civile, évoquant le Liban, Israël, la Palestine, la Syrie ou l'Irak et qui n'ont jusqu'alors occupé d'autre espace que celui des écrans, se transposent soudainement au cœur de l'Hexagone. Daesh a-t-il pour autant réussi à déclencher ce conflit auquel il aspire ? Ou peut-on stipuler, comme François Hollande lors de son adresse solennelle aux parlementaires réunis à Versailles après les attentats : « Les actes commis vendredi soir à Paris et près du Stade de France sont des actes de guerre. Ils sont le fait d'une armée djihadiste qui nous combat parce que la France est un pays de liberté, parce que la France est la patrie des droits de l'homme » ?

En utilisant, de manière inédite, l'expression « armée djihadiste », qui suppose que celle-ci est l'émanation d'un véritable État, le président de la République cautionne curieusement la prétention de Daesh. La lutte contre l'organisation État islamique en Syrie et en Irak nécessite bien des moyens militaires, notamment la marine et l'aviation. Mais le combat mené contre le terrorisme sur les territoires français ou belge relève, d'abord, de la police. Ensuite est requise une capacité d'analyse du terreau européen sur lequel ce phénomène s'est développé, et sa mise en relation avec les mutations du djihadisme international depuis sa première émergence en Afghanistan dans les années 1980, en passant par al-Qaida et le 11 Septembre. Si l'on ne comprend pas la genèse du djihad français, on se condamne à une myopie politique, laquelle constitue, hélas ! l'horizon mental de la majorité d'une classe dirigeante dont le djihadisme expose l'inanité — et que les électeurs sanctionnent dans les urnes en donnant de manière croissante leurs voix à l'extrême droite.

À peine l'émotion causée par les massacres du 13 novembre commence-t-elle à partager la une des médias avec d'autres actualités que les panneaux électoraux pour les élections régionales de décembre 2015 font leur apparition devant les écoles transformées en bureaux de vote. Et les sondages parus au moment où ces lignes sont écrites font état de scores élevés pour le Front

national dans le Nord- Pas-de-Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur notamment, deux régions où, au long de notre enquête *Passion française* (Gallimard, 2014), nous avions pointé les profondes déchirures ethno-religieuses du tissu social.

En ce sens, les massacres de novembre 2015 agissent comme un révélateur, et ils ne s'éclairent que grâce à leur mise en contexte. Le communiqué de revendication de la « razzia bénie » qui ouvre ces pages ne fait sens qu'en écho à toute une vision du monde qu'il est impératif de décrypter, dans la pluralité de ses dimensions. Les propos qui suivent, reproduits *verbatim*, ont été publiés en ligne en 2015 et diffusés sur les réseaux sociaux des sympathisants de l'organisation État islamique/ Daesh sous le titre *Comment survivre en Occident ? Guide du combattant du Djihad 2015*, en constituent une introduction :

> — *Une véritable guerre s'intensifie au cœur de l'Europe. Les chefs de la mécréance mentent sans cesse aux médias en disant que nous les musulmans sommes tous des terroristes — alors que nous l'avons démenti et que nous voulons être des citoyens paisibles. Mais ils nous ont coincés et nous ont forcés à nous radicaliser — et ce sera la cause de leur défaite et de la conquête de Rome.*
>
> *Ceux qui possèdent les médias ont eu l'Europe et l'Occident comme place forte depuis mille ans, ils ne veulent pas que l'islam s'y dresse ! Ils veulent conserver leur autorité, leur adultère, leur vin, et leur argent et ne veulent pas le perdre. Ils font une campagne médiatique à coup de milliards de dollars pour en finir avec l'État islamique au Moyen-Orient et arrêter la montée du véritable islam en Occident* […]. *C'est un enjeu de vie et de mort pour les deux camps, car un seul survivra. Muhammad (paix sur lui), le dernier messager d'Allah (Dieu), nous a promis la victoire et la conquête finale de la capitale de l'Europe, Rome — mais après que nous aurons pris la Perse (Iran)* […].

Dans l’Oumma (nation) du prophète Muhammad (paix sur lui) nous avons été instruits de combattre physiquement pour défendre notre religion et nous-mêmes où que nous soyons dans le monde. Si tu n’es pas d’accord avec cette défense armée et que tu es pacifiste, souviens-toi que tu seras emprisonné pour ta religion maintenant ou à l’avenir, et demande-toi si tu seras capable de conserver ton Iman *(ta foi). Ceux qui passent à l’offensive plus tôt apprendront à réagir en toutes circonstances, et ils recevront plus probablement le martyre (*chahada*) qu’une longue sentence d’emprisonnement…*

PROLOGUE

DE LA MARCHE DES BEURS À CHARLIE ET AU BATACLAN

En janvier 2016, le premier anniversaire des massacres perpétrés à Paris par les djihadistes Chérif et Saïd Kouachi ainsi qu'Amedy Coulibaly suit d'à peine quelques semaines ceux du 13 novembre au Bataclan et à Saint-Denis. Ces carnages adviennent une décennie après les grandes émeutes qui secouent les banlieues populaires françaises en octobre-novembre 2005. La commémoration a aussi lieu cinq ans après les soulèvements arabes de l'hiver 2010-2011 en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen, à Bahreïn et en Syrie.

La tuerie de janvier 2015 à *Charlie Hebdo* et au supermarché Hyper Cacher de la porte de Vincennes, accompagnée de l'assassinat des policiers Ahmed Merabet et Clarissa Jean-Baptiste, s'inscrit elle-même dans une histoire récente et violente. Celle des bouleversements tectoniques subis par la société française désormais entrée dans l'ère « rétrocoloniale », retour du refoulé nord-africain de notre histoire, et du séisme des révolutions du monde arabe, de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient. L'explosion du terrorisme en France, qui culmine dans ce 11 Septembre français auquel répond le « Je suis Charlie » des manifestants du 11 janvier, vient au terme d'une série de secousses initiées par l'affaire Merah de mars 2012. La réapparition du djihad sur notre sol, qui a pris au dépourvu les organismes sécuritaires après seize ans de sanctuarisation du territoire, est suivie d'une série de répliques tout au long de l'année 2015.

De l'arrestation fortuite d'un djihadiste suspecté d'avoir planifié un attentat contre une église, en avril 2015, aux massacres de novembre à Paris et à Saint-

Denis, en passant par la première décapitation en France, en juin, à la semblance des exactions perpétrées par Daesh en Syrie et en Irak, puis par la fusillade heureusement avortée dans un Thalys, en août, le djihadisme est désormais implanté dans l'Hexagone. Plusieurs centaines de nos compatriotes ont rejoint le « califat » du Levant, et, au début de 2016, plus de quinze cents se trouvent dans un processus de départ ou de retour. La plupart d'entre eux sont des enfants de l'immigration musulmane postcoloniale, mais la proportion de convertis, jeunes gens comme jeunes filles, est de l'ordre de un pour trois ou quatre.

Pareils chiffres obligent à envisager cette terreur inédite comme un révélateur du malaise français et de l'incapacité des élites politiques et économiques à avoir prise sur les transformations de la société. L'irruption djihadiste, derrière laquelle pointe l'implantation du salafisme, modèle de rupture en valeurs avec la République et sa laïcité, n'est pas un phénomène isolé. Les succès électoraux du Front national et l'invasion du Web par les sites identitaires et « conspirationnistes », dont Alain Soral est l'idéologue et Dieudonné la tête de gondole, constituent des « fractures françaises » parallèles, depuis les cités HLM jusqu'aux pavillons de banlieue.

C'est pendant les dix ans qui séparent les émeutes de l'automne 2005 et les attentats de l'année 2015 que la France voit se creuser ces nouvelles lignes de faille. La jeunesse née dans l'Hexagone et issue de l'immigration postcoloniale en constitue le principal enjeu symbolique. En son sein, des modes d'affrontement violents avec la société et ses institutions apparaissent, sans toutefois que l'expression politique de ses aspirations ou de ses frustrations s'y limite. Mais ces confrontations, dans la diversité de leur répertoire, des émeutes au djihad, construisent ces jeunes comme otages médiatiques d'une forme de stigmatisation, dont on verra qu'elle nourrit en retour un fantasme obsidional d'« islamophobie ». Paradoxalement, cette décennie correspond aussi à un autre type de comportement, bien plus massif, qui en prend le contre-pied : l'entrée de cette jeunesse dans la citoyenneté française, traduite par le vote.

Pour la première fois depuis que la population immigrée d'ascendance musulmane est installée en France, cette génération participe significativement aux élections, non seulement en se rendant massivement aux urnes, mais en

envoyant des centaines de candidats aux différents scrutins. Elle favorise en outre à son corps défendant la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007 : ancien ministre de l'Intérieur lors des émeutes anxiogènes de 2005 réprimées avec fermeté, il bénéficie d'un report sur son nom de l'électorat d'extrême droite et l'emporte ainsi aisément sur sa rivale socialiste Ségolène Royal, qui, pour sa part, fait le plein de ces néoélecteurs des quartiers populaires.

À l'inverse, le succès plus serré de François Hollande en 2012 profite des voix de plus de 80 % des votants qui se définissent auprès des instituts de sondage comme « musulmans » et se mobilisent contre son adversaire et prédécesseur aux propos controversés sur les questions migratoires ou musulmanes.

Malgré la force de son identité nationale, construite sur les mythes fondateurs jacobin puis napoléonien, eux-mêmes héritiers de la monarchie absolue, notre pays a connu tout au long du XXe siècle des affrontements sociaux intenses. Ils ont nourri l'un des plus puissants partis communistes d'Europe occidentale, vecteur d'une contre-culture de lutte des classes transformant les quartiers populaires en bastions rouges. Doté à son apogée d'une fonction tribunitienne qui portait l'utopie de l'avenir radieux du communisme — tout en gérant dans la vie quotidienne municipalités, syndicats, mouvements de jeunesse ou associations caritatives et en assurant en parallèle l'ascension de ses cadres —, le PCF n'a pas survécu aux bouleversements advenus lors du quart de siècle écoulé.

La fin de la société industrielle, du travail posté et fortement syndicalisé et l'émergence simultanée d'un chômage de masse et d'un secteur de services valorisant l'initiative individuelle au détriment des solidarités nées de l'emploi ouvrier peu qualifié ont rendu caduc le « parti des travailleurs ». Les jeunes chômeurs ou vivant de l'économie informelle et de divers trafics, nombreux dans la génération issue de l'immigration comme des classes populaires françaises « de souche », ne pouvaient plus se reconnaître dans celui-ci.

C'est en ses lieu et place que deux types de mobilisations contestataires se sont développés en parallèle : le nationalisme identitaire d'extrême droite et le référent islamique. Ils sont uniment porteurs, comme le PCF jadis, d'une forte

charge utopique qui réenchante une réalité sociale sinistrée en la projetant dans un mythe où les laissés-pour-compte d'aujourd'hui seront les triomphateurs de demain. Dans cet « avenir radieux » nouvelle manière, le drapeau rouge a viré au brun des partis autoritaires ou à la bannière verte du Prophète. Les conflits naguère standardisés par la lutte des classes n'opposent plus le prolétariat à la bourgeoisie, mais, selon les uns, les « Français » à l'« Empire mondialisé » (réminiscence du complot judéo-maçonnique des années 1930) ainsi qu'aux immigrés, et, selon les autres, les « musulmans » aux *kuffar* (« mécréants » en arabe coranique).

Ces deux visions du monde redéfinissent les appartenances de groupe, solidarités comme inimitiés, selon des critères qui ne s'affichent plus comme sociaux, même si, dans les faits, ils s'alimentent d'un sentiment ou d'une hantise de déclassement. La communauté imaginaire dont leurs adeptes se réclament est transversale et hétérogène. Elle s'agrège d'abord à des certitudes morales perçues comme menacées et à la construction d'une éthique de substitution, dont serait dépourvue une vie politique institutionnelle faite de compromissions et de corruption.

À côté du Front national, qui se targue d'être le « premier parti de France » depuis ses scores aux élections européennes de 2014, se déploie un agglomérat plus complexe, dont la rhétorique frontiste ne rend pas entièrement compte. Il touche aussi bien à des organisations qui font sortir dans la rue un électorat plus modéré, comme la « Manif pour tous » contre la loi autorisant le mariage homosexuel votée par la majorité de gauche en 2014, qu'à une nébuleuse surgie sur Internet et connue par son sobriquet de « fachosphère ». Les partis identitaires radicaux qui y appellent à rassembler tous les « Français de souche » contre l'« invasion musulmane » voisinent avec la mouvance « conspirationniste » qui vise à mobiliser de conserve contre le « sionisme » descendants de « Gaulois » et de « Français récents ».

Du côté des « islamiques », on trouve également de nombreux clivages générationnels, sociaux et politiques. Bien des groupes sont en compétition pour conquérir l'hégémonie sur une population estimée à quelque 8 % des habitants de l'Hexagone et la structurer en une « communauté » qui serait définie par des

barrières religieuses et culturelles. Cette population est plus jeune et plus pauvre que la moyenne des Français et dotée d'une démographie autrement dynamique. Elle commence à être gonflée, phénomène nouveau, par un flux de conversions en provenance de la jeunesse populaire et petite-bourgeoise « de souche » européenne.

Elle représente, pour le présent et l'avenir proche, un enjeu de société considérable et un réservoir électoral majeur. Il est toutefois peu probable qu'elle puisse incarner ce front uni auquel les entrepreneurs politico-religieux islamiques travaillent d'arrache-pied en érigeant des marqueurs de frontière culturelle, qui vont, depuis la fin des années 1980, du port du voile au respect du halal ou à l'interdit du mariage homosexuel.

Parmi ces entrepreneurs émerge au cours de la décennie 1980 l'UOIF (Union des organisations islamiques de France), issue des Frères musulmans, le principal courant international de l'islamisme politique. Hégémonique jusqu'au milieu des années 2000 et contrôlée par des « blédards » (ceux qui viennent du « bled ») arabophones nés et éduqués en Afrique du Nord ou au Levant, elle fait de la lutte pour le voile à l'école son cheval de bataille.

En perte de vitesse depuis la loi de 2004 prohibant le port de signes religieux ostentatoires et les émeutes de 2005, l'UOIF paraît désormais bousculée par la mouvance salafiste dans le combat des idées et des symboles islamiques. Cette vision « intégrale » de la religion musulmane construit un grand récit promouvant un apartheid culturel avec la société « mécréante ». Elle recrute principalement parmi les enfants des quartiers relégués, où l'islam est devenu une norme, multipliant les marqueurs ostensibles dans le tissu urbain, et un *habitus* prégnant pour leurs habitants.

Ces deux courants édictent des règles et prohibitions et échafaudent des représentations du monde défiantes envers l'identité française constituée. S'y greffent des mouvements à finalité plus explicitement électorale, dont le plus efficient est l'UAM 93 (Union des associations musulmanes du 93), qui défend une stratégie de lobby confessionnel en Seine-Saint-Denis, premier département à majorité musulmane de France selon son président. Lors des élections

municipales de 2014, l’UAM 93 vise à détacher les cités populaires du vote socialiste, voire à les faire passer à droite.

Ce basculement est aidé par la participation d’organisations islamiques à la Manif pour tous et par les injonctions subséquentes de certains imams à sanctionner dans les urnes les socialistes, « corrupteurs sur la terre » pour avoir autorisé le mariage homosexuel. Si les fidèles eux-mêmes se sont prononcés majoritairement pour la gauche lors des élections présidentielle et législatives de 2012, essentiellement sur des critères d’appartenance sociale, le vote socialiste s’effrite dès 2014, en partie du fait de la persistance de la crise économique, mais aussi parce qu’il entre en conflit avec des valeurs moralo-religieuses.

Toutefois, la dynamique de mobilisation de la jeunesse issue de l’immigration postcoloniale ne se limite pas au dilemme entre une appartenance sociale qui la rapproche de la gauche et une affirmation ethno-religieuse qui la pousse vers la droite. Depuis l’effondrement du parti communiste, les classes populaires dans leur ensemble cessent d’apporter leurs suffrages à la gauche et se laissent entraîner dans la spirale du vote identitaire d’extrême droite. En 2015, le Front national est le premier parti ouvrier en intentions de vote. Dès les élections législatives de 2012, on a pu constater en outre que certains des candidats provenant de l’immigration postcoloniale se réclamaient de celui-ci, voire de l’univers mental d’Alain Soral ou de Dieudonné, tandis que d’autres reprenaient en partie la rhétorique islamiste.

L’entrée en politique de cette jeunesse est l’héritière d’une histoire autrement plus longue que les vicissitudes qu’elle a connues durant la décennie 2005-2015. Sa chronologie remonte au mythe fondateur de la « Marche pour l’égalité et contre le racisme », baptisée par la presse « Marche des beurs », de l’automne 1983, première tentative d’autoaffirmation de cette nouvelle composante de la population française. La Marche advient vingt ans après l’indépendance de l’Algérie — le temps nécessaire pour que la génération des enfants nés en France de parents algériens atteigne l’âge adulte.

Partie des quartiers à prédominance algérienne du nord de Marseille, elle parcourt le pays à la manière d’une procession, passant par Lyon et Roubaix, en marquant un territoire épars dont elle aurait rassemblé les éléments — la néo-

France algérienne des cités populaires — en un miroir inversé de l’Algérie française disparue, à la charnière entre l’Empire français et ce qui deviendra l’ère rétrocoloniale. La Marche des beurs s’achève à Paris le 3 décembre 1983 par la présentation à François Mitterrand, au palais de l’Élysée, de revendications de participation politique. Elle émane des enfants d’un FLN (Front de libération nationale) algérien à propos duquel il avait déclaré, lorsqu’il était ministre de l’Intérieur, le 5 novembre 1954, au lendemain de la « Toussaint rouge » : « La seule négociation, c’est la guerre. »

Au départ, la Marche se réfère à des idéaux universels dont les participants s’estiment dépossédés, notamment du fait des bavures policières advenues durant les « étés chauds », imputées à des « délits de faciès », qui font plusieurs morts lors de contrôles d’identité ou d’incidents sécuritaires. Par-delà cette volonté affichée, et comme l’exprime sa dénomination de Marche des beurs, elle marque avec force l’irruption d’une ethnogénération sur la scène française.

La « seule négociation » du locataire de l’Élysée — pour paraphraser son propos de 1954 — sera la ruse. Au lieu de favoriser l’adhésion aux partis politiques de ces jeunes, dont l’hybridation, qu’illustre leur usage du verlan pour se désigner, devrait leur garantir une meilleure intégration à la société française et l’assimilation à celle-ci, ils sont cantonnés à servir de public à la politique spectacle d’une association antiraciste.

La ruse mitterrandienne est double : fédérer largement le mouvement dans la jeunesse pour stigmatiser l’extrême droite, dont la montée en puissance divisera la droite et permettra la réélection du président en 1988. Mais aussi diluer les revendications spécifiques des marcheurs, notamment les affinités propalestiniennes exprimées par le port du keffieh à carreaux de Yasser Arafat, dans un antiracisme à plus large spectre où les organisations juives françaises jouent un rôle moteur sous l’égide de la petite main jaune de SOS Racisme et de son slogan « Touche pas à mon pote ». On verra comment cette machiavélique malédiction mitterrandienne perdure jusqu’à présent et s’exacerbe au point que l’extrême droite est aujourd’hui installée au cœur de la vie politique française et en position de rafler la mise et que la marginalisation des enfants de l’immigration musulmane ouvre les vannes à la salafisation et au djihadisme.

C’est à l’étude de ce changement d’ère et de la gésine, au sein de l’Hexagone, d’un djihad français que sont consacrées les pages qui suivent. On découvrira dans un premier moment comment, entre les années charnières de 2005 et 2012, s’effectue l’incubation alors que se joue une mutation en profondeur de la société passée quasiment inaperçue. Les émeutes de l’automne 2005 débutant à Clichy-sous-Bois, qui accouchent de la troisième génération de l’islam de France, ont lieu tandis que, au Moyen-Orient, c’est la troisième génération djihadiste qui émerge, sous la plume de son penseur syrien Abu Musab al-Suri.

Né en réaction aux émeutes, le quinquennat de Nicolas Sarkozy, qui emprunte à l’extrême droite son logiciel politique, s’achève avec l’affaire Merah. Les services de renseignement ont été incapables d’anticiper la fusion qu’elle exprime entre une idéologie islamiste étrangère portée par les réseaux sociaux et la nouvelle sociologie politique du salafisme français radicalisé.

Dans un second temps, on observera comment François Hollande, bénéficiaire du « vote des musulmans » lors de son élection en mai 2012, perd rapidement celui-ci du fait de la loi sur le mariage homosexuel, qui déclenche une « Manif pour tous » où catholiques et « islamiques » défilent ensemble sur des valeurs conservatrices, mais aussi de l’aggravation de la crise économique qui frappe lourdement les cités.

Tel sera le terrain favorable à l’éruption du djihad français, dans une société où les quartiers populaires sont pris en étau entre la résistible ascension du Front national et la percée d’un salafisme dont les éléments les plus radicaux, les yeux fixés sur la Syrie et Daesh, prônent la destruction de l’Europe par la guerre civile.

I

L’INCUBATION

DE CLICHY À SARKOZY

(2005-2012)

Entre 2005 et 2012 s'effectue un grand basculement dans l'islam de France. Sept années seulement séparent les émeutes de la tuerie perpétrée par Merah, mais ce septennat de tous les dangers est celui des occasions manquées. Le retour spectaculaire du terrorisme djihadiste dans l'Hexagone, en mars 2012, coïncide paradoxalement avec le début d'une campagne qui aboutit à l'élection à la présidence de la République de François Hollande, redevable pour partie au vote massif des musulmans en sa faveur. Elle est suivie d'un scrutin législatif où, pour la première fois, plus de quatre cents candidats issus de l'immigration et d'ascendance musulmane se présentent afin d'incarner la souveraineté du peuple, dont ils assument désormais pleinement de faire partie.

Car en parallèle à ce processus d'intégration politique ostensible d'une population écartée précédemment du jeu institutionnel, un mouvement souterrain se fait jour. La troisième génération de l'islam de France émerge en 2004-2005, entre la commission Stasi et les émeutes. S'émancipant de la tutelle consistoriale promulguée par l'État depuis le Corif de Pierre Joxe, en 1989, jusqu'au CFCM de Nicolas Sarkozy, en 2003, elle se réclame d'une citoyenneté décomplexée porteuse d'une religion exigeant les mêmes droits que les chrétiens ou les juifs, historiquement implantés.

Le découplage entre cette nouvelle citoyenneté politique et les bases sociales fragiles de celle-ci ajouté à l'éparpillement d'un champ religieux islamique de France propice à toutes les surenchères créent les conditions favorables à la

revendication d’un islam « intégral ». Celui-ci offre une imaginaire solution de rechange aux impasses de la société, solution d’autant plus attractive qu’elle parvient à agréger pour partie des utopies radicales préexistantes d’extrême gauche comme d’extrême droite ou à s’y substituer, comme le manifeste la croissance inouïe des conversions.

Ce mouvement est accéléré par les mutations que connaît le djihadisme international. L’année 2005 voit la mise en ligne d’un *Appel à la résistance islamique mondiale* qui théorise le terrorisme sur le sol européen comme principal vecteur de la lutte contre l’Occident et identifie dans la jeunesse « mal intégrée » issue de l’immigration son instrument de prédilection. Ce texte rompt avec la logique d’al-Qaida, dont les dirigeants missionnaient des exécutants venus du Moyen-Orient pour attaquer les États-Unis, et privilégie une stratégie d’offensive à l’intérieur des pays d’Europe, avec l’objectif de les faire imploser en suscitant la guerre civile en leur sein.

La lente maturation de ces idées, au fur et à mesure que de jeunes djihadistes européens partent se former sur les champs de bataille irakien puis afghan, produit le milieu d’où émergera Mohamed Merah. Mais au moment même où cet ennemi de la société commet les massacres de Montauban puis de Toulouse au nom du djihad, en mars 2012, s’exprime à l’inverse, et pour la première fois avec cette ampleur, l’intégration politique par le vote et la candidature de la jeunesse française d’ascendance immigrée et musulmane.

C’est cette intégration, clé de l’harmonisation d’une société française plurielle autour d’un socle de valeurs partagées, qui est menacée en son tréfonds par l’émergence du djihad en son sein.

1

2005, l’année charnière

Les terribles émeutes qui ébranlent le pays à l’automne 2005 et contraignent le gouvernement de l’époque à proclamer l’état d’urgence — une première depuis la fin de la guerre d’Algérie — ont lieu dans un contexte de profonds bouleversements nationaux et internationaux.

En France, elles se situent au moment historique où une ethnogénération nouvelle fait une arrivée fracassante sur la scène en prenant, pour trois semaines, possession de la rue dans les cités où elle réside. Durant la décennie consécutive, cette irruption sera déclinée à la fois dans les urnes et dans l’affirmation identitaire islamique. Des inscriptions en grand nombre sur les listes électorales s’accompagnent de l’entrée de milliers d’élus dans les conseils municipaux, généraux et régionaux. Aux législatives de 2012, quelque quatre cents candidats issus de l’immigration postcoloniale, sur un total de six mille, aspirent pour la première fois à incarner la souveraineté nationale. Une demi-douzaine d’entre eux deviennent députés, auxquels s’ajouteront une quantité équivalente de sénateurs.

Les émeutes correspondent au passage à un nouvel âge de l’islam de France : celui de la prise de pouvoir d’une génération née et éduquée sur le territoire, qui va bousculer les instances représentatives de cette religion contrôlées par les générations précédentes. Ce phénomène se produit au moment même où, à l’échelle internationale, la mouvance islamiste radicale exprimée par le djihadisme amorce sa propre mutation. Celle-ci substitue à l’organisation

pyramidale d’al-Qaida, dirigée par Oussama Ben Laden et manifestée par les attentats spectaculaires du 11 Septembre aux États-Unis, une approche inédite. Reposant sur un modèle *réticulaire*, elle privilégie l’Europe comme cible et cherche ses relais principaux parmi les jeunes musulmans européens.

Dans des pays voisins de la France, des attentats sanglants ont été commis, comme au Royaume-Uni en 2005, tandis que la polémique sur les caricatures du Prophète publiées dans un journal danois se répercute dans le monde entier. Tous ces événements annoncent ce qui adviendra dix ans plus tard avec une ampleur plus forte encore, à Paris puis Copenhague, dans un contexte lié à l’expansion de Daesh en Syrie et en Irak, et alors que des milliers de jeunes Européens y ont déjà rejoint le djihad.

L’articulation complexe entre les mutations démographico-culturelles de l’Europe et les transformations du djihadisme est cruciale pour comprendre ce qui s’est produit au cours de la décennie charnière qui va des émeutes de 2005 aux attentats de 2015.

Le double déclencheur des émeutes

La signification la plus lourde de conséquences des émeutes de 2005 est l'irruption de la génération issue de l'immigration postcoloniale comme acteur politique cardinal. Cette jeunesse s'empare de la rue dans les quartiers populaires où elle a le sentiment de vivre reléguée. Par le spectacle des déprédations, des pillages, des incendies de véhicules et du harcèlement des forces de l'ordre, elle envoie au reste de la population un message existentiel qui laissera des traces profondes, une fois les émeutes achevées, au bout de trois semaines. La mise en scène et l'unité de lieu des violences sont pourtant soigneusement circonscrites.

Les participants eux-mêmes limitent celles-ci à un registre surtout symbolique : entre le 27 octobre et 18 novembre, on ne déplore que quatre décès liés aux événements, dont les deux adolescents électrocutés après s'être réfugiés dans un transformateur à Clichy-sous-Bois, premier catalyseur de la révolte. Le spectre en est essentiellement autodestructeur : incendies des infrastructures publiques des cités — écoles, gymnases, bureaux de poste ou moyens de transport —, dont les émeutiers sont, comme les autres habitants des quartiers populaires, les principaux usagers. Les incidents se répandent comme une traînée de poudre dans la France entière, créant un sidérant effet de masse dont les médias audiovisuels fournissent à la fois le vecteur et la chambre d'écho.

Le leitmotiv sensationnaliste *Paris is burning* seriné par certains titres de la presse américaine est faux : Paris ne brûle pas. Non seulement la police veille à

contenir toute contagion géographique, mais les émeutiers eux-mêmes se montrent inaptes à sortir de leurs quartiers, où se limitent les mises à feu. Contrairement à ce qui fut avancé par certains, il n'existe aucune organisation ni coordination nationale. Le mouvement, réactif et spontané, ne se nourrit, jusqu'à l'épuisement, que des aléas de son propre spectacle, y compris télévisuel, la surenchère ardente des débuts cédant la place à une décrue tout aussi rapide. Sur le terrain, comme l'expliquent des jeunes de Clichy-Montfermeil qui en ont été les acteurs ou les témoins, le tempo des émeutes se cantonne essentiellement aux quelques heures suivant le crépuscule. Les escarmouches y ont lieu jusqu'à ce que leurs instigateurs lassés aillent se coucher dans la cité même où ils les ont lancées, en bas de chez eux.

C'est le reportage médiatique en continu qui donne au public le sentiment d'une action incessante et universelle, alors qu'elle est spasmodique et circonscrite. La réalité des émeutes et leur spectacle sont largement dissociés, mais l'ampleur du phénomène et ses excès font prévaloir une interprétation émotionnelle, propre à l'exacerber.

Les émeutes ont un double déclencheur. L'observation de cette dualité permet de mesurer le départ entre réalité et représentation des événements. Premier déclic : le décès par électrocution, le 27 octobre, de deux adolescents, l'un d'origine malienne, l'autre tunisienne, réfugiés dans un transformateur pour éviter une interpellation par la police. Mais le drame n'entraîne qu'une réaction momentanée et limitée à l'agglomération de Clichy-Montfermeil. Le second déclic, trois jours plus tard, est le jet, à la nuit tombée, par des forces de l'ordre « caillassées », d'une grenade lacrymogène qui atterrit à l'entrée d'une mosquée bondée. La vision de fidèles suffocants et pris de panique relance alors une mobilisation faiblissante et l'étend en quelques jours à la majorité des cités des quartiers populaires.

Le « grand récit » des émeutes à destination de l'opinion publique ne retient pourtant que l'épisode dramatique de l'électrocution, alors que c'est le « gazage de la mosquée Bilal » qui fournit le ressort des événements et cause leur diffusion stupéfiante à travers tout le pays. La dimension tragique de la mort des adolescents Bouna Traoré et Zyed Benna, innocents du cambriolage dont ils sont

soupçonnés, procure la matière d’un propos émotionnel aisément compréhensible auquel on peut s’identifier, et qui s’efforce d’offrir une justification morale à la révolte. Celle-ci s’avérera d’autant plus nécessaire quand les dommages auront atteint une ampleur inouïe, avec plus de neuf mille véhicules incendiés en trois semaines et des dizaines de millions d’euros de dégâts, et que la population majoritaire basculera dans la peur et l’indignation.

Le traumatisme fournira en réaction de nombreux suffrages à Nicolas Sarkozy, ministre de l’Intérieur à poigne durant les émeutes et candidat victorieux à l’élection présidentielle moins de deux ans plus tard, en juin 2007. Et cependant, comme l’établissent des entretiens recueillis auprès des participants et témoins à Clichy-Montfermeil et publiés dans *Banlieue de la République* (Gallimard, 2012), c’est le « gazage de la mosquée » — tel que cette dénomination en force le trait, lui ôtant son caractère accidentel pour le transformer en offensive délibérée de la police contre les fidèles musulmans — qui demeure le principal vecteur du soulèvement.

Alors qu’en 2005, dans les quartiers populaires, l’islam est en passe de se muer en un marqueur identitaire irrépressible, cet incident en dramatise les enjeux au moment même où les jeunes nés en France le disputent aux générations plus âgées, nées et éduquées au Maghreb ou au Levant, pour l’hégémonie de l’expression musulmane. Par la révolte, ils se positionnent en défenseurs par excellence de l’honneur bafoué de leurs parents, atteints dans le tréfonds de leur dignité par la profanation de leur lieu de culte durant la prière collective.

Comme l’explique Hassan, un militant associatif qui deviendra élu local, la situation aurait pu rapidement se calmer après les « émeutes spontanées » des pairs adolescents de Bouna et Zyed, le jeudi 27 octobre 2005, du fait de l’intervention des « grands frères », qui organisent dès le samedi une marche silencieuse. Mais survient le dimanche 30 :

> — *Ça s’agite du côté de la mosquée Bilal. Des bombes lacrymogènes atterrissent dans l’enceinte de la mosquée, et là,*

effectivement, ce ne sont plus seulement les quinze-dix-sept ans, mais tous ceux qui étaient pacifiques ! Quand tu vois ta mère sortir de la mosquée et s'écrouler, ta grand-mère, parce que c'était ramadan, le mois sacré, en pleine prière. Dans ces quartiers, les jeunes se sentent abandonnés, délaissés de toute part. La seule chose qui leur reste, c'est leur religion. C'est ça, pas la mort de Zyed et Bouna, qui a fait boule de neige dans la France entière !

Nasser, un autre militant associatif un moment sollicité par les médias pour s'exprimer au nom des jeunes Clichois, puis candidat aux élections législatives, précise le tempo des violences :

— C'est le ramadan, donc les jeunes mangent, je me souviens, à 18 h 30, et ensuite ils vont un petit peu à l'affrontement. Ça dure trois, quatre heures. Puis ils rentrent chez eux. Ces jeunes, ils ont autre chose à faire !

Le ramadan fournit ainsi le cadre temporel des deux phénomènes déclencheurs : Bouna et Zyed se hâtent de regagner l'appartement familial afin d'être à l'heure pour la rupture du jeûne quand ils se voient contraints de trouver refuge dans le transformateur ; les fidèles se rassemblent à la mosquée en nombre après le repas de *ftour* pour accomplir les prières surérogatoires spécifiques du mois sacré. Mais si celui-ci prend fin le 2 novembre, les émeutes, elles, se poursuivent pendant encore deux semaines. C'est donc que la dimension sociale et collective de l'événement s'émancipe du contexte religieux. Néanmoins, le sentiment du sacrilège commis par la police sert non seulement de catalyseur initial, mais fournit, selon Hassan, la justification rationnelle des violences :

— Ce qui a tout dynamité, c'est l'agression de la mosquée. Ce n'est pas normal ce qui s'est passé, et les suites encore moins : il n'y a pas eu

> *d'excuses, rien. Les gens se sont dit qu'aujourd'hui, en France, un musulman ne vaut rien. Un musulman ne compte que pendant les élections. Ç'aurait été un juif ou une synagogue, on n'aurait pas réagi de la même manière.*

Bilal, pieux informaticien trentenaire, qui prie dans la mosquée lorsque la grenade lacrymogène s'y abat, en construit un récit personnel haut en couleur, dont le caractère apologétique vise à rationaliser les violences de la révolte en en faisant porter la faute sur la police :

> — *Les femmes qui étaient en haut* [de la mosquée, dans l'espace réservé] *ont été intoxiquées par les grenades qui étaient tirées à l'extérieur. Moi je pleurais. On se disait : c'est la guerre. Les fusils avec lesquels ils lancent leurs grenades lacrymogènes, on dirait des fusils de l'armée. Ça fait peur de les avoir en face.*

Pour Hamza, militant islamiste turc qui se trouve également sur les lieux et qui affirme « avoir fait beaucoup d'efforts pour calmer les jeunes qui jetaient des pierres », le climat de guerre rend impossible sa médiation. Il inscrit même les affrontements dans un contexte planétaire de conflit entre musulmans palestiniens et Israël, comme à la télévision :

> — *Ramener des hélicoptères au-dessus des barres HLM, ça fait automatiquement penser à la Palestine. C'est le mot qui revenait le plus souvent : « Regardez, c'est ce que doivent vivre nos frères palestiniens ! »*

De la profanation au blasphème

La rationalisation de la révolte comme réaction à la profanation délibérée d'un lieu de culte islamique par l'État et sa police s'opère dans un contexte international propice, qui ne se limite pas au thème récurrent de l'identification au conflit israélo-palestinien. Le 30 septembre 2005, au Danemark, un mois avant le double déclenchement des événements de Clichy-Montfermeil, le quotidien *Jyllands-Posten* publie une série de caricatures du prophète Mahomet afin de tester l'autocensure des intellectuels danois en matière d'interdits énoncés par le dogme de l'islam.

Cette initiative vise à répondre au traumatisme engendré par l'assassinat à Amsterdam, un an auparavant, le 2 novembre 2004, du vidéaste Theo Van Gogh. Ce descendant lointain du fondateur de la peinture moderne a réalisé un court-métrage intitulé *Soumission,* en écho à la signification du terme arabe *islam* (le même titre sera donné au roman de Michel Houellebecq, paru le 7 janvier 2015, jour du massacre à *Charlie Hebdo*).

Dans le film sont projetés sur un corps féminin dénudé des versets coraniques jugés hostiles à la cause des femmes par le metteur en scène et sa scénariste, la députée Ayaan Hirsi Ali, une musulmane originaire de Somalie professant désormais l'athéisme. Theo Van Gogh est abattu en pleine rue puis égorgé par un jeune Néerlandais de vingt-sept ans d'ascendance marocaine. L'affaire bouleverse en profondeur les Pays-Bas, chantres jusqu'alors d'un

multiculturalisme sans limites. Le jacobinisme français y a du reste été voué aux gémonies lorsque la commission Stasi a rendu ses conclusions en recommandant la prohibition des signes religieux ostentatoires à l'école, traduites par la loi du 15 mars 2004.

Les réactions outragées devant le blasphème envers la personne du Prophète, publicisées dans le monde musulman par les militants islamistes danois, recueillent le soutien de certains gouvernements du Moyen-Orient. Ceux-ci, sans partager leur idéologie, n'en craignent pas moins de se voir accusés de tiédeur dans la défense d'un islam offensé. Pareille campagne planétaire, portée au paroxysme par les médias de la région, nourrit la logique obsidionale de l'« islamophobie » dans des cercles beaucoup plus larges que les réseaux habituels des salafistes ou des Frères musulmans. Notons que ce sont ces derniers qui inventent le terme dans les années 1990 pour criminaliser la moindre critique du dogme religieux dont ils se proclament les champions, tout en construisant une symétrie spécieuse avec l'antisémitisme afin de bénéficier des dividendes moraux de la victimisation et de retourner celle-ci contre Israël et le sionisme.

La polémique autour de l'offense à Mahomet dans l'Europe contemporaine n'est pas neuve. La campagne de 2005 est par bien des aspects un *remake* de celle qu'a dramatisée la fatwa de l'ayatollah Khomeyni condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, le 14 février 1989, pour l'injure au Prophète proférée selon lui par *Les Versets sataniques*. À l'époque, Ruhollah Khomeyni cherche à se faire le champion de l'islam universel, alors que son magistère ne peut s'exercer que sur la minorité chiite à laquelle il appartient, qui regroupe seulement quelque 15 % de la population musulmane mondiale. Cet appel au meurtre élargit à l'Europe le domaine juridique de la « terre d'Islam » (*Dar al-Islam*), puisque la sentence de la fatwa est censée s'y appliquer. Il sera suivi de beaucoup d'autres, émis et parfois exécutés par des djihadistes sunnites, comme l'illustrent tragiquement les tueries de *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015, et de l'Hyper Cacher le surlendemain.

Une quinzaine d'années après la fatwa de l'ayatollah Khomeyni de cette Saint-Valentin 1989, l'affaire danoise de 2005-2006, également axée sur le

thème porteur du blasphème, est rapidement prise dans une logique de compétition intramusulmane. Initiée par des islamistes sunnites, elle est aussitôt relayée par les grandes figures médiatiques de ce courant, comme le cheikh Frère musulman Youssef al-Qaradawi, un Égyptien naturalisé qatarien et principal prédicateur de la chaîne Aljazeera. Il n'y ménage pas son énergie pour faire des caricatures du *Jyllands-Posten* la pieuse cause mondiale dont il se proclame du même souffle le chevalier blanc. Cela entraîne la surenchère de Téhéran, où vient d'être élu à la présidence de la République le radical Mahmud Ahmadinejad, adepte des provocations à l'égard de l'Occident comme mode de gouvernement, qui s'illustrera en proposant de rayer Israël de la carte.

Coupant l'herbe sous le pied de ses rivaux sunnites, à l'instar de Ruhollah Khomeyni jadis, Mahmud Ahmadinejad annonce que l'Iran organise en rétorsion aux dessins danois un concours international des meilleures caricatures sur l'Holocauste nazi. Ce faisant, il retourne le blasphème contre le thème de la Shoah, sacro-saint en Occident, mais regardé par l'opinion publique et les médias du monde musulman, ainsi que par une partie de la jeunesse issue de l'immigration postcoloniale influencée par ceux-ci, comme le mythe fondateur sioniste qui a permis la création de l'État d'Israël abominé. Par cet outrage symétrique, le dirigeant iranien s'efforce de reprendre le leadership idéologique sur l'Oumma, la communauté islamique internationale, dont il trace les frontières spirituelles depuis le golfe Persique jusqu'à Clichy-Montfermeil ou au Jutland. Il trouvera de précieux relais en Europe pour faire écho à son mode sarcastique de détestation du « sionisme » en la personne de l'humoriste Dieudonné, promis à un grand avenir où se tissera l'alliance improbable entre certaines tendances radicales de l'islamisme et de l'extrême droite.

Le changement d’ère de l’islam de France

L’ampleur de la campagne islamique internationale contre le petit Danemark conduit un certain nombre de journaux européens à reprendre, par solidarité et pour défendre la liberté d’expression, les caricatures parues dans le *Jyllands-Posten*. Parmi ceux-ci figure la livraison du 8 février 2006 de *Charlie Hebdo*, dont l’équipe paiera le prix du sang neuf ans plus tard, avec le massacre du 7 janvier 2015 perpétré au siège de l’hebdomadaire par les frères Kouachi aux cris d’*Allahou Akbar* et « Le Prophète est vengé ». Le titre satirique post-soixante-huitard, dont le sens de l’humour comme le modèle commercial sont vieillissants, vend un demi-million d’exemplaires de ce numéro spécial de 2006 (le tirage dépassera les sept millions pour celui qui suivra les attentats de Paris).

Il est aussitôt attaqué en justice par le CFCM, lequel est finalement débouté de sa plainte par les tribunaux au nom de la liberté d’expression et parce que la République laïque ne connaît pas la notion juridique de blasphème. De même, l’UOIF, qui émet, le 6 novembre 2005, une fatwa intimant aux jeunes musulmans de cesser les violences, n’est pas entendue d’eux. Tout en incriminant « un acte irresponsable visant la mosquée de Clichy-sous-Bois à un moment de prière », elle se réfère au verset coranique « Allah n’aime pas les semeurs de désordre », stipulant :

> — *Il est formellement interdit à tout musulman recherchant la satisfaction et la gloire divines de participer à quelque action qui frappe de façon aveugle des biens privés ou publics, ou qui peuvent attenter à la vie d'autrui. Contribuer à ces actions est un acte illicite* [haram].

Non seulement la fatwa n'a aucun impact, mais, dès le lendemain, 7 novembre, le nombre de véhicules brûlés en une journée (1 408), de personnes arrêtées (395) et de policiers blessés (35) atteint son acmé… Et les émeutes dureront encore une douzaine de jours. Se scelle ce jour-là la fin de l'influence prépondérante de l'UOIF acquise depuis la première « affaire du voile », dans un collège de Creil, à l'automne 1989, qui l'avait vue jouer les boutefeux. S'y substitue le passage de témoin vers les jeunes nés sur le territoire, enfants de ces travailleurs immigrés, ou « darons », qui ont représenté la première génération islamique en France, avant 1989.

Dans le contexte difficile de l'époque, cette première génération focalise son action sur l'édification des mosquées. Les « immigrés » musulmans ne sont alors massivement ni citoyens français ni électeurs et ne peuvent guère peser sur la délivrance des permis de construire par les mairies. Ils sont marginalisés ensuite, après 1989, par les Frères et les « blédards », qui forment la deuxième génération, dont la plupart ne jouissent pas non plus de la citoyenneté française. Ceux-ci ciblent la jeunesse scolarisée née en France pour lui inculquer des principes musulmans intégraux destinés à la dissocier de l'éducation assimilatrice portée par l'école républicaine. Le cheval de bataille de cette rupture en valeurs est la revendication du port du *hijab*, qui constitue un irritant récurrent à partir de 1989. En l'absence de législation, cette revendication perturbe la vie des établissements par la multiplication des recours devant les tribunaux administratifs et le Conseil d'État.

La loi du 15 mars 2004, consécutive aux travaux de la commission Stasi, met un terme à la chicane et à la procédure islamistes. En ôtant à l'UOIF son principal levier juridico-politique, elle ruine de fait son emprise. Jusqu'alors, l'organisation entretenait une agitation à caractère victimaire dont elle retirait les

bénéfices en se présentant, aux yeux de ses ouailles, comme l'avocate de leur identité menacée et, à ceux du pouvoir, comme la gestionnaire d'une communauté définie par ses valeurs particulières à l'intérieur de la nation. Ce coup d'arrêt légal se produit au moment même où se déroule une mutation démographique et sociale : l'arrivée à l'âge adulte de la troisième génération, celle des enfants de l'immigration postcoloniale née au lendemain de la Marche des beurs de 1983.

Une année à peine sépare la loi prohibant le port du *hijab* à l'école des émeutes de 2005. Aussi cette loi marque-t-elle le basculement du centre de gravité de l'islam de France de l'UOIF aux « quartiers » et des « blédards » aux « jeunes », comme les désigne de l'extérieur le discours des médias. Nombre d'entre ces « jeunes » se plaisent à utiliser le verlan pour se nommer de l'intérieur en portant sur la place publique le langage indigène des cités de banlieue dont ils retournent le stigmate — *reubeus* (arabes), *renois*, voire *kebla* (noirs, blacks), *keturs* (turcs). S'y mêlent en nombre croissant des jeunes *céfrans* (Français « de souche » ou immigrés européens) convertis des deux sexes. Ceux-ci se retrouvent en minorité dans les cités des quartiers populaires par rapport à leurs pairs musulmans touchés par une réislamisation ostensible et fortement prosélyte dont le salafisme constitue le fer de lance. Comme nous le verrons, il leur sera difficile de résister à la pression socio-religieuse.

Mais les « jeunes » qui occupent le devant de la scène musulmane à partir du milieu de la première décennie du XXIe siècle ne se limitent pas à cette population délaissée. Des élites émergent en leur sein, grâce à des parcours éducatifs dans l'enseignement français très supérieurs à ceux de la génération des parents, concrétisés par l'obtention de diplômes scolaires ou universitaires. Si une partie d'entre elles choisit la voie de la fonction publique, et si certains s'engagent d'abord politiquement à gauche, avec les partis favorables à un modèle de redistribution sociale s'inscrivant dans la tradition ouvrière, le fait nouveau qui marque les années 2000 est l'arrivée d'une classe de jeunes entrepreneurs issus de l'immigration plus sensibles au marché et aux valeurs de la droite.

Parmi eux, on trouve bien sûr des individus désireux de mener des carrières caractéristiques de la méritocratie républicaine par laquelle sont passées les générations immigrées précédentes. Ces enfants provenant du sud et de l'est de l'Europe ont dilué dans cette ascension sociale leur identité héritée pour se fondre dans celle de la France en y contribuant. Mais, phénomène inédit, se distingue désormais également un nouveau type d'entrepreneurs soucieux de valoriser l'identité communautaire islamique, avec pour perspective de contrôler ainsi des parts de marché supposées captives. Ces derniers, que l'on peut qualifier de manière figurée d'« entrepreneurs du halal », jouent un rôle cardinal après 2005.

Le grand basculement de l'islam de France, qui change de génération emblématique en 2004-2005, entre la loi prohibant le port de signes religieux ostentatoires à l'école et les émeutes, ne va pas sans une série de conséquences notables. À la place des institutions mises en œuvre depuis 1989 par l'État pour tenter d'en assurer la représentation, mais qui s'avèrent sans influence sur la jeunesse, émergent une profusion d'initiatives montées de la base, venues d'associations ou de personnalités, certaines émanant de mosquées, d'autres de divers groupes d'intérêt. Pour la première fois dans la brève histoire de l'islam hexagonal, la grande majorité de leurs acteurs sont des citoyens français éduqués, sinon nés, là, et de langue maternelle française. C'est à l'aune de leur citoyenneté — dont certains contestent la valeur éthique et les devoirs, mais exigent les droits — qu'une série de revendications commencent à être formulées dans l'espace public.

Celles-ci vont du strict respect du halal, que ce soit dans l'alimentation ou pour le choix de partenaires matrimoniaux, comme marqueur de la frontière communautaire, jusqu'à l'ouverture d'écoles privées musulmanes permettant le port du *hijab*, mais prohibant l'enseignement de la « théorie du genre ». Elles se prolongent en lobbies électoraux négociant leur soutien aux candidats en contrepartie de leur engagement à défendre diverses causes islamiques. Quelle que soit leur orientation spécifique, la plupart de ces initiatives ont en commun de constituer des groupes de pression de consommateurs — de la viande rituellement égorgée à l'éducation et au vote. En ce sens, les jeunes citoyens qui

les incarnent prennent une revanche symbolique sur le terrain d'une consommation *halal*, devant la situation faite par la France à beaucoup de leurs géniteurs, exclus du champ de la production après la crise des années 1970 et y subissant un chômage de grande ampleur et de longue durée.

Cette nouvelle génération, de nationalité française, qui est élevée dans le monde des cités de banlieue trouve un mode privilégié d'expression et de propagation de ses valeurs avec Internet. Celles-ci mêlent recherche d'un modèle d'« islam intégral » inspiré du salafisme originaire de la péninsule Arabique et consultation fervente d'une islamosphère profuse en normes et injonctions rompant avec le modèle « mécréant » de l'Occident. Cet outil numérique et le référentiel extra-hexagonal auquel il donne accès instantanément débouchent sur l'édification d'une frontière de plus en plus stricte entre les sphères du *halal* (licite, autorisé) et du *haram* (illicite, interdit). Il favorise les ambitions des réseaux associatifs ou entrepreneuriaux, actifs dans le tissu social comme dans le cybermonde qui aspirent à exercer leur hégémonie religieuse, culturelle et politique sur les « jeunes ».

L'extension de ces réseaux est encore démultipliée par les mutations foudroyantes du monde digital, qui connaît durant la décennie 2005-2015 la révolution dite 2.0, facilitant la constitution de communautés virtuelles autour de YouTube, Facebook ou Twitter. C'est par ce biais que la troisième génération de l'islam de France, née, on l'a vu, après les émeutes de 2005, est mise en contact direct avec la troisième vague du djihadisme, qui commence à se former cette même année 2005 après la publication en ligne de l'opus fondateur de son principal penseur, le Syro-Espagnol Mustafa Setmariam Nasar, *alias* Abu Musab al-Suri, intitulé *Appel à la résistance islamique mondiale*.

Pareille coïncidence entre les mutations des banlieues, le changement de génération des leaders de l'islam de France et les transformations de l'idéologie du djihadisme international a tout d'une « rencontre du troisième type ». C'est bien elle, néanmoins, qui, par le biais de réseaux sociaux eux-mêmes émergents, produit l'hybridation d'où sortiront, dix ans plus tard, les cohortes de djihadistes français exaltés par le champ de bataille syro-irakien, où plus de cent cinquante d'entre eux ont déjà trouvé la mort à l'automne 2015, sans compter ceux qui, à

l’instar des Mohamed Merah, Chérif et Saïd Kouachi, Amedy Coulibaly ou Abdelhamid Abaaoud, perpètrent sur le territoire français des attentats ou des assassinats inspirés par cette idéologie.

Ce dernier phénomène est évidemment extrêmement minoritaire par rapport aux personnes concernées par les émeutes de 2005. Il ne représente au demeurant qu’une dérive extrémiste de cette troisième génération de l’islam de France qui s’est mise en place depuis lors et a connu bien d’autres modalités d’expression, comme on le verra. Mais son caractère spectaculaire, sa violence, les formes d’hégémonie culturelle qu’il a construites dans certaines couches de la population, sans oublier la mondialisation perverse qu’il illustre, lui donnent une dimension emblématique.

Cela nécessite d’identifier précisément le contexte de son émergence, sans rien occulter du phénomène, mais en le circonscrivant à sa juste mesure. L’articulation paradoxale entre ces deux sphères, les banlieues de l’islam françaises, d’un côté de la Méditerranée, l’Afrique du Nord et le Moyen-Orient pris dans la tourmente, de l’autre, livre la nouvelle dialectique du djihadisme.

La dialectique du djihadisme

En janvier 2005 sont mises en ligne les mille six cents pages de l'*Appel à la résistance islamique mondiale*, mélange d'encyclopédie militante et de mode d'emploi du djihad « 3G » rédigé par l'ingénieur Suri, quadragénaire djihadiste syrien naturalisé espagnol, qui va marquer de son sceau la décennie suivante.

Tirant le bilan des succès et des échecs du mouvement durant le quart de siècle écoulé, le texte élabore une dialectique du mouvement aux accents quasiment hégéliens. Selon l'auteur, tout commence avec le « moment de l'affirmation », correspondant au djihad afghan victorieux des années 1980 puis à ses séquelles infructueuses des années 1990 en Algérie, en Égypte et en Bosnie. Lui succède un deuxième temps, celui d'al-Qaida, emblématisé par le 11 Septembre 2001.

C'est le « moment de la négation » : au djihad armé contre l'ennemi proche (*al 'adu al qarib*) ayant conduit aux guérillas infécondes qui ont conclu le premier moment, Oussama Ben Laden et son organisation substituent les actions spectaculaires contre l'ennemi lointain (*al 'adu al ba'id*) américain destinées à l'affaiblir. Ce dernier est ainsi exposé, aux yeux des masses musulmanes, comme un colosse aux pieds d'argile. Mais, selon Suri, ce deuxième temps aboutit aussi à un échec, car le *business model* d'al-Qaida, porté par le seul terrorisme dont les télévisions satellitaires, notamment Aljazeera, sont le vecteur, n'a pas de traduction concrète chez les populations musulmanes. Les attentats

qui succèdent au 11 Septembre, jusqu'à ceux de Londres en juillet 2005, ne font qu'en épuiser la substance sans embrayer sur une mobilisation populaire.

L'*Appel à la résistance islamique mondiale* se situe à cette charnière historique. En théorisant la troisième vague à venir, correspondant dans la dialectique hégélienne à la « négation de la négation », c'est-à-dire à son « dépassement » (*Aufhebung*), Suri substitue à l'organisation pyramidale d'al-Qaida, dénuée d'implantation sociale, un djihadisme de proximité, selon un système réticulaire pénétrant par la base, et non plus le sommet, les sociétés ennemies à abattre. L'attaque spectaculaire contre l'Amérique est révoquée comme *hubris*, symptôme de démesure d'un Oussama Ben Laden intoxiqué par sa propre image médiatique. Elle n'a abouti, d'après Suri, qu'à fournir à George W. Bush l'opportunité de détruire l'infrastructure d'al-Qaida.

Il prône à sa place la guerre civile en Europe, appuyée sur des éléments de la jeunesse musulmane immigrée mal intégrés et révoltés, une fois qu'ils auront été convenablement endoctrinés et formés militairement sur un champ de bataille à proximité. C'est par ce biais que s'enclenchera la dislocation finale de l'Occident, préalable au triomphe mondial de l'islamisme. Ce djihadisme de *rhizome*, consistant à passer sous les radars de l'ennemi et à retourner contre lui ses propres enfants adoptifs ou naturels, est construit en opposition avec le modèle centraliste, presque léniniste, mis en œuvre par Ben Laden. Suri résume son programme d'une formule qui fera florès dans la djihadosphère : *Nizam, la tanzim* (un système, non une organisation).

Posté sur Internet en janvier 2005, au moment où Suri, caché au Baloutchistan, la vaste région tribale des confins occidentaux du Pakistan, fuit l'offensive de l'armée américaine contre al-Qaida avant d'être capturé dans les mois suivants, l'*Appel à la résistance islamique mondiale* apparaît une décennie plus tard comme un texte visionnaire. Avant d'avoir fait office de « mode d'emploi » à la lettre des actions terroristes, depuis Mohamed Merah jusqu'à Abdelhamid Abaaoud, il est présent, au format PDF et en langue arabe comme anglaise, sur les pages Facebook de djihadistes français, européens et arabes partis en Syrie. Son importance est soulignée dès 2008 par l'orientaliste norvégien Brynjar Lia dans une monographie intitulée *Architect of Global Jihad*,

ainsi que par l'auteur de ces lignes dans *Terreur et martyre* (Flammarion, 2008). Ces travaux n'ont guère retenu l'attention au prétexte que l'*Appel*, dont la lecture d'ensemble est longue et fastidieuse, ne serait qu'un fatras d'élucubrations théoriques et que la stratégie réticulaire qu'il prône n'aurait aucune efficacité prévisible.

Force est pourtant d'admettre que le « temps du dépassement » prophétisé par Suri correspond exactement à ce qui adviendra graduellement durant la décennie postérieure à la parution du texte. Deux phénomènes en facilitent la réalisation de manière déterminante. Le premier est l'apparition concomitante des réseaux sociaux, puisque la marque YouTube est déposée le 14 février 2005, le mois suivant la mise en ligne de l'ouvrage. Ceux-ci deviennent vite le vecteur par excellence de l'endoctrinement djihadiste de troisième génération, comme l'ont été les télévisions satellitaires, à l'instar d'Aljazeera, pour la deuxième, marquée par al-Qaida — et le fax pour la première. Or ce mode propagandiste de radicalisation grâce au partage d'images et de contenus dans l'univers virtuel n'est pas perçu en temps utile par les services de renseignement occidentaux. Ceux-ci restent focalisés sur la surveillance dans les mosquées des activistes liés à al-Qaida.

En France, en particulier, cette surveillance a permis la neutralisation du Franco-Algérien Khaled Kelkal et du réseau terroriste responsable des attentats islamistes de 1995, puis l'arrestation préventive de son compatriote Djamel Beghal en 2001, alors qu'il projette de faire sauter l'ambassade des États-Unis à Paris. C'est encore elle qui conduit en 2005 au démantèlement de la « filière djihadiste des Buttes-Chaumont », qui envoie auprès d'al-Qaida en Irak de jeunes recrues parisiennes. Le pays se voit ainsi sanctuarisé jusqu'en mars 2012, quand les carnages perpétrés par un autre Franco-Algérien équipé d'une caméra GoPro, Mohamed Merah, prennent au dépourvu ceux qui ont tenu pour quantité négligeable l'*Appel* de Suri.

Le second phénomène facilitateur du schéma de l'ingénieur syro-espagnol est la survenue des « printemps arabes », puis, surtout, leur décomposition chaotique à partir de 2012-2013, notamment en Syrie et en Libye. Ces révolutions créent, à quelques heures de vol de l'Europe et pour une poignée

d’euros, un site d’entraînement militaire et de propagande exceptionnel. De jeunes Européens issus de l’immigration postcoloniale ou fraîchement convertis à l’islamisme radical grâce aux réseaux sociaux peuvent y concrétiser le fantasme d’un « islam intégral » en le portant à son paroxysme. Égorgeant les « mécréants » et autres « apostats » comme ils abattent des avatars sur leur PlayStation vidéo, confondant les univers virtuel et réel dans une Oumma sans frontières terrestres ni sidérales, postant les images sur le Web afin de terroriser l’ennemi et de galvaniser les sympathisants, ils articulent les terrains du djihad moyen-oriental et des banlieues populaires de l’Europe. Et certains d’entre eux y reviennent pour prolonger leur mission meurtrière, donnant ainsi corps à la vision formulée dans l’*Appel* dès janvier 2005.

Suri écrit son texte, après quantité d’autres essais de moindre diffusion, à partir des leçons tirées de son expérience d’activiste vieille de plus de trois décennies. Ce djihadiste roux, né en 1958 dans une ancienne famille de l’aristocratie d’Alep, a fait ses classes parmi les Frères musulmans de son pays ainsi que durant le djihad afghan des années 1980. Il possède une excellente connaissance de l’Europe, pour y avoir vécu de nombreuses années, ayant commencé en France des études d’ingénieur puis s’étant fait naturaliser espagnol par mariage.

Durant la décennie 1990, il trouve refuge dans le « Londonistan », comme on surnomme les réseaux islamistes de Londres, regroupés notamment autour de la mosquée de Finsbury Park, dans le nord de la capitale britannique. Le Royaume-Uni accorde alors généreusement l’asile aux djihadistes du monde arabe jusqu’à ce que ceux-ci regagnent l’Afghanistan après l’établissement du régime des talibans en 1996 et s’y agrègent à Oussama Ben Laden. Suri s’y taille une réputation flatteuse en dirigeant depuis Londres une feuille de soutien au GIA (Groupe islamique armé) algérien intitulée *Al-Ansar*. Dans ces années antérieures à la généralisation du courriel, elle est faxée aux principales mosquées radicales de la planète afin de relayer la cause du djihad en Algérie et de s’inscrire dans la lignée de la saga triomphante en Afghanistan durant la décennie 1980.

Après son retour à Kandahar, vers 1997, Suri sert d'officier de relations publiques au chef d'al-Qaida, pour lequel il organise des rencontres avec les journalistes étrangers. Il est ainsi associé de l'intérieur au groupe dirigeant de la deuxième vague du djihadisme, après avoir participé aux diverses étapes de la première, de l'Afghanistan au Londonistan. Il vit l'exaltation du combat afghan, qui contraint l'Armée rouge à se retirer de Kaboul en février 1989, et voit ses vainqueurs se persuader qu'ils jouent un rôle décisif dans la chute de l'URSS, dont la destruction du mur de Berlin quelques mois plus tard reste le symbole.

Dans la *Weltanschauung* islamiste, il n'est d'autre histoire de l'humanité que celle de la Révélation et de son accomplissement. Si le monde n'est pas encore totalement musulman, la faute en revient aux fidèles qui se détournent de la rectitude doctrinale. Il appartient aux islamistes, comme l'expliquait leur principal mentor, l'Égyptien Sayyid Qotb, pendu par Nasser en 1966, de constituer une « nouvelle génération coranique » capable de reprendre le flambeau où les contemporains et successeurs du Prophète (les *salafs*) l'ont laissé avant les siècles de décadence des musulmans attiédis dans leur zèle politico-religieux.

Pour Ben Laden et ses frères en doctrine, la chute de l'URSS est l'analogue moderne de l'effondrement de l'Empire sassanide dans les premières décennies de l'islam. Cela fait, il urge d'abattre l'autre superpuissance impie, l'Amérique, tout comme les musulmans se sont emparés de Byzance en multipliant les raids contre Constantinople, jusqu'à sa chute en 1453. Si l'Empire grec a mis des siècles à tomber, l'accélération du temps verra advenir bien plus tôt la destruction de son équivalent actuel.

C'est dans pareille cosmologie que s'inscrit la « double razzia bénie » du 11 Septembre. Selon Suri et ses camarades de combat, les djihadistes incarnent l'« esprit du temps », le *Zeitgeist* hégélien. Ils sont convaincus que leur apothéose afghane peut être dupliquée sans mal sur d'autres champs de bataille : en Égypte, en Algérie, en Tchétchénie, d'où sont originaires plusieurs centaines de ces brigadistes internationaux. En Bosnie, ils croyaient pouvoir transformer la guerre civile consécutive à l'effondrement de la Yougoslavie en un djihad permettant de prendre pied en Europe.

La réalité n'a pas accouché de ces rêves. Dans l'euphorie de la victoire à Kaboul, ils ont oublié que leur supériorité militaire sur l'Armée rouge était due aux missiles sol-air Stingers fournis par la CIA et que le *casus belli* islamique constitué par l'invasion soviétique de l'Afghanistan était une idée plus porteuse pour recruter des militants que le renversement des régimes égyptien ou algérien, qui disposent d'une légitimité islamique.

Les accords de Dayton, en décembre 1995, marquent la fin de la guerre en Bosnie, contraignant les djihadistes au départ. À l'automne 1997, les djihads égyptien et algérien, qui feront respectivement quelque dix mille et cent mille morts, basculent dans le massacre des civils, retournant contre leurs instigateurs les populations que ceux-ci voulaient mobiliser pour faire tomber les régimes « apostats » du Caire et d'Alger. Suri s'est pourtant fait initialement le publiciste par excellence du GIA, garantissant la rectitude de ses actions au regard de la cause, alors même que l'image du groupe armé est brouillée par des soupçons d'infiltration par les services de sécurité algériens, qui les pousseraient à s'entre-déchirer et à massacrer les civils. C'est cependant ce dont il finit par se convaincre lui aussi, abandonnant le Londonistan pour participer, à Kandahar, auprès d'Oussama Ben Laden, à l'élaboration de la doctrine de la deuxième vague, celle d'al-Qaida, à l'abri du régime sympathisant des talibans — avant de la dépasser par ses propres écrits de 2005.

Les premiers terrains du djihad

Lors du djihadisme initial, des jeunes Français étaient déjà partis sur les champs de bataille, glissant parfois du registre humanitaire à celui de l'islamisme armé. En Alsace et dans la région lyonnaise, l'Afghanistan est un ferment de réislamisation pour certains déçus du mouvement « beur » de la décennie 1980. Il est aussi un facteur de conversion pour de premiers jeunes « céfrans », qui fourniront après leur retour des contingents de radicaux à une communauté convertie dominée jusqu'alors par des intellectuels soufis plus âgés. L'affaire du gang des braqueurs islamistes de Roubaix, à la planque desquels la police donne l'assaut le 28 mars 1996, est l'aboutissement en terre nordiste du djihad bosniaque. Ses principaux instigateurs, deux ch'timis convertis, dont l'un sera tué par la gendarmerie belge, en sont revenus après son extinction pour tenter d'en rallumer vainement la flamme en France même.

Le djihad algérien éveille de son côté de nombreuses sympathies dans la jeunesse française issue de l'immigration en provenance de ce pays. En témoignent les divers bulletins de la FAF (Fraternité algérienne en France), régulièrement interdits par le ministère de l'Intérieur, les meetings de soutien (notamment, là encore, à Roubaix) et les collectes de fonds, avant que le terrorisme ne bascule vers la France proprement dite. Le détournement d'un Airbus effectuant la liaison Paris-Alger, à la veille de la Noël 1994, puis les attentats de l'été et de l'automne 1995, qui font huit morts et plus de cent

soixante-quinze blessés, sont imputés par la plupart des observateurs au GIA, dirigé par Djamel Zitouni, *alias* Abu Abderahmane Amine. Ils ont en fait pour principal opérateur le Lyonnais Khaled Kelkal, qui est abattu par la police le 29 septembre de cette même année 1995.

Contrairement à ce que l'on constatera vingt ans plus tard, le cycle de violences dont Kelkal est la figure majeure — à côté d'un groupe restreint de petits délinquants venant des cités de banlieue — ne trouve que peu d'écho dans les populations issues de l'immigration algérienne postcoloniale. La génération des « darons » conserve encore une forte emprise sur la « colonie algérienne de France », comme l'a nommée son grand sociologue Abdelmalek Sayad. Ces travailleurs immigrés, qui, afin de bâtir pour leurs enfants un avenir, triment dur, investissent dans l'immobilier, résistent à la xénophobie et au chômage, ne peuvent accepter que des décennies d'épargne et de labeur soient anéanties par les agissements de quelques exaltés.

De leur côté, les « blédards » Frères musulmans, qui dominent les instances de l'islam de France créées par l'État depuis 1989, voient d'un mauvais œil ces terroristes qui menacent leur contrôle sur celles-ci. Ils manifestent que l'hégémonie communautaire dont se targue l'UOIF auprès des gouvernements successifs reste déficiente. Enfin, les services de police spécialisés recrutent à cette époque, pour remplacer les russophones dont les contrats viennent à expiration avec la fin du péril soviétique, des arabisants en nombre, bien formés dans l'Université française et bons connaisseurs des réseaux de la mouvance islamiste, notamment à travers la surveillance des prédicateurs radicaux.

Après les exécutions de Khaled Kelkal dans la banlieue lyonnaise et du ch'ti de Roubaix Christophe Caze, abattu le 29 mars 1996, il n'y aura plus d'attentats liés au terrorisme islamiste sur le sol français jusqu'à Mohamed Merah, en mars 2012. Cette paix intérieure de seize ans est à juste titre portée au crédit de la réorganisation des services de renseignement, mais est également le fruit du contrôle exercé par la génération des « darons » tant qu'elle a été biologiquement en mesure de le faire.

Pour la France, la deuxième vague de la dialectique djihadiste, celle d'al-Qaida, ne se traduit donc pas directement par des violences en son sein.

Quelques jeunes citoyens d’origine maghrébine sont bien arrêtés en Afghanistan ou au Pakistan, après l’offensive occidentale contre les talibans et al-Qaida consécutive au 11 Septembre 2001, puis incarcérés à Guantánamo, mais leur influence reste limitée, et leur cause peu mobilisatrice. Les attentats de 2003 à Madrid ou de 2005 à Londres sont sans équivalents dans l’Hexagone.

L’incubateur carcéral

La seule opération d’envergure projetée sur le territoire français en lien avec al-Qaida et s’inscrivant dans le sillage du deuxième djihadisme est éventée en 2001 quand le Franco-Algérien Djamel Beghal est intercepté, au retour d’un séjour dans les camps afghans de l’organisation, alors qu’il prépare une attaque contre l’ambassade des États-Unis. Pour sa réalisation, il devait s’appuyer sur tout un réseau, dont les membres sont interpellés par la suite dans divers pays européens. Ces arrestations préventives sont rendues possibles par les moyens humains de la « surveillance du territoire » et les leçons tirées de la lutte des années 1990 en France contre le GIA algérien, que Djamel Beghal a fréquenté.

Incarcéré jusqu’en 2009, déchu de la nationalité française, puis assigné à résidence dans le Cantal, car inexpulsable vers l’Algérie, avant une nouvelle détention à partir de 2010, Djamel Beghal, même mis hors d’état de nuire, incarne la transition entre le deuxième et le troisième djihadisme. Pur produit d’al-Qaida — cas rare pour un Français —, son projet d’attentat à Paris s’inscrit dans la continuité des attaques du 11 Septembre. C’est à la prison de Fleury-Mérogis qu’il fait la connaissance de Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly, les futurs tueurs des attentats de janvier 2015, en détention eux aussi.

Chérif Kouachi appartient à un réseau installé dans le XIXe arrondissement de Paris, dont la finalité est de faire passer de jeunes salafistes radicalisés vers la branche irakienne d’al-Qaida, dirigée par Abu Musab al-Zarqawi en lutte contre

l'armée de coalition commandée par les États-Unis qui occupe l'Irak. Il est démantelé par la police en janvier 2005, le mois même où est posté en ligne l'*Appel* de Suri. Surnommé « filière islamiste des Buttes-Chaumont », ce réseau doit ce sobriquet au parc parisien où certains des apprentis djihadistes s'adonnent au jogging afin de se préparer physiquement à leur combat futur.

Leur mentor, Farid Benyettou, est un prédicateur franco-algérien. Âgé de vingt-quatre ans en 2005, il est né à Paris le 10 mai 1981, jour de l'élection du président socialiste. Cet enfant improbable de la « génération Mitterrand » est aussi et surtout un fils spirituel du djihad algérien. Après avoir perdu son père, il est éduqué à cette forme d'islamisme à l'âge de seize ans par son beau-frère Youssef Zemmouri, un ancien activiste du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), réfugié en France en 1997 après les massacres islamistes en Algérie qui ont précipité sa défaite.

Arrêté et condamné en France pour avoir fomenté un attentat à l'occasion de la Coupe du monde de football de 1998, remportée par les Bleus menés par Zinédine Zidane, Zemmouri est expulsé en 2004 après sa sortie de prison. Le GSPC, un des produits de la décomposition du djihad algérien, donnera naissance en 2007 à Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique), la franchise nord-africaine et sahélienne de l'organisation de Ben Laden, dont certains membres feront ensuite allégeance à Daesh.

Farid Benyettou recrute ses adeptes grâce aux enseignements salafistes qu'il donne à certains fidèles de la mosquée parisienne Adda'wa, la plus fréquentée d'Europe à cette époque. Sise dans un ancien entrepôt de tissus proche de la station de métro Stalingrad (elle est connue comme « mosquée Stalingrad »), elle sera fermée pour rénovation en 2006. Benyettou, doté d'une vaste culture arabo-islamique, exerce un ascendant sur les jeunes de milieu populaire au niveau d'éducation rudimentaire. Défrayant la chronique, il guide la prière de rue qui accompagne la manifestation du 17 janvier 2004 protestant contre les propositions de la commission Stasi pour interdire le port de signes religieux ostentatoires dans les établissements scolaires publics et privés sous contrat. Organisée par un nébuleux « parti musulman de France », elle vise à radicaliser

les oppositions à la « loi sur le voile » en prenant de court l'UOIF par une surenchère maximaliste.

L'affaire de la filière des Buttes-Chaumont est jugée en 2008 au chef d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Benyettou est notamment incriminé pour avoir joué un rôle déterminant auprès de la douzaine de jeunes partis en Irak, dont trois y ont laissé la vie. L'autre membre important du réseau est Boubaker al-Hakim, *alias* Abu Mouqatel. Présent en Irak dès 2003, il organisait à partir de Damas, où il recevait des enseignements islamiques, le passage des combattants, parmi lesquels son jeune frère Redouane, *alias* Abu Abdallah, mort « en martyr » à Fallouja au cours d'un attentat-suicide contre l'armée américaine. Peu avant son décès, il fit la déclaration suivante, datée du 18 mars 2003, à un journaliste de RTL rencontré en Irak :

> *— Je suis de Paris XIXe ! Tous ceux qui veulent tuer l'islam on va les tuer ! Tous mes potes du XIXe je leur dis : venez faire le djihad, je suis là, c'est moi, Abu Abdallah, tous mes frères qui sont là-bas, venez pour défendre l'islam ! C'est des tapettes, des bouffons, c'est des riens du tout, les Américains. On sait qu'ils ont peur. Ils font la guerre avec leurs avions. Il faut leur dire ! Qu'ils viennent sur terre, qu'ils nous combattent, avec des armes… S'ils viennent comme ça, en deux heures on les détruit, tous les Américains. En première ligne, je suis prêt à combattre, je suis même prêt à me faire exploser, mettre des bâtons de dynamite, et puis* [en hurlant] *Boum ! Boum ! On tue tous les Américains.* [Scandant sur un tempo nord-africain] *Nous sommes des moudjahidin ! Nous voulons la mort ! Nous voulons le paradis !*

Après son incarcération en France de 2005 à 2011, Boubaker al-Hakim rejoint la Tunisie puis le djihad international pour y jouer les premiers rôles. Dans une vidéo postée en décembre 2014, il revendiquera l'assassinat du député tunisien laïque de Sidi Bouzid, berceau des révolutions arabes, Mohamed

Brahmi, tué en juillet 2013. En mars 2015, dans la huitième livraison du magazine anglophone en ligne de Daesh, *Dabiq*, il retrace, après s'être de nouveau targué d'avoir abattu le député de dix balles, tout son itinéraire, depuis son passage en Irak dans les rangs du précurseur de Daesh, le mouvement d'Abu Musab al-Zarqawi, jusqu'à son emprisonnement en France, et se prononce sur les perspectives pour le djihad dans l'Hexagone aujourd'hui.

Le cheminement qui mène de 2005 à 2015 et des Buttes-Chaumont à l'Irak et à la Syrie en passant par la Tunisie y est exposé avec une grande clarté par un des activistes les plus importants :

> — *La prison, c'était dur. On était humiliés par ces mécréants* [kuffar], *mais en même temps c'était un grand portail pour appeler à Allah et expliquer Sa voie aux jeunes incarcérés. Gloire à Allah ! Aujourd'hui, je dis à mes Frères en France : ne cherchez pas de cibles spécifiques, tuez n'importe qui ! Tous les mécréants là-bas sont des cibles. Et je dis aux* kuffar, *bientôt, par la permission d'Allah, vous verrez le drapeau de* La ilah illa Allah [« Il n'y a de dieu qu'Allah », bannière de Daesh] *flotter sur le palais de l'Élysée. L'État islamique est très près désormais. Entre nous et vous il n'y a que la mer. Et,* insh'Allah, *nous vendrons vos femmes et vos enfants sur les marchés de l'État islamique !*

Chérif Kouachi, le futur tueur de *Charlie Hebdo*, interpellé par la police française en janvier 2005, au moment où il s'apprête à prendre un avion pour Damas et l'Irak, n'est à cette époque qu'un simple soldat potentiel de ce djihad. Farid Benyettou, dans les nombreuses déclarations qu'il fait à la presse au début de 2015 pour témoigner de son propre repentir, ne cache pas le faible niveau intellectuel de Chérif Kouachi et sa violence primaire. C'est l'incarcération de celui-ci à Fleury-Mérogis, où il croise Djamel Beghal, auréolé du prestige d'un passage par les camps d'Afghanistan, qui va permettre la mutation d'un apprenti

djihadiste recherchant le martyre en Irak en auteur des attentats de Paris dix ans plus tard, le 7 janvier 2015.

Cette même année 2005, Amedy Coulibaly, également incarcéré à Fleury-Mérogis et alors simple braqueur de la banlieue sud de Paris, est lui aussi en contact avec Djamel Beghal.

Si, entre 1996 et 2012, la France a bénéficié d’une réelle sanctuarisation du territoire, à partir de 2005, en revanche, l’incubation qui s’effectue dans le centre de détention de Fleury-Mérogis met en contact des individus aux trajectoires différentes qui donneront naissance à un nouveau modèle d’attentats à compter de 2012 : Djamel Beghal, avec son aura de djihadiste international et sa connaissance d’al-Qaida ; Chérif Kouachi, apprenti djihadiste dont les appétences sont renforcées par l’exemple de Beghal ; Amedy Coulibaly, simple délinquant, qui, comme beaucoup, découvre en prison un islamisme radical rédempteur, dans lequel il se jette à corps perdu.

Le terreau humain se prépare pour l’ensemencement par les idées d’Abu Musab al-Suri, qui ciblent les jeunes musulmans européens fragiles, dont Kouachi et Coulibaly sont les modèles. Benyettou, arrêté en ce mois de janvier 2005 où Suri poste en ligne son *Appel*, incarne la dernière mouture des prédicateurs en chair et en os que la surveillance traditionnelle des services secrets est capable de détecter. Les années suivantes seront celles du cyberdjihad qui prendra forme sur YouTube, Facebook et Twitter.

De même que la communauté du renseignement « rate » la mue du djihadisme vers sa troisième génération après 2005, de même les autorités françaises passent à côté de ce qui se trame derrière les barreaux — lieu d’exacerbation et de cristallisation de la dérive des cités populaires. Dans son *Islam en prison*, paru en 2015, après les attentats de Paris, Mohamed Oueslati, juriste et aumônier musulman depuis 2001, note que « l’islam [y] est devenu la première religion ». Il évalue les musulmans à entre la moitié et les deux tiers de la population selon les établissements, présentant « les mêmes caractéristiques que les autres détenus : des hommes plutôt jeunes, de faible niveau scolaire, appartenant à des familles pauvres et disloquées ».

Oueslati a très tôt identifié dans l’univers carcéral des facteurs convergents de « radicalisation religieuse » facilités par la promiscuité et la fragilité psychologique des détenus. Ceux-ci passent bientôt sous la coupe d’« imams autoproclamés » qui prêchent derrière les barreaux « la guerre et la violence ». S’y ajoute la réinterprétation des actualités télévisées à travers le prisme de leur situation : « L’Occident malmène les pays musulmans, veut les anéantir. Ils perçoivent alors un écho à ce qu’ils ont vécu, souffert, dans leurs cités [… et] se disent que d’autres sont en train de le vivre d’une certaine façon […]. Ils s’imaginent que leur religion est un combat, une guerre à mener, pour défendre des principes et s’imposer. Voilà comment, pour celui qui veut être un bon musulman, la violence devient la voie royale. »

Bien que le phénomène soit signalé depuis le milieu des années 2000 grâce à des ouvrages pionniers, tels ceux du sociologue Farhad Khosrokhavar *L’Islam dans les prisons* et *Quand al-Qaida parle : témoignages derrière les barreaux*, l’État se montre incapable d’en prendre la mesure. Cette cécité sera cher payée dans la décennie suivante.

2

Du vote des musulmans au vote musulman

Nous avons vu combien les émeutes de l'automne 2005 ont fait date par leur caractère soudain, leur intensité, leur dispersion spatiale et leur étalement temporel. Dans le même temps, aucun parti, aucune organisation associative constituée ne parvient à transcrire en revendication commune la colère des jeunes ayant participé aux affrontements avec la police. Les émeutes laissent en fait la place à un silence propice à toutes les lectures, ce dont les responsables politiques ne manqueront pas de tenter de tirer parti en en produisant une interprétation intelligible.

Plus de vingt ans après la Marche des beurs de 1983, l'évolution des banlieues est marquée par une crise sans précédent de la représentation politique. Tandis que les émeutes ont fait office de révélateur pour interroger la société française sur elle-même, la capacité à en tirer les leçons et à orienter l'action publique en conséquence reste un double échec. La gauche, alors focalisée sur le congrès du parti socialiste, tenu au Mans du 18 au 20 novembre 2005, au lendemain des émeutes, n'aborde que de façon minimaliste la situation des banlieues. Le lancement des primaires internes et les enjeux de positionnement stratégique dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007 prennent l'ascendant dans les préoccupations des congressistes. Et François Hollande, candidat de compromis, est réélu premier secrétaire sur de purs calculs d'appareil.

De son côté, la droite est marquée par l’affrontement larvé entre Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy. Devant les émeutes, elle ne parvient pas à réagir d’une seule voix. Cela n’empêche pas le ministre de l’Intérieur de tirer le meilleur parti de sa fermeté, dont il fera le tremplin de son élection en 2007 à la présidence de la République.

Durant les années précédentes, les quartiers marginalisés des grandes villes françaises ont tous connu des évolutions politiques profondes. Pour surprenants qu’ils paraissent, les événements de 2005 ne constituent en rien un coup de tonnerre dans un ciel serein. Au fil du temps, les anciennes alliances entre migrants en provenance de pays qui furent des colonies françaises et organisations du monde ouvrier se fragmentent lentement, mais profondément. La capacité du mouvement social, des syndicats et du parti communiste à fondre les différences d’origine et de religion dans un sentiment d’appartenance de classe décline, à mesure que le PCF adopte, sous l’effet de la concurrence électorale du PS, un discours aux accents nationalistes.

À Clichy-sous-Bois, le maire communiste André Deschamps, dénoncé par son parti pour avoir tenu des propos racistes en campagne électorale, se rapproche du FN. À Montfermeil, ex-bastion PC, Pierre Bernard, proche de l’extrême droite, s’implante dès 1983 dans une ville où la présence socialiste est extrêmement ténue. Les descendants de migrants, éloignés de l’emploi stable et des collectifs salariés, qui ont jusqu’alors entretenu les anciennes logiques de fraternité, ne disposent plus des ressources et des relais pour formuler et avancer des revendications politiques communes. De plus, le développement des discours xénophobes, marqués par l’émergence électorale du Front national en 1984, brise les solidarités issues du monde du travail, accélérant l’ethnicisation des rapports sociaux.

La thématique de l’immigration, auparavant mineure dans le débat politique, devient une pomme de discorde. Ainsi, le « rendez-vous manqué », selon l’expression du sociologue Olivier Masclet, entre la gauche et les cités précède les émeutes de 2005, caractérisées par l’absence de mots d’ordre partagés par les participants. Même si le mouvement de protestation est sous-tendu par des indignations communes liées à la mort de deux adolescents et à l’explosion

d’une grenade lacrymogène au seuil d’une mosquée de Clichy-sous-Bois, l’opinion publique n’a connaissance que du premier mécanisme déclencheur des émeutes.

L’association clichoise AClefeu (Association collectif liberté égalité fraternité ensemble unis), dont l’acronyme souligne assez la volonté d’apaisement, tente rapidement de donner une transcription politique aux « révoltes sociales » de l’automne 2005. Le choix de cette formulation vise à en limiter la composante violente pour insister sur les causes économiques et les conditions de vie quotidienne. Le pari consiste à être présent chaque soir dans les quartiers pour maintenir un calme relatif, tout en négociant avec les pouvoirs publics une nouvelle action sociale en faveur des zones marginalisées.

Les « cahiers de doléances » d’AClefeu, collectés lors d’un tour de France des cités « sensibles » et rédigés au lendemain des émeutes, se concluent sur les phrases suivantes :

> — *Ce recueil de témoignages révèle une accumulation de négligences ou de carences. Néanmoins, les « doléants » veulent croire encore en la République et dans ses valeurs. Les Français sont solidaires les uns des autres et souhaitent participer « ensemble et unis » à une transformation positive de la société.*

AClefeu cherche à renforcer un sentiment d’appartenance citoyenne en conduisant les émeutiers à sortir des démonstrations de force pour s’engager politiquement selon une logique de groupe de pression et de vigilance inspirée par la pratique du *community organizing* américain. Le texte souligne ensuite l’objectif de « convertir » la protestation violente en mobilisation citoyenne jusque dans les urnes. L’appel interpelle alors la classe politique :

> — [Les Français] *entendent désormais utiliser leur droit de vote, examiner la concordance entre vos programmes et leurs attentes, puis l’efficacité de votre action. Décidés à devenir les acteurs de ce*

> *changement, ils attendent de vous que vous meniez les actions nécessaires à l’amélioration de leurs vies au quotidien, que vous les écoutiez, que vous les impliquiez.*

Pour AClefeu, le déficit de participation et la montée des tensions sociales sont la conséquence du désintérêt et du manque d’efficacité des responsables politiques, incapables de répondre aux demandes des habitants des banlieues. Les militants de l’association ne disposent pas eux-mêmes d’une structure consensuelle vers laquelle se tourner. Ces revendications, issues d’une tradition de gauche implantée de longue date dans les quartiers marginalisés des grandes agglomérations, se trouvent cependant en déphasage avec les attitudes majoritaires des Français. Violence et dégradations éloignent l’ensemble du pays d’un sentiment de solidarité avec les jeunes de banlieue, sapant toute velléité politique d’action sociale.

L’indice de tolérance de l’opinion, publié chaque année par la Commission nationale des droits de l’homme, chute brutalement en 2005 sous les effets conjugués de la crainte du « plombier polonais » et de la crise des banlieues. En revanche, les émeutes signent le retour de l’engagement de l’État par le biais d’un ambitieux « Programme de renouvellement urbain », ou PRU, venant prolonger le plan Borloo adopté deux ans plus tôt. Dans la foulée, l’Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) voit le jour, avec pour mission de parvenir à la destruction de plus de deux cent mille logements, la construction d’autant de nouveaux et la réhabilitation d’un nombre équivalent supplémentaire. Loin du débat ancien entre intervention en faveur des individus ou en faveur des lieux, ces mesures politiques se limitent à l’amélioration des conditions de logement et d’aménagement de la vie locale, mais n’intègrent ni les transports urbains, ni les formes d’accès à l’emploi.

Nombre d’élus se félicitent du PRU, qui s’accompagne d’une augmentation conjoncturelle de l’activité économique et apporte de nouvelles ressources aux municipalités concernées. D’autres condamnent le manque de démocratie dans la prise de décision et la mise en œuvre du programme.

Les dispositifs de consultation des habitants, largement promus et étudiés, peuvent constituer un complément à la participation politique, mais ne pallient en aucun cas la carence de représentation. En somme, même avant la crise de 2008, les politiques publiques déployées dans les banlieues négligent les enjeux économiques à l'origine des processus de marginalisation et de renforcement de la ségrégation sociale et ethno-raciale. L'action publique, axée sur une approche urbaine, se révèle inadaptée et insuffisante pour contrer hausse du chômage et précarité. De plus, les demandes de participation politique restent peu prises en compte, sapant de ce fait la légitimité des militants.

Dans ce contexte, la dynamique lancée par AClefeu, avant d'être complétée par d'autres associations parfois rivales, telles qu'ADM (Au-delà des mots) ou le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), se donne pour double objectif de faire basculer la protestation violente vers la participation institutionnelle et d'ouvrir des débouchés politiques pour les jeunes issus de l'immigration. Ces revendications d'égalité s'inscrivent dans la tradition des mouvements français de migrants et de l'histoire révolutionnaire, à travers la référence aux cahiers de doléances de 1789.

Ceux d'AClefeu, remis à l'Assemblée nationale à la suite d'une marche, le 25 novembre 2006, un an après les émeutes, réunissent plus de vingt mille contributions de cent villes. Le contexte national est à cette époque encore marqué par l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, à l'occasion d'une campagne aimantée par l'insécurité dans ces mêmes quartiers populaires. Les responsables associatifs sont à la recherche de nouvelles formes de partenariat avec la gauche. Cependant, des organisations telles qu'AClefeu ne sont pas, dans l'immense majorité des cas, menées par des personnes ayant pris part aux violences. Les émeutiers sont généralement mineurs, tandis que le président d'AClefeu, Mohamed Mechmache, est âgé de trente-neuf ans en novembre 2005 et dispose d'une longue expérience de l'engagement militant.

Les obstacles extérieurs conduisent toutes ces démarches à un échec partiel. L'inscription sur les listes électorales et la participation institutionnelle des habitants des quartiers populaires se renforcent, mais les incitations à politiser

des protestations exprimées au cours des émeutes ne parviennent pas à structurer une offre électorale spécifique et performante. Ils ne pèsent pas non plus sur les politiques publiques. Le coût social et symbolique d'une démarche de compromis aliène une partie de la jeunesse des banlieues, pour laquelle le recours à l'affrontement sans fil directeur demeure l'unique objectif. Par la suite, cette volonté de confrontation sera captée et instrumentalisée par certains groupes, à commencer par les mouvements islamistes, dont le discours prône déjà la rupture avec la société française. Ainsi les dynamiques de radicalisation religieuse de la décennie 2005-2015 se développent-elles sur un terreau fertile à mesure que les efforts pour retisser des liens politiques s'épuisent.

Au lendemain des émeutes, un basculement idéologique se produit au sein de la base électorale de la droite parlementaire. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, opte aussi pour une stratégie clivante, après avoir tenté de nouer une alliance avec des organisations musulmanes moralement conservatrices, comme l'UOIF, au congrès de laquelle il s'est pourtant rendu en fanfare en avril 2003. Celle-ci s'est partiellement disqualifiée pour n'avoir pas été en mesure d'exercer le contrôle social qu'elle prétendait détenir sur les habitants des banlieues, ouvrant la voie, comme nous l'avons vu, à l'émergence d'une nouvelle génération de meneurs islamistes.

En parallèle, l'opinion publique devient nettement plus hostile à l'immigration. Cela amène le ministre de l'Intérieur à construire un message politique inédit dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007, tandis que les sondages réalisés à la fin de 2006 révèlent que près de 45 % des Français considèrent la démission des parents comme cause première des émeutes, devant l'immigration, évoquée par 25 %. La démarche de Nicolas Sarkozy se démarque de l'héritage de Jacques Chirac, symbole d'une droite française devenue trop modérée à la fin des années 1990, suite à la cohabitation avec un gouvernement socialiste.

Ségolène Royal fait au contraire le choix de développer des liens avec les quartiers populaires. Le 27 février 2007, la candidate socialiste se rend à Clichy-sous-Bois pour signer, sous l'objectif des caméras, le manifeste d'AClefeu. Prenant le contre-pied de Nicolas Sarkozy, elle déclare : « Les quartiers ne sont

pas un problème, mais une partie de la solution aux problèmes de la France. » L’effet mobilisateur sera réel au sein de la gauche et des banlieues populaires, mais insuffisant pour changer la donne au niveau national. D’autant que cette nouvelle orientation entraîne la désaffection d’une partie de l’électorat traditionnel de la gauche, qui s’est rapproché du discours de la droite à l’occasion des émeutes. La victoire de Nicolas Sarkozy en 2007 doit beaucoup à la consolidation d’un électorat conservateur refermé sur ses priorités nationales.

À gauche, cinq ans après le traumatisme du 21 avril 2002, un consensus se dégage autour de Ségolène Royal au terme de la primaire interne au PS, qui consacre une candidate contestée par l’appareil du parti. Pour réduire les dissensions, celle-ci cherche tout au long de sa campagne à s’opposer pied à pied à Nicolas Sarkozy. En Martinique, le 26 janvier 2007, elle rencontre Aimé Césaire, poète de la négritude et ancien député ayant longtemps milité pour la reconnaissance de l’esclavage comme crime contre l’humanité.

Dans son discours, elle dénonce la loi du 23 février 2005 introduisant dans les programmes scolaires la reconnaissance « en particulier [du] rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ». En réponse, elle déclare : « Cette lecture révisionniste de l’histoire est inacceptable. Le colonialisme, c’est un système de domination, de spoliation et d’humiliation. » Césaire lui apporte son soutien. Le mot d’ordre d’une « France métissée » promu désormais par la candidate socialiste se retournera à l’avantage de l’UMP (Union pour un mouvement populaire) dans un contexte de « crispation hexagonale », selon l’expression du politiste Vincent Tiberj. La conception universaliste formulée par Ségolène Royal écarte en revanche la question du rapport à l’islam et à la laïcité, pomme de discorde pour une gauche dont les différentes traditions n’ont de cesse de s’affronter à ce propos.

Au-delà des querelles politiciennes et des joutes d’appareil, les émeutes de l’automne 2005, en ébranlant l’image que la France se donne d’elle-même, marquent une véritable crise de civilisation. Nicolas Sarkozy saura tirer avantage de cette situation en s’affirmant comme ancré à droite, rognant sur l’électorat du Front national tout en déstabilisant la gauche. Le recul du vote en faveur de l’extrême droite plongera le FN dans des difficultés politiques et financières dont

il n’émergera qu’après plusieurs années de réorganisation et de réarmement idéologique.

Serge Laroze, candidat frontiste aux élections législatives de 2012 dans la 7e circonscription de la Haute-Garonne, se rappelle ce passage à vide précédant le renouveau du parti dans les urnes à partir de 2013 :

> — *En 2007, Nicolas Sarkozy a siphonné les voix du Front national, en reprenant nos thèmes, un peu nos solutions, mais pas trop non plus : c’était un Front national « soft ». Beaucoup de frontistes se sont dit : « C’est Jean-Marie Le Pen, mais en plus crédible ! » Nous avons perdu beaucoup de voix, et nous nous sommes retrouvés en difficulté financière : notre subvention s’est effondrée, et partout où nous n’avions pas atteint 5 %, il nous a fallu rembourser les frais de campagne.*

Le vote « musulman »

Dans les banlieues populaires, les années 2006 et 2007 sont marquées par un accroissement significatif de la participation électorale : le nombre d'inscrits passe de 637 000 à 708 000 en Seine-Saint-Denis, en hausse de 11 %. Cette poussée est deux fois plus importante que la moyenne nationale, estimée à 6 %. Dans certaines communes, l'augmentation est encore plus grande : 19 % à Clichy-sous-Bois, représentant mille cinq cents électeurs supplémentaires ; près de 14 % à La Courneuve ; plus de 12 % à Vaulx-en-Velin ; 11,5 % à Argenteuil.

Ces dynamiques locales ne concernent certes pas tous les quartiers émeutiers de 2005. Mais la hausse s'y révèle plus importante que dans le reste du pays, avec des pics dans les zones sensibles engagées dans une confrontation avec Nicolas Sarkozy quelques mois avant les émeutes. En juin 2005, il effectue un déplacement à La Courneuve, après la mort d'un enfant, Sid-Ahmed Hammache, atteint par une balle en marge d'une rixe entre bandes rivales. Devant les caméras de télévision, il marque sa différence avec Jacques Chirac : « Dès demain, on va nettoyer au Karcher la cité. On y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ça sera nettoyé. » La formule provoque des remous jusqu'au sein du gouvernement de Dominique de Villepin.

Le 26 octobre 2005, Nicolas Sarkozy se rend en visite au commissariat d'Argenteuil, dans le Val-d'Oise. Le cortège est conspué par un important groupe de jeunes. À des habitants observant la situation depuis leur balcon, il

déclare : « Vous en avez assez ? Vous en avez assez de cette bande de racailles ? Eh bien, on va vous en débarrasser. » Au regard de cet enchaînement, les émeutes viennent renforcer une polarisation existante plus qu'elles ne la produisent. Leur impact majeur est d'introduire un contexte électoral favorable à une inversion des dynamiques au sein de la droite française.

Parmi les habitants des quartiers marginalisés, les personnes issues de l'immigration sont surreprésentées dans les nouveaux électeurs de 2007 et ils votent principalement à gauche. Ainsi, la victoire de Nicolas Sarkozy et le durcissement des positions de la droite concordent avec l'entrée en politique d'une génération de descendants d'immigrés marquée par les émeutes. Le temps de l'engagement cède la place à une défaite amère lors de la présidentielle de 2007. Le phénomène se poursuit les années suivantes, en alternant des phases d'accélération et de retrait.

L'évolution politique de la France inclut désormais l'implication de ces acteurs « postcoloniaux » dans les élections. Les nouveaux inscrits sont, depuis 2007, de plus en plus nombreux. Ils bénéficient, en raison de leur nationalité, d'un droit de vote inaccessible à leurs aînés, dont bon nombre ont espéré en vain pouvoir l'obtenir en tant qu'étrangers résidant en France. Les trajectoires d'immersion des individus dans la société française, sous l'effet conjugué des mariages mixtes, des divers processus de naturalisation comme de l'évolution des structures familiales, ont tant complexifié la situation qu'il serait réducteur d'opposer schématiquement les descendants de l'immigration aux populations « majoritaires ». La mixité sociale est beaucoup plus profonde dans la réalité qu'il n'y paraît dans les représentations. Par exemple, très nombreux sont les Français qui possèdent dans leur ascendance ou leur entourage proche au moins une personne issue de l'immigration postcoloniale. Les données de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) publiées en 2008 montrent que la France comptait 3,2 millions d'immigrés depuis l'Afrique et l'Asie et 1,4 million de descendants directs de ces migrants.

Dans un premier temps, la part des descendants de migrants augmente progressivement dans le corps électoral théorique découlant des évolutions démographiques : la France bascule dans ce que François Héran a nommé *Le*

Temps des immigrés (Éd. du Seuil, 2007). Mais l'accroissement de ce groupe ne suffit pas à lui donner une force politique, une portion importante des jeunes des milieux populaires n'étant pas inscrite jusqu'au milieu des années 2000. Le second processus, décisif, est l'amélioration rapide des conditions de leur inscription suite à une réforme adoptée par le gouvernement Jospin en novembre 1997.

La hausse de l'inscription des cohortes les plus jeunes doit par ailleurs être pondérée avec un rapport plus intermittent au vote chez les moins de quarante ans. Dans le même temps, la polarisation de la vie politique française autour de l'élection présidentielle s'accroît énormément, en raison de l'adoption du quinquennat et de l'inversion du calendrier électoral, qui fait passer, en 2002, le scrutin présidentiel avant les élections législatives. Le renouvellement de l'Assemblée nationale se synchronise avec celui du locataire de l'Élysée pour annihiler la probabilité d'une cohabitation. Cela renforce rapidement la présidentialisation. De ce fait, le jugement des électeurs s'attache davantage à des individus (président sortant et candidats) plutôt qu'à des partis.

La hausse de la participation se manifeste subitement lors des élections présidentielles de 2007 et 2012. Elle découle de trois causes : les séquelles du traumatisme des émeutes, propagé à l'ensemble du pays ; la polarisation de la campagne de 2007 entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy ; le maintien durant tout le quinquennat de cet affrontement entre droite et gauche, axé sur la personnalité du président de la République. Même si l'on observe un déclin relatif de la participation électorale entre les deux élections présidentielles, l'implication des descendants de l'immigration postcoloniale et des habitants des banlieues populaires va croissant.

Parfois, le contexte international, à commencer par les soubresauts au Moyen-Orient, vient renforcer une logique de défiance ancrée depuis plusieurs années. La guerre américaine en Irak comme les violences du conflit israélo-palestinien façonnent la vision politique des quartiers populaires. Les émeutiers, le plus souvent mineurs en 2005, sont pratiquement tous majeurs en 2007. De plus, les remords des électeurs qui ne s'étaient pas déplacés lors de cette

« première » élection présidentielle alimenteront leur volonté de faire battre Nicolas Sarkozy en 2012.

L’ensemble de ces facteurs explique pourquoi François Hollande bénéficiera de l’amplification d’une dynamique initiée cinq ans plus tôt par la candidature de Ségolène Royal. Dans le même temps, la période 2005-2010 correspond à un affaiblissement conjoncturel du Front national. Concurrencé par Nicolas Sarkozy, Jean-Marie Le Pen ne parvient pas, en 2007, à réitérer le « coup » qui a ouvert à l’extrême droite le second tour de l’élection présidentielle de 2002. Après avoir réuni 4 800 000 voix au premier tour en 2002, puis 5 520 000 au second, le FN voit son score choir au seuil des 3 800 000 voix au premier tour de 2007. Ce repli de près d’un million de suffrages est important, mais le parti continue d’attirer dans cette période de basses eaux plus de 10 % des électeurs inscrits.

Crise économique et réactions identitaires

La crise économique qui éclate au cours de l'été 2008 reproduit par son intensité la « grande dépression » de 1929. La dégradation de l'emploi consécutive à la crise financière touche les quartiers populaires, où le chômage progresse énormément et rapidement. La détérioration générale de l'activité économique frappe de plein fouet les personnes occupant des emplois informels, en intérim ou « au noir ». De 2008 à 2012, le taux de chômage des hommes y augmente de 49 %, celui des femmes de 55 %. Les écarts entre les « zones urbaines sensibles » et le reste de la société s'accroissent.

Cette crise dégrade également la qualité des emplois occupés par les personnes qui bénéficiaient jusqu'alors d'une certaine stabilité matérielle et de statut. Les possibilités de stage se restreignent pour les jeunes diplômés, et les nouvelles embauches se produisent dans la grande majorité des cas sur des contrats à durée déterminée, aggravant la précarité. Ces effets cumulatifs se répandent dans un espace déjà marqué par une ségrégation s'accompagnant parfois d'un enclavement en raison du manque de transports en commun. La difficulté à trouver du travail devient dès lors insurmontable.

À ces évolutions structurelles s'ajoute l'intensification des discriminations à l'embauche et au logement provoquées par la raréfaction des emplois. Le secteur secondaire, essentiel à l'activité économique générale des zones industrielles sensibles, est fortement touché. À Aulnay-sous-Bois, la fermeture programmée

de l’usine Peugeot-Citroën menace près de cent mille personnes en Seine-Saint-Denis, qui compte un million et demi d’habitants.

La crise de 2008 fait monter les questions du chômage et de la protection sociale en tête des préoccupations des Français, phénomène amplifié chez les descendants de migrants en raison de leur fragilité sur le marché du travail. C’est ce qu’exprime avec désarroi Farouk Khanfar, un an après sa candidature dans le Nord aux élections législatives de 2012 :

> — *Ce sont les politiciens qui génèrent la crise ! Après, on parle du chômage, de réduire les allocations familiales, de les fiscaliser, de réduire les Assedic… C’est enlever le bout de pain de la bouche des gens ! On dit : « C’est de ta faute, tu ne veux pas travailler ! » Mais, en réalité, il n’y a plus de travail !*

À partir de l’automne 2008, la France est secouée par une dynamique de politisation qui s’appuie sur l’opposition et le conflit. Celle-ci passe souvent inaperçue, car elle n’est pas canalisée par des mouvements sociaux ni formalisée dans la vie institutionnelle. En revanche, la mise à l’agenda de la thématique de l’identité nationale, promesse de campagne de l’ancien candidat de droite énoncée avant la survenue du krach de septembre 2008, fournit aux colères leur vocabulaire et déplace les lignes d’affrontement.

Le mandat du président élu en 2007 est marqué par un paradoxe : la question économique, pourtant au premier plan dans les esprits, se trouve rapidement reléguée hors du débat. On lui préfère un montage de thématiques disparates mêlant immigration, histoire de France, laïcité et islam et n’abordant qu’en filigrane les discriminations.

Alors que les stratégies de réponse à la crise économique peinent à émerger, la recherche d’une essence de l’identité nationale ravive les plaies ouvertes par la crise des banlieues. Elle devient le creuset d’un affrontement ayant pour enjeu la délimitation virtuelle des différences entre « eux » et « nous », avec, en miroir, la légitimation des dynamiques particularistes.

Nicolas Sarkozy se défend de ces critiques en reprenant un mot de Claude Lévi-Strauss : « L'identité n'est pas une pathologie. » Lors d'un discours à La Chapelle-en-Vercors, le chef de l'État s'implique personnellement :

> — *Nous vivons peut-être l'un de ces moments où les repères s'effacent, où l'identité devient incertaine, où naît le sentiment que quelque chose qui nous est essentiel pour vivre est en train de se perdre. […] Je veux le dire parce que je le pense, à force de vouloir effacer les nations par peur du nationalisme on a ressuscité les crispations identitaires. C'est dans la crise de l'identité nationale que renaît le nationalisme, qui remplace l'amour de la patrie par la haine des autres.*

À cette période, le déclin du Front national semble irrémédiable, personne n'envisageant encore la possibilité d'une inversion des flux électoraux entre droite et extrême droite. Les groupes radicaux gravitant autour d'un FN en perte de vitesse paraissent même plus lourds de menaces pour l'avenir que l'appareil d'un parti fragilisé. Le texte du discours du Vercors, rédigé par Henri Guaino, également auteur de celui de Dakar, adressé à la jeunesse africaine le 26 juillet 2007, place la République dans la continuité d'une histoire royaliste :

> — *Regardons comment la République a accompli le vieux rêve capétien d'une France une et indivisible dans un État dominant les féodalités. Les rois l'ont rêvé, la République l'a réalisé. […] De siècle en siècle, la France n'a cessé de se mélanger, de se métisser, le mot ne me fait pas peur, d'assimiler et, dans ce mélange, dans ce métissage, dans cette assimilation, de se transformer elle-même et de s'enrichir.*

Répondant à Ségolène Royal et à la gauche, qui opposent la logique du métissage à celle d'une assimilation perçue comme uniformisation contraignante, le président tente une synthèse prônant « l'assimilation au métissage passé ». La suite du discours semble préfigurer le projet de loi

interdisant le port du voile intégral dans l'espace public : « La France est un pays où il n'y a pas de place pour la burka, où il n'y a pas de place pour l'asservissement de la femme, sous aucun prétexte, dans aucune condition et dans aucune circonstance. » Et le président de la République de conclure en opposant « ceux qui connaissent l'identité nationale de la France » et ceux qui l'ignorent : « Ceux qui ne veulent pas de ce débat, c'est parce qu'ils en ont peur. S'ils ont peur de l'identité nationale française, c'est qu'ils ne la connaissent pas. Raison de plus pour ouvrir un débat qui va leur apprendre au fond ce que c'est que l'identité nationale française. »

Cette thématique devient dès lors cardinale dans les querelles médiatiques, politiques et intellectuelles. Quelques jours plus tard, le match de football qualificatif pour la Coupe du monde entre l'Algérie et l'Égypte est le théâtre de débordements. Maurad Goual, candidat indépendant de droite aux élections législatives de 2012 à Marseille, témoigne sur ces événements :

> — *C'est vrai qu'à chaque match de l'équipe d'Algérie, du Maroc ou de la Tunisie c'est le bordel à Marseille. Mais ça, c'était un scandale, c'était honteux !*

Le 16 janvier, le maire UMP de la cité phocéenne, Jean-Claude Gaudin, déclare, dans le cadre d'une réunion organisée par le ministre de l'Identité nationale Éric Besson :

> — *Nous nous réjouissons que les musulmans soient heureux du match, sauf que, quand après ils déferlent à quinze mille ou à vingt mille sur la Canebière, il n'y a que le drapeau algérien, pas le drapeau français. Cela ne nous plaît pas.*

Ces propos déclenchent une polémique nationale aussi bien que locale, entraînant une division parmi les descendants de l'immigration fidèles à l'UMP.

Le rapport final de la mission parlementaire sur le voile intégral est rendu au début de janvier 2010. Le texte de loi, porté par la garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie et s'appuyant sur une initiative plus ancienne du député communiste André Gérin, président depuis le 23 juin 2009 d'une commission d'enquête sur le port du voile intégral, est adopté le 14 septembre 2010. Les parlementaires de la majorité votent en faveur du texte, la plus grande partie de la gauche optant pour l'abstention, à l'Assemblée nationale comme au Sénat.

C'est à l'occasion de la préparation de l'élection présidentielle de 2012, et en tirant les marrons du feu identitaire imprudemment allumé par le chef de l'État, que le Front national opère un retour imprévu au cœur de la scène politique. Le passage de relais à la tête du parti, en janvier 2011, favorise un discours neuf voulu par Marine Le Pen. Celui-ci s'éloigne des positions nationalistes révolutionnaires qui influençaient depuis de longues années l'argumentaire frontiste. L'islam et les musulmans deviennent un des groupes cibles du FN.

La nouvelle stratégie de la patronne du FN concurrence Nicolas Sarkozy sur ses propres thèmes, dans le but de reconquérir l'électorat perdu. Le Front national met dès lors progressivement en sourdine sa rhétorique classique sur l'immigration et la préférence nationale pour privilégier la question du rapport à l'islam, à l'Europe et aux enjeux économiques.

Serge Laroze, candidat FN aux législatives de 2012 en Haute-Garonne, illustre cette inclinaison du discours :

> — *Il y a vingt millions* [sic] *de gens issus de l'immigration musulmane* […]. *Je ne vous parle pas de politique, mais d'arithmétique !* […] *La France a toujours été une terre d'immigration, c'est évident.*

Mais d'ajouter :

> — *Le problème de l'islam, c'est que ce n'est pas seulement une religion, mais un code civil, une constitution politique, une loi morale.*

> […] *On ne va pas s’adapter à l’islam, nous avons nos lois, notre Constitution, notre humour, notre façon de manger, de tuer des animaux, etc. On ne va pas manger de la viande halal, on ne va pas faire des menus spéciaux, des horaires spéciaux dans les piscines.*

Il conclut par la perspective d’un affrontement :

> — *Je pense que le grand problème de la France et de l’Europe, et là je suis sûr de ne pas me tromper, c’est le choc de l’islam.*

Stéphane Ravier, candidat du FN dans les quartiers nord de Marseille et, depuis 2014, maire des XIIIe et XIVe arrondissements de la cité phocéenne, développe ce même thème par une analogie culinaire :

> — *Le problème, c’est la diversité. À force d’être diverse, une grande partie de la population ne sait plus qui elle est vraiment : « Est-ce que je suis française ? Est-ce que je suis algérienne ? Est-ce que je suis marocaine ? Est-ce que je suis laïque ? Est-ce que je suis musulmane, puisque je vis dans un pays de tradition catholique ? » Tout ce mélange donne quelque chose d’indigeste. On veut marier le couscous avec la choucroute et la daube à la provençale. C’est immangeable.*

Derrière le rejet du mélange, symbolisé par un plat raté, il dresse un diagnostic positif pour chaque tradition gastronomique prise séparément :

> — *Si vous prenez chacun des plats, ils sont tous excellents ! J’aime bien le couscous, à condition qu’il soit fait à la façon d’un couscous. Le mélange des genres est un suicide collectif. Or c’est ce qu’on est en train de nous préparer.*

Cet argument permet de tenir un discours rejetant les musulmans non en tant que tels, mais comme groupe inassimilable dans la société française, dont il faudrait préserver l'essence propre. Le principe de pureté n'emprunte plus les chemins de la race, mais ceux de la culture.

L'évolution ne se limite pas au Front national et touche des sphères plus larges de l'extrême droite. Le mouvement Riposte laïque, emmené par Pierre Cassen, organise à Paris, le 18 décembre 2010, avec le Bloc identitaire, des « Assises contre l'islamisation », auxquelles participent des groupes européens.

Le nouveau discours anti-islam se défend d'être raciste. Si l'antisémitisme occupe une place centrale dans l'histoire de l'extrême droite traditionnelle, il est à présent relégué au profit d'une dénonciation de la « menace islamique ». La lutte contre l'« islamisation de la France » se trouvait déjà au cœur du programme du MNR (Mouvement national républicain) de Bruno Mégret en 2002. Marine Le Pen et son équipe en reformulent l'idée, annexant à cette occasion la laïcité pour justifier le rejet de l'islam et dénoncer les pratiques rituelles de nombreux musulmans.

Durant cette phase de montée en puissance nationale, elle s'emploie à contester la chaîne de restauration rapide Quick, qui a ouvert des restaurants exclusivement halal dans certains quartiers populaires. Selon elle, l'État est « à la manœuvre » en raison de la détention d'une partie du capital de la chaîne par la Caisse des dépôts et consignations :

> — *C'est l'État qui rompt avec le principe de laïcité et qui impose non pas la multiculturalité, mais l'uniculturalité puisque, en l'occurrence, l'offre n'est pas multiple, mais unique. Ce sera halal et rien d'autre. Ceci est un véritable scandale, qui rompt avec une des valeurs de notre République française qui est la laïcité.* […] *Je suis désolée, si je dois en être le dernier tenant, celle qui refuse que la loi du marché passe au-dessus de nos traditions, au-dessus de nos modes de vie et au-dessus de nos valeurs, eh bien, je resterai celle-là.*

Au début de l’été 2010, des émeutes éclatent dans le quartier de La Villeneuve, à Grenoble, suite à la mort d’un braqueur d’origine algérienne, abattu par la police. Les 17 et 18 juillet, les affrontements virent à l’émeute, avec utilisation d’armes à feu, extrêmement marginale en 2005. Après ces événements, Nicolas Sarkozy prononce ce qui restera comme le « discours de Grenoble », dans lequel il établit sa nouvelle doctrine :

> — *Ce n’est pas un problème social, ce qui s’est passé, c’est un problème de truands, ce sont des valeurs qui sont en train de disparaître […]. La nationalité française doit pouvoir être retirée à toute personne d’origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d’un fonctionnaire de police ou d’un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l’autorité publique. La nationalité française se mérite, il faut pouvoir s’en montrer digne. Quand on tire sur un agent chargé du maintien de l’ordre, on n’est plus digne d’être français. Je souhaite également que l’acquisition de la nationalité française par un mineur délinquant au moment de sa majorité ne soit plus automatique.*

Les émeutes de 2005 ont déjà connu plusieurs répliques locales, notamment à Villiers-le-Bel et Vitry-le-François, mais les événements de Grenoble marquent une intensification des violences dans un contexte de tensions accrues. Le retour au premier plan du Front national exerce une forte pression sur l’exécutif. L’Élysée tente de satisfaire les demandes de sécurité et d’autorité nées de 2005. Les émeutes de Grenoble donnent toutefois le sentiment d’une aggravation, signant l’échec. Marine Le Pen, pour sa part, fait le choix d’investir la polémique sur l’islam pour progresser dans l’opinion. Quelques mois plus tard, elle élabore un parallèle entre présences musulmane et nazie en France, dénonçant « l’occupation » que représentent à ses yeux les prières collectives qui se tiennent chaque vendredi à Paris, rue Myrha, dans le quartier de Barbès, faute de lieux de culte suffisants dans le XVIIIe arrondissement.

Le 10 décembre 2010, la présidente du Front national déclare à Lyon :

> — *Maintenant, il y a dix ou quinze endroits où, de manière régulière, un certain nombre de personnes viennent pour accaparer le territoire. C'est une occupation de pans du territoire, de quartiers dans lesquels la loi religieuse s'applique : c'est une occupation. Certes, il n'y a pas de blindés, pas de soldats, mais c'est une occupation tout de même.*

Le cheikh de la mosquée de la rue Myrha lui répond : « On débordait. On utilise la rue, on ne l'occupe pas. »

Soral et l’islam contre l’« américano-sionisme »

C’est dans ce contexte qu’Alain Soral fait monter au créneau son association Égalité et réconciliation. La trajectoire de ce personnage complexe qui cultive les provocations limites est confuse. Alors qu’il se présente comme un ancien militant communiste, le PCF a démenti tout lien avec lui. Toujours est-il qu’il collabore un temps au journal *L’Idiot international* fondé par Jean-Edern Hallier, où il rencontre Jean-Paul Cruze, auteur du texte intitulé « Vers un front national » invitant à l’alliance entre communistes et extrême droite. Ce n’est qu’en 2005 qu’il se rapproche véritablement du FN, jusqu’à rejoindre le parti et la campagne de Jean-Marie Le Pen à l’occasion de l’élection présidentielle de 2007, créant en parallèle Égalité et réconciliation, à la fois forum sur Internet, réseau de chapitres départementaux et d’organisation de meetings à Paris et en province, qui connaît un grand succès en jouant sur les déclarations sulfureuses « antisystème » que permet le Web, selon les mêmes formules qui font florès avec le djihad de troisième génération.

Officiellement lancée en 2007, l’association se revendique à la fois de la « gauche du travail » et de la « droite des valeurs », en écho à l’ancien slogan frontiste « Socialement de gauche, économiquement de droite, nationalement de France ». En rupture avec la ligne du Front national élaborée par Marine, s’affirmant plus proche de Jean-Marie que de sa fille, Alain Soral décide de réinvestir le champ militant issu de la mouvance nationaliste révolutionnaire.

L’hostilité à l’islam et aux musulmans est peu présente dans ses argumentaires vidéo en ligne, qui privilégient au contraire la judéophobie historique de l’extrême droite.

Égalité et réconciliation vise à ouvrir de nouvelles perspectives à celle-ci par une dimension contre-culturelle. Tentant d’implanter son organisation dans les banlieues à l’occasion d’une conférence à Vaulx-en-Velin intitulée « La France, l’islam et les banlieues face à l’empire mondialiste », Alain Soral y présente les musulmans comme une ressource clé pour la lutte des nationalistes français contre les « sionistes ». L’opposition à l’islam, récurrente dans la mouvance identitaire, est mineure dans son discours, qui s’efforce de fournir une bannière unie à l’extrême droite européenne traditionnelle et aux habitants des quartiers populaires en contestant la position française dans le conflit israélo-palestinien.

La proximité entre Alain Soral et Dieudonné se marque par leur candidature commune sur les listes « antisionistes » aux élections européennes de 2009, au cours desquelles ils récoltent plus de quarante mille voix. Cette démarche prolonge l’initiative des listes EuroPalestine présentées au même scrutin en 2004. Siné, à l’époque dessinateur à *Charlie Hebdo*, est membre du comité de soutien de ce collectif, tout comme le judoka Djamel Bouras qui s’engagera par la suite au Modem (Mouvement démocrate). Alain Soral, qui figure également parmi les signataires, fait la rencontre de Jean-Marie Le Pen peu après. La confiance entre les deux hommes se développe rapidement. Ainsi le discours de Valmy, prononcé par le candidat du Front national pour le lancement de sa campagne présidentielle de 2007, aurait-il été en partie rédigé par Alain Soral d’après ce dernier :

> — *Je rappellerai ici que le candidat Sarkozy est très exactement tout le contraire de moi : champion du « oui » à la constitution euro-mondialiste quand je fus le champion du « non » national et républicain ; communautaire et clientéliste, divisant volontiers pour régner, allant jusqu’à aider l’islam le plus extrême à prendre pied sur notre sol pour mieux montrer les Maghrébins français du doigt, quand*

> *je suis patriote intransigeant et assimilationniste… Sarkozy enfin, valet de l'atlantisme et de l'Empire, quand je suis le défenseur des petites nations souveraines et des non-alignés.*

En 2007, Jean-Marie Le Pen est l'invité d'honneur de la première université d'été d'Égalité et réconciliation.

Au fil des années, Alain Soral reprend progressivement les principaux mots d'ordre et argumentaires des nationalistes révolutionnaires influents, tels François Duprat, ancien membre fondateur et dirigeant du Front national, ou Jean-Gilles Malliarakis. Ce discours d'une extrême droite mal connue des autres formations politiques produit une onde de choc par son apparence paradoxale. Alain Soral déclare n'avoir aucun problème avec l'islam ni avec les musulmans, mais mener un combat contre les « américano-sionistes ». Cette logique l'amène à renforcer ses liens avec d'autres individus issus de la mouvance antiraciste.

L'extrême droite nationaliste révolutionnaire tente dans cette période de faire pression sur une Marine Le Pen fraîchement installée à la tête du parti, avec un succès mitigé. En revanche, Égalité et réconciliation se mobilise pour la défense des régimes baasistes, le nationalisme arabe étant perçu de longue date par les nationalistes révolutionnaires comme un opposant au communisme et au capitalisme anglo-saxon. La politique internationale entre ici en résonance avec certaines attentes de l'électorat populaire des banlieues, pour lequel le conflit israélo-palestinien est injustement écarté du débat politique français.

Ces dynamiques franco-françaises sont progressivement influencées par le contexte international. Le 22 juillet 2011, le Norvégien Anders Breivik perpètre une série d'attentats à Oslo et sur l'île d'Utøya contre des jeunes sociaux-démocrates. Le bilan de soixante-dix-sept morts et cent cinquante et un blessés traumatise une société qui se perçoit comme ouverte et consensuelle, s'estimant jusqu'alors épargnée par les violences sociales et la radicalisation qui frappent d'autres pays européens.

Par une vidéo, Alain Soral dénonce Anders Breivik comme franc-maçon dans la ligne du conspirationnisme : les attentats ne sont qu'un complot visant à

jeter l’opprobre sur l’extrême droite européenne. *A contrario*, Jean-Marie Le Pen adopte une position plus complaisante, faisant de la hausse du nombre de migrants en Norvège le principal facteur explicatif de ces attentats. Dans son journal de bord vidéo, alors hébergé sur le site du Front national, il déclare :

> — *La situation me paraît grave non par cet accident d’un individu qui, sous l’effet d’une folie, fût-elle passagère, se met à massacrer ses concitoyens* […]. *Ce qui me paraît plus grave et que démontre cette affaire, c’est la naïveté et l’inaction du gouvernement norvégien.*

L’affaire Breivik est emblématique en ce qu’elle justifie la violence par les cercles de l’extrême droite identitaire, en même temps qu’elle réalise une des prévisions d’Abu Musab al-Suri, qui appelait de ses vœux la montée de la violence « de souche » en Europe, propice au développement en miroir du djihad armé de troisième génération sur son sol. L’hostilité à la gauche, aux immigrés et aux musulmans qui anime Breivik comme la réception de ses attentats dans un pays d’Europe dépourvu de passé colonial et dans lequel les affrontements communautaires sont parmi les plus rares illustrent le basculement dans une nouvelle phase de l’histoire contemporaine, basculement qui s’amorce en France à l’occasion des élections cantonales de 2011.

Les prémices du vote musulman

Le scrutin cantonal de 2011 fait figure de test avant l'élection présidentielle de 2012. Le retour du Front national emmené par sa nouvelle présidente provoque un changement d'orientation politique à la tête de l'UMP. Pour faire face à la compétition d'une extrême droite se présentant comme garante de la laïcité contre l'« islamisation de la France », l'UMP prend pour la première fois la décision de ne pas donner de consigne de vote pour les duels opposant au second tour un candidat de gauche et un candidat FN. Cette décision, longuement débattue au sein du parti, va devenir le leitmotiv des années à venir.

L'UMP se place volontairement à équidistance de ses deux principaux adversaires, cherchant à limiter l'hémorragie de voix, dont certaines restent fraîchement conquises sur l'électorat FN. La « ligne Buisson », d'après le nom du conseiller de Nicolas Sarkozy Patrick Buisson, dont la trajectoire personnelle passe par la direction du journal *Minute*, est associée à la « droite populaire », lancée au sein de l'UMP par Guillaume Peltier, ancien dirigeant du FNJ (Front national de la jeunesse).

De son côté, la gauche espère faire de ces cantonales un galop d'essai à l'élection présidentielle de 2012. Elle mène à cette occasion des expérimentations de mobilisation dans les quartiers populaires inspirées des campagnes électorales américaines fondées sur le porte-à-porte et espère retrouver un soutien plus stable dans les couches de la société devenues

défiantes. La stratégie adoptée par le Front national provoque une onde de choc dans l'ensemble du champ politique.

Le « Rassemblement bleu marine » est conçu dès son origine pour attirer les électeurs méfiants à l'égard de l'ancienne extrême droite. Codirigé par Marine Le Pen et Gilbert Collard, il devient le fer de lance de la « dédiabolisation » voulue par la nouvelle direction du Front national. L'objectif de conquête du pouvoir impose de lisser l'image et de mettre à distance les épisodes les plus répulsifs de son histoire, émaillée par les propos et procès de son fondateur Jean-Marie Le Pen. Dans sa charte fondatrice, l'organisation s'estime capable de réunir les « patriotes de gauche comme de droite ». Son discours se cantonne à une ligne « républicaine », accordant un statut particulier au christianisme, mais ne disant mot des autres courants religieux et spirituels :

> — *Laïque, la République n'accepte aucune religion ni aucune idéologie d'État dans l'espace public.* […] *Elle reconnaît le rôle du christianisme en général et du catholicisme en particulier dans l'histoire de France et la construction de la civilisation française.*

Le Rassemblement bleu marine reprend certaines thématiques centrales du FN, réfutant la légitimité des organisations internationales auxquelles les nations transféreraient leur souveraineté. Le texte fondateur du mouvement précise que « le droit de vote est indissociable de la nationalité française » et entérine la « préférence nationale », au cœur du discours du FN depuis plus de trente ans :

> — *La pérennité du financement de la solidarité nationale justifie la priorité nationale en restreignant l'accès des étrangers à certaines prestations et à certains emplois.*

Bien des expressions portent la signature du message frontiste, remanié selon les souhaits de Marine Le Pen, comme « être français est un honneur qui s'hérite ou se mérite ».

Vers un lobby électoral islamique

Pendant ce temps, sur le terrain local, de nouveaux acteurs politiques tentent de mettre sur pied des groupes de pression électoraux musulmans, dont le rôle sera amené à s'accroître. En 2011, ils sont encore loin de capter la majorité des voix de leurs coreligionnaires. On doit toutefois noter l'action de l'UAM 93, qui oriente les comportements électoraux d'une partie des fidèles du département. De nouvelles modalités de participation politique voient le jour dans les banlieues populaires, qui vont de l'intégration classique aux logiques d'organisation communautaire. La défiance à l'égard des élus nationaux et des responsables des partis en place est une aubaine pour les entrepreneurs politiques locaux.

Ahmed Khelifi, candidat aux législatives de juin 2012 en Seine-Saint-Denis, dont l'UAM 93 a publié une interview vidéo sur son site pendant la campagne, explique son engagement par son souhait de regrouper les exclus :

> — *Je me suis présenté pour le compte d'un nouveau parti, appelé Nouvelle union française, dont l'ambition est de fédérer l'ensemble des segments de la population qui ne sont pas représentés dans les grands partis, c'est-à-dire les handicapés, les personnes âgées, les étudiants, les chômeurs, les Noirs, les Arabes, les musulmans et les non-musulmans.*

Mais la logique de groupes de pression tels que l'UAM 93 les amène à soutenir des candidats venant de tous les horizons, selon leurs promesses et en fonction des avantages obtenus auprès des différentes mairies. Les consignes de vote énoncées par les entrepreneurs communautaires, en se déliant des fidélités anciennes pour les partis politiques ancrés à gauche, ne permettent pas d'établir une ligne de conduite stable. On commence néanmoins à voir émerger un discours qui accorde une grande importance aux questions du racisme, des discriminations, de l'immigration et de l'islam. Cette polarisation se fait moins souvent autour des politiques publiques que des représentations.

Maurad Goual, candidat aux élections législatives en 2012, ne cache pas la difficulté des jeunes des cités de Marseille à trouver un référent identitaire :

> — *Aujourd'hui, un gamin des quartiers nord, qu'il s'appelle Mohamed, Mamadou ou Ismaël, sa seule certitude identitaire est religieuse. Il sait qu'il est musulman, ce n'est pas négociable. Après, il ne sait pas ce qu'il est.*

Dans le même temps, il se forme au sein de quelques quartiers spécifiques des configurations de ségrégation et de marginalisation intenses. Mohamed Bentebra, candidat aux législatives de 2012 dans les Hauts-de-Seine, évoque la dimension stigmatisante de la résidence en « cité » :

> — *Ce qui me fait rire, c'est que, dans les cités, tout le monde veut partir. Ce que les habitants des cités ont en commun ce n'est pas d'où ils viennent ou leur religion, mais le fait qu'ils veulent tous quitter la cité. Aujourd'hui, que tu t'appelles Laurent ou Mamadou, si tu habites à Sevran ou à Clichy-sous-Bois tu es mort !*

Le vote présidentiel de 2007 est apparu comme principalement défensif. Mais, au scrutin cantonal de 2011, les jeunes électeurs des banlieues sont à la recherche de représentants politiques locaux comprenant les difficultés des

habitants et exprimant de la sympathie pour leurs pratiques religieuses. Les principaux partis font preuve d'une certaine fermeture, parfois perçue comme hostile, comme l'explique Hamid Boujnane, candidat du Nouveau Centre aux législatives de 2012 dans le Nord :

> [Les partis] *ne veulent pas que de nouvelles personnes arrivent* [en politique]. *Je peux vous dire que, quand on est nouveau et qu'on n'est pas blond aux yeux bleus, c'est encore plus difficile.*

Les demandes qui ne sont pas entendues par les candidats alimentent les impatiences. Sur le plan local, les élections cantonales de 2011 marquent la première apparition concrète des stratégies politiques d'entrepreneuriat communautaire. Même si elles sont encore limitées dans leur portée, elles introduisent un changement qualitatif de la mobilisation.

L'UAM 93 est restée relativement avare d'interventions officielles au cours des années 2009-2011. Le 26 février 2009, elle publie un communiqué commun avec le PCF de Seine-Saint-Denis demandant l'arrêt des bombardements au moment de l'opération « Plomb durci » de l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Elle lance par la suite des exhortations à s'inscrire sur les listes, quelques jours avant la clôture de celles-ci, le 18 décembre 2009, soulignant l'importance des élections régionales de 2010. Mais ce n'est qu'à l'occasion du scrutin cantonal de 2011 qu'elle commence à prendre publiquement position dans le débat, relayant le 25 mars l'appel du Collectif des musulmans de Montreuil.

Le texte débute par une dénonciation de l'abstention et une invite à la mobilisation de l'électorat musulman, dont la faible influence politique est déplorée :

> — *Dans une ville comme Montreuil, où la population musulmane est importante, il est regrettable que les musulmans ne fassent pas entendre leur voix par le biais des différents scrutins électoraux* […]. *Cela ne peut plus durer. Si la droite nous insulte, c'est parce que nous ne votons*

> *pas. Si la gauche nous ignore, c'est aussi parce que nous ne votons pas. Arrêtons de nous punir nous-mêmes. Nos voix doivent être entendues ! Les responsables politiques doivent savoir que nous comptons.*

L'UAM 93 s'oppose à la droite en des termes durs, mais rejette également la gauche. La mise à distance concerne d'abord les élus, accusés de surdité devant les demandes de l'association et des musulmans. En revanche, les prises de position en matière idéologique ou de politique publique sont rares. Le Front national, dont l'influence est déclinante en banlieue depuis 2002, n'est jamais évoqué. D'où la suggestion d'une mobilisation locale sur une base uniquement religieuse de l'électorat :

> — *Les musulmans doivent voter massivement de manière organisée afin d'obtenir des engagements des candidats pour que soient respectées la liberté de culte et sa pratique dans de bonnes conditions.* […] *Nous pensons que Belaïde Bedreddine* [conseiller municipal communiste de Montreuil] *doit être élu, il faut voter pour lui pour sanctionner Mme Voynet* [alors maire de Montreuil].

Le vote sanction est ici invoqué comme forme classique de la motivation, le choix positif en faveur d'un candidat ne venant qu'en complément éventuel.

L'UAM 93 donne des consignes de vote par opposition aux équipes municipales sortantes, avec lesquelles elle s'affronte, plus qu'en soutien aux autres candidats. Refusant d'être considérée comme inféodée à un parti, elle cherche à se ménager une marge de négociation en faisant valoir les voix musulmanes. Pour ces raisons, elle trouve intérêt à persuader les élus locaux de l'existence d'un électorat communautaire cohérent et rapidement mobilisable. L'analyse des données révèle qu'il n'en est rien, mais l'argument est susceptible de séduire des candidats.

Le 25 mars 2011, le groupe d'Aubervilliers publie un texte reprenant trait pour trait la structure argumentative du précédent. Celui-ci déclare :

> — *Il est regrettable que les musulmans ne fassent pas entendre leurs voix par le biais des différents scrutins électoraux. Il n'y a alors rien d'étonnant à ce que les hommes politiques ne tiennent pas compte des revendications légitimes des citoyens musulmans.* […] *Les musulmans doivent voter massivement de manière organisée afin d'obtenir des engagements des candidats pour que soient respectées leur liberté de culte et sa pratique dans de bonnes conditions.*

Le texte précise la stratégie de l'UAM 93, faisant le lien entre légitimité du vote pour les musulmans et taille critique de l'électorat islamique dans la commune. L'appel au sentiment religieux justifie les revendications relatives à son expression, mais ne concerne pas les autres sphères de la vie sociale, telles que l'éducation ou le transport. La consigne de vote est en revanche énoncée de façon plus indirecte et implicite :

> — *Il faut se souvenir de la dynamique initiée sous la mandature de Pascal Beaudet. Deux lieux de culte* [islamiques] *ont été ouverts à Aubervilliers lorsqu'il était maire de la ville* [de 2003 à 2008]. *Depuis, il y a eu beaucoup d'annonces et pas de concrétisation. Il faut que cette démarche d'ouverture et de respect reprenne au plus vite.*

Les cantonales fournissent l'occasion de se proposer comme prestataire de services électoraux fiables. Dans un communiqué publié le 14 mars 2011, l'association propose de s'occuper des votes par procuration et d'aider les électeurs ayant des difficultés de déplacement. Ces pratiques, rarement adoptées par les organisations religieuses, sont habituelles chez les partis politiques qui tentent de mobiliser leur base. Présentées comme non partisanes, elles s'articulent avec des prises de position de l'association sur les candidats à soutenir ou faire battre. Un appel à l'inscription est par la suite diffusé trois jours avant la clôture des listes pour les élections présidentielle et législatives de 2012, le 27 décembre 2011. L'UAM 93 déclare s'interroger sur les « moyens de

mobiliser les musulmans à prendre leur responsabilité et leur place dans ces deux rendez-vous qui engageront notre nation pour les cinq années à venir ».

Les tentatives communautaires sont réelles, mais elles ne font pas l’élection. Les appels lancés par les organisations religieuses ne sont pas suffisamment efficaces pour faire reculer significativement l’abstention lors des régionales de 2010 ou cantonales de 2011. Les difficultés sociales comme la jeunesse de l’électorat des banlieues éloignent de nombreux citoyens des urnes. Les revendications identitaires n’effacent pas les attentes économiques et sociales d’une population frappée plus durement que les autres par la crise.

La thèse de l’émergence d’un vote musulman structuré et homogène, reposant sur un sentiment religieux et communautaire, ne résiste pas à l’analyse des résultats. Pourtant, la polémique sur l’identité nationale et la montée de l’extrême droite provoquent frustration et même colère chez les habitants de ces quartiers. Ils s’estiment ciblés et dénigrés, alors qu’ils font la preuve de leur engagement électoral depuis 2007. Le désir de se faire entendre et de compter dans le débat produira en 2012 un nouveau sursaut, contribuant significativement à la victoire de François Hollande.

La victoire en trompe-l'œil de François Hollande

L'élection présidentielle de 2012 marque la clôture d'une parenthèse dans l'évolution politique française ouverte à l'occasion des émeutes de 2005 et marquée par la recomposition de la droite parlementaire autour de Nicolas Sarkozy. Adoptant un discours plus ferme sur les questions de sécurité et d'immigration, l'UMP est en mesure, en 2007, d'aspirer des voix et de réduire l'influence idéologique du Front national. Elle conquiert un espace pour l'emporter sur une gauche fragilisée par le souvenir calamiteux du 21 avril 2002, où Lionel Jospin était éliminé au premier tour, au profit de Jean-Marie Le Pen. Mais une fois aux commandes, Nicolas Sarkozy ne parvient pas à contrecarrer les effets de la crise économique, ni la montée des violences, comme le démontrent les émeutes de Vitry-le-François et de Grenoble. Au contraire, le clivage orchestré par l'Élysée sur le thème de l'identité nationale se referme comme un piège sur le chef de l'État.

La prise de pouvoir par Marine Le Pen au Front national rénove l'extrême droite. Le Rassemblement bleu marine fait du prénom de la présidente un référent plus consensuel. Les cantonales de 2011 illustrent cette nouvelle concurrence et annoncent la poussée frontiste marquée par un score très élevé à l'élection présidentielle de 2012, avec plus de 17 %. Une décennie après le 21 avril 2002, le FN retrouve sa capacité d'influence comme solution de

rechange à l’échec de Nicolas Sarkozy. Pourtant, le paysage politique de 2012 n’est plus celui de 2002.

Le 6 mai 2012, la victoire de François Hollande signale une profonde mutation de la société. Pour la première fois depuis 1988 un candidat de gauche remporte le scrutin majeur. Les principales mairies, la majorité des départements et la plus grande partie des régions basculent elles aussi dans les mains du parti socialiste et de ses alliés. Ces résultats sont la conséquence de trois dynamiques distinctes. L’hostilité à Nicolas Sarkozy perdure pendant tout son mandat, cristallisant un vote des électeurs musulmans exprimant un rejet du président de la République, hérité des émeutes de novembre 2005. Cela s’explique par l’histoire familiale migratoire des individus plutôt que par leur appartenance religieuse.

Dans le même temps, la remontée de l’extrême droite fragmente l’électorat qui a donné la victoire à Nicolas Sarkozy en 2007, alors que la porosité entre le Front national et l’UMP s’accroît inexorablement. Après cinq années de mandat marquées par le retour des émeutes urbaines et l’exacerbation des tensions autour de la visibilité de l’islam dans la société française, Marine Le Pen retrouve sur ces thèmes l’électorat historique du FN et une part significative des déçus du sarkozysme.

Certains considèrent que Nicolas Sarkozy a perdu l’élection de 2012 pour s’être positionné trop à droite, s’aliénant ainsi les voix du centre au profit de François Hollande, notamment sur les questions de société, comme le mariage homosexuel ou l’immigration. Il semble toutefois que cette stratégie, développée par son conseiller Patrick Buisson, lui ait donné la capacité de limiter son déclin électoral par rapport à l’extrême droite. Menacé sur sa gauche comme sur sa droite, le candidat de l’UMP a été l’objet d’attaques politiques croisées qui l’ont conduit à la défaite, même s’il convient de rappeler que les résultats du second tour ont été relativement serrés, François Hollande l’emportant avec 51,5 % des suffrages et un million de voix d’avance seulement sur son adversaire.

La crise économique provoque un fort rejet de celui qui est perçu comme le « président des riches », notamment, mais non exclusivement, dans les milieux les moins favorisés. Cette mutation s’effectue parmi les électeurs populaires de

droite qui n'ont pas vu leurs conditions de vie s'améliorer malgré la promesse « travailler plus pour gagner plus ». Frappant particulièrement le tissu industriel français, la crise touche l'électorat ouvrier, qui sanctionne le président en place. À Gandrange, Nicolas Sarkozy s'est engagé en février 2008 à investir dans les usines du groupe Arcelor-Mittal pour éviter l'arrêt de l'activité sur le site. Moins d'un an plus tard, l'usine ferme définitivement ses portes et devient un symbole des conséquences de la mondialisation.

François Hollande parvient à être désigné candidat du parti socialiste à l'issue d'une primaire rocambolesque, marquée par la disqualification de Dominique Strauss-Kahn au mois de mai 2011. Au second tour de la primaire, son adversaire principale, Martine Aubry, est battue par près de quatre cent mille voix. La maire de Lille fait alors l'objet d'attaques politiques non seulement de l'extrême droite, mais aussi de certains sympathisants de gauche, qui l'accusent de faire le jeu des islamistes par l'intermédiaire de son mari, avocat connu pour avoir défendu une lycéenne portant le voile en 1993. Dans ce contexte tumultueux, François Hollande, après avoir dirigé le parti socialiste pendant plus de dix ans, émerge comme une personnalité sans aspérité ni véritable trait négatif.

Le souhait d'apparaître comme un « président normal » signe la volonté du candidat d'en finir avec la polarisation alimentée par Nicolas Sarkozy. Lors de son discours d'investiture du Bourget, il désigne le « monde de la finance » comme son seul adversaire. Éludant pour l'essentiel la question des banlieues et les difficultés qu'elles rencontrent, il laisse l'hostilité envers Nicolas Sarkozy jouer son rôle mobilisateur.

Aussi la victoire de la gauche en 2012 s'inscrit-elle dans la continuité des résultats de Ségolène Royal en 2007, qui sont prolongés et amplifiés, d'autant plus que les liens du couple même défait augmentent la notoriété du candidat peu connu dans les quartiers populaires. Alors qu'une partie de la gauche et du parti socialiste exprime une certaine défiance envers Ségolène Royal, en raison de ses propositions hétérodoxes concernant notamment l'« encadrement militaire » des mineurs délinquants, François Hollande évite les faux pas et parvient à effectuer une synthèse d'attentes parfois contradictoires.

De 2007 à 2012, on comptabilise un million et demi de nouveaux inscrits. Les deux scrutins mobilisent quasiment un nombre d'individus identique, soit légèrement moins de trente-sept millions d'électeurs à chacun des premiers tours. Nicolas Sarkozy obtient près de 11,5 millions de suffrages en 2007, mais n'en retrouve que 9,7 millions cinq ans plus tard. François Hollande améliore plus modestement le score socialiste, passant de 9,5 à 10,2 millions de voix. L'équilibre des forces semble basculer en faveur de la gauche. Pourtant, la poussée la plus importante est celle d'un Front national réorganisé autour de Marine Le Pen, qui gagne plus de 2,6 millions de voix.

Ainsi, la progression de la gauche s'accompagne d'une forte poussée du Front national qui attire principalement des électeurs de droite, déçus par les cinq années écoulées, dont la demande de radicalité identitaire trouve un écho privilégié chez Marine Le Pen. La Seine-Saint-Denis présente un visage fort différent, en opposition avec les tendances nationales.

Dans ce département, François Hollande obtient plus de 38 % des suffrages exprimés dès le premier tour, tandis que Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen se cantonnent respectivement à 19,5 % et 13,5 %. Le vote en faveur de la gauche est, dans les quartiers populaires, encore plus important en 2012 qu'il ne l'a été en 2007. La crise économique, le débat sur l'identité nationale et la polarisation sur l'islam provoquent une mobilisation sans précédent des descendants d'immigrés et de musulmans.

Les enquêtes soulignent l'importance du vote en faveur de François Hollande parmi les électeurs musulmans. L'institut OpinionWay estime que 93 % d'entre eux ont opté pour le candidat socialiste. L'Ifop (Institut français d'opinion publique) donne le chiffre de 86 %. Une enquête commandée par l'Institut Montaigne au mois d'avril 2012 révèle que les jeunes musulmans des quartiers populaires ont déclaré une probabilité de vote de 60 % en faveur de François Hollande et 28 % seulement pour Nicolas Sarkozy. Ces estimations restent fragiles en raison de la mauvaise qualité des échantillons portant sur les électorats confessionnels.

Il est à ce jour impossible de connaître le profil social réel de ces groupes en l'absence de données collectées par le recensement. Les outils classiques des

sondeurs pour corriger les biais des enquêtes électorales se révèlent impuissants pour redresser les déclarations des groupes religieux. Cependant, la surreprésentation des suffrages exprimés en faveur de la gauche dans l'électorat musulman semble avérée tant les écarts ont été importants. Pour autant, s'il y a bien eu un vote « des musulmans » pour François Hollande, il serait hâtif de considérer qu'il s'agit là d'un vote « musulman », motivé par des revendications identitaires et religieuses.

Cela fait longtemps que les immigrés, quelle que soit leur confession, se positionnent plus à la gauche de l'échiquier politique que le reste de la population. Le vote d'une large part de l'électorat musulman ne rompt donc pas avec cet ancrage ancien, mais c'est un mouvement essentiellement défensif, d'opposition à la réélection de Nicolas Sarkozy, perçue comme une menace, plutôt que d'adhésion franche aux propositions du candidat socialiste. L'entrée dans le corps électoral de nouvelles générations issues de l'immigration fait croître le poids politique de ces segments de la population, dont l'opinion n'a trouvé jusqu'alors qu'une traduction marginale dans les urnes. Ainsi la dynamique identitaire semble-t-elle avoir davantage joué en faveur de Marine Le Pen que du repli communautaire des musulmans.

Des émeutes de 2005 au retour de la gauche à l'Élysée, on a assisté à une décomposition larvée, mais profonde, du lien politique dans les banlieues marginalisées. Celle-ci s'accompagne d'une hausse de la dimension religieuse dans la définition des identités et des revendications politiques, doublée de la montée d'un certain conservatisme, parfois empreint de radicalité. Ce mouvement d'ensemble est passé essentiellement inaperçu, car il n'a pas suivi les logiques politiques nationales. Le vote présidentiel a produit, dans le moment de l'élection, l'illusion d'une unité collective. Mais derrière ce regroupement passager, réalisé sur la base du rejet du président sortant, il est possible de discerner les lignes de fracture qui se sont progressivement aggravées durant les années précédentes.

Une fois la gauche au pouvoir, le ciment précaire qui a permis l'entrée en politique des descendants de l'immigration cède devant les dynamiques de fragmentation. Derrière l'image d'un électorat de gauche réunifié et d'une

hausse de la participation électorale, qui a fait croire résorbée la crise de la représentation des habitants des banlieues, les traces d’une politisation conflictuelle restent profondes. Le soutien des quartiers populaires à la gauche, très important au second tour de l’élection présidentielle pour la défaite de Nicolas Sarkozy, s’est rapidement effrité. Les partis traditionnellement bien implantés dans les banlieues populaires ont été contestés sur le terrain par une myriade de candidats indépendants et citoyens. Là encore, le vote en faveur de François Hollande masque la réalité des conflits locaux et des divisions d’un électorat qui a perdu son unité dès l’élimination de Nicolas Sarkozy.

Les premiers scrutins intermédiaires illustrent ces lignes de tension. À Béziers, le candidat de l’UMP, Élie Aboud, est battu d’une dizaine de voix aux législatives de juin 2012 dans une triangulaire marquée par la présence d’un candidat Front national obtenant près de 20 % des voix. Mais le même candidat l’emporte en décembre 2012, à l’occasion d’une législative partielle, avec plus de 61 % des voix contre la candidate socialiste, dont l’élection a été annulée par le Conseil constitutionnel. Entre-temps, les quartiers populaires ont basculé en sa faveur, l’électorat musulman sanctionnant d’emblée le mariage homosexuel promu par le PS.

La percée électorale réalisée par le Front national au cours des années 2011 et 2012 s’est avérée stable, car ancrée dans une dynamique sociale et idéologique profonde. Alors que la gauche a profité d’une victoire conjoncturelle, les déceptions économiques et morales qui ont entraîné la défaite de Nicolas Sarkozy ont continué de miner la société française. Si la victoire de la droite en 2007 avait provoqué l’illusion d’un reflux durable du Front national, celle de la gauche en 2012 donne l’impression faussée d’une résolution possible des difficultés structurelles du pays.

Dans les mois qui suivent, onze élections législatives partielles consécutives sont remportées par des candidats de droite. La situation paradoxale de 2012 contient déjà en elle les ingrédients d’une montée des radicalités et de la violence, qui s’est manifestée dans les crimes de Mohamed Merah les 15 et 19 mars 2012. Advenus à l’aube d’une campagne électorale âprement disputée,

ces passages à l’acte connaîtront leur prolongement dramatique au cours du mandat de François Hollande.

3

L’affaire Merah en contexte

L’affaire Merah marque de manière dramatique la fin de seize ans d’illusions durant lesquels la France s’est crue immune au terrorisme djihadiste sur son sol — contrairement à l’Espagne ou à la Grande-Bretagne voisines, frappées en 2003 et 2005 notamment. L’assassinat de sang-froid, par un jeune Franco-Algérien, de trois enfants juifs et d’un professeur d’une école israélite toulousaine survient le 19 mars 2012, exactement cinquante ans après la mise en œuvre des accords d’Évian, le cessez-le-feu qui conclut la guerre d’Algérie — et aussi au début de la campagne pour l’élection présidentielle, qui verra François Hollande l’emporter en bénéficiant massivement du « vote des musulmans ». Les jours précédents, Mohamed Merah avait attaqué quatre militaires français, dont trois trouvèrent la mort et le quatrième fut grièvement blessé. Trois étaient d’origine maghrébine, l’autre guadeloupéen.

Outre l’atrocité de l’acte en soi — par lequel le tueur se délecte du massacre de petits enfants qu’il filme sur sa caméra GoPro —, celui-ci revêt une dimension symbolique exceptionnelle en ce qu’il inscrit la violence djihadiste dans le plus important événement politique du pays et manifeste du même coup le retour du refoulé colonial franco-algérien avec une barbarie inouïe. Plus profondément encore, cette tuerie perpétrée par un enfant des cités questionne la pertinence de l’idéologie française de l’intégration comme roman national laïque et républicain et réécrit dans le sang un grand récit sombre de la France contemporaine qui la révèle brusquement comme société *rétrocoloniale*.

Le ressac rétrocolonial

Avec cette affaire, la France entre de plain-pied dans la troisième vague du djihadisme prônée par Abu Musab al-Suri dans son *Appel à la résistance islamique mondiale*. Les meurtres suivent précisément le mode d'emploi préconisé par l'ouvrage, téléchargeable sur Internet : l'assassin a choisi ses cibles dans son environnement proche, sélectionnées parce que juives ou « apostats », le militaire guadeloupéen ayant peut-être été victime d'un « délit de faciès » faisant de lui un musulman africain relaps, dont le sang devient donc « licite ». Petit délinquant issu de l'immigration algérienne, le tueur se radicalise par ses séjours en prison, ses voyages sur les terres de djihad, grâce aux vidéos de propagande postées sur YouTube ou partagées sur les réseaux sociaux, ainsi qu'en fréquentant le milieu salafiste de la région Midi-Pyrénées, dont son frère Abdelkader et sa sœur So'ad sont des membres emblématiques.

Mais les carnages de Montauban et de Toulouse ne témoignent pas seulement de l'efficience du modèle conçu par Suri, à travers sa mise en œuvre épouvantable. Ils constituent le révélateur soudain et brutal de l'existence et de l'identité de djihadistes français capables de s'approprier les idées diffusées originellement par l'idéologue syro-espagnol puis banalisées sur le Web islamiste et de les traduire en actes. Ils font partie de ces jeunes nés dans les trois dernières décennies du XXe siècle, auxquels des sociologues ont donné le nom de « génération Y » en référence, peut-être, au fil des écouteurs qui leur descend

des oreilles au nombril, dessinant une sorte d'Y, et les relie intimement au monde des smartphones comme un cordon ombilical postmoderne que l'on ne pourrait plus couper. Biberonnée aux consoles de jeux vidéo, cette génération a brouillé la frontière entre les univers virtuel et réel, passant de l'un à l'autre avec une désinvolture qui désarme ses géniteurs, issus de la « génération X » des « baby-boomers », éduqués et socialisés avant l'ère informatique. Dans les banlieues de l'islam françaises, cette génération est aussi celle qui vient au monde avec l'échec politique de la Marche des beurs de 1983, et qui arrive désillusionnée à l'âge adulte vers 2005, l'année des émeutes comme de la mise en ligne de l'*Appel* de Suri.

Première d'une série que les massacres de janvier et novembre 2015 à *Charlie Hebdo* et au Bataclan pousseront à un nouveau paroxysme, la tuerie commise par Mohamed Merah inscrit la France dans un espace du djihadisme universel où s'imbriquent déréliction sociale, passé colonial, désenchantement politique et exacerbation islamique. Brusquement, le tabou du meurtre pour une cause politico-religieuse est levé par les injonctions salafistes radicales qui redéfinissent les frontières du Bien et du Mal en rendant licite l'assassinat des « mécréants ». La violence djihadiste, que l'on s'était habitué à voir ailleurs sur les écrans de télévision, a pénétré désormais, selon des modalités qui demeurent incompréhensibles à la plupart, au cœur de la vie quotidienne des Français.

Dans l'histoire de l'islam de France telle qu'elle s'écrit depuis les années 1970, ces jeunes qu'un fil en Y relie au monde virtuel et qui personnifient le « troisième temps » du processus dialectique du djihadisme planétaire appartiennent également à la troisième génération de l'islam de France, née dans l'Hexagone de parents provenant (à l'exception des convertis) de l'immigration postcoloniale. Ces militants radicalisés qui passent à l'acte criminel ne représentent certes qu'une infime minorité, mais ils constituent le point d'exacerbation d'une mouvance salafiste plus large, dont l'expansion rapide sur le territoire français est caractéristique de la décennie 2005-2015. Par contraste, à l'époque des « darons », antérieure à 1989, pareille mise en œuvre de l'islam intégral n'existait pas ; puis, pendant la quinzaine d'années durant lesquelles les

Frères musulmans « blédards » de l'UOIF ont dominé le paysage musulman, entre 1989 et 2005, elle est restée embryonnaire.

L'irruption du salafisme correspond à une rupture complète avec les valeurs d'une société française « désavouée », comme le disent ses adeptes dans leur idiolecte traduit de l'arabe, suivie d'une extraversion qui amène — idéalement — ces fidèles du troisième type à pratiquer la *hidjra*, ou émigration, vers les pays musulmans pour y mener une vie « intégralement islamique », mais les conduit dans cette attente à construire des communautés closes, hors sol en quelque sorte, sur le territoire français.

Le mouvement connaît son essor au moment où la majorité des jeunes Français de culture ou d'ascendance musulmane assument, après les émeutes de 2005, leur citoyenneté fraîchement acquise et s'insèrent dans le processus électoral démocratique. Celui-ci est pourtant abhorré par les adeptes de cet islamisme absolu qui tiennent le peuple souverain, ou *dêmos*, pour une idole à renverser, considèrent que la souveraineté n'appartient qu'à Allah et que la seule Loi est la charia, tirée des injonctions contenues dans les Écritures saintes du Coran et des hadiths, ou dits et faits du Prophète. Mais, paradoxalement, c'est en tant que Français — ils sont la première génération à détenir massivement la citoyenneté française, contrairement à leurs aînés — que ces derniers dévalorisent celle-ci et « s'en désavouent » pour épouser l'islam intégral comme unique identité pertinente à leurs yeux.

Ce paradoxe est exacerbé par la coïncidence singulière entre les tueries de Toulouse et Montauban perpétrées par Mohamed Merah au nom de cet islam-là et la campagne pour les élections présidentielle puis législatives de 2012. Pour la première fois s'exprime avec force un vote des « musulmans », qui se seraient prononcés alors dans leur immense majorité pour François Hollande à la présidentielle, puis pour la gauche aux législatives, un score introuvable dans toute autre catégorie de votants, comme on l'a noté au chapitre précédent. Même si, laïcité oblige, il est impossible de quantifier précisément ces électeurs et leur pondération exacte dans les urnes, le nouveau président de la République, sorti vainqueur par seulement 1,13 million de voix, doit une bonne part de son succès final à la mobilisation massive de cet électorat en sa faveur.

Ainsi, alors même que vient d'advenir le premier massacre djihadiste dans la France du XXIe siècle s'exprime pour la première fois également un vote des musulmans significatif et efficient au cours des deux scrutins majeurs de la nation. De surcroît, celui-ci paraît s'être déterminé majoritairement en fonction de choix sociaux inscrits dans une démarche démocratique et républicaine, sans référent religieux explicite. Ces deux phénomènes concomitants de la première participation électorale massive de cette population et de l'irruption djihadiste se situent aux extrêmes opposés du spectre de l'intégration politique de la jeunesse postcoloniale, mais concernent l'un et l'autre des citoyens français qui en sont issus.

Mohamed Merah et ceux qui s'identifient à lui — les *like* par milliers des murs Facebook qui lui sont dédiés témoignent de son aura — ont voulu ravager leur patrie de naissance en mettant à exécution la stratégie de guerre civile djihadiste dont Suri a établi le plan de bataille et dont un Boubaker al-Hakim retrace les étapes dans son entretien à *Dabiq*, le magazine en ligne de Daesh, en mars 2015. Les électeurs de confession musulmane — l'immense majorité de leurs coreligionnaires — souhaitent au contraire participer complètement à la vie politique de leur pays en s'investissant dans leur citoyenneté.

L'antinomie est en partie élucidable à partir de la troisième coïncidence de ces jours tragiques : le carnage de l'école juive est perpétré par ce djihadiste franco-algérien le jour du cinquantenaire de la proclamation bilatérale de cessez-le-feu mettant fin à la guerre d'Algérie, le 19 mars 1962, lendemain de la signature des accords d'Évian entre la France et le FLN. Cette date emblématique a du reste fourni plus d'un millier d'odonymes dans les communes françaises, témoignant de l'importance dans la psyché collective de ce retour à la maison des soldats du contingent.

Un demi-siècle plus tard, elle ne fait pourtant plus consensus. D'un côté, Merah la réinscrit dans le calendrier en relançant, en tant que djihadiste, la guerre contre la France. De l'autre, en un jeu de miroirs, l'extrême droite la désacralise à sa façon, l'expulsant de l'éphéméride républicaine parce qu'elle la tient pour une honte nationale. Ainsi, en mars 2015, une de ces rues est débaptisée à Béziers par le maire proche du Front national Robert Ménard, pied-

noir d'Oran, ex-trotskiste et fondateur de Reporters sans frontières. Elle est renommée en hommage au commandant Hélie Denoix de Saint Marc, l'un des putschistes d'avril 1961 à Alger, partisan de l'Algérie française, mais aussi résistant, déporté, auteur à succès et grand-croix de la Légion d'honneur. Le maire de la quatrième ville la plus pauvre de France, où de nombreux logements des quartiers à l'abandon sont occupés par des populations démunies issues de l'immigration et des Gitans, et où, selon ses propos qui ont suscité la polémique, « 64,9 % des enfants scolarisés sont musulmans », voudra par ce geste symbole protester contre la commémoration d'une « capitulation ». De même, à Beaucaire, en novembre 2005, le maire FN, Julien Sanchez, renomme une telle rue « rue du 5-Juillet-1952 - Massacre-d'Oran », date emblématique du massacre de plusieurs centaines de Français d'Algérie, qui précipitera leur exode, contrairement aux promesses des accords d'Évian, suivant le slogan fameux : « La valise ou le cercueil ».

À la manière d'un Khaled Kelkal, qui cherchait en 1995 à prolonger la guerre civile algérienne des années 1990 sur le sol de l'ancienne métropole, Mohamed Merah, né dans une famille où la haine de la France est extrême, viole de nouveau, dix-sept ans plus tard, le cessez-le-feu cinquantenaire. Il reprend les armes et rouvre le feu pour « mettre la France à genoux », comme s'en réjouira son entourage, tandis que sa sœur So'ad se déclare « fière, fière, fière » des agissements de son cadet. Il mêle de la sorte la rancune antifrançaise impérissable de son milieu familial à l'injonction nouvelle du massacre des apostats servant sous uniforme impie formulée par Suri à destination de la troisième génération djihadiste. En achevant l'adjudant d'origine marocaine Imad Ibn Ziaten, après s'être assuré de sa qualité de militaire, Mohamed Merah a ces mots pour sa victime, enregistrés par la caméra GoPro dont il s'est muni afin de diffuser les images de son acte sur la chaîne qatarie Aljazeera et de les poster sur les réseaux sociaux : « C'est ça l'islam, mon frère : tu tues mes frères, moi je te tue ! » L'expression « mon frère » témoigne ici de l'identification intra-islamique. Elle traduit l'arabe dialectal *khouya* par lequel s'apostrophent les Maghrébins et qui a donné le terme argotique français « crouille ».

Pourtant, rien n’atteste que ce meurtrier impudent — *merah* signifie en arabe « effronté, impudent, insolent, jovial » — ait commis la tuerie de Toulouse du 19 mars par référence au cinquantenaire des accords d’Évian en connaissance de cause. Au contraire, son médiocre niveau d’éducation ne plaide pas en faveur d’une connaissance précise des chronologies de l’histoire contemporaine. Mais quelle qu’ait pu être sa perception du sens réel de cette date, la force symbolique de l’anniversaire transcende le crime : elle explicite le lien entre la filiation culturelle fortement algérienne du salafisme français, trempé, notamment dans sa composante djihadiste, d’un ressentiment viscéral contre l’ancienne puissance coloniale, et la nouvelle stratégie définie par l’*Appel* de Suri. C’est cette action catalysante qui explique pourquoi la France, en dépit de seize années de paix civile, enfante les Merah, Nemmouche, Kouachi, tous Franco-Algériens ou Algériens, puis le plus gros contingent européen de djihadistes rejoignant Daesh sur le champ de bataille syrien.

La cristallisation de ce précipité remonte aux années 1990, qui sont le théâtre de deux phénomènes simultanés : d’une part, les répercussions de la guerre civile algérienne, vecteur du salafisme armé dont Khaled Kelkal sera le maître d’œuvre au nord de la Méditerranée et le Kabyle salafiste Smaïn Aït Ali Belkacem l’artificier ; d’autre part, les premiers effets de la prédication d’origine saoudienne dans l’Hexagone, qui prône la rupture radicale avec les valeurs de la société française mécréante, mais sans violences. Suri connaît bien le salafisme djihadiste algérien, auquel il a fourni sa légitimité d’ancien combattant d’Afghanistan en éditant durant ces mêmes années, depuis le Londonistan, le bulletin *Al-Ansar*, organe du GIA à l’étranger. Après la mort de Khaled Kelkal en 1995, le passage à l’acte terroriste des islamistes algériens en France prend fin, mais ce milieu continue de s’y étendre par l’immigration clandestine des djihadistes suite à la victoire des généraux sur l’insurrection à Alger et à l’éradication des maquis, des Aurès à la Mitidja — à l’exception de la Kabylie —, à l’automne 1997.

Les réseaux de radicalisation restent ainsi bien vivants en France. En témoignent, comme nous l’avons vu précédemment, les arrestations de Djamel Beghal en octobre 2001 et le démantèlement du groupe de ses complices qui a

planifié de faire sauter l'ambassade américaine à Paris, comme de la filière djihadiste des Buttes-Chaumont en 2005. Le mentor de Chérif Kouachi, Farid Benyettou, initié à cette doctrine par son beau-frère Youssef Zemmouri, ancien du GSPC algérien, prêche de jeunes Parisiens pour qu'ils partent en Irak rejoindre les rangs de la branche locale d'al-Qaida, alors dirigée par Abu Musab al-Zarqawi, d'où naîtra Daesh.

Dans un premier temps, le salafisme non djihadiste qui se structure dans le pays au tournant des années 1990 concomitamment à celui qui se développe en Algérie est, contrairement à ce dernier, qui bascule rapidement dans la guerre civile, politiquement apathique dans sa majorité, la plupart de ses adeptes tenant les élections pour *haram*, c'est-à-dire non licites selon la charia, et refusant de se mobiliser contre les pouvoirs établis, pour se consacrer au prosélytisme. Les premiers prédicateurs arrivent au début de la décennie, au moment où leurs mentors saoudiens ont besoin de reconquérir les cœurs des populations musulmanes sunnites à travers le monde, notamment au sein de l'immigration en Europe qui s'enthousiasme pour Saddam Hussein lors de l'invasion irakienne du Koweït en août 1990 et voue les pétromonarchies proaméricaines du Golfe aux gémonies. L'islam strictement dépolitisé et ostensiblement piétiste de ces salafistes se traduit par une obéissance absolue aux grands oulémas wahhabites, lesquels cautionnent le régime de Riyad, qui les rémunère grassement en retour.

C'est par Roubaix et la région lyonnaise, bastions de la colonie algérienne en France, que le mouvement prend son essor. Ceux qui montrent des dispositions pour cette doctrine partent peu à peu se former dans les séminaires salafistes d'Égypte (au Caire ou à Alexandrie) ou du Yémen (à Dammaj et dans le Hadramaout). L'Arabie saoudite n'accorde que chichement à des jeunes marginalisés des visas d'études dans ses propres universités. La circonspection du royaume s'accroîtra après le 11 Septembre puis les attentats perpétrés dans la péninsule Arabique par al-Qaida entre 2003 et 2006.

À domicile, les autorités de Riyad se méfient de ces individus fragiles touchés par la grâce, susceptibles de se retourner soudainement contre la monarchie et de mordre la main qui les nourrit en basculant dans la violence, mais elles en font volontiers des relais à l'étranger de leur politique d'hégémonie

sur l’islam sunnite. Ainsi leur délivrent-elles des visas temporaires pour le pèlerinage, d’autant plus que les musulmans français n’atteignent pas le quota généreux alloué à la République. Ce rite, un des « piliers de l’islam », qu’un pieux croyant se doit d’accomplir une fois dans son existence afin de se mettre en règle avec Allah au terme d’une vie bien remplie, est vite transformé par les salafistes français en un exercice de virtuosité qui conduit les adeptes à se rendre chaque année à La Mecque pour se distinguer, par l’exacerbation de leur foi, de leurs coreligionnaires trop tièdes ou mondains. La multiplicité des rencontres durant le *hajj*, l’émulation permanente, l’exemplarité contribuent à structurer un milieu qui va croître en nombre et en affirmation de soi dans les premiers lustres du XXIe siècle.

Le salafisme, avec son style de vie alternatif par rapport à la « mécréance » généralisée, s’inscrit explicitement dans la tradition la plus rigoriste du sunnisme, qui réserve le salut à pareils élus. Mais, paradoxalement, il trouve une opportunité culturelle pour fleurir sur le terreau de l’Europe déchristianisée et postgauchiste. Il parvient aussi parfois à s’y substituer aux modèles laïques des contre-sociétés utopiques incarnées par l’« idéal radieux » du communisme puis par la nébuleuse « alter » issue de Mai 68, du Larzac, voire des communautés hippies ou des sectes qui ont défrayé la chronique à la fin du siècle écoulé, depuis le Mandarom jusqu’à l’ordre du Temple solaire, avant de tomber dans l’oubli. Quant aux djihadistes, les terroristes d’Action directe, des Brigades rouges italiennes ou de la Fraction armée rouge allemande, mouvements frappés de déshérence au tournant de l’an 2000, leur sont autant de devanciers avoués sur le Vieux Continent.

C’est ainsi que, dans la région Midi-Pyrénées, une communauté néorurale mêlant retour à la terre et à la religion, élevage de pigeons et endoctrinement des ouailles a constitué le surprenant humus qui a nourri Mohamed Merah.

Artigat : du « chichon » à la charia

En 1983, un prédicateur islamiste syrien, Abdulilah al-Dandachi, né en 1946, arrivé en France en 1973 pour y faire sans succès des études de pharmacie et vivant de divers métiers, est naturalisé sous le nom étrangement chrétien d'Olivier Corel. Il est originaire de la bourgade sunnite de Tell Kalakh, un nœud verrouillant la route entre Homs et Tartous, au pied du Krak des Chevaliers, et bloquant les communications entre le littoral alaouite et Damas — laquelle deviendra l'une des premières localités à prendre les armes contre le régime de Bachar el-Assad en mai 2011 et à subir les bombardements meurtriers de son aviation.

Cheikh Corel est membre de l'AEIF (Association des étudiants islamiques en France), première structure historique de regroupement des étudiants de sensibilité islamiste, créée dès 1963 sous l'égide de l'universitaire Mohamed Hamidullah, auteur de la traduction française très rigoriste du Coran préférée des salafistes de tout poil. La section toulousaine de l'AEIF est la plus active avec celles de Paris et Strasbourg, et Corel y prêche l'islam intégral dans les banlieues de la Ville rose. Il y acquiert quelque aura auprès de jeunes Français « de souche », dont certains mêlent le goût des utopies post-soixante-huitardes à celui du « chichon » (haschich).

Des séjours au Maroc, dans le Rif, où la culture et la consommation du haschich se marient avec la pratique de la religion populaire et où son commerce

permet d’accumuler des revenus, favorisent la conversion de quelques-uns à une foi qui facilite les transactions. Mais les mêmes, touchés ensuite par la grâce salafiste en côtoyant le mentor syrien, rejettent avec horreur leurs déviances de néophytes. À l’instar du Prophète, qui fut commerçant, et à l’exemple de la subculture alternative du dernier quart du XXe siècle qui vivota de petits métiers et du retour à la terre, les familles de convertis qui gravitent autour d’Abdulillah/ Olivier Corel s’adonnent à la poterie dans le sud de la France. Elles fournissent en été le marché des bobos et des résidences secondaires, mais, salafisme oblige, s’abstiennent de proposer aux chalands représentations animales, humaines, voire nains de jardin, qui pourraient être assimilés à des idoles condamnées par la stricte orthodoxie.

L’hiver, les économies permettent les voyages. Les séjours en Afghanistan, auprès de groupes islamistes parmi les plus rigoristes, pour y accomplir des « missions humanitaires et religieuses », prennent graduellement le pas sur les virées au Rif marocain. Les affaires prospérant du même pas que le prosélytisme, il est fait acquisition par plusieurs familles d’adeptes, au début de la décennie 1990, d’un groupe de fermes en ruine dans le hameau des Lanes.

Situées sur le piémont, au-delà de la riche plaine céréalière de la vallée de la Lèze, dans des terres pauvres où les châtaigneraies le disputent à un maigre cheptel ovin, désertées par l’exode rural des années 1970, elles dépendent du bourg de cinq cents âmes d’Artigat (le « t » final se prononce), dans le département de l’Ariège, à moins d’une heure de Toulouse. Ces contreforts ont abrité dans le passé d’autres dissidences : à un jet de pierre, dans la bastide du Carla, le protestant Pierre Bayle naquit en 1647, avant de fuir son village ravagé par les dragonnades et de concevoir, dans son exil hollandais, les premières fulgurances de la pensée des Lumières, qui devaient s’épanouir au siècle suivant. Quant à la proche Albi, elle a donné son nom à l’hérésie cathare et à la croisade qui a exterminé, au XIIe siècle, ces adeptes d’une contre-société qui rompait en valeurs avec l’Église catholique, selon des modalités qui, par-delà le raccourcissement historique, ne sont pas sans évoquer la rupture des salafistes d’aujourd’hui avec la société française, selon leur division binaire de l’humanité

en « Parfaits », promouvant exclusivement le Bien, et mécréants, suppôts du Mal, à éliminer.

Artigat connut brièvement la notoriété au XVIe siècle pour avoir abrité la fameuse affaire d'usurpation d'identité d'un de ses paroissiens, Martin Guerre. Cette histoire a été popularisée grâce au film de Daniel Vigne *Le Retour de Martin Guerre*, avec Gérard Depardieu et Nathalie Baye, tourné en 1982, au moment où Abdulillah/ Olivier Corel prêche le salafisme dans les quartiers déshérités de Toulouse et est appelé le « cheikh blanc » à cause de son teint clair et de sa surabondante pilosité argentée.

Les adeptes achètent 62 hectares de terrain et restaurent ou construisent des maisons, créant une communauté néorurale, dont les femmes portent le voile facial, ou *niqab*, et les enfants sont élevés dans les enseignements de la charia loin de l'école publique laïque mécréante. C'est ainsi qu'Artigat retrouve une notoriété paradoxale, mais toujours sulfureuse, après quatre siècles d'éclipse. Ce phalanstère salafiste agreste devient la petite Mecque du Sud-Ouest, où les affidés se rendent en pèlerinage de toute la région, mais aussi de l'Île-de-France, notamment des Mureaux et de Mantes, dans la vallée de la Seine, célèbres pour leurs cités et les mosquées qui virent le jour dans les années 1980. On y organise des camps d'été, où les jeunes banlieusards apprennent au vert l'islam intégral professé par un cheikh charismatique s'exprimant dans un arabe oriental qui fascine convertis comme Maghrébins médiocrement arabophones.

Parmi ceux qui montent à Artigat durant ces années, on retrouve le gotha de l'islamisme radical de toute la région Midi-Pyrénées. Outre la fratrie Merah, et Sabri Essid, le beau-frère franco-tunisien de Mohamed, on y croise les frères Fabien et Jean-Michel Clain. Ces deux convertis d'origine réunionnaise tentent dès 2001 de prendre le contrôle de la mosquée de Bellefontaine, à Toulouse, principal lieu de culte fréquenté par les jeunes du Mirail. En avril 2015, l'aîné sera soupçonné d'avoir commandité depuis la Syrie l'attentat contre une église de Villejuif pour lequel sera mis en examen Sid Ahmed Ghlam, arrêté à Paris le même mois. Et, le 14 novembre, il lira le message audio du communiqué de Daesh revendiquant les massacres de Paris et Saint-Denis, tandis que son cadet

chantera les *anashid*, ces chants masculins *a cappella* seuls autorisés par l'islam rigoriste, qui le précèdent et y font suite.

Séjourne aussi à Artigat l'Albigeois Thomas Barnouin, fils d'enseignants passé par les Témoins de Jéhovah avant de découvrir l'islam en 1999. Brièvement inscrit en 2001 à l'école de formation d'imams de l'UOIF, à Saint-Léger-de-Fougeret, dans la Nièvre, il en est exclu quelques jours après la rentrée. Puis il suit des cours à l'université de Médine, en Arabie saoudite, pour laquelle les Français ne peuvent obtenir de visa d'études que s'ils bénéficient d'une solide recommandation locale. Cela lui conférera, outre le nom de guerre d'Omar al-Madani, un prestige religieux auprès des apprentis djihadistes des quartiers sensibles de la cité cathare, avant son départ, en 2006, pour la Syrie, où il rejoint Sabri Essid, puis, en sa compagnie, le champ de bataille djihadiste en Irak.

« Cueillis » tous deux sur renseignement par les services syriens, qui les arrêtent en décembre de la même année armes à la main dans une cache d'al-Qaida, ils sont extradés en février 2007 — époque où les relations entre Bachar el-Assad et le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy sont très bonnes. Condamné à quatre ans de détention en 2009 avec d'autres mis en examen pour « association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste » dans ce que l'on appelle alors la « filière d'Artigat », Barnouin purge sa peine puis repart faire le djihad en Syrie, après un bref retour à Albi, où il prêche auréolé de sa double gloire de victime des mécréants et de savant de Médine. Il est désormais l'un des principaux référents religieux francophones pour Daesh, et l'on peut consulter en ligne ses « leçons », dans lesquelles il témoigne d'une parfaite maîtrise de la langue arabe et du corpus salafiste radical, ainsi que des conflits entre groupes rivaux sur le champ de bataille syro-irakien. Il y justifie notamment, en excellent français, Écritures saintes de l'islam citées dans le texte puis traduites précisément à l'appui, le massacre des mécréants et des apostats, la main basse faite sur leurs biens et la réduction en esclavage de leurs femmes.

À ce tableau s'ajoute Imad Djebali, ami d'enfance de Mohamed Merah, un temps qualifié par les chroniqueurs judiciaires de chef de ladite filière d'Artigat, également condamné dans cette affaire en 2009, puis, après son élargissement,

parti en Syrie au printemps 2014 avec plusieurs Toulousains, dont des familiers de Merah, et revenu de manière rocambolesque en France en septembre de la même année. Il était retourné quelques mois sur le champ de bataille en compagnie d'Abdelouahed Baghdali, second époux selon la charia de So'ad Merah, et d'un autre converti, l'Albigeois Gaël Maurize. Le trio, pourtant bien connu des services de police, atterrit à Marseille alors que ceux-ci l'attendent à Orly, avant de se présenter spontanément à la gendarmerie du Caylar, dans l'Hérault voisin, leurs avocats déclarant à la presse qu'ils rentrent au bercail de la mécréance en ayant « vu l'horreur » là où ils cherchaient le paradis…

C'est à l'occasion des arrestations de la « filière », au début de 2007, que le « cheikh blanc » est convoqué pour la première fois par la police. Rien de concret n'étant retenu contre lui, il s'en retourne à Artigat sans être autrement inquiété, se consacrant à divers projets agricoles. Depuis lors, il se refuse à toute déclaration publique. Déclinant fort aimablement l'entretien envisagé avec l'auteur de ces lignes à l'été 2015, au motif qu'il devait emmener sa jument se faire saillir le jour originellement fixé, il lui dit préférer continuer la conversation téléphonique en français — qu'il prononce avec un fort accent du Sud-Ouest — plutôt qu'en dialecte syrien : « Ça fait si longtemps, j'ai oublié. »

Au milieu de la décennie 2000, la communauté originelle, en proie à des crises intestines pour d'obscures raisons où les enjeux financiers et idéologiques paraissent intimement liés, se disperse dans l'acrimonie générale. Autour de la fermette où réside toujours le cheikh, certains des bâtiments où les jeunes des Mureaux faisaient la prière en congrégation sont envahis par les ronces et les plantes rudérales. Quelques salafistes ont réussi à vendre leur ancienne demeure, d'où les femmes ne sortaient qu'en *niqab*, grâce à des agents immobiliers habiles et discrets, à des Anglais peut-être nostalgiques de la Guyenne ou à des Néerlandais assoiffés d'espace : ce sont aujourd'hui d'anodines bicoques de vacances d'où émanent des remugles de bière. Le flux des adeptes se rendant auprès du maître s'est tari, mais le patriarche est toujours là, poussant sa brouette dans ses bottes en plastique, tel qu'on peut le voir, souriant sous sa longue barbe blanche sur Google Images.

La filière ariégeoise a fonctionné en parallèle, dans le temps, avec celle des Buttes-Chaumont, d'où émergeront les frères Kouachi. Mais, contrairement au jeune émir parisien impulsif Farid Benyettou, condamné par la justice pour avoir explicitement prêché à ses ouailles le djihad en Irak, son aîné de quatre décennies est rompu aux *hiyal*, la casuistique des oulémas. Il a toujours bénéficié d'un non-lieu.

Quant à Sabri Essid, entre passages à Artigat, incarcérations et hauts faits terroristes, il trouvera le temps de se rendre au parloir pour conforter Mohamed Merah emprisonné pour faits de délinquance et le mettre sur la voie rectiligne du djihad. Il aura sur celui-ci une influence comparable à celle de Djamel Beghal sur Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly à Fleury-Mérogis. Dans les deux cas, un mentor aguerri parvient à transformer des gamins de banlieue vaguement islamistes en tueurs du djihad hexagonal suivant à la lettre le mode opératoire préconisé par Abu Musab al-Suri.

Le réseau fournit les *tazkiyya* (recommandations) nécessaires aux enfants d'immigrés et autres convertis de Midi-Pyrénées pour s'inscrire dans les instituts de formation du Moyen-Orient, en dépit de leur niveau rudimentaire en langue arabe, et disposer des relais adéquats auprès des « frères » lors de leurs voyages sur place afin de s'y endurcir. Abdelkader et So'ad, le frère et la sœur aînés de Mohamed, fréquentent par intervalles, entre 2006 et 2011, la médersa salafiste égyptienne pour francophones *al-Fagr* (l'aube, où s'effectue la première prière quotidienne), dans la banlieue cairote de Médinet Nasr. Le futur tueur de Toulouse et de Montauban leur y rend visite en octobre 2010 durant un de ses périples d'initiation au djihad.

Abdulilah/ Olivier Corel, outre son rôle de directeur de conscience, accompagne la vie privée des adeptes. Il bénit l'union de la mère des Merah — séparée de son mari expulsé vers l'Algérie après son emprisonnement en France pour trafic de drogue — avec le père de Sabri Essid, le mentor de Mohamed. En décembre 2011, trois mois avant les tueries de Montauban et de Toulouse, il unit de même dans la charia ce dernier avec une jeune femme qui sera répudiée deux semaines seulement après le *nikah* (la consommation de l'union musulmane).

Pour toutes ces raisons, Mohamed Merah ne peut guère être considéré comme un « loup solitaire ». Quel que soit l'enchaînement de causalités qui a conduit aux massacres de mars 2012, il s'est socialisé dans un milieu d'où sont sortis nombre de figures clés du djihadisme français. Entre avril et décembre 2010, il se rend, à l'aide de financements d'origine inconnue à ce jour, mais dépassant largement ses revenus officiels, consistant principalement en aide sociale et RSA, d'abord en Algérie, afin d'y rencontrer, en vain, des djihadistes dans les maquis de Kabylie, puis au Moyen-Orient.

Son voyage surprenant le voit franchir, en usant alternativement de ses passeports algérien et français, les frontières syrienne, turque, irakienne, libanaise, jordanienne, égyptienne et même israélienne, avant de rentrer en Europe puis d'en repartir pour le Tadjikistan et l'Afghanistan. Dans ce dernier pays, il est intercepté par les militaires américains qui, suspicieux, inscrivent son nom sur la liste des passagers interdits de vol vers les États-Unis. Il y mêle contacts avec les milieux islamistes et visites touristiques, où il pose pour des *selfies* afin de berner, expliquera-t-il, les agents du renseignement français qui le traiteront à son retour.

La multiplicité de ses déplacements, les moyens mis à sa disposition, son réseau de relations nourriront après sa mort une théorie complotiste faisant de lui un informateur des services secrets, qui l'auraient fait expressément exécuter au terme du siège de son domicile pour éviter qu'il ne révèle la nature de leurs relations. Entre la mi-août et la mi-octobre 2011, il effectue au Pakistan un séjour pendant lequel il s'initie brièvement au maniement d'armes dans les camps des talibans locaux. Merah parfait ainsi sa formation djihadiste sur le terrain, y compris au moyen d'un entraînement militaire, tout sommaire qu'il soit, comme le préconise Suri.

Le passage à l'acte de Mohamed Merah a donné lieu à un vif débat médiatique sur les dysfonctionnements du renseignement français, qui n'aurait pas analysé correctement la dangerosité d'un individu dûment fiché et traité par ses agents. Ce débat demeure impossible à mener sur le fond au moment de la rédaction de ces lignes, les pièces du dossier restant confidentielles et l'affaire

non encore jugée, ce qui favorise la prolifération des théories conspirationnistes sur les réseaux sociaux allant de la « Dieudosphère » à l'« islamosphère ».

On peut toutefois émettre l'hypothèse que le nouveau modèle du terrorisme islamiste n'a pas été assimilé par des services de sécurité qui vivent alors sur le bilan flatteur de seize années sans attentat, résultat d'une grande efficacité dans la lutte contre la deuxième vague du djihadisme, celle d'al-Qaida. Cette vigilance aurait été prise en défaut par incapacité à penser le « logiciel » de la troisième vague, pourtant précisé en toutes lettres par Suri. Faute de comprendre que le phénomène n'est pas exclusivement sécuritaire, à n'en traiter que les symptômes, à refuser d'exhumer ses racines sociales, politiques et religieuses et de consacrer les moyens nécessaires à en faire l'étiologie, le gouvernement français se condamne à attendre sa prochaine occurrence.

L’extension du cyberdjihad

Depuis l’année 2010, en parallèle avec la mise en place de filières djihadistes souterraines qui aguerrissent une avant-garde de militants déjà convaincus, d’autres signes avant-coureurs du basculement d’un certain discours salafiste vers la violence se manifestent au grand jour à la fois dans l’espace public et sur le Web et les réseaux sociaux. Ils s’inscrivent idéologiquement dans le mouvement des exacerbations identitaires apparues cette année-là à la faveur de la visibilité croissante des marqueurs de l’islamisation dans les quartiers. Leur objet consiste à radicaliser vers l’horizon du djihad des franges beaucoup plus larges, en les galvanisant par la dénonciation de l’oppression que subirait l’islam en France, popularisée sous le nom d’« islamophobie ».

La loi du 11 octobre 2010 prohibant la dissimulation du visage dans l’espace public vise le port du *niqab*, tenu pour un article de foi par la plupart des salafistes. Elle fournit le prétexte à un durcissement inédit de ces milieux sur les réseaux sociaux et à des opérations de provocation dans les cités, où paradent tout exprès des femmes intégralement voilées, dont nombre de converties, pour narguer la police, la contraindre à réprimer et susciter en retour des mouvements de solidarité qui accroîtront le cercle des sympathisants. Cette radicalisation débouche sur une stratégie de tension interconfessionnelle mettant en jeu menaces et violences.

En juillet 2013, durant le ramadan, le contrôle d’une jeune femme convertie d’origine antillaise et portant le *niqab* sur la voie publique dans la ville de Trappes dégénérera en scènes d’émeutes, diffusées par le site islamiste Islam & Info et décriées comme une manifestation d’islamophobie de la part des autorités. Dans cette ville verdoyante des Yvelines, les barres et tours des grands ensembles ont été détruites, à l’initiative de l’Anru, remplacées par de coquets petits immeubles neufs. Une mosquée de deux mille quatre cents places y a en outre été construite avec l’aval de la mairie socialiste.

L’islamologue Rachid Benzine, natif de la cité, y voit pourtant progresser à vive allure la salafisation, qu’il définit comme « le modèle le plus simple à suivre, le kit des solutions qui offre réponse à tout dans des temps troublés ». Dans la municipalité de quelque trente mille âmes, où naquirent et grandirent les stars Jamel Debbouze, Omar Sy et Nicolas Anelka, modèles de réussite à l’américaine et d’intégration des enfants de l’immigration postcoloniale dans la société du spectacle lors de la première décennie du siècle, plus de quatre-vingts habitants auront rejoint le djihad syrien en 2015.

Le principal mouvement qui déclenche ce processus de radicalisation médiatique du salafisme connaît pourtant une existence éphémère. Apparu au cours de l’été 2010, il est dissous deux semaines avant les tueries de Montauban et de Toulouse, le 1er mars 2012, par le président et candidat à sa succession Nicolas Sarkozy. Intitulé « Forsane Alizza » (Les cavaliers de la fierté), il a pour animateur un Nantais d’origine paternelle marocaine et maternelle bretonne, Mohamed Achamlane, père de quatre enfants, vivant du RSA (revenu de solidarité active) et des allocations familiales, et se faisant appeler cheikh Abu Hamza. Le décret de dissolution est pris au motif que ce groupe, « du fait de son organisation structurée, de l’endoctrinement religieux dispensé à ses membres et de sa pratique d’entraînements au combat au corps-à-corps et à la prise d’otages, présente le caractère d’un groupe de combat ». Cette disposition légale du 10 janvier 1936 était destinée à lutter contre les ligues fascistes ayant organisé les émeutes du 6 février 1934.

Le décret note surtout :

> — [En] *second lieu, que le groupement de fait « Forsane Alizza », en appelant à l'instauration du califat et à l'application de la charia en France, remet en cause le régime démocratique et les principes fondamentaux de la République française que sont la laïcité et le respect de la liberté individuelle ; qu'en incitant les musulmans à s'unir en vue de participer à une guerre civile présentée comme très probable et en préparant ses membres au combat et à la lutte armée, ce groupement a pour but d'attenter par la force à la forme républicaine du Gouvernement* […] *que d'ailleurs l'idéologie ainsi propagée a trouvé son prolongement à l'occasion de manifestations publiques.*

L'intitulé « Forsane Alizza/ Cavaliers de la fierté » est porteur, pour les initiés, de connotations djihadistes explicites, les « cavaliers » faisant écho aux *Cavaliers sous la bannière du Prophète*, manifeste d'Ayman al-Zawahiri préconisant la stratégie qui a abouti au 11 Septembre. Le terme arabe pour « cavalier » (*faris*, singulier de *forsane*) est employé de manière habituelle, dans les vidéos édifiantes provenant du djihad en Syrie, pour en désigner les combattants.

Quant à Abu Hamza, pseudonyme de Mohamed Achamlane, c'est le surnom de l'oncle du prophète Mahomet, mais aussi le nom de guerre (*laqab* en arabe) du fameux djihadiste anglo-égyptien Abu Hamza al-Masri. Prônant la stricte application de la charia en Europe et l'appui à al-Qaida, cet imam londonien, soutien du GIA algérien dans les années 1990, succède à Abu Musab al-Suri à la tête de la revue *Al-Ansar*. Ancien d'Afghanistan, où il perd dans un attentat sa dextre remplacée par un crochet, il est emprisonné au Royaume-Uni puis extradé vers les États-Unis en avril 2012 afin d'y être jugé en janvier 2015 et condamné à perpétuité pour enlèvement et prise d'otages au Yémen.

Se fixant pour objectif d'exercer en ligne et avec vocation édifiante le « droit à la légitime défense » des musulmans de France « agressés par l'islamophobie » et incarnant à sa manière l'avant-garde radicale qu'appelle de ses vœux Suri, Forsane Alizza tire son inspiration et son mode d'action d'un répertoire mixte.

La référence salafiste et les vidéos exemplaires du djihad armé en Afghanistan, Irak ou Palestine diffusées sur son site se mêlent à l'agit-prop et aux coups de main évoquant l'ultra-gauchisme de la Gauche prolétarienne des années 1970, tandis que le vocabulaire pictural des vidéos vient directement de la bande dessinée et des aventures de superhéros, en particulier des *X-Men* popularisés par les *Marvel Comics* américains.

Le fondateur du mouvement est d'abord connu sous le pseudonyme de « Cortex », du nom de la souris de laboratoire d'une série télévisée d'animation produite par Steven Spielberg et diffusée le mercredi matin dans les années 1990 par les chaînes françaises, qui, avec son partenaire Minus, se réveille chaque matin pour conquérir le monde — une référence dans la culture des cités populaires et de la génération Y en général.

Quant aux « coups de main », dûment filmés et mis en ligne, ce sont autant de provocations. L'un d'eux est l'occupation d'un restaurant McDonald's de Limoges en juin 2010 pour protester contre les liens entre la firme et le « sionisme ». Un autre consiste, en août 2011, en l'autodafé du Code pénal devant le commissariat d'Aulnay-sous-Bois, un des hauts lieux des émeutes de 2005, pour rejeter la loi prohibant la dissimulation du visage (et le port du *niqab*) en public. Ce n'est pas sans évoquer la mise sur le bûcher du roman de Salman Rushdie *Les Versets sataniques*, à Bradford, en janvier 1989, par des islamistes sunnites protestant contre l'outrage au Prophète dont s'était rendu coupable selon eux cet ouvrage de fiction.

Forsane Alizza se spécialise en outre dans la lutte contre ses rivaux en miroir, les groupes identitaires anti-islamistes « Français de souche » ou « Riposte laïque », en organisant notamment une contre-manifestation à l'occasion des « Assises de l'islamisation » tenues à Paris en décembre 2010 — un peu à la manière des actions des gauchistes contre l'extrême droite lors des décennies précédentes. Certains de ces agissements mettent en scène la violence, verbale surtout, parfois physique, en filmant et postant sur les réseaux sociaux l'intimidation de « mécréants » au nom de l'« autodéfense ». Par-delà l'histrionisme d'Achamlane/ Abu Hamza, curieuse figure de Maure matamore, dont plusieurs adversaires dans la mouvance salafiste ont daubé le ridicule,

Forsane Alizza est le premier groupe islamiste français à scénariser sur Internet le passage à la violence, à en faire l'apologie systématique et à en brandir la menace de manière récurrente, sans toutefois la mener à son terme.

Historiquement, Forsane Alizza joue un rôle charnière entre le djihadisme des années 1990, décennie pendant laquelle la guerre civile algérienne déborde en France et dont le Lyonnais Khaled Kelkal est le maître d'œuvre, et sa recrudescence au cours des années 2010, à travers ses deux réalisations, tout à la fois sur le sol français et en Syrie. Ce passage de relais est assuré par la présence, parmi les membres et sympathisants du mouvement, de représentants des deux générations. Celle des années 1990 s'incarne dans le personnage du Lyonnais quinquagénaire Baroudi Bouzid, l'un des coaccusés dans le procès qui se tient au printemps 2015 et qui écopera de six ans de prison. Celle d'aujourd'hui dans le principal recruteur par vidéo des djihadistes pour la Syrie, le Sénégalo-Niçois Omar Omsen, mort au combat près d'Alep en juillet 2015, ainsi que dans Émilie König, fille de gendarme convertie à Lorient, partie en Syrie dès 2012, très active sur le Web et placée en octobre 2014 par les États-Unis sur la liste noire des combattants étrangers. En outre, des sources journalistiques indiquent que Mohamed Merah aurait reçu en avril 2011, à Toulouse, la visite d'un militant de ce groupe, par ailleurs implanté en Midi-Pyrénées.

Le 30 mars 2012, dans la foulée de la traque puis du décès du tueur, et alors que la campagne pour l'élection présidentielle bat son plein, un coup de filet dans les milieux islamistes cible Forsane Alizza, notamment dans la banlieue populaire toulousaine du Mirail. Mohamed Achamlane, *alias* cheikh Abu Hamza, et une dizaine de ses proches sont incarcérés, puis le groupuscule dissous ne fait plus parler de lui jusqu'à ce que plusieurs des mis en examen relâchés passent à l'acte, tandis que d'autres prennent discrètement le chemin de la Syrie. Ainsi, l'un des raflés du 30 mars 2012, élargi par la suite, est de nouveau arrêté, les armes à la main, en septembre 2014 dans la banlieue lyonnaise. D'autres membres de sa fratrie sont soupçonnés d'avoir rejoint le djihad en Syrie et d'y organiser le départ de jeunes filles françaises. Une mineure de treize ans, mariée religieusement à un djihadiste, est trouvée à leur domicile, dans lequel est également stocké un arsenal guerrier.

Le procès des quinze membres du mouvement mis en examen, dont sept sont en détention provisoire, se tient à Paris entre les tueries de Charlie et de l'Hyper Cacher et le massacre du Bataclan. Le plus âgé, Baroudi Bouzid, est né en Algérie en août 1962, un mois après l'indépendance. Imam d'une mosquée de Givors, dans la région lyonnaise, dès les années 1980, il fréquente durant la décennie suivante un converti appartenant au « réseau de Chasse-sur-Rhône », un des groupes islamistes qui commettent les attentats de 1995 et dont le procès aura lieu quatre ans plus tard. Ses enfants lui ayant été retirés par décision de justice du fait de leur claustration et du refus de se soumettre à l'obligation scolaire, il en conclut dans une vidéo mentionnée à l'audience que « l'État français n'a reculé devant rien pour détruire l'imam qui dérangeait la République », au motif que celui-ci a sans cesse appelé (*da'wa*) durant son apostolat « à Allah, au *Tawhid* [unicité de Dieu, critère par excellence que mettent en avant les salafistes], au djihad et au califat ». Contacté par lui, Forsane Alizza décide de faire de son affaire familiale une cause emblématique de l'islamophobie, et l'imam Bouzid devient une sorte de référent religieux pour les affidés. Un thrène (*madh*) en langue arabe à Mohamed Merah, « qui a détruit le parti de Satan avec l'aide d'Allah », « choisi par Allah comme martyr », saisi chez lui, est présenté à l'audience.

Auparavant, en septembre 2011, s'est tenue à Givors une réunion de nombreux membres et sympathisants du groupe, qui proviennent de la plupart des régions de France où celui-ci est implanté, pour déterminer le type d'action à mener afin de publiciser l'affaire des enfants Bouzid. Les conclusions en sont confuses, et les versions des participants contradictoires, mais l'un d'eux, tout juste sorti de prison, fera abondamment parler de lui les quatre années suivantes : Omar Diaby, *dit* Omar Omsen (pour Omar Sénégal), le principal cyber-recruteur des djihadistes français pour la Syrie, dont les vidéos extrêmement populaires consistent en une variation élaborée du thème créé par Forsane Alizza, auquel elles rendent un vibrant hommage, faisant de la « persécution » du groupe par l'État mécréant français un argument majeur pour déplacer le djihad en Syrie.

Le grand récit d'Omar Omsen

Arrivé à Nice depuis le Sénégal avec sa famille à l'âge de sept ans à la fin des années 1970, Omar bascule dès l'adolescence dans la délinquance. Peu connu à l'extérieur des Alpes-Maritimes, le quartier de l'Ariane où il fait ses classes, à la sortie est de Nice, est l'antonyme de la fameuse Promenade des Anglais : celle-ci évoque le charme d'un département célèbre dans le monde entier pour son agrément touristique, tandis que le second, malfamé, convoque des images de barres de logements sociaux construites hors de la vue des estivants en contrebas de l'autoroute, entre l'usine d'incinération d'ordures ménagères et le cimetière. Face d'ombre de la Côte d'Azur, où les dealers et leurs embrouilles tiennent le haut du pavé et les marqueurs de l'islamisation se multiplient depuis le début du siècle et la progression ostensible du salafisme dans les cités populaires.

Des braquages à main armée valent à Omar Omsen plusieurs années de détention. Et c'est en prison que, comme tant d'autres, il mêle la doctrine salafiste et son passé de gangster violent dans une radicalisation islamiste qui justifie rétrospectivement ce dernier en le réorientant désormais vers la finalité pieuse du djihad. À sa libération, en 2011, il se rapproche de Forsane Alizza, dont plusieurs adeptes affichent des profils comparables au sien et qui compte quelques membres importants à Nice, dont le Franco-Tunisien « Oussama », qui emmènera sa compagne convertie en Syrie, ainsi qu'un employé d'une société

de téléphonie qui communique au mouvement les coordonnées des « mécréants » contre lesquels monter des opérations punitives.

C’est sur le modèle de la production audiovisuelle de ce groupe qu’il commence à bricoler une série de vidéos, mises en ligne sur Internet, qui entreprennent de raconter la véritable histoire de l’humanité dans une logique complotiste qui aboutira à la rédemption universelle par le djihad syrien. Celle-ci deviendra un vecteur médiatique très important du recrutement de jeunes Français, comme l’attestent aussi bien les procédures judiciaires que les entretiens des familles de djihadistes ou des candidats au départ avec l’auteur de ces pages comme avec des journalistes ou des associations chargées de la prévention, dans lesquels on en retrouve très fréquemment la trace.

Mais, à la fin de 2011, la Syrie ne représente pas encore le pôle d’attraction qu’elle incarnera l’année suivante, avec l’avènement de la guerre civile à grande échelle. Mohamed Merah lui-même a dû accomplir son entraînement militaire dans les zones tribales pakistanaises sous contrôle des talibans faute d’opportunités, à cette époque, en Syrie. Quelques dizaines d’aficionados des premières vidéos d’Omar Omsen — elles dépasseront en 2015 les cent mille vues décomptées — décident de traduire dans la réalité leur monde imaginaire et se rassemblent pour cela à Nice le vendredi 9 décembre 2011, deux mois après la réunion à laquelle Omsen a participé à Givors avec Forsane Alizza. Ils viennent de toute la France, par avion ou en train, pour préparer leur départ vers le djihad, alors principalement incarné par la zone « AfPak » (Afghanistan-Pakistan) et le Yémen. La réunion a pour but de préciser la licéité islamique de cette *hidjra* vers la terre d’islam au regard des textes sacrés ainsi que d’en définir les modalités pratiques.

Les sectateurs envisagent de se rendre d’abord en Tunisie, où la victoire du parti islamiste Ennahda aux élections d’octobre cette année-là donne toute latitude d’action aux salafistes djihadistes, et en Libye, où la liquidation de Kadhafi a entraîné la disparition de l’État. Les islamistes niçois étant en majorité tunisiens, comme la plupart des musulmans des Alpes-Maritimes, ils disposent de nombreux relais sur place. Selon le récit posté sur le site djihadiste francophone de référence *Ansar-alhaqq* (Les partisans du vrai) par ses proches et

sa femme, Omsen est arrêté par la police à la gare de Nice, où il était venu accueillir des « frères » après avoir accompli la prière du vendredi, et incarcéré au prétexte d'une affaire de délinquance vieille de sept ans. Condamné en comparution immédiate à deux ans de prison, qu'il purge toujours lorsque Forsane Alizza est dissous, deux mois plus tard, il en sort en mars 2013 pour être expulsé définitivement vers le Sénégal le mois suivant.

L'opération policière qui fait capoter le projet de *hidjra* collective a pour origine la surveillance des forums djihadistes qui ont appelé à la réunion niçoise. Leur nombre restreint rend encore, en 2011, la tâche réalisable. La profusion des pages Facebook dédiées changera ensuite la donne en submergeant littéralement les capacités des services de renseignement. En juillet 2013, après avoir mis la touche finale aux vidéos et les avoir diffusées en ligne, Omsen rejoint le djihad syrien en s'embarquant à Tunis sur un bateau à destination d'Istanbul, voyage filmé qui donne sa matière à l'épisode « Destination la Terre sainte », apogée en forme de *selfie* de la série de vidéos *19 HH, L'histoire de l'humanité*, centrée sur la personne du gourou charismatique lui-même, et qui fait exploser les compteurs des sites de partage.

Arrivé au « pays de Sham », il y deviendra « émir spirituel » d'une *katiba* (phalange) française du Front al-Nusra, la branche locale d'al-Qaida. On attribue à son rayonnement propre la *hidjra* de très nombreux Français, et sans doute faut-il y voir une des raisons pour lesquelles les idylliques Alpes-Maritimes ont fourni un contingent de départs vers la Syrie presque aussi élevé que la Seine-Saint-Denis, représentant environ un dixième de l'ensemble de ceux du pays.

En août 2015, la mort d'Omar Omsen est annoncée sur les réseaux sociaux. En deux ans sur le terrain, son charisme originel de principal vidéaste du djihad a été brouillé par les conflits sanglants entre le Front al-Nusra, auquel il a fait allégeance, et ses rivaux de Daesh, qui attirent le contingent le plus important des combattants français. Mais son nom reste attaché à ses exceptionnelles capacités de propagandiste en ligne, vecteur clé pour comprendre la rationalité de l'engagement djihadiste français, dont il a construit le récit fondateur.

Le *trailer* des trois films de la série, de « La création du monde » à « L'affrontement final », est réalisé en 2013, année où son auteur arrive en Syrie

pour donner chair lui-même à ses personnages virtuels. La vidéo est téléchargée et relayée à l'infini sur les murs Facebook des adeptes afin de tourner la censure potentielle des sites de partage. Elle fait florès bien au-delà de la mouvance islamiste au sens strict, pénétrant notamment dans la « Dieudosphère », dont elle épouse un certain nombre de codes sémantiques. On la trouve par exemple sur le blog du « Libre Penseur », le dentiste marseillais Salim Laïbi, candidat aux élections législatives de juin 2012 avec le soutien de Dieudonné et d'Alain Soral. Elle y est postée avec la mention : « Voici un documentaire très intéressant sur la manipulation médiatique islamophobe. À voir ! »

La porosité entre le grand récit complotiste que décline à longueur de vidéos le site « Égalité et réconciliation » d'Alain Soral et la vision du monde de *19 HH* est frappante : leur argumentaire de base consiste en une déconstruction des informations télévisées, présentées comme tissu de mensonges délibérés destinés à asservir l'humanité à « l'Empire » américano-sioniste dans un cas, à *Ibliss* (Satan) dans l'autre. Face au Mal ainsi dénoncé de manière obsessionnelle est mis en œuvre, par l'image et le son que propage le Web, l'éveil au Vrai. Cette conception manichéenne inscrit le propos salafiste dans un discours « antisystème » beaucoup plus vaste, dont il partage la rhétorique et dont il parvient à capter bien des adeptes, y compris non musulmans ou irréligieux au départ, grâce à sa structure holistique et surtout à l'engagement militant sur lequel il débouche : le djihad pour pourchasser le Mal et atteindre le Bien (qui traduit le blason de l'islam, *al amr bi-l ma'rouf wa-l nahi 'an al mounkar*).

19 HH n'est qu'un long montage de séquences télescopées dans un style quasi professionnel, à grand renfort d'effets spéciaux et de ralentis, dans une alternance d'images de synthèse, de journaux télévisés ou de débats en plateau, d'interviews d'« intellectuels » et d'experts plus ou moins légitimes dans leur domaine ou farfelus, d'extraits de films célèbres, de téléfilms inconnus, de reportages, de documentaires animaliers (comme *Microcosmos* et *Océan*), voire de vidéos amateur réalisées pour l'occasion.

Au milieu de ce salmigondis familier à la génération Y appelé *mash-up* dans le jargon des vidéastes et des rappeurs, au tempo desquels il emprunte son déroulé heurté, se glissent des commentaires récités en voix off, où l'on

reconnaît le timbre d'Omar Omsen, avec le grain légèrement guttural du français parlé au Sénégal, poli par le séjour niçois et rythmé par la scansion hachée qui caractérise la prise de parole contestataire dans les quartiers populaires. Ce propos interpelle constamment l'internaute au nom du Vrai et l'incite à mettre en doute l'idéologie dominante de la « mécréance », s'appuyant pour cela sur des citations coraniques et surtout des hadiths du Prophète. La voie du salut est tracée par l'identification aux combattants du djihad, dont Oussama Ben Laden représente la figure tutélaire, et le champ de bataille syrien l'impérieux accomplissement *hic et nunc*. À défaut d'accompagnement musical, inspiré par le Diable en personne selon le salafisme, l'*anachid* (nénie) envoûtant de chœurs d'hommes entonnant *a capella* des hymnes islamiques participe à la dimension quasi hallucinatoire de cette vidéo d'une heure.

Les vingt-cinq premières minutes campent le propos en conférant la qualité de victimes par excellence aux musulmans français, s'inscrivant ainsi dans la logique de la lutte contre l'« islamophobie », antienne de la mouvance islamiste en général et point de départ de la dénonciation du sionisme, qui usurpe, par le mensonge des médias inféodés aux juifs, cette même victimisation au nom de la Shoah. Ce « roman » commence par la mise à plat de l'affaire Merah, à l'origine de la séquence ultime du djihadisme et de son basculement dans la violence. Notant qu'elle survient peu avant le scrutin présidentiel de 2012, la voix off explique que les musulmans ont fait les frais du « spectacle de l'élection présidentielle ». Les images enchaînent sur les arrestations du groupe Forsane Alizza, à la fin de mars 2012, d'Omar Omsen à Nice, en décembre de l'année précédente, et de nombreux « musulmans visibles », rapidement innocentés pourtant de leur appartenance présumée à des mouvements terroristes :

> — *Ils sont donc partis à la traque de musulmans qui dérangent manifestement afin de casser leur image auprès des autres croyants et que ceux-ci* se désavouent *d'eux et changent de bord* […]. *Ceux qui veulent faire taire les « musulmans qui dérangent » utilisent toujours la même méthode : dès que ces musulmans dénoncent le faux et appellent à*

la vérité, ces musulmans se retrouvent systématiquement emprisonnés, éliminés, et ce partout dans le monde. […] *Les politiques ont construit des mensonges sur eux, sur nous, comme sur d'autres musulmans plus anonymes pour en faire des affaires médiatiques croustillantes.*

Parfois, la voix off laisse la place à un texte qui apparaît, en lettres capitales, à l'écran pour donner la sanction de l'écrit au propos tenu. Les codes graphiques utilisés — fond gris métallisé, bordé par deux bandes horizontales striées de jaune et noir — rappellent les jeux vidéo futuristes particulièrement populaires au tournant du siècle, à l'instar d'*Unreal Tournament* ou *Half Life* :

— *Leur contrôle sur les médias assure le pouvoir de montrer ce qu'ils veulent, comme ils veulent et quand ils veulent, ils peuvent modifier les choses et influencer la masse vers la direction qu'ils souhaitent* […]. *Au nom de la soi-disant sécurité* […] *la propagande contre l'islam a commencé !*

Parmi les nombreuses illustrations de cette thématique, des scènes mêlent en séquence continue des images d'enfants israéliens chantant dans leur bus scolaire des hymnes appelant à tuer les Arabes, un reportage des informations télévisées régionales sur le plasticage de domiciles d'Arabes résidant en Corse, créant ainsi un effet de superposition parfaite entre le destin des musulmans français et celui des Palestiniens.

Après une citation de hadiths vouant aux gémonies « ceux qui combattent la religion d'Allah », la vidéo s'infléchit pour expliquer à l'internaute la cause du mal, cette école laïque qui enseigne les lois mensongères de l'évolution et non le créationnisme divin. Un nouveau *mash-up* d'images de synthèse qui ridiculisent l'évolutionnisme est accompagné d'une voix off de jeune garçon :

— *À l'école, la maîtresse nous apprenait que l'homme était le descendant du singe, et, à la maison, maman me disait que c'était Dieu*

> *qui nous avait créés* […]. *Moi, j'ai toujours pensé que c'était ma mère qui avait la vérité.* […] *Puis j'ai grandi, le monde était déréglé, et, en regardant de plus près, j'ai vu que c'était les gens qui étaient déréglés.*

La preuve en est fournie par le retour au montage d'images d'actualités télévisées où apparaissent la garde des Sceaux, Christiane Taubira, défendant la loi sur le mariage pour tous qui porte son nom, des élus soutenant la GPA (gestation pour autrui) en faveur des couples homoparentaux et des extraits d'un film de fiction où des conjoints passent commande à un médecin d'un fils « de couleur blanche, brun, aux yeux marron ».

La voix off en explique la cause et les conséquences :

> — *Cela remonte à Mai 1968* […]. *Les athées se multiplient, comme si c'était eux la norme, comme si c'était eux qui avaient tout compris, qui étaient les plus intelligents et que les autres étaient bêtes. Les chrétiens, c'étaient les gentils, les doux* […], *tout le monde les laisse tranquilles. Les juifs, eux, comme si c'étaient des poupées de porcelaine, il fallait les protéger. Et les musulmans, eux, n'étaient pas aimés, comme en marge de la société. Pourquoi les musulmans étaient pris pour cible ?* […] *Le problème des musulmans, c'était que leurs voix n'étaient pas unies et qu'il n'y avait pas de liens de fraternité entre les musulmans de par le monde bien qu'ils soient tous frères. Quand un problème se produisait dans un pays, ils ne bougeaient pas.* […] *J'ai grandi entre deux cultures et l'une prédominait, en fonction du contexte. Mes parents me disaient c'est* haram [illicite], *sans m'expliquer la religion. Et un jour, le monde bascula !*

Les images de l'effondrement des tours jumelles de Manhattan, le 11 Septembre, envahissent alors l'écran, témoignant du surgissement irrépressible de la Vérité qui porte un coup majeur au mensonge satanique mis en œuvre par la conspiration universelle américano-sioniste.

Arrivé à ce stade, l’internaute est devenu un « éveillé », selon le terme utilisé par les vidéos d’Alain Soral ou les spectacles de Dieudonné. Ici, toutefois, la voie diverge entre djihadosphère et fachosphère : là où la seconde dévie vers l’identitarisme français, la première conduit au salafisme djihadiste combattant. Or, sur celle-ci, il existe encore des embûches à surmonter. Le chemin de l’islam va en effet à une bifurcation périlleuse, dont une des directions mène à l’errance, tandis que l’autre seule parvient à la vérité. La route illusoire est celle que la voix off d’Omar Omsen nomme *minhaj salafiyya* (la voie du salafisme), ainsi qu’elle se présente, dont les partisans estiment qu’il « faut d’abord changer le cœur des croyants avant de changer la société ». Ce ne sont que des « pseudosalafistes », ou « talafis », sobriquet méprisant formé sur la racine arabe *talafa* (se dégrader, se corrompre). En revanche, pour ceux qui suivent la bonne voie :

> *— Il existe une autre solution : le djihad défensif* […]. *Ce sont des musulmans qui ne supportent pas l’inaction devant des hommes et des femmes qui se font tuer banalement !*

L’écran est alors envahi d’images de musulmans massacrés, en particulier de corps mutilés et ensanglantés d’enfants et de bébés massacrés au cours de bombardements imputés au régime de Bachar el-Assad ou à Israël. Devant pareille ignominie, la passivité aveugle du « pseudosalafisme » constitue une démission coupable. Se succèdent des séquences de cheikhs grisonnants des pays du Golfe, auxquels le président américain Barack Obama donne l’accolade, contrastés par des combattants du djihad à la barbe noire harnachés de kalachnikovs et de couteaux de tranchée.

Les termes du choix, pour les musulmans éveillés par le 11 Septembre, sont explicités d’un dessin où l’on voit, à gauche de l’écran, un visage aux yeux bandés et, à droite, un homme encagoulé de noir, dont le regard fixe l’internaute. Se battre et se défendre, précise la voix off, constituent un *fard ‘ayn*, une obligation individuelle pour chaque musulman conscient. C’est un impératif

immédiat, soumis à nulle condition. Telle est la voie que doivent suivre les croyants, aujourd'hui perdus, une partie d'entre eux appelant vraiment à « la science et la patience », tandis que les autres brûlent comme il se doit de passer à l'action.

Comment convaincre les premiers de s'engager séance tenante dans le djihad armé ? Par la pédagogie. Les vidéos d'endoctrinement que propose *19 HH* en constituent le programme en réécrivant la véritable « histoire de l'humanité », dont les initiales forment le sigle *HH*, en même temps qu'elles figurent les tours jumelles détruites du World Trade Center, événement qui marque l'avènement de l'ère du Vrai. Ainsi est-il permis de « comprendre pourquoi l'homme a été créé, pourquoi Allah a créé un être nommé *Ibliss* [Satan] qui nous combat jour et nuit ». Et cette perspective généalogique ne peut qu'aboutir à l'accomplissement du djihad armé.

Des tueries perpétrées en mars 2012 par Mohamed Merah à Montauban et à Toulouse jusqu'au grand récit d'Omar Omsen en passant par la communauté d'Artigat et Forsane Alizza, le djihadisme français a construit, tout au long du mandat de Nicolas Sarkozy, un monde complexe et articulé. Si sa genèse remonte à la décennie 1990, si certains de ses acteurs les plus âgés ont côtoyé le réseau Kelkal et ont transmis la mémoire des dernières occurrences de la violence djihadiste dans l'Hexagone, c'est véritablement à partir du djihad irakien, entre 2003 et 2005, que la mouvance se restructure progressivement autour d'une nouvelle génération, encore peu fournie, dont les bandes des Buttes-Chaumont et d'Artigat sont représentatives. Celle-ci partage les expériences du champ de bataille irakien et de la prison et commence à édifier des figures héroïsées qui serviront de modèles à divers types de jeunes sympathisants.

Si ce prosélytisme profite à plein du milieu carcéral, il ne s'y limite pas. L'exemple d'Artigat indique en particulier comment se construit la congruence du modèle salafiste à la demande de changement radical portée autrefois par les gauchistes, alters, ou babas cool, et l'on a vu comment ce salafisme-là, piétiste au départ, pouvait se durcir dans des circonstances propices, de la même manière

que cela avait pu se produire entre le gauchisme soft et des organisations terroristes telles qu'Action directe ou la Bande à Baader.

Toutefois, la principale mutation, qualitative comme quantitative, entre la génération djihadiste des années 1990 et celle qui émerge en 2005 pour exploser littéralement avec le révélateur que constitue l'affaire Merah, est causée par la révolution numérique. Elle élargit à l'univers entier un espace du champ de bataille qui était auparavant limité à des terrains particuliers, comme l'Algérie ou la Bosnie. Elle permet de donner à ceux-ci une résonance immédiate, encore réduite dans le cas irakien en 2003-2005, tous azimuts dans le cas syrien. Surtout, elle favorise les déplacements — aux sens concret et symbolique — entre tous les espaces : le djihad français se prolonge en Syrie et réciproquement.

C'est dire l'importance de la production audiovisuelle et de son contrôle dans ce processus. On a vu comment les vidéos de Forsane Alizza servaient de « répétition générale » pour le passage à la violence, dont elles mimaient la réalisation, tout en faisant le lien avec la génération antérieure et, surtout, en utilisant les codes culturels de la génération Y pour multiplier les effets du prosélytisme dans des milieux qui, sans cela, n'auraient pu être touchés. En témoignera la proportion inouïe de convertis et de jeunes filles qui seront gagnés à cette idéologie, puis à l'engagement qui en découle.

Si le côté « pieds nickelés du djihad » de Forsane Alizza a limité son impact et a conduit ses membres dans les filets de la police et de la justice, c'est au *19 HH* d'Omar Omsen qu'il est revenu de résumer de manière convaincante l'ensemble des éléments précédents en construisant un grand récit déductif et didactique, empruntant également à la théorie du complot récurrente dans la Dieudosphère pour élargir son attractivité. De la création du monde par Allah aux maléfices d'Ibliss (Satan) en passant par la parousie du 11 Septembre puis l'affaire Merah et le djihad syrien, le Sénégalais de l'Ariane a su produire le plus efficace des vecteurs de recrutement, en faisant aboutir une vision du monde sur un engagement destiné à le bouleverser par la violence paroxystique afin d'accoucher du Bien et du Vrai.

Au moment où Nicolas Sarkozy quitte la scène au terme d'un quinquennat que clôt l'affaire Merah, il reste encore impossible de dénouer cet écheveau.

C’est avec la précipitation des événements sous son successeur que commenceront de s’ordonner les séquences de ce drame français.

II

L’ÉRUPTION

DE HOLLANDE À CHARLIE ET AU BATACLAN

(2012-2015)

Les victoires de François Hollande et de la majorité socialiste au Parlement en mai-juin 2012 bénéficient, on l’a vu, d’un « vote des musulmans » français qui augure, croit-on, une réconciliation de cet électorat avec la sphère politique institutionnelle, après un quinquennat où la personnalité de Nicolas Sarkozy a accentué les divisions. Par ailleurs, les élections ont lieu juste après les massacres perpétrés par Mohamed Merah, un phénomène dont on n’a pas été capable, à l’époque, de mesurer les ramifications profondes, la signification, et moins encore d’anticiper les conséquences sur les salafistes djihadistes de troisième génération.

Or la suite des événements du quinquennat se déroule sous des auspices beaucoup moins fastes. D’une part, le terrorisme s’installe au cœur de la société française, passant par l’affaire Nemmouche, pour atteindre son paroxysme avec les massacres de *Charlie Hebdo* et du supermarché Hyper Cacher de la porte de Vincennes en janvier 2015, puis ceux du Bataclan et de Saint-Denis en novembre, dont les répercussions sont mondiales. Les circonstances curieuses de l’arrestation de Sid Ahmed Ghlam en avril de la même année, puis la décapitation d’un chef d’entreprise par un de ses employés au passé d’islamiste radical en juin et la tuerie avortée en août dans le Thalys Amsterdam-Paris par un Marocain résidant en Europe marquent l’interpénétration de plus en plus forte entre le djihad en Syrie et en France — à un rythme accéléré.

Les événements se sont précipités depuis la proclamation du califat par Daesh, le 29 juin 2014, au début du ramadan, qui précède de peu une offensive israélienne contre le Hamas dans la bande de Gaza. En France, cette dernière suscite de violentes manifestations au cours desquelles les thématiques du djihad et de la haine des juifs brouillent le message des opposants traditionnels à la politique de Benyamin Netanyahou, appartenant à la gauche progressiste et anti-impérialiste.

Ces manifestations s'inscrivent également dans la continuité de celles qui, avec la participation d'associations islamiques à la Manif pour tous contre le mariage homosexuel, puis les « Journées de retrait de l'école » (JRE), qui touchent principalement des élèves musulmans et protestent contre l'enseignement de la « théorie du genre », enfoncent un coin entre population et électorat de sensibilité musulmane, d'une part, et majorité présidentielle socialiste, d'autre part.

La déroute de la gauche aux élections municipales de mars 2014 est notamment due à l'abstention massive dans les quartiers populaires, où cette population est nombreuse. Dans un certain nombre de cas, notamment en Seine-Saint-Denis, l'inclusion de figures islamistes sur des listes de centre droit apporte la victoire à celles-ci. Cette alliance conservatrice de circonstance entre morale religieuse et politique, axée autour du refus commun du mariage homosexuel, chamboule l'adéquation entre le vote des musulmans et la gauche, deux ans à peine après 2012.

Les élections européennes du 25 mai 2014, où le Front national arrive en tête d'un scrutin national pour la première fois de son histoire, avec une rhétorique hostile à l'« islamisation de la France », ont lieu le lendemain du jour où, à Bruxelles, le Roubaisien Mehdi Nemmouche, sectateur de Mohamed Merah et rentrant du djihad en Syrie, est suspecté d'avoir perpétré une tuerie au Musée juif — avant d'être arrêté à Marseille une semaine plus tard, porteur d'un lourd arsenal. Comme lors de la campagne présidentielle de 2012, l'interférence du terrorisme djihadiste avec un processus électoral cristallise et redessine, par-delà l'opposition séculaire entre droite et gauche, des clivages ethno-religieux : désormais le parti de Marine Le Pen en récolte les fruits.

C’est au terme de ce processus que se produit le cataclysme de janvier 2015, avec le massacre perpétré par les frères Kouachi et Amedy Coulibaly. Il s’inscrit dans la continuité des actions imputées à Merah et Nemmouche et parachève l’interpénétration entre les djihads français, syrien et universel. Comme leurs prédécesseurs, les conjurés du 7 janvier assassinent des juifs selon les préconisations de l’*Appel à la résistance islamique mondiale*, mais ils poussent à leur terme les préceptes d’Abu Musab al-Suri en ciblant des faiseurs d’opinion « islamophobes » au siège de la rédaction d’un hebdomadaire satirique issu de la mouvance post-soixante-huitarde, qui s’est illustré en publiant des caricatures du prophète Mahomet, mais a toujours défendu la cause des immigrés et de l’intégration.

L’événement porte à son paroxysme la troisième vague du djihadisme et représente une sorte de 11 Septembre culturel — comme la « double razzia » contre New York et Washington avait porté au pinacle la deuxième, celle d’al-Qaida. Les immenses manifestations qu’il a suscitées en réaction, le 11 janvier, rassemblant à Paris un grand nombre de chefs d’État et de gouvernement, et dans les rues de France près de quatre millions de personnes, ont été l’objet d’interprétations diverses, rationnelles ou passionnelles. Celles-ci seront mises à l’épreuve avec les tueries indiscriminées perpétrées le 13 novembre à Paris et à Saint-Denis.

4

Djihad français, djihad syrien

Pendant le déroulement de l’affaire Merah, un repris de justice de vingt-sept ans, Mehdi Nemmouche, incarcéré à la prison de Toulon-La Farlède où il purge une cinquième peine de détention, réclame à l’administration pénitentiaire un poste de télévision pour suivre « avec jubilation », selon les surveillants, la saga du tueur au scooter. Par une étonnante coïncidence, Nemmouche s’est vu infliger sa dernière condamnation pour avoir tenté de voler à main armée, le 5 décembre 2007, chez un concessionnaire Yamaha de Saint-Laurent-du-Var, dans les Alpes-Maritimes, le même modèle de T-Max qu’enfourchera Mohamed Merah pour commettre ses meurtres.

Au moment du braquage, il n’est encore qu’un petit délinquant maladroit né dans le milieu harki de Roubaix de père inconnu, confié à diverses pouponnières puis vivant au contact de sa famille maternelle à La Bourgogne, quartier sensible de Tourcoing. Pris en charge, comme Mohamed Merah et comme les frères Kouachi, par des institutions de protection de la jeunesse, il traverse, à l’instar des auteurs des deux massacres djihadistes antérieur et postérieur à celui pour lequel il est mis en examen, une enfance dans un univers familial fracassé, sans figure paternelle présente.

Multipliant les arrestations, mises en examen puis séjours en prison pour vols et violences, il n’a jamais montré d’intérêt pour la religion avant son dernier braquage, qui vaut à ce récidiviste de passer cinq ans derrière les barreaux, entre décembre 2007 et décembre 2012. Contrairement à Mohamed Merah, pour qui

les incarcérations ne servent que d'adjuvant à une radicalisation portée par l'environnement familial aussi bien que salafiste de Midi-Pyrénées, il ne semble pas, au vu des informations dont on dispose avant que le procès se soit tenu, que Mehdi Nemmouche ait été approché par la mouvance salafiste de Roubaix, pourtant très active dans une ville devenue une pépinière de volontaires pour le djihad syrien.

Mehdi Nemmouche, détenu et geôlier

Sa réislamisation advient durant les cinq années qu'il passe dans l'incubateur carcéral entre les âges de vingt-deux ans et vingt-sept ans, isolé dans des établissements pénitentiaires du midi de la France, n'ayant pas maintenu de lien familial qui aurait pu le soutenir moralement pendant sa détention. Il n'est pas rare, dans des prisons où l'islam est la norme dominante, qu'un individu stigmatisé pour son appartenance à une minorité ou pour une déviance retourne ce stigmate en exacerbation religieuse, ne serait-ce que pour survivre à la pression des codétenus.

Dans une partie de la jeunesse harkie, dont les parents étaient montrés du doigt comme « traîtres » par les enfants d'immigrés algériens, l'adhésion au salafisme ostentatoire est une manière de s'affirmer avec fierté en délégitimant les rejetons du FLN, liés à l'État « apostat » d'Alger et qui s'adonnent parfois à la bière. À Roubaix notamment, ville natale de Nemmouche, les descendants de harkis sont surreprésentés dans le réseau associatif et les mosquées salafistes, comme l'auteur de ces lignes l'a fait observer dans *Passion française* (Gallimard, 2014).

Le fils de harki Mehdi Nemmouche, stigmatisé de surcroît selon les codes d'honneur de la banlieue populaire comme *ould al h'ram* (enfant du péché, bâtard), car de père inconnu, cherche-t-il, lors de sa dernière incarcération, à exorciser ses traumatismes par une réislamisation exacerbée ? Toujours est-il

que celle-ci s’effectue par la fréquentation de prisonniers déjà militants, d’abord au centre de détention de Salon-de-Provence à partir de 2009, où il est signalé par le renseignement pénitentiaire comme islamiste radical, puis surtout dans la maison d’arrêt toulonnaise, où il séjourne de mars 2011 à son élargissement au début de décembre 2012.

Avide d’informations sur les injonctions les plus rigoristes afin d’adhérer à corps perdu à une foi soudainement découverte, il se rapproche d’une association de soutien aux détenus musulmans baptisée *Salsabil*, du nom coranique d’une fontaine du paradis. Il arbore vite barbe et djellaba et se livre à un prosélytisme ardent auprès des autres prisonniers. Mais son agressivité envers les surveillants, qu’il bombarde de projectiles, le fait placer en quartier disciplinaire puis à l’isolement, jusqu’à la fin de sa peine.

Envolé le jour de la Saint-Sylvestre vers le Moyen-Orient au départ de Bruxelles où il fréquente le bourg de Molenbeek-Saint-Jean, pépinière djihadiste d’où seront planifiés les massacres de novembre 2015 à Paris et Saint-Denis, il finit par rejoindre les rangs de Daesh en Syrie en passant par le Royaume-Uni et le Liban puis la Turquie. La complexité et le coût de cet itinéraire, comme de celui du retour par la Malaisie et la Thaïlande, nécessitent un réseau de contacts et un financement : son modeste pécule de prisonnier élargi et son curriculum de braqueur hexagonal et sauvage sans expérience de voyage à l’étranger ne lui auraient vraisemblablement pas permis de mettre en œuvre sans complicités pareil dispositif, qui rappelle les déambulations de Mohamed Merah entre l’Algérie et le Tadjikistan. Néanmoins, la préparation djihadiste de ce dernier au maniement d’armes s’achève très tôt dans un camp de talibans pakistanais, à l’automne 2011, l’année où explosent les révolutions arabes et avant que la décomposition de la plupart d’entre elles ne transforme le territoire des pays où elles sont advenues en terre de djihad. Nemmouche, au contraire, parti un an et demi plus tard, peut bénéficier à plein de la belligérance syrienne, au sein de laquelle les islamistes commencent à contrôler, en 2013, de vastes zones où ils règnent en maîtres et font appliquer une stricte charia.

Sur son séjour, on dispose d’un témoignage de première main : l’ex-détenu, inversant les rôles après cinq années d’incarcération, se transmue en effet en

geôlier, affecté à la surveillance des prisonniers enfermés dans les sous-sols d'un ancien hôpital d'Alep passé sous la houlette de Daesh. Parmi ceux-ci figurent quatre otages français, dont les journalistes Didier François et Nicolas Hénin, enlevés en juin 2013 et qui seront libérés à la fin d'avril 2014, non sans avoir subi les mauvais traitements d'un gardien français d'origine nord-africaine particulièrement sadique. Or Didier François, ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire, la section française de la IVe Internationale trotskiste, a non seulement été, avant d'embrasser la carrière de reporter de guerre, un des fondateurs de SOS Racisme, en 1983, mais aussi l'inventeur du slogan fétiche du mouvement « Touche pas à mon pote », illustré par la fameuse petite main jaune. Le paradoxe effarant qui veut que, trente ans plus tard, il se retrouve otage dans un cachot syrien d'un groupe islamiste et maltraité par un descendant de ces mêmes « potes » dont il fut le protecteur solidaire — lequel n'était pas encore né lorsque son prisonnier conçut ce slogan — éclaire d'une lueur particulièrement cruelle le dernier quart du siècle écoulé.

En septembre 2014, Nicolas Hénin révèle publiquement reconnaître en Nemmouche, arrêté entre-temps à Marseille le 30 mai, son geôlier. Le néosalafiste radicalisé et maton improvisé fredonnait des tubes de variétés françaises quand il torturait les captifs syriens. Il narguait en outre ses compatriotes otages en leur confiant sa fascination pour la célèbre émission de télévision « Faites entrer l'accusé », dont les personnages sont de grands criminels médiatisés. Le petit braqueur devenu islamiste se projette dans ces modèles de héros négatifs et conjugue la grammaire politique du djihadisme de troisième génération et le vocabulaire mental du jeune téléspectateur français nourri de culture cathodique populaire, alors même qu'il se refuse à regarder la télévision mécréante en détention (sauf pour suivre l'affaire Merah).

Pareille hybridation, que saisit le titre du livre de Nicolas Hénin retraçant sa captivité, *Djihad Academy*, en référence à la fameuse émission de téléréalité « Star Academy », est la clé de la réussite du plan d'Abu Musab al-Suri pour formater les djihadistes européens placés au cœur de sa stratégie. Après avoir parachevé leur mise en condition par l'endoctrinement à haute dose, la préparation militaire et l'acquisition d'un habitus de violence exercée, au nom de

l’islam tel qu’ils l’interprètent, sur les victimes déshumanisées de Daesh, ceux-ci seraient mûrs pour retourner sur le Vieux Continent et y allumer les feux de la guerre civile. En ce sens, Nemmouche figure le type idéal du djihadiste 3G, dans ses « exploits » autant que dans ses limitations.

Les procédures judiciaires en cours dont la presse s’est fait l’écho indiquent par ailleurs que Nemmouche, loin de correspondre au pseudomodèle du « loup solitaire » dont certains analystes superficiels ont fait grand cas, aurait été placé, dans la geôle d’Alep où il se livrait à ses méfaits, sous les ordres de Salim Benghalem, un des djihadistes français les plus élevés dans la hiérarchie de Daesh. Né en 1980 à Bourg-la-Reine au sein d’une fratrie dont les autres membres sont parfaitement intégrés dans la société, celui-ci bascule à dix-sept ans dans le trafic de drogue, puis est condamné en 2002 à onze ans de réclusion pour meurtre, dans le cadre d’un règlement de comptes entre bandes rivales des cités de Cachan où il réside.

Avant son incarcération, Benghalem s’est rapproché de la bande des Buttes-Chaumont, où il a rencontré notamment les frères Kouachi, attirant ainsi l’attention des services spécialisés. S’il ne s’est pas rendu en Irak, il se retrouve en prison dans la même cellule que le prévenu Mohamed al-Ayouni, lui-même arrêté à son retour du djihad, au cours duquel il a perdu un œil et un bras en 2004 à la bataille de Falloujah contre les troupes de la coalition emmenée par les États-Unis. Tandis qu’Ayouni est condamné en 2008, ainsi que Chérif Kouachi, Benghalem est libéré par l’effet des remises de peine. La prison jouant, là encore, à plein son rôle d’incubateur du terrorisme djihadiste, il s’insère *de facto*, grâce aux circonstances de son incarcération, dans le réseau qui aboutira aux attentats de janvier 2015.

En juillet 2010, avec Amedy Coulibaly et Djamel Beghal, il est interpellé dans l’affaire de la tentative d’évasion de l’artificier des attentats de 1995, Smaïn Aït Ali Belkacem. Sorti libre de sa garde à vue, il prend l’avion le 25 juillet 2011 pour Oman puis le Yémen, en compagnie d’un des frères Kouachi, afin de s’entraîner au djihad sous les auspices d’Aqpa (al-Qaida dans la péninsule Arabique). Après son retour en France, il rejoint le djihad syrien en avril 2013, d’abord dans les rangs du Front al-Nusra, franchise locale d’al-Qaida et

organisation sœur d’Aqpa, puis dans ceux de Daesh, où il exercerait des fonctions dans la hiérarchie du mouvement.

Le 12 février 2015, à la suite des tueries de Paris, Benghalem apparaît à visage découvert dans une vidéo louant les auteurs du massacre, qu’il a côtoyés, et incitant ses coreligionnaires de France à passer à l’action à leur exemple. « Tuez-les avec des couteaux, crachez-leur au minimum à la figure, mais *désavouez-vous* d’eux ! » s’exclame-t-il, traduisant de la sorte dans ses mots les préconisations formulées dès 2005 dans l’*Appel à la résistance islamique mondiale*. C’est cet activiste de haut vol qui récupère comme acolyte Mehdi Nemmouche dans la geôle d’Alep. On mesure ainsi comment ce réseau a pris en main et instrumentalisé un individu désocialisé, tout juste sorti de prison, sans grand bagage intellectuel, et l’a propulsé dans un destin djihadiste planétaire pour transcender l’infortune dont était marquée sa naissance roubaisienne.

Pourtant, son arrestation fortuite lors d’un banal contrôle douanier, à la gare routière de Marseille, en possession d’un arsenal comprenant les armes utilisées à Bruxelles, d’un drapeau de Daesh et d’une vidéo postérieure au carnage revendiquant celui-ci « car la caméra [GoPro, semblable à celle utilisée par Mohamed Merah le 19 mars 2012] n’avait pas marché » signale une des faiblesses majeures de la stratégie du djihadisme de troisième génération. Celle-ci consiste à confier à des individus assez peu structurés une responsabilité dans le choix des actions djihadistes ou de leur mise en œuvre.

Nemmouche, en effet, prend place à bord d’un autocar bon marché effectuant la liaison régulière Amsterdam-Marseille *via* Bruxelles, bien connue pour être empruntée par des petits dealers de haschich partis s’approvisionner dans les *coffee shops* néerlandais et contrôlée quasi systématiquement à l’arrivée dans la cité phocéenne par les douanes. Un tel impair n’aurait pu être commis à l’époque d’al-Qaida, lorsque l’organisation planifiait à l’avance avec la méticulosité d’un service secret les attentats du 11 Septembre. Cet amateurisme permettra de la même manière la mise en échec des attentats pour lesquels est mis en examen Sid Ahmed Ghlam au printemps 2015 et de la tuerie que s’apprêtait à accomplir en août suivant Ayoub el-Khazzani à bord du Thalys Amsterdam-Paris.

On touche là les limites opérationnelles du slogan *Nizam, la tanzim* (Un système, non une organisation) popularisé par Suri pour caractériser son programme de djihadisme en réseau, à l'inverse du modèle pyramidal d'Oussama Ben Laden. En l'absence de déclarations de Nemmouche, extradé en Belgique et réfugié dans le mutisme, les raisons précises de sa présence à Marseille avec le matériel nécessaire pour perpétrer un massacre, et pour le revendiquer en se filmant devant un drapeau de Daesh (comme le fera Amedy Coulibaly en anticipation de la prise d'otages et du carnage de l'Hyper Cacher, le 8 janvier 2015), demeurent inconnues au moment de la rédaction de ces lignes. Mais l'articulation entre les deux terres de djihad, l'Europe, ventre mou de l'Occident, et la Syrie de Daesh, entre lesquelles s'établit un va-et-vient continu de djihadistes, trouve en Nemmouche sa première incarnation spectaculaire et son paradigme.

Les adeptes de la théorie du complot feront, comme après le 11 Septembre ou l'affaire Merah, du djihadiste maladroit un provocateur manipulé par les services secrets français et israéliens afin de « salir l'image de l'islam » et d'alimenter l'« islamophobie », convainquant une foule d'internautes. Daesh combattra en 2015 ces obsessions conspirationnistes, car elles dévalorisent les « héros et martyrs du djihad » dont il tresse les louanges sur le Web et dans son magazine en ligne *Dabiq* dans le but d'assurer le flux du recrutement dans ses rangs.

« Oh mes frères en Allah de France ! »

En juillet 2013, alors que Nemmouche a rejoint Daesh en Syrie et maltraite les prisonniers dont il a la garde, une vidéo en français est postée par ce groupe djihadiste, qui n'est encore, un an avant la conquête de Mossoul et la proclamation du « califat » d'Abu Bakr al-Baghdadi, qu'une des factions en lutte pour l'hégémonie sur la résistance islamiste au régime de Bachar el-Assad. Tandis que ses rivaux du Front al-Nusra, affilié à al-Qaida, paraissent dominants et comptent dans leurs rangs de nombreux Français, parmi lesquels le fameux Omar Omsen, recrue de choix qui les rallie ce même mois, la nouvelle vidéo de Daesh témoigne de son rayonnement international propre et, pour la première fois, exprime avec clarté l'interpénétration entre les champs de bataille djihadistes syrien et français.

Y apparaissent deux demi-frères toulousains, Nicolas et Jean-Daniel Bons. L'aîné s'est converti à l'islam à la mosquée de Bellefontaine, dans le quartier populaire du Mirail, où le salafisme a pignon sur rue. Principal lieu de culte de l'agglomération, elle jouxte un supermarché, dont elle cannibalise une partie du parking le vendredi en raison de l'affluence des fidèles, qui peut atteindre trois mille personnes. Si son imam, Mamadou Daffé, charismatique directeur de recherches au CNRS en sciences de la vie, prône un islam intégral tout en ne se définissant pas comme salafiste, les étals de littérature islamique qui s'éploient sur le parking lors de la grande prière ne proposent aux fidèles que des textes, en

arabe comme en français, issus de cette mouvance. Cette mosquée, qu'affectionnait Mohamed Merah et où faisait ses dévotions le milieu salafo-djihadiste de Midi-Pyrénées entre deux séjours à Artigat, a été l'objet d'une tentative de prise de contrôle ratée par une autre fratrie de convertis locaux, Fabien et Jean-Michel Clain, comme on l'a vu.

L'aîné des frères Bons, Nicolas, dit Abu Abdel Rahman, son *alias* islamique signifiant « Père du serviteur du Miséricordieux », un des quatre-vingt-dix-neuf noms d'Allah, a été élevé par une mère sous-officier dans l'armée, divorcée peu après sa naissance. Il a vécu dans un environnement de petite classe moyenne, aussi bien dans les villes où sa mère était en garnison que dans un lotissement pavillonnaire d'une paisible commune de la banlieue toulousaine. Pourtant, cette enfance protégée, ponctuée de séjours en Guyane auprès de son père et de son demi-frère Jean-Daniel, ne lui permet guère de trouver une vocation professionnelle stable, faute de résultats scolaires. En recherche d'identité, il se convertit à l'islam en 2009 au contact d'amis maghrébins, dans une ville où, on l'a noté, le prosélytisme islamique dont le « cheikh blanc » Abdulilah/ Olivier Corel a donné le ton est particulièrement actif. Son cadet Jean-Daniel, revenant à Toulouse pour vivre chez leur grand-mère commune, se convertit à son tour sous l'influence de l'aîné, peu avant leur envol mutuel pour la Syrie, *via* l'Espagne, en mars 2013 — après avoir raconté à leurs proches qu'ils partaient en vacances en Thaïlande.

Dans la vidéo diffusée par Daesh, Nicolas/ Abu Abdel Rahman Bons est coiffé d'un keffieh à damiers rouge et blanc noué sous la nuque. Sa barbe rognée tire sur le blond, et ses yeux clairs sont étrangement illuminés : l'air est extatique. Il apparaît seul dans la première partie, où il s'exprime en ces termes, sur fond noir et sous le drapeau marqué du sceau du Prophète :

> — *Je suis votre frère en Allah, Abu Abdel Rahman, je suis français, de père français et de mère française, et, euh…, mes parents ils sont athées, ils n'ont pas de religion, et,* Hamdoulillah [Allah soit loué], *Allah y m'a guidé, j'me suis converti à l'islam il y a bientôt trois ans,*

> Hamdoulillah *! Donc le but de cette vidéo, mes frères, c'est de vous inviter et de vous encourager à nous rejoindre dans cette terre qu'Allah il a bénie, le pays du* Sham [Levant] *!*
>
> *Oh ! mes frères de France, mes frères en Allah de France, d'Europe, du monde entier,* in sha' Allah [plût à Allah], *le djihad en Syrie, il est obligatoire, le djihad en Syrie, il est o-bli-ga-toire ! Comme le Prophète,* Salallah 'aleihi wa sallam [prière et salut d'Allah soit sur Lui, eulogie de rigueur dans l'énonciation pieuse], *il l'a dit, la* Oumma [communauté des croyants], *c'est comme un seul corps : dès qu'une partie elle a mal, tout le reste il vient pour la secourir, donc on est dans l'obligation de venir secourir nos frères, nos frères qui se trouvent dans une situation très difficile. Et on est obligés aussi d'œuvrer pour restaurer un* Khilafah [califat] *et pour que la parole d'Allah soit la plus élevée. Et ceux qui n'œuvrent pas pour ça, y sont malheureusement dans le péché, y sont dans le péché !*
>
> *Il y a beaucoup de musulmans sur la terre, et nous avons besoin de vous,* in sha' Allah *! Où sont les hommes ? Où sont les hommes ? Où sont les hommes de la communauté de Mohamed,* Salallah 'aleihi wa sallam *? Que répondrez-vous, que répondrez-vous à Allah quand vous serez devant Lui et que les témoins qui viendront devant vous ce seront des femmes qui se sont fait violer, des enfants qui se sont fait tuer, des frères qui se font torturer dans les prisons de ces chiens ?*
>
> *Pour finir, je voudrais passer un message à M. François Hollande : « Ho, François Hollande, convertis-toi à l'islam, sauve ton âme du feu de l'enfer et désavoue-toi de tes alliés juifs et américains ! Retire les troupes du Mali, arrête de combattre les musulmans, arrête de combattre l'islam ! Vous voulez combattre Allah ? Mais Allah, Il est le plus grand, Allah, Il est le plus grand, et vous êtes tout petits ! »*

Prononcée d'une voix lente et monocorde, cette exhortation apparaît comme la récitation d'un feuillet se trouvant en bas et à droite de l'écran, que Nicolas/

Abu Abdel Rahman lit avec application, trébuchant parfois sur les mots et ne fixant le spectateur du regard que dans les moments d'inflexion dramatique, ainsi lorsqu'il interpelle le président de la République. Ce métatexte, dont il ne semble pas être entièrement l'auteur, comme le suggère sa diction hésitante, est rédigé dans un style hybride. Il consiste en adaptations ampoulées de formules arabes toutes faites, renforcées par des actions de grâce proférées laborieusement dans la langue du Prophète. Les bribes de sous-titrage en arabe, partiellement dissimulées par un autre sous-titrage plus succinct en anglais, laissent penser que le texte a d'abord été conçu en arabe, puis traduit en français pour la lecture.

Ce charabia salafiste, novlangue orwellienne de l'ère islamiste, est le vecteur par excellence de l'endoctrinement djihadiste, grâce au formatage mental par lequel elle met en condition les néophytes. Il se structure autour de syntagmes sonnant bizarrement, comme le « pour que la parole d'Allah soit la plus élevée », traduction mot à mot d'une invocation arabe. Plus surprenante apparaît la construction transitive indirecte fautive du verbe « se désavouer de », par ailleurs rarement employé en mode pronominal, lors de l'exhortation à la conversion de François Hollande (l'appel à se convertir adressé au chef des ennemis avant le combat est de rigueur dans la littérature djihadiste depuis les débuts de l'islam). En réalité, l'expression « désavoue-toi de tes alliés juifs et américains » est un lexème qui ne fait sens que dans la rhétorique salafiste traduite. Il se réfère à la doctrine « de l'alliance et du désaveu » (*al wala' wal bara'a*), qui exige des musulmans une soumission absolue à l'islam et une rupture complète avec l'environnement non islamique, tout uniment qualifié de « mécréance ».

Cette doctrine, que l'on trouve dans la pensée islamique classique chez les auteurs les plus radicaux, appelle les musulmans pieux à resserrer les rangs et à en découdre sans compromis aucun avec tous leurs ennemis, mécréants, hérétiques ou apostats. L'expression « se désavouer de » qui traduit cette rupture est un lieu commun des sites djihadistes francophones. On l'a déjà rencontrée, citée notamment dans l'exhortation de Salim Benghalem et on la retrouve plusieurs fois dans les entretiens menés en 2013-2014 par le journaliste David Thomson et reproduits dans son livre d'enquête pionnier *Les Français jihadistes*. Elle est employée par l'un de ses interlocuteurs, Yassine, jeune Français

d’origine marocaine né et élevé en Seine-Saint-Denis, pour expliquer que les « cheikhs de Syrie » qui combattent sur le terrain et dont il regarde les vidéos de prédication sur YouTube sont « les plus crédibles » :

> — *Ils sont plus axés sur le djihad, le* Tawhid [unicité d’Allah], *sur l’Alliance et le Désaveu, qui sont la base de notre religion. Savoir avec qui t’allier et de qui te désavouer. Savoir qui sont tes alliés et qui sont tes ennemis.*

Dans la bouche de Nicolas/ Abu Abdel Rahman, ces formulations, traduites, reprises mécaniquement de l’arabe d’endoctrinement, sont juxtaposées au style relâché de la langue parlée populaire, redoublant systématiquement le sujet des phrases d’un pronom de rappel (« le djihad… il est obligatoire », « Allah… Il est le plus grand »). Un effet comique involontaire se produit lors de l’interpellation de François Hollande : le nom du président est précédé de l’explétif « Ho », probablement par mimétisme avec le terme vocatif arabe *ya*, dont l’usage est requis, alors que tel n’est pas le cas en français. En revanche, les parlers méridionaux emploient ce « Ho ! » dans des circonstances familières. L’expression « Ho, François Hollande ! », prononcée avec un très fort accent populaire du Sud-Ouest, est suivie du recours au tutoiement, destiné à rabaisser la morgue prêtée au président français, selon la tradition islamique qui dévalorise l’orgueil (*istikbar*) des puissants ici-bas et recommande l’humilité (*istid’af*) devant Allah. Tout ce discours expose le positionnement improbable de son locuteur dans le cybermonde du djihad, dont il ânonne la doctrine avec le parler décalé d’un enfant des banlieues toulousaines égaré sur le champ de bataille syrien, où il trouvera la mort, telle une brebis sacrificielle donnée en spectacle avant l’holocauste.

La seconde partie de la vidéo le montre en tenue de combat, kalachnikov à la bretelle, aux côtés de son cadet Jean-Daniel, à l’aspect juvénile, coiffé d’une casquette portée à l’envers façon hip-hop, sur un fond de palmiers. Coran en main, il exhorte de nouveau ses « frères » en islam à faire la *hidjra*, l’émigration

vers la terre d’Islam, à quitter la France peuplée d’infidèles et qui attaque les djihadistes au Mali. Il se targue d’avoir accompli la *da’wa*, le prosélytisme islamiste, autour de lui et d’avoir ainsi reçu en islam son frère, un « don d’Allah ».

Il précise que son envie de djihad est venue à la fois de la lecture d’une multitude de versets du Coran qui y appellent les croyants et du visionnage des vidéos du cheikh Abdallah Azzam. C’est une manière pour Daesh de s’inscrire dans une filière « respectable » du djihad, car ce dernier fut, dans la décennie 1980, l’idéologue de la première génération djihadiste en Afghanistan, antérieure à Ben Laden et al-Qaida, auxquels est affilié le groupe rival, le Front al-Nusra. Son opuscule le plus connu s’intitule *Rejoins la caravane* (du djihad).

En illustration de cette filiation revendiquée, la troisième partie de la vidéo montre une colonne de véhicules, hérissés d’hommes brandissant leurs armes et le drapeau noir de Daesh, serpentant sur une route typique d’un paysage syrien, dans des collines plantées d’oliviers, sur une bande-son d’*anashid*. Un bandeau en arabe intitule la scène « La joie des djihadistes à l’annonce de la proclamation de l’État islamique en Irak et au Levant ». Auparavant, un plan fixe sur le visage extatique de Nicolas/ Abu Abdel Rahman le désignait comme futur martyr accueilli dans la félicité au paradis de Mahomet.

Son jeune demi-frère meurt au combat le mois suivant la diffusion de la vidéo, en août 2013. Même s’il est fier du sacrifice du cadet pour le djihad, l’aîné s’avère très fragilisé par sa disparition, comme l’a déclaré à l’auteur de ces lignes sa mère, à laquelle il téléphone régulièrement et qui lui a intimé de ne plus tourner de vidéos propagandistes. Comme beaucoup de jeunes Européens jugés insuffisamment aguerris pour combattre, et afin d’économiser une bouche à nourrir, on lui assigne enfin, possiblement après lui avoir administré du Captagon, une amphétamine inhibant la peur, abondamment utilisée par Daesh, une opération suicide dans laquelle il décède le 22 décembre. Un SMS l’annonce à sa mère le 7 janvier suivant.

Le 30 septembre 2015, presque deux ans après l’événement, un nouveau site djihadiste, *Furat* (l’Euphrate), met en ligne une vidéo des derniers moments de Nicolas/ Abu Abdel Rahman. D’une durée de cinq minutes et intitulée d’après le

verset coranique « Et je me suis hâté vers Toi, Seigneur, afin que Tu sois satisfait » (20:84), elle consiste en un montage des ultimes déclarations du futur martyr et d'images de l'attentat dans lequel il trouve la mort. Complétant son appel au recrutement de volontaires pour le djihad en Syrie comme en France et l'appel lancé à François Hollande à se convertir, elle livre une rare clé psychologique qui éclaire la détresse et la solitude d'une jeunesse française dont la conversion à l'islam puis le départ pour « la terre bénie du *Sham* » sont la résultante et la thérapie fatale :

> — *Je passe mes salutations à tous mes frères moudjahidin dans le monde entier. Je fais un message à tous les autres musulmans : oh ! mes frères, élancez-vous au djihad. Élancez-vous vers les chemins du paradis. Oh ! mes frères, je vous incite à vous organiser dans tous les pays où les gouvernements combattent l'islam. Je vous incite à vous organiser pour faire des opérations, un bon exemple comme ce qu'a fait Mohamed Merah à Toulouse.* […]
>
> — *Un message pour tous les frères de la* dawla [l'État islamique, Daesh]. *C'est ma vraie famille. En France, les cœurs sont fermés, il n'y a rien dans les cœurs ; ils sont gentils par-devant et puis après, par-derrière, il n'y a rien. Ici, vraiment, les cœurs sont ouverts, il y a les sourires, tout ça, la compassion, l'accueil tout chaleureux, vraiment je vous aime pour Allah, vraiment beaucoup, vous êtes les meilleures personnes que j'ai rencontrées, et je remercie Allah de m'avoir mis ici et d'être avec vous.*

Les profils de Mehdi Nemmouche et de Nicolas/ Abu Abdel Rahman Bons illustrent le spectre social et ethnique assez large des activistes que Daesh parvient à attirer dans ses filets. À l'un des extrêmes, le fils de harkis et *ould al h'ram* de Roubaix, fracassé par le destin dès sa venue au monde, délinquant multirécidiviste, réislamisé en prison puis formaté en Syrie pour mettre son

« vice » au service du djihad avant d’être mis en examen pour avoir massacré des juifs à l’imitation de Merah, se fait arrêter par les douanes marseillaises à cause de son amateurisme, à bord de « l’autocar du shit ». À l’autre, un jeune Français « de souche », élevé par une mère divorcée dans un cocon de petite classe moyenne provinciale, au sein d’un lotissement pavillonnaire où les opportunités d’enrichissement culturel et de socialisation ont été remplacées par la solitude des adolescents devant leurs écrans, tablettes et smartphones.

Le salafisme parvient à hameçonner en ligne les jeunes un peu perdus en quête d’absolu. Il leur offre, en particulier dans l’ambiance de prosélytisme islamiste exacerbé qui caractérise la Ville rose, la chaleur d’un groupe de pairs qui rompt l’isolement, préalable à l’exaltation d’un idéal destiné à « changer la vie »… grâce à l’engagement dans le djihad pour abattre le Mal et établir le règne du Bien.

Le paradigme de Lunel

Ces divers ingrédients se retrouvent concentrés dans la petite ville de Lunel (Hérault), promue en 2014 « capitale du djihad français » par certains médias, alors que six de ses enfants trouvent la mort en Syrie, soit le dixième du total des décès de Français djihadistes cette année-là (il a plus que doublé en 2015, et deux victimes supplémentaires sont venues endeuiller Lunel). On estime par ailleurs à une vingtaine les départs — un chiffre difficile à établir avec précision, car, contrairement aux familles d'enfants convertis, qui signalent immédiatement la disparition de leur progéniture aux services d'un État français auquel elles s'identifient, un certain nombre de parents d'origine immigrée l'omettent, pour ne pas inviter à l'opprobre, attirer l'attention de l'administration ou parce qu'elles voient avec suspicion, crainte ou indifférence l'État mécréant. Ainsi le « numéro vert » mis en place par le CIPD (Comité interministériel de prévention de la délinquance) à partir de mars 2014 pour communiquer les cas de « radicalisation » a-t-il enregistré un taux d'appels de familles d'enfants convertis disproportionné, car fondé sur des critères d'appréciation subjectifs, qui ne rendent pas compte de leur pondération dans les départs effectifs en Syrie, les morts reconnus et les autres calculs effectués selon divers indices objectifs.

Lunel comptant quelque vingt-cinq mille habitants, la part des djihadistes envolés pour la Syrie devient soudain la plus haute de France en 2014 (l'année suivante, elle est surclassée par Trappes, dans les Yvelines, où ont eu lieu, pour

une population comparable, plus de quatre-vingts départs). Par-delà l'emballement médiatique, qui a propulsé durant quelques jours des dizaines de journalistes du monde entier dans cette commune surtout renommée localement jusqu'alors pour son muscat, ses courses de taureaux et, chez les historiens et les érudits, pour le rayonnement culturel de sa communauté juive médiévale, le cas de Lunel s'avère exemplaire des motifs et processus grâce auxquels le djihadisme attire des jeunes Français de diverses origines.

Située à une vingtaine de kilomètres de Montpellier comme de Nîmes, les deux principaux bassins d'emploi de la région, Lunel a connu le déclin économique commun au Sud-Ouest viticole, dont Béziers est un autre exemple frappant et qui, là, a abouti en mars 2014 à l'élection de Robert Ménard, soutenu par le Front national. Mais à Lunel, paradoxalement, la baisse du prix du foncier qui en a été la conséquence, après que la dégradation du centre-ville eut attiré des populations démunies issues de l'immigration puis des problèmes d'insécurité et de trafic de stupéfiants, a relancé l'agglomération en la transformant en une cité-dortoir beaucoup moins onéreuse que les deux préfectures voisines.

Le nombre d'habitants a triplé en trente ans, et une seconde ville, constituée d'agrégats de lotissements pavillonnaires bon marché, de quelques cités HLM entourées de verdure et de ZAC (zones d'aménagement concerté) autour de centres commerciaux noyés dans les parkings, s'est juxtaposée à la cité ancienne, qui a gardé dans sa forme ronde la trace des remparts d'antan. Parmi les nouveaux venus, on compte une importante composante d'immigrés : 12 % (au sens de l'Insee). Toutes nationalités confondues, la population sociologiquement musulmane est évaluée par le président de la mosquée à six mille personnes, soit le quart des habitants. Le préfet de région estime pour sa part que la « population d'origine maghrébine en représente un quart à un tiers ».

Cette ville à la démographie dynamique, où la natalité est supérieure à la moyenne nationale, reste pourtant la douzième commune la plus pauvre de France, avec un taux de chômage qui frôle les 20 %. Il atteindrait 40 % pour la jeunesse issue de l'immigration, selon les déclarations du responsable de la MJC (Maison des jeunes et de la culture) qui a longtemps été à son contact et vient

lui-même de ses rangs. Paradoxalement, ce chômage caractérise non seulement les HLM et le centre-ville dégradé, mais aussi les cités pavillonnaires. La désillusion par rapport aux attentes d'ascension sociale y crée une situation de « frustration relative » dont la sociologie, depuis Tocqueville, fait l'un des ressorts majeurs de la mobilisation contestataire.

Culturellement, Lunel est prise en étau. La métropole montpelliéraine, dynamisée par les politiques volontaristes de son ancien maire Georges Frêche, a transformé en désert le reste du département de l'Hérault, sinon de la région languedocienne. Bien reliée par le train à la préfecture, la ville a vu fuir vers celle-ci ses élites intellectuelles, non seulement issues de la population originelle, mais aussi des enfants d'immigrés qui ont réussi leurs études. Partis d'Algérie en compagnie de nombreux pieds-noirs chassés par l'indépendance, les Maghrébins d'alors, dont les « chibanis » d'aujourd'hui sont les survivants, s'emploient dans la viticulture et le maraîchage. Saisonniers dans un premier temps, ils se sédentarisent, font venir femme et progéniture puis procréent sur le sol français.

À partir des années 1970, comme dans l'ensemble du monde rural, les Marocains supplantent les Algériens. À Lunel, une importante immigration originaire de Tiflet, bourgade berbère non loin de Rabat, commence de s'installer durant cette décennie. Connue localement pour son souk, pour ses tournois de pétanque, mais aussi pour une rafle, en mai 2012, qui permit d'y découvrir des caches d'armes appartenant à un réseau islamo-terroriste, cette ville marocaine abrite depuis 2010 une prison de haute sécurité où sont notamment détenus une cinquantaine de salafistes, dont certains condamnés après les attentats du 16 mai 2003 à Casablanca. À parcourir les sites dédiés à Tiflet sur le Web, on voit évoquer régulièrement son isolement culturel, sa misère et les conduites déviantes qui en sont la conséquence. Un important réseau d'immigration clandestine en provenant est démantelé dans la décennie 1990, impliquant une personnalité de Lunel.

Ce contexte mène à l'investissement du centre-ville ancien, déserté par les commerces, dont les activités ont été aspirées dans les ZAC de périphérie, par une population pauvre originaire de l'immigration, ainsi qu'à la dégradation du

bâti, où l’absence d’entretien se traduit au fil des années par la multiplication de l’habitat indigne. L’augmentation de la délinquance, notamment le trafic de haschich en provenance du Maroc et les cambriolages, est une des raisons principales qui conduisent à la défaite de la gauche et à l’élection, en 2001, du maire de droite Claude Arnaud, qui entame son troisième mandat en 2014. Ce dernier, après avoir significativement accru les effectifs de la police municipale, s’efforce de trouver dans la communauté issue de l’immigration des interlocuteurs permettant d’assurer la paix sociale et de restaurer la tranquillité publique. Constatant les divisions et les rivalités entre ses diverses composantes, dont le vote des harkis locaux pour l’extrême droite est un signe, il voit dans la mosquée l’instance la plus fédératrice.

Dès 1987, un lieu de culte musulman s’installe en effet dans un bâtiment vétuste d’une rue proche de la mairie. L’association qui le gère est sous l’influence du Tabligh, un mouvement piétiste particulièrement actif au cours des années 1980, où il joue un rôle important pour lutter contre la toxicomanie dans la jeunesse issue de l’immigration. Il est d’ailleurs identifié comme tel par un certain nombre de municipalités françaises désemparées par un problème qui touche des populations chez lesquelles elles n’ont guère de relais. À Lunel, les adeptes du Tabligh vont récupérer les drogués qui se piquent dans le parc Jean-Hugo, au centre-ville, et s’emploient à les sortir de leur addiction en leur faisant retrouver une identité musulmane rigoriste qui corsète leur existence. Ce phénomène est assez ancien pour que l’auteur de ces lignes l’ait déjà noté dans *Les Banlieues de l’islam* (Éd. du Seuil, 1987), paru l’année même où est créé à Lunel le premier lieu de culte musulman.

Fondée en Inde en 1927, dans un sous-continent autrefois gouverné par le sultanat de Delhi, mais colonisé à partir de 1851 par le Royaume-Uni, la *Jama’at al-tabligh* (Société pour la propagation de la foi) œuvre pour sauvegarder l’identité islamique d’une population minoritaire par rapport aux hindous — de l’ordre de deux pour dix — et désormais privée du pouvoir politique. Hanté par l’adultération de la foi au contact d’un environnement massivement non musulman, et ne jouissant plus du soutien coercitif de l’État, le Tabligh se lance

dans une prédication itinérante pour « rallumer l'islam dans le cœur des fidèles ».

Mêlant spiritualité soufie et religion scripturaire des docteurs, il se distingue par les « sorties » qu'effectuent les adeptes à la rencontre des musulmans « égarés » (et également, depuis un demi-siècle, pour s'adonner au prosélytisme envers les non-musulmans). Celles-ci sont un puissant vecteur de socialisation : normes et valeurs qui guident chaque acte de la vie quotidienne ne peuvent être intériorisées que dans le cadre de la communauté de foi et de pratique. Le mouvement se réfère volontiers à un proverbe arabe selon lequel « le loup [incarnation du Mal] ne mange que la brebis isolée ».

Les sorties, qui durent d'un week-end à quarante jours, voire davantage, accueillent néophytes et sectateurs confirmés derrière un « émir » et s'effectuent autant que possible à pied. Elles permettent au mouvement de « mailler » littéralement le monde entier. Le Tabligh est aujourd'hui le réseau islamique agrégeant le plus d'adeptes sur la planète, et ses rassemblements annuels à son quartier général de Raiwind, au Pakistan, non loin de Lahore, attirent plusieurs millions de personnes. En France il a joué historiquement le premier rôle dans la réislamisation des populations d'origine musulmane immigrées, à partir de la décennie 1970 et a fourni l'encadrement cultuel à la plupart des premières salles de prière.

La municipalité élue depuis 2001 voit ainsi la mosquée à la fois comme un régulateur social et comme une nuisance, car le nombre des fidèles qui viennent prier dans des locaux exigus se traduit par l'occupation des trottoirs et de la chaussée dans la rue où elle se trouve, barrée *de facto* à la circulation le vendredi et lors des fêtes de l'Aïd. Le maire socialiste avait promis en vain des locaux plus spacieux pour l'exercice du culte. Son successeur favorise l'obtention d'un vaste terrain dans une ZAC, entouré de parkings.

Située rond-point Charles-de-Gaulle (Appel du 18 juin 1940), jouxtant une succursale Kiloutou et un restaurant rapide Quick, la mosquée *el-Baraka* (la bénédiction divine) est inaugurée en grande pompe fin octobre 2010 en présence du maire. Édifiée entre 2006 et cette date, elle a été financée progressivement, selon les dires de certains de ses responsables, par des contributions des fidèles

et la participation aux travaux de bénévoles appartenant aux corps de métier du BTP (bâtiment et travaux publics).

Très spacieuse, elle permet d'accueillir les fidèles sans nuisances pour l'édilité du cru. Sa situation dans la ZAC libère les locaux qu'elle occupait en centre-ville, disponibles pour une opération immobilière de gentrification. Mais, d'une part, elle matérialise dans l'espace la rupture entre les composantes religieuses de la ville et, d'autre part, elle pose des problèmes politiques à l'association gestionnaire, mal équipée pour contrôler un lieu de culte surdimensionné qui attire des fidèles de toute la région, et favorise le prosélytisme d'éléments radicaux.

Le maire doit compter en effet avec une forte polarisation des deux « communautés » de sa cité, qui communiquent peu. En mars 2015, l'entourage du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, en visite dans la petite ville qui a focalisé l'attention internationale, s'étonne que, lors de la cérémonie organisée par la municipalité en l'honneur de ce membre important du gouvernement, la seule personne issue de la population maghrébine présente soit le président de l'association islamique. Un clivage s'est instauré, où répond à l'affirmation croissante des valeurs islamiques intégrales chez les uns l'exacerbation chez les autres d'une identité locale, dite « pescalune ».

Ce terme patoisant, qui vient d'une légende selon laquelle un pêcheur aurait voulu prendre la lune dans son filet, connote aussi, dans cette commune mitoyenne du Gard et déjà camarguaise, la culture de la tauromachie, des manades et des gardians, avec les rites virils, quasi païens, qui lui sont associés. En témoignent les affichettes publicitaires florissant à l'approche de la fête de la Pescalune, à la mi-juillet, aux devantures des commerces fréquentés par les autochtones, vantant la bouvine, ou tauromachie camarguaise, qui culmine dans le trophée du Muscat, ce culte de l'animal et du vin abhorré et anathématisé comme polythéisme et mécréance par l'islam intégral… retranché à quelques encablures.

D'un côté de la frontière physique et mentale entre les deux Lunel, au cœur de la ville médiévale, un magasin pour *afeciounados* de la course camarguaise. On y trouve cocardes, glands, ficelles, tous attributs fixés au front du taureau que

les « raséteurs » doivent lui arracher en rusant pour ne pas se faire encorner. Le spectacle se déroule aux arènes voisines : l'assistance mêle pescalunes et touristes, mais les raséteurs les plus fameux sont pour la plupart aujourd'hui de jeunes Maghrébins.

À un jet de pierre, une boutique de mode islamique propose tenues couvrantes, voiles, *hijab* et autres *niqab* pour femmes depuis le plus jeune âge, sans omettre les gants pour dissimuler les mains, la pression socio-religieuse s'étant traduite à Lunel par le port massif du voile dans la population féminine issue de l'immigration musulmane. Le magasin est situé rue Sadi-Carnot (du nom du président de la République assassiné par un anarchiste en 1894), prononcé « Sidi Carnot » par certains primo-arrivants, appellation reprise de manière ironique par les opposants à leur présence.

La rue débouche sur la place des Caladons, dont les arcades sont marquées de la croix des Templiers remontant au XIIIe siècle. Elle signale la frontière symbolique avec le quartier musulman. En atteignant la place en venant de la rue, on est visé par le pistolet brandi par une statue de bronze dressée sur son piédestal : celle du polytechnicien et enfant du pays, le capitaine Charles Ménard (un homonyme du maire de Béziers Robert Ménard). Il fut tué au combat en 1892, à trente et un ans, lors de l'attaque du village de Séguéla, dans l'actuelle Côte d'Ivoire, tenu par l'« Almamy », apocope de l'expression arabe *amir al mou'minin* (commandeur des croyants), Samory Touré. Touré, l'un des principaux résistants à l'expansion coloniale française en Afrique occidentale, est célébré comme tel jusqu'à aujourd'hui, notamment par le fameux chanteur de reggae ivoirien Alpha Blondy, qui lui a consacré son tube *Bory Samory*. On peut voir sur le Web un daguerréotype de ce fondateur de l'empire musulman du Wassoulou, drapé en son grand chèche, Coran entre les mains.

Le bronze, œuvre réaliste et fougueuse du sculpteur Auguste Maillard, un élève de Bourdelle, saisit le jeune capitaine quelques instants avant sa mort. Son casque colonial est tombé à terre, au pied d'un cactus ; épée au côté, il pointe, tendu dans un effort ultime, mais désespéré, son pistolet vers l'adversaire invisible qui va l'abattre (en direction du quartier musulman du Lunel d'aujourd'hui). Sur le socle, un bas-relief représente une allégorie de la « France

coloniale » : Marianne, coiffée du casque colonial elle aussi, débarque sur un rivage, offrant des fleurs dans une main tandis qu'elle tient dans l'autre des chaînes rompues, témoignant de l'abolition de l'esclavage (à l'époque encore en vigueur dans l'empire du Wassoulou). Cette statue fortement polysémique a été déplacée par les municipalités successives, jusqu'à trouver son site ultime dans ce lieu symbolique.

Aux élections départementales de 2015, après que la tornade médiatique s'est abattue sur la « capitale du djihad français », comme une certaine presse surnomme alors Lunel, au grand dam de sa municipalité et de la plupart de ses habitants, le Front national, en tête des résultats, atteint au premier tour 41,59 % des suffrages exprimés (pour un taux de participation de 52 %, les quartiers où résident les descendants de l'immigration maghrébine se caractérisant par une abstention massive). Il améliore ainsi son score des élections européennes de mai 2014, où il était déjà devant avec 37,88 %. Aux municipales, en mars de la même année, il n'a fini que second, avec 24,53 %, derrière la liste du maire divers droite Claude Arnaud, constamment réélu depuis 2001.

Lors des municipales, ce dernier parvient à drainer sur son nom quantité de suffrages qui, dans les autres élections, vont au Front national. Sa réélection ne peut advenir que s'il dispose de relais permettant le maintien de la tranquillité publique. À Lunel, le taux de cambriolage est de 8,32 ‰, valeur très supérieure à la moyenne nationale de 2,7 ‰, et le taux d'agression de 7,84 ‰. Et, déclare à *Libération* en 2015 un magistrat de Montpellier, « en moyenne, chaque semaine, un jeune de Lunel atterrit [en] prison pour des cambriolages, des affaires de stups ou des récidives de conduite sans permis. Sans réponse autre que judiciaire, tout cela crée un fort terreau pour tous les extrémismes ».

L'absence de réseau associatif ou culturel permettant la rencontre et la socialisation entre les diverses populations qui cohabitent à Lunel est pointée par nombre d'acteurs locaux, soulignant que le même maire qui a inauguré la mosquée en octobre 2010 a fermé la MJC au cours de l'été 2015. Le lycée Louis-Feuillade, situé à proximité de la cité populaire des Abrivados, d'où proviennent plusieurs de ceux qui sont partis au djihad en Syrie, demeure un des espaces majeurs de mixité ethnique et de laïcité, animé par une équipe

pédagogique dynamique. C'est un des rares lieux de la ville où les jeunes filles issues de l'immigration musulmane ne portent pas le voile, du fait de la loi de mars 2004. Mais là comme ailleurs, de nombreux élèves musulmans ont déserté la cantine scolaire, non halal, et lors du « café philo » organisé pour échanger la parole et libérer les tensions après les attentats de janvier 2015, tandis que l'affaire des djihadistes lunellois défrayait la chronique nationale et internationale, quelques élèves, comme dans bien d'autres établissements scolaires, ont opposé à *#jesuisCharlie* un *#jesuisCoulibaly*.

Dans ce contexte, où se mêlent des tendances globales de la société française, à l'âge de l'islam de troisième génération et d'un monde arabo-islamique qui connaît la troisième phase du djihad, avec les caractéristiques spécifiques à l'histoire contemporaine d'une petite ville de l'Hérault marquée par l'immigration, impactée par la crise économique et tiraillée entre des identités culturelles exacerbées, l'emballement djihadiste improbable de Lunel se met en place.

L'islam local, on l'a vu, a été fortement influencé par le Tabligh. Mais là comme ailleurs, son apolitisme proclamé, sa volonté de dialogue avec les autorités l'ont affaibli auprès de milieux désireux d'en découdre avec la « mécréance » au nom de l'islam intégral et qui tiennent le piétisme du Tabligh pour une compromission inacceptable. Si les Frères musulmans ont toujours utilisé le mouvement comme un lieu de chasse, y récupérant des adeptes déjà « réveillés » religieusement pour les politiser et leur offrir des perspectives d'action plus roboratives que la routine des « sorties », ils ne l'ont jamais explicitement attaqué. Il en va différemment des salafistes, qui le considèrent comme un concurrent et l'anathématisent à longueur de prêches et de pages Internet. En France, celui-ci a pâti de ce challenge au moment où les jeunes générations, passées par l'école, certes « mécréante », de la République, ont eu accès à une éducation que certains ont investie dans la lecture passionnée des fatwas salafistes en ligne des « grands savants de l'islam » saoudiens, devant lesquels le Tabligh peinait à aligner des noms. Quant aux djihadistes, ils y voient un obstacle à la violence qu'ils chérissent et en vouent les adeptes à l'Enfer dans l'au-delà et à la mort ici-bas.

À Lunel, plusieurs déclarations de l'entourage de jeunes partis en Syrie font état de la crise existentielle vécue par certains de ces derniers, à l'occasion du décès d'un proche, crise seulement surmontée grâce au secours de la religion sous la forme corsetée que promeut le Tabligh, avec prise en charge affective par le groupe des pairs.

Le cas de Houssem, issu d'une fratrie tunisienne de trois garçons, est emblématique. Sa mère disparaît brutalement lorsqu'il est encore en bas âge, et son père très pieux, employé d'une société de gardiennage, doit l'élever seul. C'est le Tabligh qui lui permet de surmonter ce drame familial, accompagné d'une perte des repères qui le voit basculer dans la déviance. Au lycée Louis-Feuillade, il a pour camarade Raphaël, dont le père est d'origine juive marocaine. Celui-ci vit dans le lotissement de petites villas proche du lycée, alors que Houssem réside à la cité HLM des Abrivados.

Impressionné par la prise en main de Houssem par le Tabligh et traversant lui-même une phase de doute au moment où il devient majeur, Raphaël embrasse l'islam de consolation de son camarade au début de 2010. Abandonnant puis reprenant des études d'informatique, il bascule en quatre ans dans le djihadisme, *via* un engagement humanitaire islamique qui sert en réalité de vecteur graduel à sa radicalisation. En juillet 2014, il rejoint en Syrie son mentor Houssem, parti un an auparavant avec sa femme Maeva, qu'il a également convertie. Il voyage avec le frère puîné de celui-ci, Sabri, et tous trois meurent dans les rangs de Daesh aux alentours de la ville de Deir ez-Zor, en octobre 2014.

À la stupéfaction des parents de Raphaël, père ingénieur informaticien et mère psychologue, chez qui il réside en fils unique et choyé dans un pavillon de la ville nouvelle, ce sportif et guitariste amateur de Led Zeppelin délaisse toutes les activités « profanes » dans lesquelles il semblait s'épanouir, à l'exception de ses études, reprises après un temps de latence qui le voit fréquenter assidûment la mosquée *el-Baraka*, s'adonnant à sa foi récente avec le zèle du néophyte.

Sa mère, désemparée par la rupture de Raphaël avec les valeurs familiales, devient musulmane à son tour pour ne pas perdre le contact avec lui. Dans une ville où les communautés sont aussi séparées, la coutume locale fermée des Pescalunes n'a aucun attrait pour un jeune homme tel que lui, en recherche

identitaire. En revanche, le prosélytisme islamique saura lui parler, agrégeant cet étranger à la commune, dont la famille juive est originaire du Maroc, à la culture islamique de ceux qui sont comme lui issus du Maghreb.

Raphaël s'engage d'abord auprès d'une association qui récolte des fonds officiellement destinés à creuser des puits au Sahel, puis d'un groupe plus militant, le Wake Up Project, auquel il remboursera, *via* PayPal, l'argent avancé par un autre membre du réseau, également informaticien, pour le voyage en Syrie. Le 9 juillet 2014, une dizaine de jours après la proclamation du califat à Mossoul, en Irak, il reçoit d'un islamiste plus âgé, qui fait fonction de gourou pour un certain nombre de jeunes radicalisés, un fichier trouvé sur le site de Daesh. Il consiste en une traduction française approximative (Raphaël ne lit pas l'arabe en dépit de ses efforts à la mosquée) d'un document par lequel le porte-parole du nouvel « État islamique », le cheikh Abu Mohamed al-Adnani, nom de guerre du Syrien Taha Subhi Falaha, né vers 1978 et ancien du djihad en Irak depuis 2003, explicite et justifie son combat. Raphaël, par retour de courriel à son gourou, lui en livre le commentaire élogieux suivant :

> — *Maintenant que le Khilafah a été établi et que la charia est appliquée, règne une stabilité comme à la ville de Raqqa où vivent les frères qui sont partis et que nous connaissons* [il s'agit notamment de son ami et mentor en islam Houssem et du premier groupe de Lunellois]. *Dans cette ville, les frères et les sœurs peuvent faire des études. Certaines personnes ont émigré pour obéir à Allah* Wa ta'âla [le Plus Haut — la transcription de l'arabe est fautive] *et profitent à la communauté par leur science, leur savoir scientifique ou religieux. L'État verse à chaque habitant une part, ce qui fait qu'aucune personne n'est lésée et qu'ils ne connaissent pas la pauvreté. Les gens ne se posent pas la question de : Mais si j'ai trois ou quatre enfants comment pourrais-je les nourrir ? Ou les : Je ne trouve pas de travail et personne ne veut m'en donner parce que je m'appelle Abdallah. Les commerces*

ferment tous le jour du vendredi. La vente de tabac, d'alcool et de toute forme de substance illicite a été interdite et détruite.

Cette description de la vie sous Daesh évoque l'utopie d'un avenir radieux islamique, où les problèmes de chômage et de discrimination dont se plaint la jeunesse musulmane de Lunel sont résolus grâce à la stricte application de la loi religieuse. Elle est le dernier témoignage écrit de la mise en condition du jeune homme. Après un ultime entretien avec le gourou, Raphaël s'envole de Barcelone pour Istanbul en compagnie de Sabri, frère cadet de Houssem, le 21 juillet, en direction de la frontière syrienne où un autre Lunellois les attend pour les faire pénétrer dans le « califat ». Ce n'est qu'après son arrivée en Turquie qu'il avertit sa mère, la rassurant sur les motivations humanitaires de son émigration, avant de disparaître trois mois plus tard lors d'un bombardement.

Le destin de Raphaël marque un passage à la limite d'autant plus déroutant que la confession d'origine de son père est israélite, alors que le milieu dans lequel il est progressivement aspiré se caractérise par une détestation d'Israël et, dans bon nombre de cas, un antisémitisme viscéral. Et il frappe les esprits en ce qu'il advient de surcroît à Lunel, la « Petite Jérusalem » médiévale. Même si les juifs en ont disparu après que Charles VI les a fait expulser du royaume de France en 1394, la trace de leur grandeur d'antan s'entrevoit dans quelques ruines dûment valorisées par la signalétique municipale du centre-ville ancien, autour de la place des Caladons, dispersées au travers des quartiers « chrétiens » comme « musulmans » actuels. Mais leur gloire émane d'abord du legs immatériel de leurs savants, qui jouent un rôle crucial dans l'histoire de la pensée universelle.

C'est ici en effet que Samuel Ibn Tibbon traduit de l'arabe en hébreu *Le Guide des égarés* de Maïmonide, au début du XIIIe siècle. Cet illustre rejeton d'une famille venue d'Andalousie deux cents ans auparavant, peut-être le meilleur arabisant que connaît à l'époque le territoire de ce qui deviendra la France, permet l'entrée dans la culture européenne de la grande œuvre

philosophique juive princeps. Ultérieurement traduit de sa version hébraïque vers le latin, le *Guide* est fameux pour un rationalisme qui lui vaut toujours l'anathème des rabbins les plus « intégristes », attachés à la lettre du texte sacré, comme le sont les salafistes dans la tradition musulmane.

Si le Tabligh remet sur la voie de l'islam intégral les « égarés », comme il le proclame, en organisant des « sorties » dans les Cévennes, l'ancien « désert » protestant devenu lieu emblématique du retour à la terre de certaines utopies post-soixante-huitardes, il n'est pas le seul groupe islamiste présent de longue date à Lunel et dans le triangle que cette ville forme avec Montpellier et Nîmes. Plusieurs d'entre eux ont contribué à la constitution du milieu favorable à Daesh. Outre les branches en émigration de la plupart des mouvements islamistes marocains — les ressortissants et originaires du royaume chérifien composent la masse des Maghrébins à l'ouest du Petit-Rhône —, la métropole languedocienne a accueilli aussi des activistes du GIA algérien qui y ont trouvé refuge après leur échec dans la guerre civile des années 1990.

Ces adeptes du djihad, comme ailleurs en France, ne passent pas à l'acte pendant la première décennie du nouveau siècle. On a vu que la surveillance policière est efficace dans l'Hexagone durant ce deuxième âge du djihad. Ils maintiennent néanmoins et étendent même leurs réseaux, allant recruter dans les salles de prière où l'encadrement est relâché. La grande mosquée de Lunel, inaugurée fin octobre 2010, quelques mois après la conversion de Raphaël, constitue un terrain de prosélytisme exceptionnel. Si le Tabligh y reste influent, l'ampleur des bâtiments, la foule de fidèles qui s'y agrègent rendent le contrôle difficile. Comme à la mosquée « Stalingrad » de Paris, lorsque Farid Benyettou y recrute les futurs adeptes de la « bande des Buttes-Chaumont » quelques années plus tôt, des conceptions plus militantes de la foi se font entendre, sinon sur le *minbar*, la chaire de l'imam — un Marocain non francophone —, du moins dans les cercles qui s'assemblent après la prière auprès de prédicateurs-recruteurs de rencontre.

L'islamophobie, là comme ailleurs, devient durant ces années une exceptionnelle ressource pour fabriquer une identité victimaire et pour lutter contre un ensemble de discriminations ressenties que l'on regroupe sous une

étiquette unique. Dans un contexte social où de nombreux jeunes musulmans diplômés s'estiment lésés à l'embauche par rapport à leurs camarades « gaulois » ayant parcouru un cursus semblable, mais trouvant plus aisément leur place sur le marché du travail, pareille explication simple fournit un exutoire à toutes les frustrations, en même temps qu'un combat. « J'ai fait un BTS compta, et à l'issue de ce BTS, tous les Français de souche ont trouvé un taf et les deux seuls Arabes de la classe, on n'a pas trouvé de travail », déclare, selon *Libération*, Hamza, frère aîné de Houssem et Sabri, aux enquêteurs après son arrestation, le 27 janvier 2015, sur le soupçon d'avoir organisé les filières de départ en Syrie, puis mis en examen pour « association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste ».

L'articulation entre chômage, discriminations, rejet de la France par retournement du stigmate, rupture en valeurs au nom de l'islam intégral et enrôlement au djihad — au motif éventuellement humanitaire —, puis passage à la violence au Moyen-Orient ou en Europe est rendue possible par l'invocation du mantra de l'« islamophobie ». Ce terme a pour rôle de prohiber toute réflexion critique sur l'islam au nom de la victimisation proclamée par ceux qui s'en réclament et de disculper toute entreprise menée en son nom — facilitant ainsi le transit du Tabligh à l'humanitaire islamique et au djihad armé, selon le processus qui s'est manifesté exemplairement à Lunel. En ce sens, l'usage politique de l'islamophobie par les islamistes fonctionne exactement à la manière de l'antisémitisme par les sionistes, tel du moins qu'il est dénoncé par ses détracteurs : il interdirait toute critique des juifs du fait de la Shoah et justifierait les bombardements de Gaza par l'armée de Benyamin Netanyahou durant l'été 2014 et le massacre des femmes et des enfants palestiniens.

On retrouve ce type d'argumentaire, quasi littéralement, dans les propos de Lahoucine Goumri, président de l'association de la mosquée de Lunel lorsque celui-ci est fortement incité par le maire, inquiet de la réputation qu'a acquise sa ville, à se prononcer sur le départ en Syrie d'une vingtaine de jeunes et le décès de six d'entre eux, qui sont à la fois les administrés de celui-ci et les ouailles de celui-là. D'autant plus que, parmi les morts, on compte le fils du précédent président de la mosquée. L'édile, ayant inauguré en fanfare ce lieu de culte

quatre ans auparavant comme facteur de paix sociale, doit faire face à l’incompréhension d’un électorat où le vote pour le Front national dans la commune progresse de 37 % à 41 % entre les élections européennes de 2014 et départementales de 2015.

La déclaration tant attendue fait pourtant l’effet d’un coup de tonnerre. Le président, qui est longtemps « sorti » dans les tournées organisées par le Tabligh, a pris ses distances depuis quelques années avec un mouvement qui recherche toujours le compromis avec le pouvoir politique. Loin de tenter de réduire les conflits et les clivages, il exprime avec acuité un état d’esprit fortement communautarisé, dont on peut penser qu’il reflète celui de nombre de ses ouailles, et marqué par un raisonnement que structure la dénonciation de l’islamophobie.

Lahoucine Goumri commence par une disculpation, alors que la presse s’interroge sur le fait que la plupart des quelque vingt jeunes partis en Syrie fréquentaient assidûment la mosquée. Devant des journalistes, dont la correspondante à Lunel du *Midi libre*, il déclare le 13 décembre 2014, trois semaines avant les attentats de Paris :

> *— La mosquée n’a rien à voir avec tous ces départs. Ce sont des départs individuels. Ils n’ont jamais concerté l’imam ou la mosquée. Les musulmans qui viennent à la mosquée sont des Lunellois, et il n’y a aucun souci à Lunel. Il y a un problème à 6 000 kilomètres d’ici et on ne veut pas le ramener à Lunel.*

L’argument est classique. L’imam Mamadou Daffé nous l’a tenu, dans la mosquée Bellefontaine où se rendaient, au Mirail, Mohamed Merah et la plupart des djihadistes locaux. De fait, plus la mosquée est fréquentée, plus il est difficile de contrôler ce qui se dit et se passe dans les groupes qui se réunissent après la prière, comme on l’a vu. En revanche, la réponse de Goumri à la demande insistante qui lui est faite de la part des autorités de dénoncer les départs se heurte à un raisonnement auquel ces dernières ne s’attendent pas et

révèle la profondeur du clivage entre une congrégation, dont le président qui l'a précédé a un fils mort au djihad, et une société française dans laquelle s'est établie par consensus l'adéquation du djihadisme au terrorisme :

> — *C'est leur choix. Je n'ai pas à les juger. Seul Dieu les jugera. Si on doit condamner quelque chose, il faut condamner ce qui est condamnable. Pourquoi condamner ces jeunes qui sont partis au nom d'une injustice en Syrie et pas ces Français qui sont partis et ont tué des bébés palestiniens avec Tsahal l'été dernier ? Pourquoi est-ce qu'une mosquée condamnerait, alors que les autres religions ne le font pas ?* […] *Je ne vois pas pourquoi je ferais un message si dix personnes sont parties sur six mille musulmans, soit 0,04 ‰* [en réalité 1,7 ‰ si l'on suit ses estimations, le double si l'on considère le nombre le plus probable des départs effectifs] *? Les autres jeunes, ils ne partent pas. Pourquoi je parlerais aux jeunes ? Tous les Lunellois ne sont pas dans le délire de la Syrie.*

D'emblée, le président de la mosquée se refuse à proférer la condamnation qu'attendent les autorités. Il ne faut pas compter sur lui pour associer les Lunellois engagés dans le djihad à des terroristes afin de dissuader leurs coreligionnaires d'en faire autant, et s'exprimer en cela au nom de l'islam, un registre persuasif pour lequel le sollicitent les autorités françaises, puisque ni les institutions ni les élus de la France laïque ne peuvent y recourir. Il considère qu'il s'agit de « leur choix » et comprend ceux qui pensent ainsi réparer une « injustice », à savoir la perpétuation de la répression menée par le régime de Bachar el-Assad.

À ce point de l'énonciation, l'effet de scandale atteint (qui suscite des réactions véhémentes et le pousse à une palinodie du bout des lèvres dans un communiqué paru le lendemain), il élabore d'abord la comparaison entre musulmans et juifs. Rien ne le contraint à dénoncer des jeunes enrôlés dans le djihad (si tant est que cela soit blâmable) dans la mesure où personne ne

demande aux instances israélites de condamner les juifs français qui ont rejoint Tsahal à l'été 2014, et ce d'autant plus que ceux-ci ne pourraient alléguer le redressement de quelque « injustice » puisqu'ils sont allés « tuer des bébés palestiniens ».

On se situe ici au cœur de l'argumentaire qui oppose l'islamophobie à l'antisémitisme et s'insurge, *mezza voce*, contre le « double standard » bénéficiant aux juifs et défavorisant les musulmans. Pareil raisonnement est très commun, non seulement dans le milieu musulman, mais dans l'immigration maghrébine en général et, au-delà, dans une fraction de la société française où, comme on le verra au chapitre suivant, les sympathies pour telle ou telle partie dans le conflit israélo-palestinien divisent l'opinion en deux moitiés à peu près égales. La thématique employée ici polarise la polémique et heurte les autorités, mais accroît simultanément les soutiens à la cause défendue.

Le second argument, inscrit dans une autre logique, est cumulatif plus que consécutif : la proportion infime des Lunellois partis en Syrie par rapport à l'ensemble des musulmans locaux ne justifie aucun message de la mosquée, car ce serait prendre ceux-ci en otages, les soupçonner par prétérition. Le schème du « refus de l'amalgame » est monnaie courante dans ce milieu. Ici, outre qu'il semble contredire l'argument précédent, qui s'interdit de juger les départs au djihad en termes ethno-religieux, il s'efforce de minimiser l'ampleur du phénomène par le recours à une statistique abstraite, alors que six des fidèles de la mosquée *el-Baraka* sont déjà morts sur le champ de bataille.

Pour conforter son propos, Lahoucine Goumri présente ensuite la vie sous l'État islamique en recourant aux mots par lesquels Raphaël commente, avant son départ, le bonheur de l'existence à Raqqa, lorsqu'il mentionne la situation de la jeune Maeva, convertie, épouse de Houssem puis sa veuve, et mère d'un enfant né là-bas :

> — *Elle n'a plus de famille ici. Ses parents l'ont mise dehors quand elle s'est convertie. Là-bas, elle touchera une pension pour les veuves. Rentrer ? Rentrer pour quoi ? Peut-être qu'elle ne voit pas ce qu'elle*

vivrait de plus en France. Sans doute que sa vraie famille est là-bas, au milieu des musulmans.

In fine, il énonce l’argument qui, par-delà le tintamarre qu’il causera, met le doigt sur les contradictions de la politique du président de la République :

> *— La plus grosse filière djihadiste, c’est François Hollande ! À mon avis, ces jeunes ont été poussés à partir dès mars 2011, lorsque François Hollande a dit que Bachar el-Assad est un boucher et un criminel. Ces jeunes sont partis pour combattre une injustice. Ils ont été bombardés de vidéos sur Internet. Ils ont vu des vidéos horribles. Ils n’ont pas accepté.*

Qualifier le chef de l’État de « plus grosse filière djihadiste » déclenche l’indignation et de vives réactions officielles, mais cette provocation à la fois maladroite et trop habile rappelle que la présidence et le gouvernement ont très tôt souhaité le renversement par la force du régime syrien comme préalable à toute solution au conflit. L’ex-diplomate et « historien engagé » du Moyen-Orient Jean-Pierre Filiu, auteur prolifique d’essais en tous genres et de bandes dessinées, et qui a l’oreille attentive des locataires de l’Élysée comme de Matignon, intitule, le 2 avril 2013, un article paru dans *Le Monde* « La Syrie est notre guerre d’Espagne ». Cet apophtegme ne s’étant traduit par aucune action politique ou militaire efficiente, les jeunes djihadistes français n’auraient fait que prendre le relais des brigadistes internationaux d’antan en se substituant à l’État défaillant de François Hollande comme ceux-ci avaient pallié la défaillance du Front populaire en partant combattre le général Franco. Lahoucine Goumri s’engouffre dans la brèche ouverte par des sentences où idéologie et effets d’annonce l’emportent sur la connaissance réelle des sociétés française comme syrienne. Elles témoignent de surcroît d’une profonde ignorance des ressorts culturels qui maintiennent grande ouverte la boîte de Pandore du djihad entrebâillée par quelques apprentis sorciers.

Dans les semaines qui suivent ces propos, des élections ont lieu à l'association gestionnaire de la mosquée, mais elles ouvrent une longue période de crise. Le nouveau président, un boucher *halal* originaire de Tiflet, prend pour porte-parole un loquace directeur d'auto-école, frère du pénultième président. Celui-ci est contraint à la démission après avoir participé, le 25 février, dans le village voisin de Saint-Just, à une rencontre à l'invitation du député de la circonscription, le socialiste Patrick Vignal, appelant à la fraternité contre le terrorisme, en compagnie du recteur de l'Institut musulman de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, et d'un maître du Grand Orient de France du Languedoc, revêtu de son tablier de cérémonie, dans une salle où les francs-maçons étaient venus en nombre.

La détestation de la maçonnerie dans la mouvance islamiste étant paroxystique, la pression d'un certain nombre d'activistes sur le porte-parole de la mosquée lui interdit de poursuivre sa mission. Les élections départementales se déroulant sur ces entrefaites, le candidat socialiste et ancien maire de Lunel Claude Barral, battu en 2001 par l'actuel maire Claude Arnaud, dont les relations avec l'association gestionnaire se sont détériorées, se rend plusieurs fois dans ce lieu de culte durant la campagne, et son binôme l'emporte dans le canton de cent quarante voix sur celui du Front national (50,32 % contre 49,68 %) au second tour.

Dans le même temps, l'imam marocain non francophone de la mosquée se résout, après de nombreuses sollicitations, à critiquer en chaire le départ pour le djihad en Syrie. Cela lui vaut des menaces de mort de la part d'autres activistes ayant, pour certains, un lourd passé judiciaire. Pourtant, dans un entretien au *Midi libre*, l'un de ceux-ci formule ses griefs au nom de l'« islam français », prétextant que la non-francophonie de l'imam lui interdit de comprendre les jeunes nés dans l'Hexagone, et qui ne parlent que cette langue (fussent-ils djihadistes).

Plainte étant déposée, le président de la mosquée, interrogé par la gendarmerie, incrimine un certain nombre de ses adversaires, mais est à son tour contraint à la démission en septembre par une assemblée houleuse qui l'accuse de trahison auprès des *gaouris* (Français), laissant l'association sans responsable

à l'occasion de l'Aïd el-Kébir, le 24 septembre 2015, qui se déroule dans une atmosphère particulièrement tendue. Mi-septembre, la justice a en effet condamné à de lourdes peines avec sursis, assorties d'interdiction de fréquenter la mosquée, les auteurs des menaces de mort contre l'imam, lequel est parti pour le pèlerinage à La Mecque, faisant savoir qu'il n'exercerait plus son ministère. Il est remplacé par un imam intérimaire, venu du royaume chérifien d'où l'on suit de près une situation qui concerne surtout des fidèles qui sont aussi marocains et font un va-et-vient régulier entre les deux pays.

La crise qui atteint son apogée à la mosquée de Lunel à l'occasion de la fête du sacrifice est emblématique, par-delà ses vicissitudes conjoncturelles, des effets produits par l'emballement djihadiste dans la commune depuis 2013. Dans un contexte global qui a fourni les ingrédients à cette situation explosive, le catalyseur a été apporté par des conditions locales particulières, où l'exacerbation des identités culturelles opposées a permis en réaction des attitudes de rupture évoluant finalement vers le djihad armé.

En 2015, Lunel est largement supplanté au palmarès des départs vers la Syrie par Trappes, avec un record quatre fois supérieur pour une population comparable. Mais si la cité de la banlieue parisienne est plus attendue que la petite ville de l'Hérault dans ce registre, l'élucidation du paradoxe de cette dernière offre un matériau exceptionnel pour comprendre la genèse du djihad français contemporain.

Eschatologie du djihad et guerre psychologique

Le 26 mars 2011, aux premiers jours de la rébellion contre le régime de Bachar el-Assad en Syrie, Husayn Ibn Mahmud, un cheikh salafiste fameux dans la « djihadosphère », écrit un opuscule de dix-huit pages. Traduit en assez bon français sous le titre *Damas, la base du djihad sur terre*, le texte est posté en ligne par le principal site salafiste djihadiste francophone, *Ansar-alhaqq* (Les compagnons du Vrai), et toujours accessible au moment de la rédaction de ces lignes.

Le texte rassemble récits et conseils pour le départ en Syrie et fait partie d'une prose propagandiste désormais considérable, généralement traduite de l'arabe par des jeunes non professionnels. Le niveau de langue française des sites salafistes s'est considérablement amélioré en une décennie grâce à l'apprentissage de la langue du Prophète par des groupes motivés de convertis en nombre croissant, passés par les médersas d'Égypte et du Yémen, ainsi qu'à l'implication de jeunes Maghrébins bilingues dans le djihad francophone.

Romain Letellier, un chômeur de vingt-six ans originaire de Normandie et vivant du RSA, est le principal modérateur du site. Né dans une famille athée et communiste, converti à l'âge de vingt ans et se faisant désormais appeler Abu Siyad al-Normandy, il est arrêté en septembre 2013. Six mois plus tard, il est condamné à un an de prison pour « apologie d'actes de terrorisme » et « provocation à la commission d'actes terroristes ». Il lui est reproché d'avoir

posté sur *Ansar-alhaqq* la traduction de deux livraisons de la revue anglophone en ligne *Inspire*, fondée en juillet 2010 par le djihadiste américano-yéménite Anwar al-Awlaki. Ces articles appellent à « saigner les têtes de la mécréance » ou font l'apologie de « la formidable opération du marathon de Boston », le 15 avril 2013. Avec ses trois morts et deux cent soixante-quatre blessés, elle est qualifiée de « parfait exemple d'investissement à bas coût », dans la lignée des préconisations du djihadisme réticulaire de troisième génération.

Selon le parquet, *Ansar-alhaqq*, présent dans la plupart des dossiers dits d'« autoradicalisation », compterait plus de quatre mille inscrits qui ont échangé une centaine de milliers de messages. C'est par ce canal efficace que les écrits d'Ibn Mahmud parviennent aux internautes djihadistes francophones, leur fournissant un argumentaire à la fois irréfutable au regard des textes sacrés de l'islam et politiquement rationnel pour rejoindre toutes affaires cessantes le djihad syrien. Une partie du texte rassemble une collection de hadiths du Prophète, exprimant l'excellence du « pays de *Sham* » dans une perspective eschatologique. Celle-ci passe par le djihad et aboutit, par-delà le martyre, à l'Heure de la fin des temps et du triomphe de l'Islam sur terre. La seconde partie concentre ses attaques sur l'impiété de la communauté alaouite et appelle à son extermination.

Dans la tradition islamique, la mystique du *Sham* revêt un vaste spectre, dont la traduction française usuelle de « Levant » ne rend pas toute l'ampleur sémantique et symbolique. Dans la cosmographie ancienne de l'islam, organisée selon un axe ouest-est dont La Mecque est le centre, le *Sham*, ou « Grande Syrie », désigne la gauche ou le nord (*shamal*), et le Yémen la droite ou le sud (*yamîn*). C'est cette géographie sacrée, et non le clivage moderne entre Orient et Occident, qui fournit leurs repères orthonormés aux salafistes. Pour ceux qui en découvrent fiévreusement le package sur Internet, convertis de fraîche date ou musulmans réislamisés avides d'action djihadiste, le *Sham* présente une attraction exclusive comme lieu de la bataille décisive permettant le triomphe universel de l'islam sur la terre.

Le départ vers la Syrie pour y accomplir le djihad et subir le martyre est la prolongation naturelle et concrète de leur endoctrinement virtuel. Les autres

destinations privilégiées, comme la Libye, pourtant relais géopolitique et militaire important du djihad contre l'Europe, ne répondent pas à cette attente messianique. La « Grande Syrie » du *Sham* est la zone qui s'étend des confins désertiques irako-syriens jusqu'à la Méditerranée, incluant les territoires des États modernes de la Syrie, du Liban, de la Palestine-Israël et de la Jordanie. Mais le terme arabe désigne également par métonymie la capitale de cette vaste région symbolique, la ville de Damas. Si l'arabe écrit standard appelle celle-ci *Dimashq*, d'où vient l'adjectif français « damasquiné », l'usage ancien comme la dénomination dialectale lui préfèrent le vocable *Ash Shâm* (le *Sham*). Pour les salafistes djihadistes français superficiellement arabisés, le djihad, dans les villes et les campagnes d'Alep à Homs, d'Idlib à Raqqa et à Palmyre, où la plupart sont déployés à l'été 2015, n'acquerra tout son sens qu'une fois Damas tombée entre leurs mains, déclenchant l'apocalypse finale d'où sortira, au terme d'infinis massacres, le triomphe planétaire de l'islam.

Tel est le message d'Ibn Mahmud, rendu accessible grâce au forum *Ansar-alhaqq* pour les djihadistes néophytes français. Mais le bagage culturel islamique historique de ces derniers est d'ordinaire si léger qu'ils sont enclins à prendre au pied de la lettre et à traduire en passage à l'acte les citations décontextualisées de l'auteur, faisant de son bref traité un viatique. Les six premières pages de celui-ci consistent en une collection de hadiths du Prophète. Arrangés *crescendo*, ils commencent par valoriser l'émigration de djihad vers le *Sham* et en arrivent aux promesses eschatologiques ouvertes par la chute de Damas.

Une section intitulée « L'élite des guerriers à la surface du globe » introduit le lecteur à la sanctification du combat en Syrie par le Prophète lui-même. Le hadith est rapporté par un de ses compagnons, Abdullah Ibn Hawalah, et, comme c'est l'usage dans la transcription des Écritures de l'islam, le nom des personnages est suivi d'une calligraphie arabe (non traduite par *Ansar-alhaqq*) qui sacralise leurs propos (typographie originale) :

> — *Vous serez amenés à dresser des armées : une armée pour le* Shâm*, une armée pour l'Irak, puis une armée pour le Yémen. Alors,*

> ‘Abdullah *a dit : « Choisis-en une pour moi, Ô Messager d’Allah ! » Alors il dit : « Rejoins le* Shâm. *Et celui qui n’est pas capable de cela, qu’il aille alors au Yémen. Car Allah Le Tout-Puissant et Majestueux s’est porté garant pour moi de la région du* Shâm *et de ses gens. »*

Terre de connaissance et de foi, le *Sham* est également le lieu de la résurrection au jour du Jugement. « Quand viendra la période des troubles, la Croyance se trouvera au *Sham* », précise un autre hadith :

> — *Un feu s’élèvera à la fin des temps depuis Hadramawt* [Hadramaout, aujourd’hui le sud du Yémen, plongé dans la guerre civile entre chiites et sunnites, et passé sous contrôle djihadiste au printemps 2015], *poussant les gens d’alors à tous se réunir. Les Compagnons demandèrent : « Que nous commandes-tu donc de faire à ce moment, Ô Messager d’Allah ? » Il répondit : « Allez au* Shâm. »

Pareille situation ne peut que renforcer l’urgente nécessité de procéder à l’émigration (*hidjra*) vers cette contrée, d’autant que les populations sur place encourront le courroux d’Allah, qui les consumera dans le feu avec les singes et les porcs :

> — *Il y aura une* hidjrah [émigration] *après la* Hidjrah [l’hégire originelle du Prophète de La Mecque à Médine en l’an 622], *et les meilleures gens de par le monde seront alors ceux qui suivront la* Hidjrah *que fut celle d’Ibrahim (au* Shâm*), puis resteront enfin à la surface de la Terre les pires de ses habitants, qui seront refoulés de leurs propres terres.*

La première partie s’achève par le rappel du scénario de la fin des temps et de la venue de l’Heure, qui prendront place au *Sham*. La bataille commencera à Dabiq, où s’affronteront les armées de la mécréance et celle des musulmans.

Dans les Écritures islamiques, ces armées impies de Byzance sont celles dites des « Romains », ou *roum*, par référence à l'Empire romain d'Orient, ou désignées par la métaphore *banou asfar* (fils de blonds), deux termes qui facilitent l'identification des « mécréants » aux Européens et Occidentaux contemporains.

Modeste bourgade située aujourd'hui entre Alep et la frontière turco-syrienne, sans importance stratégique particulière, Dabiq est passée sous le contrôle de Daesh au prix d'un grand nombre de morts dans ses rangs à seule fin de faire coïncider géographie sacrée et ligne de front. La force de ce symbole est rappelée par l'intitulé *Dabiq* donné au magazine anglophone en ligne du « califat » de Daesh depuis l'été 2014 :

> — *La dernière heure ne surviendra pas avant que les Romains ne prennent position à al-A'maq* [un village voisin] *ou à Dabiq. Une armée composée de l'élite des combattants du monde surgira à ce moment de Médine* [pour les contre-attaquer]. […] *Et le dernier tiers de l'armée sera vainqueur ; ils ne seront plus éprouvés ensuite et ils seront conquérants de Constantinople.*

La prise de Constantinople figure pour la pensée salafiste la défaite inéluctable de l'Occident. La « double razzia bénie » du 11 Septembre s'inscrit selon al-Qaida dans la continuité des raids innombrables lancés par les musulmans contre la capitale de l'Empire byzantin jusqu'à sa chute finale en 1453. Toutefois, dans le récit prédictif du djihad syrien par Ibn Mahmud, la conquête terrestre se télescope avec le récit apocalyptique.

C'est en effet à Damas que se situe la « grande tuerie » annonciatrice de l'Heure :

> — *La cité des musulmans au jour de la grande confrontation* [al-Malhamah] *se trouve dans une oasis fertile proche d'une ville nommée Damas. Ce sera en ce jour le meilleur des endroits pour les musulmans.*

Cette oasis, la Ghouta, très tôt occupée, dès les débuts de la guerre civile syrienne, par la rébellion, et où le pouvoir, à l’été 2013, a utilisé pour tenter de l’en déloger l’arme chimique, constitue, en 2015, la ligne de front avancée de Daesh face à la capitale, toujours tenue par les forces du régime et leurs alliés iraniens et chiites. La chute de Damas, dans cette perspective, serait lue en termes apocalyptiques, Bachar el-Assad figurant le *Dajjal*, équivalent islamique de l’Antéchrist, dont la défaite permettra la venue de l’Heure :

> — [Le Dajjal] *sortira à l’instant même où les troupes musulmanes formeront les rangs pour combattre. En toute vérité viendra l’heure de la prière, et c’est à ce moment que* ‘Issa Ibnu Maryam ‘Alayhi salâm [Jésus fils de Marie, paix sur lui] *descendra et dirigera leur prière. À sa vue, l’ennemi d’Allah se mettra à fondre comme sel dans l’eau. Si* ‘Issa ‘Alayhi salâm [Jésus, paix sur lui] *le laissait ainsi il se serait dissous jusqu’à la mort, mais Allah le fera périr par les mains de Son envoyé, qui, après l’avoir trucidé, exposera son sang à tous, depuis la pointe de sa lance.*

La seconde partie du traité revient aux enjeux d’aujourd’hui. Si les gens du *Sham* ne bénéficient plus des bontés d’Allah, c’est parce qu’ils ont abandonné la voie du djihad au profit d’idéologies séculières, comme le nationalisme ou le baasisme. Dieu leur impose « les pires éléments de Sa création : les francs-maçons, les juifs et les chrétiens. Et la grandeur tant espérée ne reviendra pas tant que ne se redressera pas la bannière éternelle de l’*Islâm* ». Mais la cause de tous les maux est la domination des Alaouites sur le pays de *Sham*. Après avoir repris la tradition polémiste islamique à leur encontre, illustrée notamment par le fameux jurisconsulte du XIIIe siècle Ibn Taymiyya, père spirituel du salafisme et du wahhabisme saoudien, Ibn Mahmud préconise la « Solution finale » contre ces « apostats plus mécréants que les chrétiens et les juifs ».

Pareil texte explicite l’offre djihadiste syrienne de notre temps aux candidats français au départ, dont on trouve un écho dans la vidéo de Nicolas/ Abu Abdel

Rahman Bons. L'auteur se situe dans le droit fil d'une littérature djihadiste contemporaine soucieuse de se référer à une tradition canonique aux références précises et incontestables, prises littéralement et considérant toute mise en contexte comme hérésie ou impiété. Par souci d'efficacité, il a rédigé, à destination d'un public peu versé en théologie islamique, un traité à la fois simple à comprendre et où l'articulation entre injonctions prophétiques et mise en œuvre s'effectue selon un mode didactique. Comme c'est l'usage dans la pensée salafiste, son argumentaire s'appuie davantage sur les hadiths du Prophète que sur le Coran lui-même. En effet, la polysémie de ce dernier, rédigé selon un mode allégorique, ouvre la voie à de nombreuses interprétations, qui ont maintenu, à travers l'histoire de la civilisation musulmane depuis quinze siècles, une pluralité d'opinions. À l'inverse, les hadiths, auxquels les salafistes accordent l'antériorité, sont plus riches en injonctions explicites et ferment la voie aux interprétations du dogme.

En cela Ibn Mahmud éclaire la crise de société à laquelle sont confrontés les aspirants djihadistes français et répond à la demande de sens qu'ils formulent, dont on a un exemple dans la glose de Raphaël sur la proclamation du califat à Mossoul. Sa caractéristique la plus saillante en est l'imposition d'une norme intangible, sacro-sainte, réponse irréfragable au sentiment de perte des repères de la jeunesse qui bascule dans le djihadisme, toutes catégories sociales et origines ethniques confondues, qu'a identifié en 2014 Farhad Khosrokhavar dans son ouvrage *Radicalisations*. À travers ses multiples déclinaisons sur Internet et les séductions captieuses d'un cyberlangage empruntant aux jeux vidéo, séries télévisées ou films cultes, cette rhétorique produit une projection de soi qui prend le contre-pied systématique de l'anomie subie par ses lecteurs à Lunel, comme dans les quartiers du Mirail à Toulouse, de l'Ariane à Nice, de l'Alma-Gare à Roubaix, et tant d'autres. Elle est l'aboutissement doctrinal de la déconstruction d'une fallacieuse mécréance puis de l'édification, sur ses ruines dynamitées de Palmyre à Nimrod, de la Vérité, parousie de l'islam par le djihad syrien.

L'émigration pour la Syrie, transcendée en *hidjra* vers le *Sham*, revêt en effet pour les djihadistes de troisième génération, et les Français nourris du

19 HH d’Omar Omsen et de grands récits comparables, une dimension polysémique comblant et fédérant des attentes diverses. Elle procède d’emblée à un « renversement de toutes les valeurs », selon l’expression nietzschéenne, qui inscrit des individus mal à l’aise dans les sociétés européennes d’aujourd’hui au sein d’une démarche héroïque conduisant à leur rédemption individuelle et à celle de la société. On a vu comment le braqueur Mehdi Nemmouche, fils de harki, enfant du péché et repris de justice, a retourné, grâce à son séjour en terre de *Sham*, l’ensemble des stigmates qui l’ont conduit en prison.

L’engagement dans le djihad syrien s’inscrit enfin dans une double continuité. L’une, qui se réclame de l’islam scripturaire, est abondamment utilisée par les auteurs islamistes comme justification des attentats-suicides du Hamas contre Israël, requalifiés en « opérations martyres ». Le cheikh Youssef al-Qaradawi, principale figure internationale des Frères musulmans et animateur du programme phare « La charia et la vie » de la chaîne Aljazeera, avait, dans une fatwa de 1996, exalté ces opérations comme appartenant au « “terrorisme légitime” (*al irhab al machrou’*) qu’indique le Coran dans les mots du Très-Haut : “Et préparez contre eux [les mécréants] ce que vous pouvez réunir d’armement et de chevaux en alerte, pour terroriser l’ennemi d’Allah et le vôtre.” » Ce verset très connu, quarantième de la huitième sourate (« Le butin »), est devenu la justification de la « guerre psychologique » tous azimuts du djihadisme contemporain. Les fariboles de *19 HH* en fournissent l’environnement narratif global, et le traité *Damas, la base du djihad sur terre,* d’Ibn Mahmud, l’aboutissement contemporain.

Une autre apologétique de cette guerre psychologique djihadiste l’inscrit dans deux registres différents, mais qui convergent désormais dans une remise en cause de l’ordre du monde dominé par l’Occident. Les radicalismes d’extrême droite et d’extrême gauche y voient, pour le premier, la lutte victorieuse contre le « sionisme », et, pour le second, la continuité de la « résistance anti-impérialiste » du dernier quart du siècle écoulé. On en a deux exemples éloquents, au moment même où Lunel se trouve sous les feux de la rampe, avec, d’une part, Marc-Édouard Nabe, auteur polémiste sulfureux, compagnon de route des « conspirationnistes » Soral et Dieudonné avant de les

abjurer pour se faire le thuriféraire de Daesh, et, d'autre part, Illich Ramírez Sánchez universellement connu sous son pseudonyme de Carlos, auteur de nombreux attentats liés à la défense de la cause palestinienne pendant la décennie 1980.

En décembre 2014 paraît la première livraison de *Patience*, un périodique publié et rédigé par Marc-Édouard Nabe. Se revendiquant de l'héritage de Céline jusques et y compris *Bagatelles pour un massacre*, cet écrivain, musicien et dessinateur, fils du chanteur italo-gréco-ottoman Marcel Zanini (interprète du tube *Tu veux ou tu veux pas* en 1970), a été également caricaturiste pour *Hara-Kiri Hebdo* (le prédécesseur de *Charlie*) dans sa jeunesse. Un temps voisin de Michel Houellebecq, dont il envie le succès, se voulant enfant terrible d'un monde médiatico-littéraire parisien qui l'aurait marginalisé pour antisémitisme, il se rapproche de la mouvance antisioniste soralienne avant de participer à son implosion et de multiplier les effets d'annonce sur la prochaine parution d'un fort volume dénonçant les compromissions de la Dieudosphère et d'Égalité et réconciliation avec l'Iran et la Syrie de Bachar el-Assad.

Patience, dont le titre donne un avant-goût (le livre n'est pas paru à la rédaction de ces lignes), s'orne en couverture d'un photomontage provocateur reprenant l'image de l'exécution par égorgement de l'otage américain James Foley par le Palestino-Britannique Abdel-Majed Abdel Bary, où la tête de l'exécuteur est remplacée par celle de l'auteur, tandis que le visage de Dieudonné est substitué à celui de l'otage, et que l'effigie de Soral, vêtu de la combinaison orange, figure en cartouche. Mais par-delà les guerres picrocholines récurrentes propres à ce milieu, cette publication de soixante-trois pages se signale par un panégyrique de Daesh rédigé dans le style fleuri et ordurier qui est la signature de Nabe.

Mêlant à l'habitude de son auteur abjection et fulgurances, atteinte à la mémoire des morts et exaltation, *Patience* témoigne à sa manière des passerelles établies entre un salafisme auquel l'auteur ne comprend rien et les causes de toutes sortes dont il se fait le porte-voix pourvu qu'elles lui semblent lutter contre un « système » qui n'a pas reconnu son talent. Le texte est illustré d'une cinquantaine de photographies, dont la plupart sont des scènes d'exécution et

d'égorgement dans leur moment le plus insoutenable, quasi pornographiques, ainsi que des photos « de charme » qu'Hervé Gourdel, le guide de haute montagne décapité en Kabylie en septembre 2014 par les adeptes locaux de Daesh, publiait sur son site Internet, la reproduction de ces dernières étant destinées à se moquer de la victime.

En décembre 2014, le frère aîné du Lunélien Houssem, Hamza, arrêté à la fin du mois suivant, envoie à la famille de Raphaël un dossier JPEG reproduisant la première livraison de *Patience*, dont il a retiré, salafisme oblige, les clichés érotiques de l'infortuné guide niçois. Il entend ainsi justifier l'émigration et le « martyre » de Raphaël, en empruntant les mots éloquents d'un « Blanc » et d'un non-musulman dont la rhétorique en faveur de Daesh n'est pas religieuse et à qui il prête une force de conviction universelle, qui dépasse les milieux islamiques.

Un passage a été coché par l'expéditeur. Nabe s'y donne d'abord, toutes proportions gardées, des accents hugoliens célébrant l'épopée de la Grande Armée napoléonienne, avant de s'essayer à la sociologie bourdieusienne :

> — *On n'imagine pas la variété des moudjahidin, convertis ou pas, autochtones ou immigrés, qui constituent cette vaste armée en marche ! Quels mélanges ! Le califat est un vivier aussi riche que la Légion étrangère ! Baghdadi donne aux étrangers 1 000 dollars par mois* [beaucoup moins selon la plupart des témoignages]*, et ils sont vingt mille personnes : faites le compte. C'est mieux que le RSA.* […] *C'est ça que ne comprennent pas les médias : il y a des idéalistes et des aventuriers. Aucun bourrage de crâne par Facebook ne donnera une explication satisfaisante à l'élan qui pousse ces hordes de jeunes à partir casser du mauvais musulman et du Yankee, son complice.* […] *C'est mal connaître la jeunesse en soi que de ne pas pouvoir concevoir que, à quinze ans, on peut être idéaliste !*
>
> *Ne jamais croire en la sincérité d'une action, c'est le point commun des officiels et des conspis* [pour « conspirationnistes », la mouvance Soral-Dieudonné]. *Pour les gens du système, le djihadiste est forcément*

> *manipulé par les terroristes, et pour les antisystèmes, il est également manipulé, mais par l'Empire* [en référence au livre homonyme d'Alain Soral qui désigne par là les forces du Mal américano-sionistes]. […] *C'est pourtant simple : ils ont vécu le désœuvrement et l'humiliation dans leurs barres sinistres, leurs écoles à se flinguer, leurs boulots minablissimes, et veulent échapper, grâce à Allah, à la tristesse de la vie en colonie :* […] *les Arabes sont toujours colonisés par les Français, mais cette fois pas en Algérie : en France !*

La prose de Nabe, dont on ne cite pas ici les envolées les plus obscènes, est congruente, dans ce court passage, avec la vision idyllique que s'est faite Raphaël de la vie à Raqqa une dizaine de jours avant son envol fatal.

Si Daesh trouve ainsi des échos à l'extrême droite du spectre politique, il n'est pas non plus, comme on l'a vu en observant la communauté d'Artigat, sans avoir récupéré une certaine filiation qui, à l'extrême gauche, ambitionnait de « changer la vie » dans des communautés et autres phalanstères. Mais ces liens s'inscrivent dans une continuité subjective et n'ont été ni théorisés ni revendiqués par les acteurs sociaux concernés. En ce même mois de décembre 2014, peu de temps avant le 7 janvier 2015, il revient à l'une des principales figures du révolutionnarisme léniniste violent d'expliciter cette filiation. Carlos, capturé par les services secrets français au Soudan en 1994, condamné à perpétuité, puis converti à l'islam durant sa détention, au début des années 2000, fait parvenir à l'auteur de ces lignes, depuis la centrale de Poissy où il purge sa peine, un texte manuscrit de sept pages intitulé « La guerre psychologique » et daté du 15 décembre, deux jours après les déclarations du président de la mosquée de Lunel :

> — *La résistance palestinienne utilise les attentats de sacrifice surtout pour leur impact psychologique sur l'envahisseur sioniste et ses alliés. Le détournement d'avions et de bateaux et la prise d'otages médiatisée sont du grand art de la guerre psychologique, qui*

> *maintiendra la cause palestinienne sous les feux de la rampe, et accessoirement remplira les caisses des organisations de fedayine. Les djihadistes ont suivi cette ligne de guerre psychologique avec grand succès médiatique. Les décapitations exécutées actuellement à visage découvert par des citoyens de pays membres de l'Otan* [Organisation du traité de l'Atlantique Nord], *transmises par Internet, sont un coup de maître médiatique, avec des immenses bénéfices inégalés : le recrutement tous azimuts de moudjahidine, et l'augmentation des donations par les croyants du monde entier. Actuellement les États impérialistes subiront des imparables attaques de représailles à l'intérieur de leurs frontières, les poussant à la répression indiscriminée, laquelle multipliera le recrutement de volontaires au djihad. Inéluctablement, les forces de l'Otan interviendront directement sur terre, où les moudjahidine les attendent pour mourir en tuant les envahisseurs.*

Ce texte, qui mêle intimement vocabulaire gauchiste et islamiste, dont l'auteur lui-même a effectué, par sa conversion à l'islam, la symbiose, rappelle dans certains passages les prédictions d'Abu Musab al-Suri et la dynamique politique qu'il envisage pour le djihadisme de troisième génération. Il est rédigé moins d'un mois après la diffusion d'une vidéo particulièrement frappante de Daesh, dans laquelle dix-huit aviateurs syriens prisonniers sont égorgés, à grand renfort d'effets de mise en scène, par des djihadistes opérant à visage découvert, scène à laquelle fait référence Carlos.

L'effroi est spécialement grand en France lorsqu'il devient clair que l'un d'eux n'est autre que Maxime Hauchard, vingt-deux ans, originaire du Bosc-Roger-en-Roumois, et qui se fait désormais appeler Abu Abdallah al-Firansi (le Français). Ce morne village rurbain de trois mille deux cents âmes, dans le département de l'Eure, se situe entre un bocage normand aux allures de carte postale de la France éternelle et la zone industrielle de Sotteville-lès-Rouen. Autour d'un centre-ville ancien où survivent quelques longères, c'est une cité

pavillonnaire qui a permis à la population d'être multipliée par trois en trente ans, logeant surtout des employés et agents de maîtrise des usines environnantes, avec ses énormes supermarchés, sa gare routière et ses pizzerias. Elle rappelle les quartiers pavillonnaires de Lunel ou de la banlieue toulousaine d'où viennent Raphaël ou Nicolas/ Abu Abdel Rahman Bons. Comme eux, Maxime, jeune homme sans histoires, issu d'une famille unie, connu pour sa gentillesse, toujours prêt à réparer les mobylettes, se convertit à l'islam à l'âge de dix-sept ans, après avoir assidûment fréquenté les sites Internet idoines et les vidéos correspondantes sur les réseaux sociaux.

Déçu par un premier voyage en Mauritanie, où l'islam enseigné ne correspond pas à ses exigences, et ayant visionné les images d'enfants morts sous les bombardements de l'aviation de Bachar el-Assad, il part pour Istanbul à l'été 2013, avec un billet d'avion payé 170 euros, traversant sans encombre les frontières en treillis et bottes militaires. Lors d'un entretien recueilli *via* Skype en juillet 2014 par une chaîne d'information en continu, il déclare depuis sa caserne de Raqqa être soldé par Daesh 30 dollars par mois (on est loin des sommes fantasmées par Nabe !) et faire partie d'un groupe d'une quarantaine de combattants. Il affirme aussi s'être radicalisé seul sur Internet et mener le djihad pour faire appliquer les lois d'Allah sur terre, et se dit prêt à accepter le martyre pour la cause.

Le 4 janvier 2015, trois jours avant la tuerie au siège de *Charlie Hebdo*, Maxime Hauchard se présente dans un fil Twitter sous son nom véritable, avec pour photo le célèbre cliché tiré de la vidéo de novembre 2014, où il figure en bourreau d'un des aviateurs syriens. Il y échange des tweets prémonitoires avec ses interlocuteurs, parmi lesquels la rédaction du journal *Le Monde* (typographie rectifiée) :

> — #MaximeHauchard. *Je reste informé de la situation politique, économique et sociale en France afin de mieux préparer la contre-attaque* […]. *L'État français doit bien savoir que la guerre ne se déroulera pas toujours dans les pays musulmans* […]. *Donc, un jour, il*

faudra bien s'attendre que ce soit l'armée islamique qui entre en France. Et ce sera bien mérité.

5

Les retournements du vote musulman

L’élection de François Hollande au printemps 2012 infléchit les dynamiques politiques. Si la vive défiance à l’égard de Nicolas Sarkozy se traduit en un vote sanction, la victoire du premier président socialiste depuis 1988 s’accompagne de fortes attentes en matière économique et sociale dans une France durablement frappée par la crise, la montée du chômage et la précarité.

L’action du gouvernement de Jean-Marc Ayrault rencontre rapidement ses limites en matière de relance de l’emploi, fragilisant ainsi le président de la République. Les engagements de campagne ne sont pas tenus, entraînant une profonde déception. La gauche s’est pourtant mobilisée, escomptant tourner la page des années Sarkozy. Pour les votants des banlieues, la victoire de François Hollande entretient l’espoir d’un changement de politique envers les quartiers marginalisés et leurs habitants. Mais la gauche au pouvoir ne tarde pas à se détourner de cet électorat qu’elle tend à considérer comme conquis durablement après deux épisodes de forte participation en 2007 et 2012.

Les mois qui suivent l’arrivée aux affaires de François Hollande provoquent un nouveau divorce : la défiance des quartiers populaires est celle de générations citoyennes dont une majorité est née et a été socialisée politiquement en France et a toujours connu un Front national aux scores importants. Enfin, le rapport à la droite des enfants de l’immigration est conditionné par leur rejet de Nicolas Sarkozy.

Dans ce contexte, le référentiel politique de ces nouveaux votants se distingue nettement de celui du reste du corps électoral, suscitant, pour la période 2012-2015, des lignes de clivage idéologique inédites.

La montée du chômage et des inégalités

Au soir du 6 mai 2012, la France connaît un taux de chômage de 9,7 %. Nicolas Sarkozy est parvenu, dans une première phase de son mandat présidentiel, à le faire descendre sous les 8 %, avant que la crise ne mette un terme à cette dynamique. Au quatrième trimestre 2012, la barre des 10 %, au sens du BIT (Bureau international du travail), est franchie. Au deuxième trimestre 2013, le seuil des 10,5 % est frôlé, niveau finalement atteint à la fin de 2014.

Au gré des alternances, la situation de l’emploi ne cesse de s’assombrir. L’image du gouvernement et sa capacité d’agir en pâtissent, ce que traduit la défiance d’une part croissante de la société envers lui. De 2009 à 2014, la part des personnes considérant que les responsables politiques ne se préoccupent pas des électeurs passe de 81 % à 89 %. Dans le même temps, le nombre de ceux qui estiment que la démocratie ne fonctionne pas bondit de 48 % à 73 %. Dans le courant de 2013, les opinions négatives grimpent de 54 % à 69 %. L’impuissance des gouvernements successifs à agir efficacement sur l’emploi convertit et transforme les attentes de 2012 en une situation de crise larvée, dont le Front national tire les dividendes.

Une telle situation témoigne de la montée de tensions sociales et politiques. Mais en s’attachant aux évolutions locales, on décèle des bouleversements plus brutaux encore. D’après les données des recensements de l’Insee, la part de la

population des quinze à soixante-cinq ans sans travail en Seine-Saint-Denis passe de 12,2 % en 2006 à 13,1 % en 2011. Il faut y ajouter les 11 % d'adultes inactifs (hors étudiants et retraités) qui n'occupent aucun emploi. Mais l'aggravation du phénomène dans les classes populaires se traduit inégalement selon la nationalité des individus. En Seine-Saint-Denis, 14,6 % des Français de quinze à soixante-cinq ans nés en France sont au chômage. Cette situation concerne près de 19 % des Français ayant acquis la nationalité française, 31 % des étrangers d'origine maghrébine, 27 % de ceux d'origine subsaharienne et 33 % de ceux d'origine turque.

Paradoxalement, les inégalités devant le chômage entre les différents groupes nationaux sont encore plus importantes dans d'autres départements urbains, comme le Rhône et les Bouches-du-Rhône, l'accès à l'emploi des Français de naissance y étant meilleur. Si le diplôme protège efficacement du chômage, il ne réduit pas les inégalités entre les classes sociales ni entre les nationalités. Les différences se maintiennent même lorsque est neutralisé l'effet du niveau d'études sur les situations individuelles.

Ce n'est pas le seul facteur qui pèse sur les conditions de vie dans les territoires de relégation. En mai 2012, la Seine-Saint-Denis compte 125 700 chômeurs. Trois ans plus tard, on en compte 36 700 supplémentaires. Ce département emblématique du vote des banlieues populaires en faveur de la gauche est frappé par une dégradation rapide et profonde du marché du travail. Cette hausse de 29 % du nombre de demandeurs d'emploi se produit dans des quartiers où le chômage touche parfois déjà plus de la moitié de la population active.

Les statistiques présentent cependant une vision meilleure de la situation que la réalité. Quantité de jeunes des quartiers populaires ne parviennent pas à obtenir un premier emploi et ne figurent donc qu'en tant qu'inactifs dans les données officielles. De même, les sans-papiers ne peuvent être pris en compte. Le tableau officiel dépeint de fait une estimation minimale de la dégradation sociale du département.

Ces évolutions produisent aussi des effets durables, limitant les perspectives d'avenir des personnes concernées. Parmi les jeunes diplômés qui ne trouvent

pas de premier emploi, nombreux sont les descendants d'immigrés déçus après avoir placé leurs espoirs dans l'institution scolaire. Entre choc de court terme et effets de long terme, la crise creuse des failles profondes qui s'agrandiront progressivement au cours du quinquennat.

Après des années d'attente, la frustration à l'égard de la gauche est encore plus forte et plus douloureuse que dans le reste du pays, où la cote de popularité de François Hollande s'effondre rapidement. De juillet 2012 à septembre 2015, les opinions favorables envers le président de la République passent de 55 % à 13 %. Cette chute de plus de quarante points ne connaît aucun précédent dans l'histoire politique française.

Ces phénomènes s'inscrivent dans un mouvement global de reflux du soutien à François Hollande qui s'est exprimé en juin 2012. La crise économique a provoqué un choc dans les consciences. L'angoisse du chômage se renforce, y compris chez les personnes jusque-là épargnées. Dans le même temps, la question des banlieues populaires est marginalisée. Alors qu'elle se trouvait au cœur des débats au cours des campagnes électorales de 2002 et 2007, elle paraît à présent reléguée en périphérie des préoccupations gouvernementales.

L'association faite entre la dégradation des quartiers et le désintérêt des responsables politiques débouche sur la recherche d'autres issues, notamment spirituelles, pour certains jeunes. L'engagement religieux offre la possibilité de recouvrer une dignité personnelle et une légitimité sociale que ne fournissent plus le travail ni la participation politique. Le lien entre les territoires marginalisés et le vote n'est pas totalement rompu, mais se fait jour une dynamique de repli dans l'attente de nouvelles offres politiques et la socialisation procurée par celles-ci se déconstruit.

L'absence de perspective électorale alternative à la gauche et qui soit favorable à l'immigration et au développement de l'islam en France fait que beaucoup de ces électeurs se retrouvent sans débouchés clairs dans le champ politique. Dépourvus de capacité à produire *sui generis* des candidats et des partis associés à leurs attentes, ils se voient contraints de projeter, au prix de douloureux compromis, leurs préférences sur une offre politique existante, parfois marquée à droite.

Du désespoir social au conservatisme autoritaire

Ni les émeutes de 2005 ni les révoltes sporadiques ayant éclaté depuis lors n'ont offert d'horizon durable à l'intégration politique des descendants de l'immigration postcoloniale. Au contraire, on commence à discerner un processus de « désintégration » qui recoupe à la fois la désaffiliation et la défiance morale de personnes frappées par la précarité, dont les pratiques culturelles et religieuses sont rejetées et marginalisées. La séparation des groupes sociaux, parvenue à une situation de paroxysme, n'est plus combattue, mais revendiquée et entretenue selon une logique de retournement du stigmate.

Devant l'impossibilité de rejoindre le courant dominant de la société française, certains jeunes de banlieue populaire, en particulier musulmans, s'inscrivent en rupture. Le désir de fuir le quartier se transforme en besoin de se dissocier de la France et de la quitter. C'est pourquoi la tendance à la radicalisation religieuse s'apparente à la production syncrétique d'un imaginaire social épuré, marqué par des normes strictes, notamment en matière de rôle de genre, et par une mise à distance de l'organisation économique des sociétés occidentales.

L'islam politique n'apparaît plus dès lors seulement comme un projet de maîtrise et de reprise en main de la vie déstructurée dans les quartiers marginalisés, mais surtout comme une tentative de contrôle systématique de tous les aspects de l'existence. Cet horizon autoritaire semble offrir une garantie de

stabilité, de retour à l’« ordre naturel des choses », en même temps qu’un moyen de définir de nouvelles « logiques de l’honneur ».

Bien qu’ils soient aujourd’hui au cœur des préoccupations pour leurs connexions potentielles avec le terrorisme international, les activistes pèsent d’un poids numérique limité. La jonction entre la dénonciation des inégalités et des injustices, d’une part, et l’adoption de pratiques autoritaires, d’autre part, n’en produit pas moins un cocktail séduisant pour une partie des jeunes. Cet attrait concerne aussi les individus qui n’ont pas grandi dans une famille musulmane, mais ont partagé l’épreuve de l’exclusion. Dans les groupes déstabilisés par les expériences coloniales et migratoires, par la précarité et la pauvreté, par l’infériorisation culturelle et symbolique, l’imposition d’une norme religieuse rigoureuse se pose en restauratrice d’un contrôle social fort.

Il existe en outre un courant conservateur, qui bénéficie des apports des habitants souvent les plus diplômés et les mieux insérés dans le monde du travail. L’idéal d’une bourgeoisie religieuse islamique, que l’on retrouve notamment dans le commerce des symboles et des activités religieuses, des modes vestimentaires et de l’agroalimentaire halal, offre un nouveau support de politisation à la jeunesse issue de l’immigration, mais s’étant détournée de la gauche, perçue comme favorisant l’assistanat au détriment de l’entrepreneuriat.

Cette attitude est interprétée comme visant à maintenir les habitants des quartiers populaires dans une situation de dépendance et d’infériorité. Les protections sociales découplées du travail s’inscrivent en palliatif des discriminations systémiques et des inégalités scolaires qui s’accroissent, particulièrement dans l’enseignement secondaire et supérieur. La déconnexion des trajectoires sociales et éducatives pour les jeunes diplômés tenus à l’écart du marché de l’emploi attise le sentiment de vivre dans un « pays de malheur ». C’est une frange de ces personnes que l’on retrouve en marge de la Manif pour tous, s’alliant avec des organisations chrétiennes pour s’opposer au mariage homosexuel.

La configuration sociopolitique des banlieues est cependant loin d’être homogène. Tous les électeurs musulmans n’adoptent pas les mêmes convictions idéologiques, et la transcription dans le champ électoral des exigences

religieuses n’emprunte pas un chemin unique. Ces mécanismes multiples expliquent pourquoi il n’existe pas de parti commun exprimant les revendications des musulmans de France. La caractéristique fondamentale des descendants des deuxième et troisième vagues d’immigration est d’avoir suivi des trajectoires dispersées dans la société française. La fragmentation religieuse et idéologique à laquelle on assiste depuis une dizaine d’années n’est en réalité que le reflet de ces différences sociales importantes.

Si l’hostilité à l’égard de Nicolas Sarkozy a été un vecteur unificateur de l’électorat des banlieues populaires (au-delà des seuls musulmans), cette unité de façade ne résiste pas à l’épreuve du temps et des déceptions. L’opposition aux courants de la droite les plus défavorables à l’immigration demeure forte, mais le changement de stratégie de communication de certains groupes traditionalistes peut recevoir un écho positif.

Au début de 2013, la Manif pour tous incarne ce renouveau conservateur capable de susciter des mobilisations dans ces milieux. Le mouvement émerge d’abord des organisations religieuses et de la société civile. Les partis politiques, restant le plus souvent dans une position de suiveurs et de soutiens, n’endossent pas véritablement le rôle d’organisateurs de la protestation ni de diffuseurs de ses mots d’ordre. Comme en 1984, après l’élection de François Mitterrand, à l’occasion des manifestations en défense de l’école libre, le pays est secoué par une mobilisation des blocs sociaux conservateurs sur des questions de société. À trente années d’intervalle, le pouvoir de gauche, à nouveau en proie à d’importantes difficultés économiques, se voit contraint de changer de cap.

Ce basculement réoriente tout le discours politique sur des thématiques sociétales. Les colères symbolisées par l’exaspération contre la hausse des impôts décidée par le gouvernement se transposent sur le terrain des valeurs. Cette dynamique s’applique de façon équivalente au mouvement des « bonnets rouges » en Bretagne, dont la démarche régionaliste offre des perspectives à l’extrême droite. Ces « humeurs » de l’opinion introduisent une porosité croissante entre le Front national et le reste de la droite française, laquelle se matérialise dans les cortèges de la Manif pour tous.

L’émergence de groupes islamiques traditionalistes

Ces rassemblements conservateurs suscitent aussi la mobilisation de certains groupes islamiques, à l’image du collectif « Fils de France », officiellement lancé en mars 2012, mais dont les premières publications remontent à 2011. Parmi ses parrains figurent notamment Nicolas Dupont-Aignan, Robert Ménard, alors animateur sur Sud-Radio, le père Michel Lelong, intervenant régulier de Radio Courtoisie, et le recteur de la mosquée de Bordeaux, Tareq Obrou.

Ces personnalités lui apportent une visibilité médiatique et diffusent les principaux entretiens publics accordés par l’association militante au cours des trois premières années. Principalement présent sur Internet, Fils de France considère le pays comme une « grande maison ». Reprenant certains des vocables de l’extrême droite, le collectif déclare son « amour pour la France éternelle » et rejette la mondialisation. Le logo, un coq, est associé à une typographie renvoyant au symbolisme des mouvements traditionalistes. Le principe nationaliste, et non républicain, constitue ici la référence permettant de fondre les particularismes :

> — *Nous voulons rationaliser une évidence : un Français musulman peut être patriote à l’instar d’un Français catholique, juif, protestant, agnostique ou athée.*

Dans une interview au site « Boulevard Voltaire », Camel Bechikh, président de l'association, déclare « naturel que les musulmans français défendent la famille traditionnelle ». Il formalise en outre son affiliation à la Manif pour tous, « sous la direction d'un chef d'orchestre exceptionnel : Ludovine de La Rochère ». Camel Bechikh, proche du parti chrétien-démocrate, dont les principales figures sont Christine Boutin et Xavier Lemoine, maire de Montfermeil, publie avec celui-ci, le 23 février 2015, une interview croisée conduite par Guillaume de Prémare, membre d'Ichtus, groupe chrétien proche de Civitas, dont les militants sont à l'initiative du durcissement de la Manif pour tous.

Si l'opposition morale au mariage homosexuel correspond aux attitudes plutôt conservatrices des musulmans des milieux populaires, ces derniers sont rares à participer aux mouvements de rue. Ceux qui se mobilisent ne sont pas les jeunes de banlieue, mais les membres de la bourgeoisie islamique émergente, dont les priorités politiques ne se cantonnent plus aux questions économiques et sociales, mais envahissent le terrain des valeurs. La participation aux cortèges n'apporte toutefois qu'un semblant d'intégration politique à ces groupes.

Les « Journées de retrait de l'école » (JRE) obtiennent en revanche un succès plus visible dans certains quartiers populaires. Cette initiative, lancée en décembre 2013, vise à protester contre l'enseignement de la théorie du genre et la diffusion des *ABCD de l'égalité* entre filles et garçons dans les établissements scolaires, dénoncés comme une promotion de l'homosexualité et une mise en cause des valeurs familiales traditionnelles. L'objectif est de pousser les parents à retirer leurs enfants de l'école une journée par mois jusqu'à ce que satisfaction soit obtenue. Elle est principalement dirigée vers les parents musulmans, et, en janvier 2014, la première JRE voit jusqu'à 30 % d'élèves absents dans certains établissements de la banlieue parisienne où la population musulmane est nombreuse.

Les JRE ont été lancées par Farida Belghoul, dont l'itinéraire est emblématique de l'évolution de certaines élites issues de l'immigration. Présente à la Marche des beurs en 1983, elle dirige l'année suivante le rassemblement Convergence 84, qui attire soixante mille personnes à Paris autour d'une

thématique antiraciste d'extrême gauche qui dénonce la récupération du phénomène par le parti socialiste. Après un long retrait du militantisme, elle se rapproche en 2013 d'Alain Soral, dont le site Égalité et réconciliation poste ses revendications hostiles à la théorie du genre, pour lesquelles elle reçoit également le soutien de mouvements catholiques traditionalistes marqués à l'extrême droite. Elle se félicite de cette « convergence islamo-catholique » lorsque la décision de ne plus diffuser les *ABCD de l'égalité* est annoncée, en juin 2014, mais la dynamique des JRE s'est essoufflée, et elle rompt avec Soral au terme d'une année d'idylle.

D'autres thématiques divisent ces mouvements traditionalistes chrétiens et musulmans, comme le rapport à la laïcité, souvent ressentie comme un bouclier contre l'« islamisation » chez les électeurs de droite, ou le développement de revendications religieuses musulmanes telles que l'opposition à l'interdiction du port du voile à l'école ou du *niqab* dans l'espace public. Les convergences politiques découlent en réalité de proximités sociales introduites lorsque des familles musulmanes décident de scolariser leurs enfants dans des écoles privées catholiques afin de les tenir éloignés des établissements publics de leur secteur perçus comme violents et nuisibles à leur parcours éducatif.

L'évolution idéologique observée dans certaines composantes de l'électorat des quartiers populaires n'est pas seulement la conséquence d'un attrait pour les revendications conservatrices. Après tout, l'électorat des classes ouvrières communistes n'a jamais non plus été tellement marqué par des positions permissives en matière de genre ou de liberté sexuelle. La montée durable du chômage et de la précarité, amorcée de façon brutale avec la crise, au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, ne s'est pas interrompue avec la victoire de la gauche, et les espoirs placés en François Hollande, plus profondément liés au départ de Nicolas Sarkozy de l'Élysée, n'ont pas trouvé de concrétisation.

La demande de considération et de valorisation symbolique publiques des habitants des banlieues et des musulmans n'a été que faiblement relayée dans les sphères du pouvoir. Si le PS et ses alliés se sont félicités de la forte mobilisation électorale en leur faveur à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012, l'attention politique accordée réellement à cet électorat est restée plus que

limitée. Devant la montée du Front national et le durcissement idéologique de la droite initié par Nicolas Sarkozy, nombreux sont les élus de gauche à percevoir comme une évidence la mobilisation en leur faveur des enfants de l'immigration, considérés comme des votants captifs.

Tout se passe comme si les bouleversements survenus depuis les émeutes de 2005 n'avaient pas modifié en profondeur le lien entre les partis et les habitants des quartiers. Pour de nombreux élus locaux, l'enjeu demeure de conserver les voix des cités. La démobilisation est ici moins à craindre que le tissage de nouvelles alliances, car les suffrages perdus au profit d'un autre candidat ou parti sont toujours plus difficiles à reconquérir.

Durant les trois premières années du mandat de François Hollande, la question des banlieues populaires reste au second plan, et des thématiques, considérées comme secondaires pendant la campagne électorale, sont portées sur le devant de la scène. Si la politique de la ville a fait l'objet d'une certaine attention en matière de sécurité, avec la constitution de « zones de sécurité prioritaires », et d'intervention urbaine, avec la redéfinition des quartiers bénéficiaires des crédits de l'État, elle reste trop timide pour contrecarrer l'augmentation des inégalités entre les quartiers. Les efforts du gouvernement, de faible ampleur et sectorisés, ne sont pas en mesure d'enrayer la dégradation des territoires marginalisés ni de répondre aux attentes de leurs habitants.

L’irritant laïque

La thématique de la laïcité, parfois perçue comme un principe et une pratique discriminatoires à l’égard des musulmans, est régulièrement dénoncée comme un prétexte à l’encadrement de leurs habitudes religieuses (port des vêtements, ouverture des piscines, consommation d’alcool, etc.).

En septembre 2012, Vincent Peillon, ministre de l’Éducation nationale, prône l’instauration d’un enseignement de « morale laïque » dès la rentrée 2013. L’objectif est d’intégrer dans le cadre scolaire des débats qui sont réputés lui échapper. Le ministre déclare dans *Le Journal du dimanche* que « si ces questions ne sont pas posées, réfléchies, enseignées à l’école, elles le sont ailleurs par les marchands et par les intégristes de toutes sortes », ajoutant : « Le but de la morale laïque est de permettre à chaque élève de s’émanciper, car le point de départ de la laïcité c’est le respect absolu de la liberté de conscience. Pour donner la liberté du choix, il faut être capable d’arracher l’élève à tous les déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel, pour après faire un choix. »

L’affaire de la crèche Baby Loup déplace ensuite la question hors de la sphère publique. Un procès oppose en effet la directrice d’une crèche associative à l’une de ses salariées revenue au travail au terme d’un congé maternité en portant le voile. L’établissement est partiellement financé par les collectivités locales au titre d’une délégation de service public. L’employée qui revendique sa

liberté de pratique religieuse est licenciée. Au terme d'un long parcours judiciaire, la Cour de cassation tranche en faveur de la directrice dans un arrêt du 25 juin 2014, désavouant la cour d'appel de Paris qui avait, elle, donné raison à la salariée. Le rendu final définit « les conditions auxquelles une personne privée, en l'espèce une association, peut restreindre la liberté de ses salariés de manifester leurs convictions religieuses sur leur lieu de travail ». La Cour ajoute que le principe de laïcité ne s'applique pas à l'ensemble des pratiques religieuses dans le cadre des entreprises privées et que « la restriction à la liberté de manifester sa religion […] ne présent[e] pas un caractère général, mais [est] suffisamment précise, justifiée par la nature des tâches accomplies par les salariés de l'association et proportionnée au but recherché ».

Le débat sur les formes d'encadrement et d'expression de l'appartenance religieuse dans le cadre des entreprises privées n'est, on le voit, tranché ni dans les prises de position politique ni dans le droit. L'affaire Baby Loup déclenche de nombreuses réactions. Si les organisations traditionnellement en faveur de la laïcité s'engagent dans la défense de la directrice de la crèche, Natalia Baleato, d'autres groupes, notamment des associations musulmanes, prennent le parti de la salariée. L'espace du débat sur la laïcité est certes sorti de ses cadres historiques que sont l'école et le service public, mais cela n'entraîne pas une forte mobilisation populaire. Ce sont les questions concernant l'éducation qui continuent de cristalliser les tensions et les fractures de la société française, conséquences de la poussée du chômage et de la précarité. Les angoisses comme les incertitudes et les stratégies des familles remontent toutes vers le système scolaire, perçu comme juge de paix des trajectoires individuelles et des chances pour l'avenir.

Plus déstabilisante encore, la sortie d'un rapport sur la politique d'intégration française, commandé par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault en 2012 et publié en décembre 2013, fait éclater au grand jour les divergences entre les différents courants socialistes et les composantes du gouvernement. Une des cinq parties de ce document suggère de revenir sur l'interdiction du port du voile dans les établissements scolaires, prenant position contre l'orientation voulue par le ministre de l'Éducation nationale. Les auteurs affirment qu'« il importe de

réfléchir aux conditions de développement d'une conception inclusive et libérale de la laïcité, d'une laïcité commune, sensible à la fois aux contextes et aux conséquences de sa mise en pratique ».

L'appel au compromis et à la négociation sur les termes et les modalités d'application du principe de laïcité fracture le fragile consensus sur les dispositifs en vigueur. Signe des confrontations qui couvent, le rapport est retiré du site Internet de l'hôtel Matignon dans les semaines qui suivent. Si une partie de la gauche demande la « reconnaissance » de la « diversité culturelle » de la France, l'exécutif tranche en faveur de la continuité avec la pratique historique du parti socialiste au pouvoir, incarnée à l'époque de Lionel Jospin par Jean-Pierre Chevènement.

Moins d'un an après la reconquête de l'Élysée et de l'Assemblée nationale, la majorité apparaît divisée, contestée par une partie de sa base et fragilisée sur une de ses thématiques historiques. Alors que la défense de la laïcité et l'antiracisme avaient joué un rôle de ciment idéologique pour la gauche des années 1980 après l'adoption du « tournant de la rigueur », la configuration des années 2010 débouche sur un émiettement antagoniste des manières d'encadrer les pratiques religieuses et d'agir contre le racisme.

Contrairement à la situation qui prévalait durant le dernier quart du XXe siècle, où l'ascension sociale de nombreux enfants de l'immigration nord-africaine se traduisait par une laïcisation des comportements et l'identification aux valeurs contestataires internes à la société française, comme l'adhésion au PCF et à la CGT, voire au PS, ou le basculement dans le gauchisme, la prégnance du salafisme change progressivement la donne à partir du début du nouveau millénaire, avec le 11 septembre 2001, et après les émeutes de 2005. L'apparition d'un modèle de rupture avec les valeurs de la « société mécréante » se substitue au précédent modèle de rupture sociale avec la « société bourgeoise ». En émerge une génération de diplômés, de cadres et d'entrepreneurs de culture musulmane, imbus de valeurs de droite et révérant les forces du marché.

L'exacerbation identitaire de la norme salafiste, importée d'Arabie saoudite et exprimée par la référence au *halal* (licite) dans leur mode de comportement et

de consommation et leur opposition au *haram* (interdit), fournit à ces diplômés l'espoir de se constituer en « intellectuels organiques » des jeunes de banlieue déshérités au nom du respect des mêmes normes islamiques « se désavouant » culturellement d'avec la société mécréante. Ils peuvent dès lors transcender, au nom de la religion intégrale dont ils réclament la mise en œuvre, les différences et contradictions de classes entre eux-mêmes et les jeunes marginalisés et chercher à obtenir leurs suffrages.

L'anathème fulminé contre le mariage homosexuel *haram*, péché cardinal au regard de l'islam, apparaît comme une ressource politique en ce qu'il permet de dissocier cet électorat populaire de ses attaches sociales à gauche. Pour avoir rendu licite le péché de Loth (*lout* en arabe, le terme dérivé *louti* correspondant à « sodomite »), le parti socialiste se trouve désormais frappé de la malédiction de « corrupteur sur la terre ».

La tradition islamique doctrinale punit en effet la sodomie avec la plus extrême rigueur, prescrivant de mettre ses pratiquants à mort. Le septième numéro du magazine *Dabiq* publie ainsi en janvier 2015 un reportage illustré sur la purification musulmane des mœurs dans la ville syrienne de Raqqa, passée sous le contrôle de Daesh. On y voit un « sodomite » aux yeux bandés juché au sommet d'un immeuble avant d'en être précipité, puis son cadavre fracassé à terre livré aux profanations de la foule. L'article accompagnant les images justifie ce châtiment au nom des textes sacrés. En incrustation sur des images ultérieures de lapidation à mort d'un couple d'homosexuels à Homs figure ce hadith du Prophète (en arabe) :

> *— L'Envoyé d'Allah — Bénédiction d'Allah et salut sur Lui — a dit : « Qui que vous trouviez qui agit à la manière des gens de Loth, tuez l'actif et le passif ! »*

Outre la nature peccamineuse du mariage homosexuel, qui lui vaut l'exécration en chaire des imams et l'opprobre de leurs ouailles, dont nombre d'électeurs français, la loi Taubira de mai 2013 pose un problème de principe qui

met en cause, aux yeux de certains fidèles, l'universalisme même dont se targue le droit français pour s'opposer à l'application du droit musulman du mariage. Si un lobby bien organisé est parvenu à user de son influence politique pour légaliser une pratique autrefois extralégale, c'est bien que le droit français n'est pas intangible et ne saurait donc s'opposer à ceux qui souhaitent pratiquer des unions musulmanes selon les règles de la charia. Il suffirait qu'un lobby islamique se structure, à l'instar du lobby homosexuel, pour donner force de loi universelle au droit dont se réclame cette communauté.

Dans l'attente de l'horizon désormais envisageable de la reconnaissance légale du mariage islamique, et donc de la répudiation et de la polygamie sur le territoire français, rien n'empêche d'accomplir celui-ci à l'abri du statut juridique du concubinage, aujourd'hui pratiqué par une large part des citoyens français, et dont le président de la République lui-même offre l'exemple. L'objectif d'unification des musulmans sous la bannière du rejet de l'homosexualité est bien entendu loin d'être atteint par ces moyens.

Cependant, la loi Taubira coalise contre le parti socialiste une partie de son ancien électorat musulman en même temps qu'elle pousse des citoyens récents à s'organiser en lobby électoral afin de faire reconnaître, eux aussi, des droits communautaires. Cela favorise l'entrée en politique de ces « entrepreneurs du halal » qui, aux élections municipales de mars 2014, contribuent au basculement à droite des villes de tradition populaire, comme Bobigny, la préfecture de Seine-Saint-Denis, ou la grosse ville d'Aulnay-sous-Bois, dans ce même département. Outre la désaffection de l'électorat musulman des cités, qui s'abstient de voter à gauche pour sanctionner le fiasco économique du gouvernement, des acteurs communautaires islamiques, présents sur des listes de droite — en particulier celles de l'UDI dirigée par le maire de Drancy Jean-Christophe Lagarde — captent un vote religieux hostile aux « corrupteurs sur la terre » socialistes.

Ce phénomène ne constitue encore qu'un déterminant limité du « vote musulman » aux élections municipales de 2014. Il n'en montre pas moins les prémices d'une évolution. À terme, un critère identitaire se réclamant de l'islam intégral pourrait se substituer au critère social de juin 2012. Cette mutation se

produit dans un contexte où le rejet de la gauche touche massivement l'électorat populaire « français de souche », comme l'indique le succès du Front national cette même année. Premier parti de France aux élections européennes de mai 2014, il est, depuis 2012, le parti préféré des ouvriers et des employés. Et il compte quelques élus — ainsi qu'un certain nombre d'électeurs — musulmans qui font leur son combat contre la « mondialisation » et l'Europe, facteurs de paupérisation et de précarité.

« Manifs pour Gaza » et djihad contre les juifs

C’est dans ce contexte d’exacerbation de la fragmentation identitaire de la société française que se précipitent au Moyen-Orient, au début d’un été 2014 qui coïncide avec le ramadan, des événements qui vont y faire écho avec violence et accentuer la déchirure du tissu social. L’État islamique en Irak et au Levant, ou Daesh, s’empare de Mossoul le 10 juin avant d’y proclamer le « califat » le 29, premier jour du mois sacré du jeûne musulman.

L’intensification du conflit en Syrie, qui menace le régime de Bachar el-Assad, conduit celui-ci à faire appel aux miliciens chiites du Hezbollah libanais pour combattre les djihadistes sunnites qui ont coupé la route entre Damas, Homs et la côte alaouite. Les soldats du « parti de Dieu », avec l’aval de l’Iran, franchissent donc la frontière syrienne, retournant contre les sunnites les armes originellement fournies par Téhéran pour affronter l’« entité sioniste ».

On avait pu apprécier, lors de la guerre dite des « Trente-Trois-Jours », à l’été 2006, avec quelle efficacité le Hezbollah avait mené un combat asymétrique contre Tsahal, l’armée la plus puissante du Moyen-Orient. Mais en cet été 2014, le front libano-israélien se trouve dégarni du fait de l’engagement de la milice chiite dans la guerre civile syrienne. Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou voit là l’opportunité d’éliminer militairement son adversaire du Hamas, retranché dans la bande de Gaza. Le Hezbollah empêtré en Syrie ne peut voler à son secours et bombarder Haïfa de ses missiles ; l’Égypte

du maréchal Sissi, ennemi des Frères musulmans dont le Hamas représente la branche palestinienne, veille au blocus de la frontière sud de Gaza ; et l'Autorité palestinienne à Ramallah n'attend que la destruction du Hamas pour retrouver son lustre auprès de son peuple.

Quant à l'Iran, dont le Hamas constitue, avec le Hezbollah, le principal levier pour exercer une pression militaire sur Israël, il paraît passablement désabusé envers son protégé sunnite palestinien, qui a quitté son siège de Damas en solidarité avec les rebelles sunnites syriens opposés au régime philo-iranien de Bachar el-Assad. Enfin, l'attention du monde arabe — et celle du monde en général — est tout entière focalisée sur la proclamation du califat de Daesh à Mossoul et sur l'affrontement entre sunnites et chiites.

Le contexte semble donc favorable à une offensive israélienne contre le Hamas à Gaza dans des conditions militaires et diplomatiques idéales, qui assureront l'avenir politique de Benyamin Netanyahou. L'opportunité lui en est fournie par l'enlèvement, le 12 juin 2014, de trois jeunes colons israéliens élèves d'une yeshiva alors qu'ils font de l'auto-stop en Cisjordanie pour rentrer chez eux à Hébron. Ils seront retrouvés morts le 30 juin. En rétorsion au rapt, imputé à des militants du Hamas, des Israéliens brûlent vif un jeune Palestinien le lendemain, après quoi une pluie de roquettes tirées de la bande de Gaza s'abat sur Israël suite à la diffusion des nouvelles du lynchage. L'opération « Bordure protectrice » est lancée par Israël le 8 juillet. Elle dure jusqu'au 26 août.

Si la réélection de Benyamin Netanyahou advient, en effet, en mars 2015, lui offrant un troisième mandat consécutif, c'est au prix de dommages considérables tant pour les populations bombardées de Gaza, qui comptent environ deux mille tués (contre soixante-douze Israéliens), que pour la réputation internationale de l'État hébreu, fortement critiqué pour la disproportion entre le nombre de victimes civiles (entre 70 % et 80 % du total) et les objectifs politico-militaires proclamés de destruction des silos de missiles Qassam et d'éradication du Hamas. Le pouvoir et l'aura de ce dernier, qui parvient à monopoliser légitimité de l'opposition à Israël et victimisation, en sortent inébranlés, et son arsenal seulement partiellement entamé.

En France, la répercussion des événements de Gaza prend une dimension paroxystique, prolongeant paradoxalement les déchirures ethno-confessionnelles du tissu social, que la Manif pour tous a révélées, et fédérant de manière inédite des registres contestataires multiples devant le président de la République. L'Élysée met le feu aux poudres en publiant, le 9 juillet, un communiqué relatant son entretien avec Benyamin Netanyahou après le lancement de l'opération « Bordure protectrice » :

> — *Il* [le Président] *lui a exprimé la solidarité de la France face aux tirs de roquettes en provenance de Gaza. Il lui a rappelé que la France condamne fermement ces agressions. Il appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces.*

Le chef de l'État, pour avoir donné son blanc-seing à l'offensive sur Gaza, se voit aussitôt accusé de trahir la politique équilibrée de la France dans le conflit israélo-palestinien. Même si, dès le lendemain, au cours d'un entretien avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, François Hollande déplore « que les opérations militaires en cours aient déjà fait de nombreuses victimes palestiniennes » et en appelle à la retenue, le mal est fait. La valse-hésitation rend inaudible la voix de l'État, pourtant cruciale dans les sujets régaliens de politique étrangère, et ouvre à tous les débordements de rue. Comme dans l'affaire syrienne, se pose à nouveau la question de la compétence de l'entourage présidentiel censé comprendre les enjeux du Moyen-Orient et leur incidence sur la France.

La mobilisation pour Gaza qui s'ensuit creuse les antagonismes de la société française autour de failles culturelles et religieuses. Le djihadisme y trouve d'autant mieux prise après la proclamation du califat par Daesh le 29 juin 2014. Celle-ci fournit un vecteur d'identification unitaire à des initiatives djihadistes spectaculaires, mais jusqu'alors disparates. Par ailleurs, la survenue du ramadan en juillet, mois durant lequel se déroule la majorité des manifestations de soutien

à Gaza, facilite la traduction dans un registre religieux, contrôlé par les acteurs islamistes, d'une protestation politique contre les exactions de l'armée israélienne.

Depuis les années 2000 et l'émergence de la troisième génération de l'islam de France, la solidarité avec la Palestine, et plus particulièrement avec le Hamas, a donné les premières opportunités de visibilité politique aux mouvements islamistes souhaitant offrir à la jeunesse postcoloniale des banlieues populaires une projection universelle de leur frustration sociale. Cela s'était déjà produit à l'occasion des manifestations de solidarité organisées pendant la guerre des Trente-Trois-Jours de l'été 2006 ainsi qu'en 2010 et 2011, lors des opérations destinées à forcer le blocus maritime maintenu dans la bande de Gaza par l'État hébreu.

Dans une telle configuration, le soutien à la Palestine demeure une question fédératrice majeure. Elle incarne une cause à la fois anti-impérialiste — pour une partie de l'électorat de gauche — et humaniste — pour la société française au sens large. La tournure que prennent les bombardements israéliens, avec leur grand nombre de victimes civiles, les images filmées par la télévision française d'enfants en train de jouer sur la plage de Gaza et tués en direct par un tir de navire de guerre sont propices à susciter l'indignation chez les téléspectateurs et les internautes, toutes inclinations confondues.

À Paris, les cortèges du 13 juillet, veille de fête nationale, se divisent entre mouvements de gauche et d'extrême gauche, qui ont déposé l'autorisation de manifester, d'un côté, et groupes islamistes ou identitaires proches de l'extrême droite judéophobe de l'autre.

Dans la partie « islamique » du défilé, le collectif « Cheikh Yassine », du nom du fondateur du Hamas tué par Israël en 2004, fait reprendre en chœur le slogan « Citoyens, résistance ! Hamas, résistance ! Djihad, résistance ! », parmi des clameurs en arabe appelant les missiles du Hamas à bombarder Tel-Aviv. Fleurissent en outre des panonceaux « Israël assassin, Hollande complice », tandis que retentissent les cris de « Mort aux juifs » et « Mort à Israël » et que la bannière salafiste noir sur blanc portant la double confession de foi musulmane, désormais popularisée par Daesh, se détache de la forêt de drapeaux palestiniens.

Paradent également à proximité des sympathisants de la Dieudosphère. Le mélange des registres idéologiques entre celle-ci et l'islamisme se donne notamment à voir chez un groupe de jeunes brandissant un missile Qassam en carton et effectuant la fameuse « quenelle » de Dieudonné, dont l'hebdomadaire *Marianne* publie la photographie. Ainsi, au délitement de l'alliance décennale islamo-gauchiste se substitue pour partie, lors de cette manifestation, le rapprochement entre islamistes et éléments radicaux de l'extrême droite soralienne, unis par une même détestation du « sionisme ». Jean-Marie Le Pen lui-même, se distinguant de l'entourage de sa fille soucieux de dissiper les soupçons d'antisémitisme récurrents portant sur le tout récemment autoproclamé « premier parti de France », dénonça avec force le martyre subi par les civils palestiniens.

Cette unité brisée entre « progressistes » et « antisionistes » s'exprime de manière dramatique et controversée lors de la dispersion de la manifestation quand des incidents éclatent à proximité de deux synagogues. Imputés par les uns aux « provocations de la Ligue de défense juive », un mouvement d'extrême droite se réclamant du rabbin raciste Meir Kahane, assassiné aux États-Unis en 1990, par les autres à des manifestants antisémites souhaitant traduire en actes les cris de « mort aux juifs », ces incidents sont pris assez au sérieux par les autorités pour interdire les deux manifestations suivantes.

Celles-ci se déroulent néanmoins, d'abord le 19 juillet dans le quartier de Barbès, symbole parisien traditionnel de l'immigration algérienne et lieu de fixation aujourd'hui encore des primo-arrivants clandestins, et le lendemain dans la ville de Sarcelles, incarnation des barres et des tours construites durant la seconde moitié du XXe siècle en banlieue, premier « grand ensemble » de France, dont la disgrâce engendra le néologisme « sarcellite » en 1962. Cette ville n'est pourtant pas choisie comme lieu de manifestation pour protester contre les pathologies de son urbanisme, mais parce qu'elle a pour caractéristique unique dans l'Hexagone d'être composée d'un tiers d'habitants de confession juive, originaires d'Afrique du Nord pour l'essentiel, et d'un autre tiers (en expansion) de confession musulmane.

Surnommée la « Petite Jérusalem », comme l'était Lunel au Moyen Âge, Sarcelles détient la plus forte concentration de magasins cacher, d'écoles et d'institutions juives de France, ainsi qu'un grand nombre de synagogues. Toutefois, en 1999, 62,2 % des mineurs de moins de dix-huit ans y étaient d'origine étrangère (ayant au moins un parent immigré), et, en 2005, les jeunes d'ascendance maghrébine, subsaharienne ou turque sont majoritaires. Afin d'atténuer ce déséquilibre croissant en faveur des musulmans, les chrétiens chaldéens réfugiés de Turquie et d'Irak ont été invités à s'installer dans la commune, devenue dès lors la capitale chaldéenne de France, avec l'inauguration de la cathédrale Saint-Thomas-l'Apôtre en 2004, et quelque dix mille fidèles établis dans les villes voisines du Val-d'Oise.

À Barbès, les gaz lacrymogènes lancés par les CRS pour contenir puis disperser ceux qui bravent l'interdiction de manifester figurent dans l'esprit de ces derniers les bombardements israéliens, et les saccages et déprédations la résistance du Hamas, les rues de la capitale s'apparentant à un théâtre où sont rejouées les scènes vues à la télévision. Cette symbolique de l'affrontement transplante métaphoriquement le conflit du Moyen-Orient à la société française, identifiant les Palestiniens opprimés par Israël aux enfants de l'immigration oppressés par la République postcoloniale. Cette comparaison avait déjà été faite par certains activistes des émeutes de 2005, lors du « gazage de la mosquée Bilal » par les CRS à Clichy-Montfermeil. De ce clash des civilisations, les compagnons de route « blancs » sont désormais exclus, tandis que l'alliance entre « indigènes de la République » et islamistes divers est scellée, au prix d'une récupération et d'une redéfinition *ad hoc* de la cause palestinienne.

À Sarcelles, les enjeux sont différents. La manifestation ne vise pas l'affrontement avec l'État français « colonial » qui serait assimilé à l'État hébreu, mais avec les juifs locaux, retranchés dans leur « Petite Jérusalem », en tant qu'incarnation du sionisme abominé. Les coïncidences grinçantes de l'histoire universelle veulent que, pendant que le califat islamique de Daesh tout juste proclamé persécute les chrétiens chaldéens à Mossoul et dans la plaine de Ninive, les chaldéens sarcellois, dont plusieurs boutiques sont pillées en même temps que les magasins juifs au fameux centre commercial situé au cœur du

grand ensemble, les Flanades (tandis que les commerces des musulmans, notamment des Turcs, ne sont pas touchés) servent aussi de victimes expiatoires aux émeutiers. La manifestation, initiée par un « élu de la diversité » souhaitant protester contre l'influence excessive selon lui des organisations juives dans le pouvoir municipal et fédérer sur son nom lors des prochains scrutins les voix des enfants d'immigrés, déborde rapidement les organisateurs.

En plus d'attirer la participation imprévue de groupes islamistes de la banlieue nord de Paris, débarquant de la gare RER de Garches-Sarcelles et scandant le slogan *Allahou Akbar* face aux cordons de CRS interdisant l'accès au quartier des synagogues, le rassemblement de foules cristallise toutes les frustrations sociales et culturelles locales et attire de jeunes délinquants qui mettent à profit le désordre pour s'adonner au pillage, mais dans des commerces appartenant à une autre communauté que la leur.

En une métaphore inversée par rapport à Barbès, où l'État « colonialo-sioniste » assiège le quartier musulman, à Sarcelles se rejoue la persécution islamiste des chrétiens d'Irak par le « califat » de Mossoul — en marge du soutien à Gaza et Hamas proclamé par les manifestants à la face du mellah postmoderne de la Petite Jérusalem.

Vus à travers le prisme de l'*Appel à la résistance islamique mondiale* d'Abu Musab al-Suri, les incidents de Sarcelles du 20 juillet 2014 font figure d'escarmouches annonçant les « guerres d'enclaves » anticipées par le théoricien du djihadisme une fois que le succès des attentats commis durant la première phase aura fissuré les sociétés européennes, autonomisé les zones musulmanes et déclenché la guerre civile à partir de l'affrontement entre territoires ethno-religieux homogènes.

Les attaques de commerces de juifs et de chrétiens d'Orient sont le fait d'émeutiers majoritairement issus de l'immigration musulmane et se réclamant de la solidarité avec Gaza, dans une ville où les barres et les tours des grands ensembles sont peuplées en fonction de l'appartenance confessionnelle des habitants. Elles entrent aussi en résonance, dans un contexte français, avec les tueries de l'école Ozar Hatorah, à Toulouse, le 19 mars 2012 et du Musée juif de Bruxelles, du mois de mai précédent, ainsi qu'avec les cris de « Mort aux

juifs ! » entendus dans les cortèges. Six mois plus tard, c'est dans un autre supermarché cacher qu'Amedy Coulibaly prendra en otage et exécutera des clients, au lendemain du massacre de *Charlie Hebdo*.

Ainsi l'expression de la solidarité avec la souffrance du peuple palestinien bombardé par l'aviation israélienne commence-t-elle d'être déclinée dans un nouveau lexique. Celui-ci appartient certes au langage de la société française déchirée, mais il emprunte aussi à l'idiome djihadiste mondial dont Suri a énoncé la grammaire et qui est déjà ânonné par plus d'un millier de jeunes Français répondant à l'appel du califat.

Les vecteurs de la politisation des électeurs des quartiers populaires sont donc multiples. S'ils dépendent des thématiques économiques, ils se nourrissent également des enjeux sociétaux et des questions internationales.

6

#CharlieCoulibaly

Le 7 janvier 2015, la France s'éveille avec la parution du nouveau roman de Michel Houellebecq, intitulé *Soumission,* traduction littérale du terme arabe *islam.* Prix Goncourt pour son ouvrage précédent, *La Carte et le Territoire,* l'auteur français contemporain le plus lu dans le monde a pourtant dû subir une presse assez hostile à l'occasion de cette publication suspectée d'« islamophobie » par une partie de la critique littéraire. L'action se situe en 2022, année de l'élection à la présidence de la République de Mohammed Ben Abbes, chef de la Fraternité musulmane, fils d'un épicier tunisien et enfant de la méritocratie républicaine, polytechnicien et énarque. L'intrigue décrit la fracturation de la France, au terme d'un second mandat calamiteux de François Hollande, en communautés identitaires où le Front national d'un côté et les salafistes de l'autre sont devenus les pôles d'attraction d'un pays en déréliction, livré aux émeutes et aux bandes armées, évoquant les guerres d'enclaves prônées par Suri.

Le personnage principal, François, universitaire spécialiste de l'œuvre de Joris-Karl Huysmans, enseigne la littérature au centre Censier de la Sorbonne Nouvelle et vit la condition médiocre des professeurs dans la France contemporaine, méprisés par l'État qui les rémunère chichement. L'Arabie saoudite rachetant sur ces entrefaites la Sorbonne et désirant n'y employer que des enseignants musulmans, qu'elle paie au prix du marché des grandes universités internationales — ce qui représente un triplement du salaire

français —, propose un *deal* généreux aux professeurs qui ne souhaiteraient pas se convertir à l'islam en leur offrant une retraite immédiate au taux maximal, quelle que soit leur ancienneté. Après avoir envisagé cette hypothèse, le héros, séduit par le nouveau président de l'université, ex-identitaire d'extrême droite converti à la religion de Mahomet, qui lui fait miroiter l'établissement dans la prestigieuse collection La Pléiade de l'édition des œuvres de Huysmans et la possibilité de contracter des mariages polygames, se « soumet » à son tour et devient musulman.

La farce grinçante de ce roman d'anticipation est nourrie, comme les livres précédents de Houellebecq, par un extraordinaire talent d'observation de la société et une capacité à en porter au paroxysme, grâce à la fiction, situations et passions, retrouvant ainsi les logiques fondatrices de la catharsis aristotélicienne. Face à cela, la critique journalistique, outre l'effet mécanique qui veut qu'elle brûle ce qu'elle avait préalablement encensé afin de conserver sa position arbitrale, est désemparée par pareille exacerbation littéraire de phénomènes sociaux et culturels qui mettent mal à l'aise. Invité à présenter *Soumission* à la matinale de France Inter ce 7 janvier, Houellebecq y est confronté à un certain nombre de remarques des chroniqueurs et des auditeurs, dont celles de l'essayiste Caroline Fourest, dont il dit :

> — *Je ne crois pas avoir lu de livre d'elle* […]. *Je me suis documenté, pourtant, mais je suis plutôt resté sur Gilles Kepel dans mon enquête.*

Quelques minutes après la diffusion, l'auteur de ces lignes reçoit des textos et courriels de collègues lui adjurant de *se désavouer* de ce « compagnonnage douteux » par un communiqué destiné à laver son honneur universitaire. L'intéressé n'en fait rien, et, un peu plus tard, dans son bureau à Sciences Po, est informé de la fusillade à *Charlie Hebdo*. Elle porte à son point culminant la séquence du terrorisme djihadiste qui, comme lors des affaires Merah et Nemmouche, se déroule à la lettre selon la logique prônée par l'*Appel à la résistance islamique mondiale*. L'assassinat d'un policier d'origine nord-

africaine « apostat » par les frères Kouachi, qui ont massacré la rédaction « pour venger le Prophète », s'ensuit. Puis le meurtre d'une policière antillaise par Amedy Coulibaly précède la tuerie des otages au supermarché Hyper Cacher de la porte de Vincennes le surlendemain.

Jamais sans doute la congruence entre un ouvrage de fiction paru le jour même et une réalité qui, selon l'expression consacrée, la dépasse, n'a été plus flagrante : le nombre et la qualité des victimes, exécutées de sang-froid en plein Paris, donnent à l'événement la dimension d'un véritable cataclysme dont la portée symbolique évoque un 11 Septembre culturel. Beaucoup plus que l'affaire Merah, dont la nouveauté avait pu laisser espérer qu'elle ne serait qu'un accident conjoncturel, le carnage de janvier est perçu comme le comble d'une série d'attentats qui visent à saper les fondements du pacte social et politique par lequel se définit la société française et, par-delà celle-ci, les sociétés européennes et occidentales en général. L'objectif du terrorisme djihadiste est de la faire s'effondrer par implosion, en mobilisant derrière ses activistes et ses « martyrs » les enfants radicalisés de l'immigration rétrocoloniale en provenance du monde musulman. Mais aussi en agrégeant à ceux-ci l'ensemble des mécontents haïssant un système qui les exclut, en particulier parmi une jeunesse désemparée et sans perspectives, pour qui la conversion à l'islamisme djihadiste s'articule ou se substitue au militantisme d'extrême gauche comme d'extrême droite. En ce sens, les mécanismes en jeu dans les événements des 7-9 janvier évoquent ceux qu'a anticipés Houellebecq dans *Soumission*. Mais la résilience de la société réelle, qu'expriment les immenses manifestations du 11 janvier et les réactions passionnées que celles-ci suscitent à leur tour, montre une voie alternative, bien qu'ardue, aux simplifications fulgurantes de l'œuvre de fiction.

La tuerie de *Charlie Hebdo*, des deux policiers et de l'Hyper Cacher constitue l'acmé d'un processus dont nous avons suivi l'évolution concrète en France depuis l'affaire Merah et retracé la genèse depuis les écrits d'Abu Musab al-Suri, mais elle n'en est pas l'aboutissement ultime : l'année 2015 est encore endeuillée par des répliques de ce séisme puis par le massacre de cent trente personnes en novembre. En témoigne d'abord l'arrestation rocambolesque, le 19 avril, à Paris, de l'étudiant algérien de vingt-quatre ans Sid Ahmed Ghlam,

boursier de l’État français et logé en résidence universitaire grâce, selon *Le Canard enchaîné*, à l’intervention d’un syndicat désireux de s’attirer les voix des étudiants islamistes. Ayant appelé le Samu après avoir été blessé de deux balles dans des circonstances non élucidées — que plusieurs sources imputent à sa propre maladresse —, il est découvert en possession d’un arsenal et rapidement soupçonné d’avoir assassiné une jeune femme et préparé un attentat contre une église bondée de Villejuif, sur instruction de djihadistes français, anciens d’Artigat et installés en Syrie.

Le suspect, qui fait depuis 2014 l’objet d’une fiche « S » (« Sécurité de l’État ») pour velléité de départ pour le djihad, se rend en Turquie, en février 2015, où il entre en contact avec un djihadiste français d’ascendance algérienne originaire de Villepinte et actif dans les rangs de Daesh, qui lui aurait enjoint de ne pas rejoindre la Syrie, mais de commettre des attentats sur le territoire français. De premiers repérages autour de la gare de Villepinte, cible initialement désignée par son contact, font abandonner celle-ci, car selon les extraits du dossier d’instruction révélés par la presse le suspect aurait noté qu’« il n’y a guère que des Arabes ». En coordination avec ses « traitants », qui lui fournissent les consignes pour récupérer l’arsenal dont il dispose, l’église de Villejuif est finalement sélectionnée, peut-être parce que ce toponyme, en cas de succès de l’attentat, aurait glorifié ses auteurs et commanditaires à qui des sympathisants islamistes ignares auraient prêté une victoire sur Israël pour avoir frappé ce qu’ils prenaient pour une ville habitée par des juifs. Amedy Coulibaly a, par ailleurs, revendiqué l’explosion d’un véhicule piégé dans cette commune (sans faire de victimes) au lendemain du massacre de *Charlie Hebdo*.

Puis, le 26 juin, dans l’Isère, après que tant de vidéos de décapitation par Daesh de ses otages et prisonniers au Levant ont été postées sur la toile, a lieu la première décollation sur le sol français. La tête d’un chef d’entreprise, tranchée par un de ses employés, Yassin Salhi, est exposée, entourée de slogans islamistes, sur la clôture d’une usine de produits chimiques, où l’assassin a de surcroît tenté de déclencher une explosion susceptible de contaminer l’environnement. Celui-ci, également objet d’une fiche de police pour radicalisation islamiste, a été au contact d’un proche du groupe Forsane Alizza et

a envoyé par WhatsApp la photo de sa victime ainsi qu’un selfie le représentant à côté de celle-ci à un contact parti au djihad en Syrie. La date choisie, le second vendredi du ramadan, à trois jours du premier anniversaire de la proclamation du « califat » à Mossoul, est en outre celle où l’étudiant djihadiste tunisien Seifeddine Rezgui massacre des touristes « mécréants » qui se dorent en maillot de bain sur la plage d’un hôtel de Sousse, mais aussi où un attentat dans une mosquée chiite « hérétique » au Koweït fait de nombreux morts et où Daesh exécute plus d’une centaine de Kurdes dans la ville syrienne de Kobané.

Ensuite, le 28 août, Ayoub el-Khazzani, un jeune Marocain de Tétouan immigré en Espagne, ancien trafiquant de drogue, fiché « S » par les services de renseignement européens, mais qui a bourlingué sans entraves de France, où il a brièvement travaillé dans une société de téléphonie spécialisée dans la vente de communications avec le Maghreb, en Allemagne et en Belgique jusqu’en Syrie, tente de mitrailler les passagers du train Thalys Amsterdam-Paris. Dans les minutes qui précèdent, il a regardé un prêche appelant au djihad sur son mobile. Son arme s’étant enrayée, il est neutralisé par des voyageurs, dont des GI américains en vacances, qui évitent le carnage prévu.

La longue liste des attentats de 2015 atteint son paroxysme avec les massacres de novembre. Les pièces du puzzle de ce djihadisme de troisième génération s’emboîtent de manière cohérente, à mesure que s’accumulent données et trajectoires, itinéraires et récits. Cela permet de s’interroger sur la rémanence ou l’obsolescence du modèle pensé par Suri. Sera-t-il capable de creuser davantage encore les failles au sein des sociétés française et européennes et de mobiliser des jeunes de plus en plus nombreux dans ses rangs, en écho à la saga de Daesh en Syrie et en Irak et en lien avec elle par le flux ininterrompu des départs vers le champ de bataille ? Ou bien, au contraire, présente-t-il des faiblesses fatales qui conduiront à l’échec de sa stratégie, comme il est advenu avec les phases précédentes ?

Lors de la deuxième génération djihadiste, celle de Ben Laden et d’al-Qaida, les attentats du 11 Septembre, malgré leur dimension spectaculaire planétaire, ne parviennent pas à atteindre les objectifs fixés par leurs commanditaires : s’emparer du pouvoir dans les pays musulmans. L’une des causes de cet échec

tient à l'économie politique de l'action terroriste. La multiplication des attentats après 2001, de Madrid à Londres et du Kenya à l'Indonésie, ne déstabilise pas *in fine* les sociétés impactées, mais épuise en premier lieu la ressource symbolique de la violence terroriste — et décourage les sympathisants potentiels censés passer à l'action. Une lassitude comparable a affecté la première génération djihadiste, lorsque les massacres indiscriminés de civils sonnent à l'automne 1997 le glas du GIA en Algérie comme des *Gama'at islamiyya* (groupes islamistes) en Égypte, les coupant de leurs bases de soutien dans la population.

Pour apprécier les similarités et les différences entre ces deux phases antérieures et la troisième, caractérisée par un « terrorisme du pauvre », dont certains exécutants commettent des maladresses fatales, mais où le « califat » de Daesh a conquis un vaste territoire, il importe d'abord de restituer le déroulement, la logique et les conséquences des attentats spectaculaires de 2015 et de les inscrire dans cette perspective d'ensemble.

« Qu’Allah maudisse la France ! »

Tant le profil ethno-social que l’histoire personnelle des trois tueurs, les frères Saïd et Chérif Kouachi ainsi qu’Amedy Coulibaly, paraissent s’inscrire dans la continuité des assassins de 2012, à Montauban et Toulouse, et 2014, à Bruxelles. Pourtant ils présentent quelques différences, à la fois entre eux et par rapport à leurs prédécesseurs.

L’attention s’est focalisée sur les frères Kouachi, qui ont agi les premiers et perpétré la partie du carnage la plus importante par le nombre de victimes et la plus chargée de symboles, avec les douze morts au siège de *Charlie Hebdo*. L’attentat spectaculaire contre un média a donné son nom à tout l’événement avec le slogan métaphorique « Je suis Charlie », qui a rapidement fait le tour du monde, puis a été contesté par ceux qui le prenaient au pied de la lettre. Mais il a aussi occulté le reste de l’opération, peut-être parce que des militaires, également nord-africains ou antillais, avaient déjà été tués à Montauban et Toulouse et que le massacre de l’Hyper Cacher faisait suite à ceux de l’école Ozar Hatorah dans cette même ville et du Musée juif à Bruxelles.

Or Amedy Coulibaly se détache comme la personnalité la plus importante du trio, celle qui a publicisé avec le plus de professionnalisme son action. Daesh lui a du reste rendu un hommage vibrant, à travers l’eulogie de *Dabiq*, son magazine anglophone en ligne *glossy* et *gore*, ainsi que dans la deuxième livraison de *Dar al-Islam*, publié par le centre médiatique francophone du

« califat ». Parue le 11 février avec en couverture une contre-plongée sur la tour Eiffel gardée par un militaire, elle est intitulée « Qu'Allah maudisse la France », détournant le titre du livre du rappeur Abd al-Malik *Qu'Allah bénisse la France* et reprenant l'esprit du *Na' bou la France !* (« Maudite soit la France ! ») qu'avait fait paraître en 2002 le leader des Jeunes Musulmans de France Farid Abdelkrim, désormais revenu de ses anciens engagements et auteur à l'automne 2014 de l'essai *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste*.

Comme Merah et Nemmouche, Saïd Kouachi, né en 1980, et son puîné Chérif, venu au monde en 1982, sont des cas sociaux lourds. Ils sont issus d'une famille fracassée originaire d'Algérie, sans figure d'autorité paternelle présente, et leur mère décède, probablement d'un suicide, en 1995, alors qu'elle est enceinte d'un sixième bébé de père inconnu. Ses enfants sont pris en charge par l'éducation spécialisée et les services de protection de la jeunesse, qui les éloignent en province, à l'écart de l'ambiance délétère et violente des quartiers populaires. En dépit de la qualification qu'ils acquièrent dans ce cursus — l'aîné obtient un BEP (brevet d'études professionnelles) d'hôtellerie et le cadet devient éducateur sportif —, ils reviennent en 2000 dans les cités du XIXe arrondissement de leur enfance.

Leur radicalisation s'effectue selon le même schéma que celle de Merah, qui passe par la mosquée toulousaine de Bellefontaine, la communauté d'Artigat, le milieu familial adepte de l'islam intégral, la prison et les séjours en terre de djihad. Dans leur cas, c'est le « gourou » salafiste aux cheveux longs Farid Benyettou, par le biais de ses « leçons » en petit comité à l'issue de la grande prière du vendredi à la mosquée *al-Da'wa* (L'appel à l'islam), dite « Stalingrad », qui réoriente la violence de ces jeunes désœuvrés et avides de revanche sociale vers la cause sacrée du djihad à travers la « filière islamiste des Buttes-Chaumont ». L'ironie de l'histoire a voulu que celui-ci, après qu'il eut purgé sa peine pour avoir envoyé en 2005 ses ouailles en Irak, entreprenne une formation d'élève infirmier et se trouve, le 7 janvier 2015, à l'hôpital parisien de la Salpêtrière où les ambulances transportent les victimes de ses anciens disciples Kouachi.

Chérif, interpellé en janvier 2005 au moment où il va s'envoler pour le djihad irakien, est condamné et emprisonné, et c'est dans l'incubateur carcéral de Fleury-Mérogis que se nouent les fils du drame qui éclatera après une décennie de maturation. Il y fait la connaissance d'Amedy Coulibaly, alors détenu pour des hold-up de banque et autres vols à main armée, et surtout de Djamel Beghal. Bien qu'à l'isolement à l'étage supérieur au leur, celui-ci communique aisément en parlant par la fenêtre ou par le yo-yo qui circule entre les barreaux, et il fascine autant l'apprenti djihadiste que le délinquant de droit commun. Beghal, formé par al-Qaida et envoyé commettre des attentats en France, a été intercepté sur son trajet aux Émirats arabes unis grâce à des écoutes. Il incarne la deuxième génération djihadiste et sa traque par les services de renseignement qui en ont pénétré le « logiciel ». Dans cette prison qui ressemble à une cité de banlieue avec des barreaux aux fenêtres, tant par son architecture que par sa population, il passe le relais entre la deuxième et la troisième génération, entre l'organisation (*tanzim*) pyramidale d'al-Qaida mise en échec et le « système » (*nizam*) réticulaire où le choix de l'action terroriste, sinon son initiative, est largement délégué à la base.

Condamné en 2008, pendant sa détention provisoire, du chef d'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste pour « recrutement de terroristes à destination de l'Irak » (en même temps, outre Benyettou, que Boubaker al-Hakim, *alias* Abu Mouqatel, aujourd'hui l'un des plus fameux combattants franco-tunisiens de Daesh), puis libéré par le jeu des remises de peine, Chérif Kouachi retrouve, avec Coulibaly et sa femme Hayat Boumedienne, Beghal placé en résidence surveillée dans un hôtel de Murat (Cantal). C'est là que la transmission initiée acrobatiquement par les conciliabules entre deux étages à Fleury-Mérogis peut prendre sa pleine dimension, photographiée au téléobjectif par la gendarmerie qui ignore la teneur des conversations inaudibles à distance. En 2011, Chérif Kouachi séjourne au Yémen, où il se perfectionne sous les auspices d'Aqpa (al-Qaida dans la péninsule Arabique) en compagnie de Salim Benghalem, geôlier à la prison de Daesh à Alep aux côtés de Mehdi Nemmouche et désormais l'un des Français les plus gradés du « califat ». Les frères se

réclameront d'Aqpa auprès des passants rencontrés au cours de leur cavale après la tuerie de *Charlie*.

Son aîné Saïd, qui a également fréquenté la bande des Buttes-Chaumont au début des années 2000, suit le même parcours militant, mais sans connaître la détention. Il est perquisitionné et gardé à vue en 2010, comme Djamel Beghal, Coulibaly et Benghalem, dans l'enquête sur la tentative d'évasion de Smaïn Aït Ali Belkacem, considéré par la justice comme le principal artificier des attentats de 1995 en France, condamné à perpétuité en 2002 et qui incarne la première génération djihadiste. La mise en relation de ces personnages, tous algériens ou d'ascendance algérienne sauf Coulibaly (algérianisé toutefois par son mariage), témoigne des passerelles et de la continuité entre des individus ayant marqué chacune des trois phases. Beghal et Coulibaly retournent en prison, mais Saïd Kouachi ressort libre de garde à vue et, entre 2011 et 2014, retrouve son frère auprès d'Aqpa au Yémen. Ils sont alors repérés par des écoutes téléphoniques, considérés par les Américains comme des terroristes et interdits de vol vers les États-Unis. Les écoutes réalisées en France, jugées peu concluantes, sont désactivées en 2014, quelques mois avant la tuerie à *Charlie Hebdo*.

Si les Kouachi s'inscrivent dans la continuité d'un Merah ou d'un Nemmouche et démontrent la même difficulté, pour les services de police, à mettre hors d'état de nuire des terroristes potentiels pourtant préalablement identifiés et fichés, Amedy Coulibaly présente un profil singulier qui lui donne une dimension bien plus centrale dans le dispositif du djihadisme 3G. Né en 1982 à Grigny, où il réside dans la cité de la Grande Borne, il est le seul garçon d'une famille de dix enfants originaire du Mali. Cette large fratrie africaine, dont le modèle se perpétue encore dans les banlieues populaires françaises alors que les familles d'ascendance maghrébine ont déjà entamé la transition démographique, est unie et « heureuse », d'après les témoignages de ses sœurs. Pourtant, dès sa classe de première, il participe à des cambriolages et s'adonne ensuite au trafic de stupéfiants, en commettant des violences. Sa haine de la société et de l'État aurait eu pour point de départ la mort de son complice et ami, abattu en octobre 2000 par un policier sur qui celui-ci se précipitait en voiture.

Le parcours de Coulibaly évoque celui du Sénégalo-Niçois Omar Omsen, résident dans le quartier de l'Ariane, à Nice, également braqueur multirécidiviste et d'ascendance sahélienne. Comme lui, il mettra au service de sa nouvelle vocation l'*habitus* du truand — violence, dissimulation, calcul, subrogation des moyens à la fin, intelligence des situations. Arrêté et condamné, il est emprisonné à Fleury-Mérogis, où ce délinquant confirmé, dont la famille n'est en rien radicale dans sa pratique de la religion musulmane, rencontre en 2005 Chérif Kouachi et Djamel Beghal, comme on l'a noté. Ce caprice du destin carcéral le place au contact de l'islam intégral et militant, qui lui offrira un horizon de rédemption sacrée par-delà hold-up et trafics, tout en canalisant sa violence vers le djihad.

Comme Omar Omsen encore, il s'essaie à la vidéo — certes avec une moindre ampleur que l'auteur de *19 HH* —, acquérant une petite notoriété en tournant clandestinement un film qui dénonce les conditions d'incarcération et dont des extraits passent à la télévision après son élargissement, au sujet duquel il est interviewé. Un livre qui en est inspiré, édité localement à Grigny, *Reality Taule — au-delà des barreaux*, contribue à son profil de « réinséré », qui vaut à ce futur pourfendeur de l'Empire américano-sioniste d'être embauché par Coca-Cola à sa libération. Sa carrière de vidéaste et d'acteur, pour être moins fameuse que celle d'Omar Omsen, s'achève toutefois en feu d'artifice avec le film qu'il enregistre avant de commettre la tuerie de l'Hyper Cacher, sur fond de drapeaux de Daesh, et qui sera diffusé après sa mort pour revendiquer cette action au nom du « califat ».

Le mois de juillet 2009 est particulièrement faste et témoigne de la capacité de Coulibaly à construire des projets et des réseaux relationnels. Rejetant les siens, tout uniment qualifiés de *kuffar* (mécréants, impies), il épouse religieusement Hayat Boumedienne, caissière d'ascendance algérienne qui a dû quitter son emploi, incompatible avec le port du voile intégral. Issu d'un foyer brisé, à l'instar des Merah, Nemmouche et Kouachi, elle est placée dès l'âge de six ans en foyer et familles d'accueil après le décès de sa mère. Ce couple algéro-malien formera une union solide qui encadre à la fois la radicalisation djihadiste de ses deux membres et leur donne la force de pratiquer la

dissimulation de leurs engagements, stabilisant ainsi l'itinéraire de ces deux accidentés de la vie à qui la perspective de carrière djihadiste procure l'objectif qui manquait dans leur corbeille de naissance. Le couple voyage à l'étranger. Des photographies montrent, au bord de la piscine d'un hôtel d'Asie du Sud-Est, l'épouse menue et radieuse en maillot de bain dans les bras musclés de son mari. L'image fusionnelle est aussi un modèle de *taqiyya*, la dissimulation prônée par les djihadistes. Toutefois, quand il recommande Hayat Boumedienne aux bons soins des « frères » qui l'accompagnent en Syrie alors que lui-même se prépare à l'attaque de l'Hyper Cacher et à sa mort, Coulibaly écrit ce SMS (reproduit *verbatim*) :

> — *Je voudrais pour elle qu'elle apprenne l'arabe, le Coran et la science religieuse. Veillez a ce qu'elle aye bien religieusement. Le plus important c'est le* dine [religion, islam] *et la foi et pour sa elle a besoin d'etre accompagné. Qu'allah vous assiste.*

L'ironie de l'histoire veut que, ce même mois de juillet 2009 où il convole en noces halal, Coulibaly soit reçu le 15, au lendemain de la fête nationale, par Nicolas Sarkozy à l'Élysée où il est honoré comme un exemple à suivre de réinsertion réussie.

Ce clin d'œil caustique du destin qui consacre sous les ors de la République le futur maître d'œuvre du 11 Septembre français en dit plus que de longs développements sur l'inanité d'une certaine manière de pratiquer la politique et sur l'impréparation des institutions à affronter, par ignorance, les défis de la troisième vague du djihadisme. L'invité de l'Élysée est le même qui rend visite tous les mois à Djamel Beghal, assigné à résidence à Murat, et approfondit auprès de ce missionnaire d'al-Qaida un endoctrinement qu'il sait garder discret. Les photographies prises dans les monts du Cantal enneigés au début de 2010 le montrent en train de s'entraîner dans les forêts au maniement d'armes. Hayat Boumedienne, qui a abandonné le bikini pour le *niqab*, apparaît sur un cliché où elle vise l'objectif avec une arbalète, par la fente ménagée pour ses yeux dans le

voile facial. Cette *superwoman* djihadiste inspirera Hasna Aït Boulahcen : la cousine d'Abdelhamid Abaaoud postera cette photo sur son mur Facebook le 3 août 2015, trois mois avant les massacres de novembre.

Le 23 mai 2010, ce « réinséré » idéal est de nouveau arrêté, ainsi que Beghal, pour avoir planifié l'évasion de l'artificier Belkacem et condamné à cinq ans de prison. Il en sort en anticipation, pour bonne conduite, en mars 2014 ; son bracelet électronique lui est enlevé en mai, quelques semaines avant la proclamation du califat de Daesh à Mossoul. L'administration pénitentiaire ne tarit pas d'éloges sur ce détenu exemplaire qui a suivi une formation de… secouriste. Il peut désormais se consacrer à plein temps à la préparation du cataclysme qui s'abattra sur la France en janvier 2015.

Des quelques mois qui précèdent la tuerie, on sait surtout ce qu'en dit Coulibaly lui-même dans cette vidéo tournée en appartement, probablement le 8 janvier, montée et diffusée *post mortem* par des complices avec des ajouts et des commentaires glorifiant son martyre. Un autre enregistrement audio fortuit retransmet l'échange entre Coulibaly et ses otages — à l'insu d'eux tous — dans l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes. L'ensemble forme un document exceptionnel de première main, qui témoigne avec précision de la troisième génération djihadiste à un moment clé de son histoire. La vidéo manifeste un amateurisme appliqué qui remonte aux années durant lesquelles Coulibaly avait effectué son reportage clandestin sur les conditions de détention à Fleury-Mérogis, mais elle est aussi révélatrice de la facilité, pour un enfant d'immigrés ordinaire, à utiliser les outils audiovisuels et le Web, et à se couler aisément dans la logique réticulaire dont Abu Musab al-Suri a anticipé dès 2005 tout le potentiel.

La vidéo confirme le rôle majeur de Coulibaly dans les événements de janvier, faisant apparaître *a contrario* les frères Kouachi comme des exécutants à qui celui-ci a remis « quelques milliers d'euros » pour la réalisation de la tuerie à *Charlie Hebdo*. Ces derniers seront du reste qualifiés de « zigotos » dans les échanges SMS entre Coulibaly et son probable mentor installé en Syrie, et qui sont révélés par la presse en novembre 2015. En effet, principal exécutant, le braqueur de Grigny n'est pas le maître d'œuvre exclusif des attentats de Paris.

En témoigne son équipée à Madrid, à la Saint-Sylvestre, où il accompagne en voiture Hayat Boumedienne, enceinte, qui s'envole le 2 janvier pour la Syrie *via* Istanbul. Dix autres personnes sont du voyage, dont les frères Mohamed et Mehdi Belhoucine, ce dernier passant aux côtés de la femme de Coulibaly le barrage de police à l'aéroport d'Istanbul. Originaires d'Aulnay-sous-Bois, ce sont deux matheux du djihad : le cadet Mehdi, vingt-trois ans à l'époque, est étudiant en mécanique électronique à la faculté parisienne de Jussieu, et son aîné ingénieur diplômé de l'école des mines d'Albi (ville de naissance, on l'a noté, du converti Thomas Barnouin, qui y a prêché le djihad entre deux séjours à Artigat et est soupçonné d'être un traitant de Sid Ahmed Ghlam).

L'ingénieur islamiste Belhoucine a été condamné en juillet 2014 pour avoir participé à l'acheminement de combattants djihadistes français vers la zone afghano-pakistanaise. Tout laisse à penser qu'ils ont constitué le groupe soutien, planificateur et concepteur des attentats, et qu'ils ont rejoint le « califat » autant pour y vivre leur utopie que pour se mettre à l'abri des investigations policières à venir. Le mois suivant, il reviendra à la jeune veuve d'« Abu Bassir Abdallah al-Ifriqui » (« l'Africain »), *alias* djihadiste de Coulibaly, de revendiquer et expliciter l'action au nom de Daesh, par un entretien paru dans les magazines en ligne anglophone et francophone de l'organisation. Elle inscrit les attentats de Paris dans le grand récit du « califat », à l'instar de la « double razzia bénie » du 11 Septembre contre New York et Washington dans la légende dorée d'al-Qaida.

La vidéo de sept minutes et neuf secondes s'ouvre par des images tirées du reportage de Coulibaly sur les taulards : on le voit se promenant dans la cour de Fleury-Mérogis, faisant des pompes. Puis on distingue des armes à feu disposées à plat, tandis qu'est psalmodié en arabe, puis que s'incruste à l'écran en traduction française, le célèbre passage du verset 8:60 du Coran, invoqué pour justifier le « terrorisme légitime » (*irhab mashrou'*) contre les ennemis d'Allah. Ce verset est allégué rituellement par toute la mouvance islamiste depuis que le cheikh Frère musulman Youssef al-Qaradawi, dans les années 1990, a soutenu de la sorte, comme on l'a vu, les attentats du Hamas en Israël. Le nom d'état civil du héros, suivi de son « nom de guerre » islamique, en blanc sur fond noir, et de sa qualité apparaissent alors sur trois lignes : « Amedy Coulibaly/ Abu

Bassir Abd Allah al-Ifriqui/ Soldat du califat ». Une voix off féminine fait le récit, sur un ton neutre, des attentats des 7, 8 et 9 janvier, tandis que s'affichent consécutivement les trois hauts faits portés à son crédit, composant son épitaphe virtuelle (*verbatim*) :

> — *Auteur des attaques bénies de Montrouge où il a tué une policière le 8 janvier.*
>
> *Le lendemain il mène une attaque porte de Vincennes ou il prend en otages dix-sept personnes dans une épicerie juive et exécute cinq juifs* [en réalité il tue quatre otages].
>
> *Il a aussi posé une charge explosive sur le réservoir d'une voiture qui a explosé dans une rue de Paris* [en réalité à Villejuif].

L'expression « attaques bénies » est la traduction de l'arabe *ghazoua moubaraka*, usitée dans la propagande djihadiste pour désigner le 11 Septembre, laquelle inscrit d'emblée les massacres de janvier dans cette filiation. La troisième génération djihadiste se réfère en effet à la figure fondatrice de Ben Laden (on verra ci-dessous comment Coulibaly s'en réclame), tout en rejetant la captation de son héritage par son successeur Ayman al-Zawahiri. Les deux erreurs factuelles qui apparaissent dans l'épitaphe indiquent probablement que le montage posthume de la vidéo a été effectué dans la précipitation.

Après cette entrée en matière suivent quatre questions de style journalistique, qui tendent à objectiver et neutraliser l'événement, à la manière d'une interview avec un homme politique, mais témoignent, par le tutoiement adopté ainsi que par le ton, d'une proximité avec Coulibaly : elles s'adressent aux sympathisants potentiels et aux musulmans en général, comme le démontre la dernière question-réponse les incitant à passer à l'action. Elles s'affichent à l'écran selon un dispositif unique, lettres blanches sur fond noir. Coulibaly s'exprime calmement, assis à même le sol comme le veut la tradition du Prophète, revêtant quatre tenues différentes, adaptées à chaque thématique. Au début de la réponse, une incrustation en résume le contenu en quelques mots.

Coulibaly n'y est désigné que sous son appellation d'« Abd Allah », qui figure dans son « nom de guerre » et signifie littéralement « adorateur » (ou « esclave ») d'Allah. Fréquemment usité pour les convertis ou repentis, il constitue aussi une définition *a minima* du musulman : dans ce contexte, il indique que Coulibaly représente n'importe quel musulman et que tout musulman a vocation à s'identifier à lui et à l'imiter. La graphie prend soin de placer systématiquement une capitale à l'initiale du mot Allah, extrait à dessein de la séquence orthographique usuelle « Abdallah », pour souligner le respect dû au Créateur :

> — *À quel groupe appartiens-tu et quel est ton émir ?*
>
> *(Abd Allah annonce son allégeance au calife Ibrahim.)*
>
> — As salam ‘aleikoum rahmat Allah wa barakatouhou [Salut à vous, miséricorde d'Allah et Sa bénédiction]. *Je m'adresse tout d'abord au calife des musulmans, Abu Bakr al-Baghdadi, calife Ibrahim. J'ai fait allégeance au calife dès la déclaration du califat.*
>
> [Suit une lecture laborieuse, butant sur les mots, de la *bay‘a*, ou « déclaration d'allégeance » en arabe, langue que Coulibaly ânonne de manière rudimentaire.]

Dans cette situation, Coulibaly a revêtu une djellaba beige et un foulard noir, tandis qu'un drapeau de Daesh est apposé au mur auquel il s'adosse. La tenue évoque celle des combattants filmés sur le terrain syro-irakien. La récitation calamiteuse de l'allégeance en arabe — un « tunnel » d'une bonne minute, qui casse le rythme et sera rarement reprise dans les innombrables extraits de cette vidéo diffusés par les médias — a pour objectif de faire de Coulibaly, aux yeux des internautes sympathisants, un modeste « soldat du califat », comme il est désigné. Elle place son action sous l'autorité spirituelle du calife pour lequel il mène la guerre contre la France, la singularisant et l'exaltant, par rapport aux attentats djihadistes précédents.

— *Es-tu en lien avec les frères qui ont attaqué* Charlie Hebdo *?*

(Abd Allah donne des détails des opérations.)

— *Les frères dans notre équipe divisée en deux ont fait* Charlie Hebdo, Hamdoulillah [Allah soit loué]. *Moi j'suis sorti un p'tit peu contre la police et voilà… On a fait les choses un p'tit peu ensemble, un p'tit peu séparés, c'était plus pour qu'ça ait plus d'impact, quoi… J'l'ai aidé dans l'projet en lui donnant quelques milliers d'euros pour qu'il finisse de boucler c'qu'il avait à acheter, et voilà,* Hamdoulillah, *on est arrivés à se synchroniser, à sortir en même temps…*

Vêtu pour l'occasion d'un gilet pare-balles en tissu camouflage, Coulibaly est filmé en plan rapproché, de trois quarts droit. Il utilise l'expression salafiste « sortir contre », traduite mot à mot de l'arabe *kharaja 'ala*, qui signifie « attaquer », manifestant son allégeance langagière à Daesh. « Sortir un p'tit peu » se réfère ici probablement à l'assassinat de la policière de Montrouge, le 8 janvier au matin, ce qui daterait la vidéo de cette soirée. Une coupe dans le montage ne permet pas de comprendre à qui il a remis « quelques milliers d'euros » — sans doute à Chérif Kouachi —, mais cette confidence a pour fonction de marquer son ascendant sur ses complices et celui de Daesh sur Aqpa. Une vidéo circulant sur le Web a revendiqué l'attaque contre *Charlie Hebdo* au nom de cette organisation et indiqué que Zawahiri en avait donné l'instruction. Avec la déclaration de Coulibaly, pareilles prétentions sont révoquées, de manière que le « calife » Baghdadi puisse en tirer toute la gloire et en déposséder son rival de la génération djihadiste précédente.

— *Pourquoi avez-vous attaqué la France,* Charlie Hebdo, *une épicerie juive ?*

(Abd Allah donne des raisons des attaques.)

— *Ce qu'on est en train de faire c'est tout à fait légitime, vu ce qu'ils font. Venger le Prophète,* Sala Allah 'alayhi wa salam [Prière d'Allah sur Lui et salut (eulogie de rigueur)], *c'est tout à fait légitime.*

> Ma sha’ Allah [volonté d’Allah], *c’est amplement mérité depuis le temps* […]. *Vous attaquez le Khalifah, vous attaquez l’État islamique, on vous attaque ! On pourrait pas attaquer et ne rien avoir en retour ! Alors vous faites votre victime, comme si vous ne compreniez pas ce qui se passe, pour quelques morts* […]. *Alors que vous et votre coalition, que vous en tête, presque, maintenant, vous bombardez régulièrement là-bas, vous avez investi des forces, vous tuez des civils, vous tuez des combattants, vous tuez* […]. *Pourquoi ? Parce qu’on applique la charia ? Même chez nous on n’a même plus le droit d’appliquer la charia maintenant ! C’est vous qui décidez de ce qui va se passer sur la terre ? C’est ça ? Non ! On va pas laisser faire ça, on va se battre,* In sha’ Allah [plût à Allah] *! On va élever la parole d’Allah,* Sobhanohou wa ta‘ala [qu’Il soit exalté].

Pour énoncer cette déclaration belliqueuse, Coulibaly a revêtu sa tenue de combat urbain : blouson de cuir noir, bonnet de laine de même couleur, kalachnikov appuyée à ses côtés contre le mur, où l’on distingue un rayon de bibliothèque avec quatre dos de livres, que la définition médiocre de la vidéo ne permet pas d’identifier. Mais ces derniers renforcent l’argumentaire en donnant le sentiment qu’il est fondé sur un raisonnement sophistiqué, et non sur de simples élucubrations de malfrat réislamisé. Si l’on compare ces propos à ceux de Nicolas/ Abu Abdel Rahman Bons ou de Maxime/ Abu Abdallah al-Firansi Hauchard, cités plus haut, on peut voir que le script est très proche.

Trois jours avant le carnage à *Charlie Hebdo*, Hauchard annonçait que l’État islamique allait attaquer la France en représailles aux bombardements, et que ce serait « bien mérité » — terme que l’on retrouve ici. L’invocation de la loi du talion, à laquelle Coulibaly se réfère explicitement quand il discute avec ses otages juifs dans l’enregistrement sonore reproduit ci-dessous, est, outre un remploi biblique, le mode de fonctionnement du milieu et des bandes des cités des banlieues populaires. Le registre classique de la victimisation, déclinée sous les couleurs habituelles de l’islamophobie, complète le propos : l’Occident, et la

France « presque » en tête, bombarde le califat, mais s'offusque de « quelques morts » sur son territoire en repartie. Le double standard occidental prétend annexer la morale à sa cause, alors que la justice véritable consiste à appliquer la charia que, « même chez nous, on n'a plus le droit d'appliquer maintenant ».

La portée exacte du « chez nous » de Coulibaly sert ici de révélateur à sa projection identitaire. Au premier degré, il s'agit du califat bombardé, alors même qu'il n'y a jamais mis les pieds et qu'il est citoyen français — à tel point que le Mali refusera d'accueillir sa dépouille mortelle pour inhumation. Le musulman « intégral » qu'il veut être s'identifie exclusivement à cette terre d'islam, selon un mécanisme qui n'est pas sans parallèle avec l'identification d'une partie des juifs français avec la terre d'Israël, où reposent plusieurs victimes des attentats en France, de l'école Ozar Hatorah de Toulouse à l'Hyper Cacher. À un second degré, le « chez nous » de Coulibaly désigne aussi les territoires islamisés des quartiers populaires français, d'où il est issu, et où la République laïque veut prohiber le port du voile facial en « agressant nos sœurs », comme on le voit dans le quatrième et dernier jeu de questions-réponses :

> *— Quel est ton conseil pour les musulmans en France ?*
>
> *(Abd Allah incite les musulmans au combat.)*
>
> *— Je veux m'adresser à mes frères musulmans partout, et particulièrement dans les pays occidentaux, et je leur demande : Que faites-vous ? Que faites-vous mes frères ? Que faites-vous quand ils combattent directement le* Tawhid [Unicité divine (définition salafiste de l'islam)] *? Que faites-vous quand ils combattent directement la loi d'Allah ? Que faites-vous quand ils insultent directement le Prophète,* ‘alayhi as salam, *à répétition ? Que faites-vous quand ils agressent nos sœurs ? Que faites-vous quand ils massacrent des populations entières ? Que faites-vous quand, en face de chez vous, vos frères et vos sœurs sont* [inaudible] *par les* tawaghit [démons (au sens d'oppresseurs)] *? Que faites-vous mes frères ?* Sobhanou Allah !

> *Depuis que je suis sorti, j'ai beaucoup bougé, j'ai sillonné les mosquées, de France un petit peu, beaucoup dans la région parisienne. Elles sont pleines,* Ma sha' Allah *! Elles sont pleines d'hommes pleins de vigueur ! Elles sont pleines de jeunes sportifs ! Elles sont pleines d'hommes en bonne santé ! Comment, avec tous ces milliers, sur dix mille personnes, y en a pas autant pour défendre l'islam ?*

Pour cette ultime réponse, Coulibaly pose adossé au mur, assis sur le sol à côté du drapeau de l'État islamique, la kalachnikov à son côté, dans la même posture que durant la première réponse. Mais il a troqué la djellaba beige, tenue quotidienne du djihadiste, pour une blanche, immaculée comme un linceul, symbolisant la pureté du martyr qu'il va devenir. Et il arbore, noué sur le crâne, le keffieh à carreaux qui représente la Palestine, dont il vengera la cause en « exécutant cinq juifs ». La vidéo se conclut par la psalmodie en arabe du verset 4:24 du Coran, dont la traduction française s'incruste : « Combats dans le sentier d'Allah : tu n'es responsable que de toi-même… », tandis que des images de l'Hyper Cacher assiégé de la porte de Vincennes défilent en fond d'écran.

Il est à noter que le message s'adresse aux musulmans *en* France, et non *de* France, comme l'usage s'en est imposé depuis 1989, suite à la prétention de l'UOIF de faire de l'Hexagone une « terre d'islam » pour les musulmans y vivant et en détenant la citoyenneté. Même si les adeptes du djihad de troisième génération, nés et éduqués en France comme Coulibaly, qui ont grandi dans des quartiers où abondent désormais les marqueurs de l'islamisation, sont *ipso facto* de France, voire, dans son cas, le Mali ne reconnaissant pas la double nationalité, exclusivement citoyens français, il s'en « désavoue », selon l'expression salafiste, n'ayant d'autre allégeance qu'au califat de Daesh. C'est là que son groupe de soutien, emmené par les frères Belhoucine et Hayat Boumedienne, effectue la *hidjrah*, l'émigration, ou « hégire », à l'imitation du Prophète qui quitta La Mecque idolâtre pour gagner Médine et y instaurer le premier « État islamique ». Pour les salafistes djihadistes, il n'y a plus de sens à demeurer en

terre de mécréance, sauf pour y accomplir des actes de guerre, comme le sont les événements de janvier, au nom du calife de Mossoul.

L'intensité dramatique de cette séquence est soulignée par l'usage rhétorique de deux anaphores : « Que faites-vous ? », répétée neuf fois, et « Elles [les mosquées de France] sont pleines », quatre. L'adresse culpabilisante aux musulmans de France, à fin de recrutement, est un des thèmes récurrents du discours de Daesh. Nicolas/ Abu Abdel Rahman Bons l'avait utilisée, on l'a vu. L'argumentaire consiste de nouveau ici à surfer sur la victimisation et l'autodéfense légitime, armes à la main, contre l'islamophobie, dont les poncifs sont déclinés et mis sur le même plan, depuis le « massacre des populations entières » jusqu'à « l'agression de nos sœurs » et à « l'insulte directe au Prophète », en passant par le combat contre le *Tawhid* et la loi d'Allah, autant de formules vagues qui fournissent une justification universelle au djihad violent sur le sol français.

L'appel à l'action des fidèles qui remplissent les mosquées de la région parisienne et de France est précédé par l'expression ambivalente « Depuis que je suis sorti ». Celle-ci peut référer à l'élargissement de Coulibaly après son emprisonnement dans l'affaire de la tentative d'évasion de Belkacem, en mars 2014, ou, si l'on prend l'expression au sens salafiste traduit de l'arabe (attaquer), au basculement dans le djihad armé aboutissant aux massacres de janvier. Dans cette dernière acception, la tournée des mosquées mentionnée ici est révélatrice de la stratégie mise en œuvre par les djihadistes. On a vu comment procède Benyettou à la mosquée « Stalingrad » pour étoffer les rangs de la filière des Buttes-Chaumont ou ce qui se passe aux mosquées Bellefontaine à Toulouse ou el-Baraka à Lunel pour orienter les jeunes vers le départ en Syrie : il s'agit d'y repérer, hameçonner et endoctriner des fidèles susceptibles d'être recrutés. Le constat du remplissage des mosquées par de solides gaillards, par-delà la dimension délibérément effrayante qu'il acquiert dans la bouche de Coulibaly en ce contexte belliqueux, est par ailleurs tout à fait exact ; il contraste singulièrement avec les églises de la région parisienne, dont les travées sont rarement garnies aux offices et où domine une population féminine et âgée.

Le propos de Coulibaly dans cette vidéo soigneusement mise en scène, ce dont témoignent les changements de costume, puis montée et diffusée *post mortem*, laisse une certaine part à son expression propre, par la diction caractéristique d'un « jeune de banlieue ». Mais elle n'en suit pas moins le script global de Daesh, dont les déclarations de Nicolas/ Abu Abdel Rahman Bons qui démarque le texte à lire avec son fort accent du Sud-Ouest ont donné un avant-goût. Le style de Coulibaly, par le recours à la victimisation et à la licéité de la vengeance, est familier des jeunes de quartiers populaires, même des non-musulmans, qui forment le cœur de cible de la vidéo. C'est que les tueries ont une double fonction : susciter la panique dans les sociétés « mécréantes » occidentales et recruter des sympathisants qui commettront de nouveaux carnages. Elle a précisément pour but de rationaliser les attentats de janvier à destination de ceux qui commettront les prochains, en novembre.

Ce discours « monté » a fait l'objet, comme du reste les images des ultimes instants de Coulibaly ou les conditions rocambolesques de la fuite des frères Kouachi, de la suspicion généralisée des « conspis », dont la mouvance Soral-Dieudonné fournit le gros des bataillons sans qu'ils se réduisent à celle-ci. On a vu que ces derniers sont violemment dénoncés par Daesh, voire par l'écrivain sulfureux Marc-Édouard Nabe, parce qu'ils dénient aux djihadistes tout engagement authentique et en font des agents manipulés par l'« Empire ». Les liens des « conspis » avec les régimes syrien et iranien, comme ceux de l'extrême droite en général avec la Russie de Vladimir Poutine, soutien de Bachar el-Assad, facilitent néanmoins leur éreintement par les djihadistes. Mais en attribuant à l'Empire américano-sioniste la paternité des attentats, ils contribuent à renforcer le sentiment obsidional et confus de victimisation et d'islamophobie dans la jeunesse des quartiers populaires. Il n'est pas indifférent que, six mois après janvier 2015, la vidéo intégrale de Coulibaly ne soit plus disponible, au terme d'une recherche routinière avec YouTube, que sur le site « conspi » Alterinfo, qui prévient l'internaute contre une fabrication sioniste dont elle représenterait le type idéal, rediffusant à charge de preuve la version figurant sur le site du quotidien israélien *Haaretz*, siglée de la lettre hébraïque initiale de ce titre. La vidéo se retrouve ainsi mise en abyme, participant d'un

brouillage de l’interprétation des événements des 7-9 janvier, dont on verra qu’ils nourrissent la confusion de plus d’un intellectuel français ayant pignon sur rue.

Pour la compléter, on dispose d’un document audio obtenu fortuitement, qui est l’enregistrement des conversations entre Coulibaly et ses otages. La radio RTL ayant appelé par téléphone le 9 janvier le numéro de l’Hyper Cacher, le djihadiste retranché décroche sans répondre puis raccroche mal. Le dialogue qui s’ensuit est entendu à travers cet appareil. Il s’apparente à un jeu du chat et de la souris entre Coulibaly surarmé et des juifs pris au piège, dont quatre sont assassinés par lui après qu’il a vérifié leur identité communautaire, selon la retranscription de la bande-son de la caméra GoPro qu’il porte sur lui, à l’instar de Merah et Nemmouche. L’échange entendu par le téléphone donne la parole à Coulibaly tel qu’en lui-même : contrairement à la vidéo montée et calibrée, il disserte sans script, à partir de l’idéologie de Daesh passée au crible de son idiosyncrasie. Au ton posé du « soldat du califat » se substitue le rythme haché du parler des jeunes de banlieue, poussé au paroxysme par l’adrénaline de la situation de tension, mitraillette en main, devant quatre cadavres gisant au sol.

L’extrait enregistré commence par le raisonnement qui justifie la prise d’otages : les Français ont élu un gouvernement « qui n’a jamais caché qu’il allait faire la guerre au Mali ou ailleurs » et payent les impôts qui le financent — un argument utilisé par Ben Laden pour assassiner les Occidentaux après le 11 Septembre. À quoi un otage lui rétorque : « On est obligés ! » Réponse de Coulibaly : « Mais j’paye pas mes impôts, moi ! […] [à l’otage :] T’as le choix, tu peux aller vivre en Israël ! […] Faites des manifestations pour qu’on laisse les musulmans tranquilles ! » Mais le point décisif est la loi du talion, où se mêlent allusion au livre sacré des juifs et référence au Coran, sur un fond de culture de gangs des cités, cette hybridation étant résumée par le « chez nous » qui ouvre le propos :

> *— Non, chez nous, c’est la loi du talion : vous la connaissez très bien ! Ça veut dire, Allah Il l’a dit dans le Coran : Si ils transgressent,*

alors il y a transgression égale. Ça veut dire : si on touche nos femmes, si on touche nos combattants, si on touche nos vieillards, il faut s'attaquer aux hommes qui nous combattent, maintenant, moi je vous le dis à vous, votre armée, là, ils arrivent pas à mettre le pied là-bas ! Jamais ils arriveront à nous battre, parce qu'Allah il est avec nous !

Suit un message spécial pour ses otages juifs :

— *Comme il a dit Oussama Ben Laden — vous connaissez ? — Oussama Ben Laden* Rahimo Allah [Allah l'ait en Sa miséricorde] *il a dit : vous arriverez jamais à faire la paix ! C'est nous qui ferons la paix en Palestine !* [par l'anéantissement d'Israël].

La guerre que mène Daesh contre la France a donc lieu principalement sur le territoire français, car celui du « Califat », à l'exception des bombardements subis, a été sanctuarisé par Allah, et l'armée française est incapable d'aller y combattre au sol. Les otages, en tant qu'électeurs et contribuables, sont en l'espèce les substituts de ces soldats à tuer — outre qu'ils sont juifs, ce qui les condamne doublement pour leur soutien à Israël. Le porte-parole du Califat, le cheikh Abu Mohamed al-Adnani, l'a souligné, en s'inscrivant dans la stratégie préconisée depuis 2005 par l'*Appel à la résistance islamique mondiale* : il faut tuer, blesser, humilier, insulter sans relâche les mécréants français. Et c'est bien ce que pousse au paroxysme le djihadiste de troisième génération qu'incarne à son comble Amedy Coulibaly.

Être ou ne pas être Charlie

L’objectif stratégique d’Abu Musab al-Suri, à travers la multiplication des actions terroristes, est, on l’a vu, l’implosion de la société par un processus gradué de guerres d’enclaves qui aboutira à la destruction de l’Occident, en commençant par l’Europe qui en constitue le ventre mou. Dans cette perspective, il est primordial de dresser les unes contre les autres les composantes ethno-culturelles des sociétés européennes, en homogénéisant une communauté musulmane qui *se désavoue de* la société globale et engage le combat contre elle. L’une des principales ressources politiques pour parvenir à ce « désaveu » — traduction de l’arabe *bara’a* — est la mise en exergue de la victimisation, dont l’exacerbation de l’« islamophobie » est l’instrument le plus efficace. En dénonçant celle-ci sans relâche, en en faisant une tare congénitale des sociétés européennes, et en la substituant à l’antisémitisme comme péché cardinal de l’Occident, les islamistes s’efforcent d’établir des frontières communautaires culturellement infranchissables pour tous les Européens d’ascendance musulmane, de manière à les transformer en membres exclusifs de la communauté qu’ils aspirent à diriger.

Les islamistes non violents, piétistes du Tabligh ou salafistes, d’une part, Frères musulmans, d’autre part, veulent faire de cette clôture communautaire une ressource socioreligieuse, dans le premier cas, et, dans le second, en outre, un instrument politique. Le Tabligh et les salafistes s’en servent pour gérer la paix

sociale (et préparer la *hidjrah* hors de l'Hexagone « mécréant » pour ces derniers). Les Frères musulmans l'utilisent pour construire des groupes de pression dont ont témoigné d'abord les campagnes récurrentes et systématiques pour le port du *hijab* à l'école entre 1989 et 2004. Depuis la Manif pour tous, cette clôture autour d'une définition moralement conservatrice de l'identité musulmane a commencé à se traduire en vote communautaire dans certaines élections, municipales notamment, dans une perspective transactionnelle avec divers partis politiques de droite.

Les islamistes « salafistes djihadistes » élaborent quant à eux, sur la base de cette rupture communautaire, un passage à la violence qui se décline sur plusieurs modes. Le premier consiste à faire la *hidjrah*, comme les salafistes quiétistes précédents, si ce n'est qu'alors que ceux-ci quittent la France pour vivre simplement l'islam intégral dans un pays musulman où les femmes peuvent porter le *niqab*, etc., les djihadistes partent combattre les armes à la main sur les champs de bataille qui se sont succédé depuis la décennie 1980 : Afghanistan, Bosnie, Pakistan, Irak et, principalement depuis 2012, Syrie et de nouveau Irak, avec quelques incursions au Mali, en Libye et en Tunisie. Le deuxième mode de violence consiste à exercer celle-ci sur le territoire des *kuffar* (mécréants, impies, infidèles…), dont « le sang est licite », selon l'expression coranique. L'affaire Merah a inauguré ce processus. Il peut se combiner avec la violence sur le champ de bataille extérieur, comme on l'a vu lors des événements de janvier 2015.

Pour édifier cette clôture, quelle qu'en soit la finalité, socio-religieuse, électoralo-religieuse ou djihadiste violente, l'ensemble des acteurs islamistes construit la victimisation de ses coreligionnaires en faisant de la lutte contre l'islamophobie une ressource primordiale. Depuis 2005, ce discours a acquis en France une prégnance telle que même une institution musulmane « modérée » comme le CFCM a dû créer une instance de lutte contre l'islamophobie, afin de ne pas être accusée par ses rivaux islamistes de tiédeur dans la défense des musulmans confrontés à des agressions diverses lors de l'expression publique de leur foi. La surenchère à la lutte contre l'islamophobie est ainsi devenue un enjeu

dans la compétition pour l’hégémonie sur la communauté, dont aucun concurrent ne peut se dispenser sous peine de disqualification.

Enfin, l’exacerbation de la rupture communautaire permet d’exercer une forte pression sur les personnes de culture ou d’ascendance musulmane qui vivent leur foi sans en faire un élément primordial ni exclusif de leur identité et, plus encore, sur celles qui, nombreuses en France, sont agnostiques ou athées. Dans les quartiers populaires où les marqueurs de l’islamisation sont ostensibles, il est devenu socialement difficile, voire impossible de rompre le jeûne diurne en public durant le ramadan quand on est musulman « de faciès ». Les djihadistes ont poussé cette sécession jusqu’à son comble en faisant des « apostats » leurs cibles prioritaires, leur mise à mort étant destinée à terroriser les « mauvais musulmans » et à les dissuader de quitter la communauté close. Suivant les préconisations de Suri, Merah, les Kouachi ou Coulibaly ont eu soin de tuer des Français « musulmans de faciès » ou supposés tels (dans le cas de leurs victimes antillaises notamment), portant l’uniforme de l’armée ou de la police, un signe ostentatoire d’apostasie selon les djihadistes, et dont le châtiment ne peut être que la mort.

L’ensemble de ces dispositifs mentaux et culturels forme le contexte dans lequel se déroulent les événements de l’année 2015 et se structurent les réactions à ceux-ci puis les contre-réactions à ces dernières. Le défaut de leur prise en compte interdit l’analyse des enjeux qui traversent depuis lors la société française.

Les grands défilés du 11 janvier dessinent un événement aussi spectaculaire que les attentats auxquels ils ont répliqué — mais ils s’expriment dans un autre répertoire sociopolitique. L’ampleur des manifestations, jamais atteinte dans l’histoire de France, si l’on retient l’estimation de quelque quatre millions de personnes descendues dans la rue, le cortège de nombreux chefs d’État et de gouvernement étrangers ou de membres de ceux-ci spécialement venus à Paris, les manifestations de solidarité dans quantité de villes du monde, sont autant de phénomènes inouïs. Par leur volonté d’inclusion universelle de tous ceux que révulsait l’action terroriste, ils expriment le refus de la fragmentation de la société selon des lignes de faille ethno-religieuses et communautaires, engrenage

par lequel le djihadisme de troisième génération veut enclencher la guerre civile en Europe et la destruction de sa civilisation.

Cette protestation d'ampleur inégalée constitue *a priori* la riposte la plus puissante à la stratégie mise en œuvre par les épigones de Suri. De même que les sociétés civiles algérienne et égyptienne s'étaient désolidarisées des exactions du GIA et des *Gama'at islamiyya* en 1997, entraînant le déclin de ces groupes terroristes, de même que les sociétés du monde musulman n'avaient pas suivi l'exemple du 11 Septembre et ne s'étaient pas mobilisées pour porter au pouvoir al-Qaida, la société civile française fait barrage par sa masse à une poignée de terroristes et réaffirme, guidant en cela les autres sociétés européennes, le pacte social laïque et intégrateur qui incarne son grand récit originel.

Cet « esprit du 11 janvier » se veut un sursaut de la civilisation face à la barbarie djihadiste, mais des dissonances apparaissent très vite, que cristallise le slogan « Je suis Charlie » sous l'égide duquel s'effectue la mobilisation. Celui-ci est créé sur le coup de l'émotion par Joachim Roncin, trente-huit ans, directeur artistique du magazine gratuit *Stylist*, et mis en ligne dès 12 h 52 le 7 janvier, devenant instantanément viral dans le monde entier, restaurant le temps d'un clic l'universalité perdue de la langue française, voire l'illusion nostalgique de la résilience de ses valeurs. C'est ainsi un artefact virtuel issu de la génération Y qui répond au massacre perpétré par d'autres membres de celle-ci. Produit du Web, à la fois logo et slogan, porté aussi bien par l'image que le son, il est le vecteur d'un message extraordinairement puissant, car il correspond à une attente de sens massive, face à une tuerie obscure, incompréhensible de premier abord au commun des mortels, par l'affirmation d'une subjectivité mondialisée qui est celle de l'internaute devant son écran. L'assertion « Je suis Charlie » associe le pronom personnel sujet de la première personne du singulier, que chacun s'approprie individuellement sur Internet, à un prédicat désignant un objet polysémique. Et il appartiendra aux grandes manifestations de fédérer ces innombrables « je » virtuels liés au prédicat par le clic en un « nous » collectif, réel et charnel.

Les défilés du 11 janvier sont ainsi sans doute les premiers de l'histoire qui mêlent l'univers virtuel et celui de la rue : « Charlie » devient, de la sorte, le

nom de la foule qui refuse le terrorisme djihadiste. Le syntagme « Je suis Charlie » le dit exactement : il ne signifie pas en effet que Charlie est le nom du sujet — la langue française dirait cela par l'expression « je m'appelle Charlie » ; la copule « suis » lie le sujet « je » à une communauté identitaire nouvelle — nommée « Charlie » — dont la descente dans l'espace public le 11 janvier est l'acte de baptême collectif. Toute la difficulté va consister ensuite à définir les frontières de ce peuple souverain, alors que ses adversaires s'efforceront de le réduire à une simple communauté. S'il est clair que ce peuple du 11 janvier n'est pas inclusif des djihadistes — puisqu'il se constitue contre eux —, a-t-il pour autant la capacité d'embrasser la nation restaurée dans son sursaut républicain, ou au contraire laisse-t-il, quoi qu'il en ait, la jeunesse des quartiers populaires issue de l'immigration et de culture musulmane en dehors de son spectre ? On touche là, on va le voir, aux limites de la relation entre l'internaute-sujet et la citoyenneté abstraite dans une société postmoderne.

Si « Charlie » se réfère évidemment au titre de l'hebdomadaire dont la rédaction a été massacrée par les frères Kouachi, et dont la typographie est reprise dans le logo, le terme déploie un registre infiniment plus large. La signification de cette figure, ses contours sémantiques ont été à la racine d'une polémique qui a vu fleurir, face à une mobilisation dénoncée comme « islamophobe » par les activistes islamistes et leurs compagnons de route, les mots-dièses *#jenesuispasCharlie* ou *#cheh* (bien fait ! en arabe maghrébin), tandis que Dieudonné défraie la chronique avec un *#jesuisCharlieCoulibaly*. Le « Charlie » qui incarne la mobilisation est d'abord le personnage enfantin Charlie Brown, héros, avec son chien Snoopy, de la bande dessinée *Peanuts*, créée par Charles Schulz dans les années 1950, et qui a acquis une célébrité universelle. Ce petit garçon timide et introverti, dépassé par les événements incompréhensibles du monde qui l'entoure, figure l'innocence de l'enfance au seuil de l'univers cruel des adultes. Il fournit son titre à l'hebdomadaire satirique en 1970 lorsque son prédécesseur, *Hara-Kiri Hebdo*, qui se proclamait « bête et méchant » dans la foulée de l'esprit de 1968, est interdit par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, le pourchasseur de gauchistes, pour sa une jugée blasphématoire après la disparition du général de Gaulle. Intitulée : « Bal

tragique à Colombey : un mort », la couverture amalgame le décès du Général dans son domaine de la Boisserie à Colombey-les-Deux-Églises et l'incendie d'un dancing dans l'Isère qui causa cent quarante-six morts.

Le « Charlie » du slogan du 7 janvier est d'abord, pour la communauté universelle des internautes, qui ne connaissent que peu ou pas *Charlie Hebdo*, celui de *Peanuts*, figure d'innocence face à la barbarie. Son créateur Joachim Roncin a aussi mentionné qu'à cette date il parcourait avec son petit garçon un volume de la célèbre série de livres-jeux pour la jeunesse du Britannique Martin Handford *Où est Charlie ?* qui incite ses lecteurs à chercher un minuscule personnage portant ce nom au milieu d'une foule immense. Le succès extraordinaire du slogan doit beaucoup à ces connotations du terme « Charlie » dans un premier temps. Et simultanément, l'image conçue par Roncin utilise les codes graphiques d'un faire-part de décès dont les couleurs sont inversées — en lettres blanches sur fond noir. C'est donc la protestation contre la mort des innocents qui suscite le réflexe premier d'identification, et non le soutien à la ligne éditoriale de l'hebdomadaire.

À cela s'ajoute, pour le public français, l'exceptionnelle popularité de certaines des victimes, auxquelles des générations et des sensibilités diverses se sont identifiées : les dessinateurs Wolinski et Cabu, assassinés respectivement à quatre-vingts et soixante-seize ans, ont créé des personnages — Mon beauf, l'adjudant Kronenbourg, Catherine — qui ont contribué à façonner l'histoire vernaculaire de la France durant le demi-siècle écoulé, depuis Mai 68. Sur le mode mineur de la BD, ils ont incarné une facette de l'identité contemporaine, celle de la culture populaire. Le meurtre de l'économiste Bernard Maris, à soixante-huit ans, très engagé à gauche, ancien altermondialiste, rédacteur à *Charlie Hebdo*, mais aussi chroniqueur de radio et de télévision — et admirateur de Michel Houellebecq, auquel il consacre l'essai *Houellebecq économiste* paru à l'automne 2014 —, consomme le divorce entre toute une tradition progressiste laïque, militant depuis des décennies pour la défense des droits des immigrés, et ceux de leurs enfants pris dans l'exacerbation identitaire islamique.

Il prolonge non seulement la rupture précédemment observée, lors des manifestations pour Gaza en juillet 2014, entre les soutiens « anti-impérialistes »

habituels de la cause palestinienne d’un côté et les zélateurs du Hamas et de Daesh de l’autre, mais également cet épisode emblématique de l’affaire Nemmouche où ce descendant des « potes » maltraite le prisonnier dont il a la garde dans une geôle syrienne de Daesh, le journaliste Didier François, créateur du fameux slogan « Touche pas à mon pote ». Ce *Kulturkampf* au sein de la gauche française, qui brise des solidarités politiques autrefois structurantes, se cristallise autour de la question des caricatures du Prophète publiées par *Charlie Hebdo*, la ligne de faille qui taraude le consensus voulu par les manifestants qui scandent « Je suis Charlie » et mettra à mal leur idéal.

L’anticléricalisme est une composante de l’esprit soixante-huitard illustré par l’hebdomadaire, en phase avec son public lorsqu’il brocarde une Église catholique ou des pasteurs protestants assimilés à la défense d’un ordre moral et de hiérarchies sociales que le gauchisme a en horreur. Au début de la décennie 1970, l’islam est encore totalement étranger au débat politique français, dans lequel il ne fera irruption qu’au moment de la révolution iranienne en 1978-1979. Michel Foucault, à l’époque le gourou de l’intelligentsia d’extrême gauche en même temps qu’une figure emblématique homosexuelle, qui contribuera puissamment à rendre légitimes les revendications de la communauté gay en opposition à l’universalisme normatif hérité des Lumières, développe en parallèle une fascination acritique pour la révolution islamique en Iran et l’ayatollah Khomeyni.

Au cours de la décennie suivante, des marxistes pour lesquels les organisations islamistes — dont certaines parviennent à assassiner Sadate en octobre 1981 — ne s’assimilaient qu’à un « fascisme régressif », selon la formule de l’orientaliste Maxime Rodinson, commencent à réfléchir à un rapprochement anti-impérialiste avec ces derniers. À la manière des mouvements messianiques protestants allemands, tels les anabaptistes dirigés par Thomas Münzer, ils voient dans des groupes recrutant nombre de leurs adhérents dans les milieux défavorisés un allié objectif pour leur combat contre la bourgeoisie. La critique traditionnelle de la religion comme « opium du peuple » est mise au rancart, afin de garder accès à des masses populaires qui ont déserté les partis communistes, dont la chute du mur de Berlin à la fin de cette décennie sonne le

glas. Pour certains, au « prolétariat » comme levain de l’avenir radieux de l’humanité se substituent « les musulmans ». Ces derniers deviennent la figure par excellence des opprimés, une adéquation qu’avait déjà tentée avant la révolution iranienne l’intellectuel Ali Shariati. À l’occasion de sa traduction des *Damnés de la terre* de Frantz Fanon en persan, il avait rendu les concepts marxistes d’*opprimés* et d’*oppresseurs* utilisés par le révolutionnaire antillais par les termes coraniques de *mostadafin* et *mostakbirin*, respectivement, et mot à mot, « affaiblis » et « arrogants », des catégories où la dimension morale et religieuse l’emporte sur la signification sociopolitique.

Ce processus de porosité entre les discours islamiste et gauchiste est exprimé en 1994 par *The Prophet and the Proletariat*, de Chris Harman, fameux leader d’un mouvement trotskiste britannique qui estime possible de pactiser avec les islamistes dans certaines circonstances. Il trouvera sa prolongation en France avec l’engagement du *Monde diplomatique* et d’Alain Gresh, longtemps cadre influent du parti communiste, aux côtés de Tariq Ramadan au sein du Forum social européen en 2003. Dans cette perspective, les croyances de ces nouveaux alliés ne sont pas susceptibles d’être critiquées, sous peine de rompre les liens restaurés à grand-peine entre la vieille garde marxiste, dont les soutiens populaires propres ont disparu, et les masses paupérisées des banlieues, désormais inéluctablement islamisées à leurs yeux. Entre ces papys touchés par la grâce de Tariq Ramadan et les anciens gauchistes qui demeurent anticléricaux, la rupture sur les valeurs devient inévitable, et le débat autour de *Charlie Hebdo* la pousse au paroxysme. Il occultera la réflexion sur la nature et la signification du djihadisme, en l’enfermant dans un affrontement purement idéologique, propice à moult éditoriaux virulents, plateaux de télévision superficiels et publications d’éphémères best-sellers où s’ébroue une intelligentsia française qui a réduit son analyse de la société qu’elle ne connaît plus à une série d’incantations contradictoires.

Dans cette histoire, *Charlie Hebdo* n’a pas eu un itinéraire rectiligne. En 1982, l’hebdomadaire met la clé sous la porte, faute de ventes : le titre antiraciste, écologique et antimilitariste a perdu sa tonicité, une partie de la rédaction est partie, et il devient décalé par rapport à « l’air du temps » des

années Mitterrand. Son humour caustique d'antan bascule alors dans une scatologie généralisée qui déconcerte son lectorat. Il est repris dix ans plus tard, en 1992, sous la houlette de l'humoriste Philippe Val, qui le dirigera jusqu'en 2009 quand, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, il sera nommé à la tête de France Inter. Cette dérive vers la droite d'anciens gauchistes — notamment en réaction à la prégnance de l'islamisation du discours dans les couches populaires — est poussée au paroxysme, dans les mêmes années, par le site « Riposte laïque », fondé par un ex-trotskiste et désormais soutien du Front national, ou par l'itinéraire de Robert Ménard, élu maire de Béziers en 2014 avec l'appui de ce parti.

À *Charlie Hebdo*, c'est dans les lendemains du 11 Septembre que s'exacerbent des clivages dans une rédaction où domine encore la gauche radicale, à l'occasion d'une recension élogieuse du livre d'Oriana Fallaci *La Rage et l'Orgueil*, dont les propos virulents contre l'islam en général, par-delà la critique des islamistes et d'al-Qaida, déclenchent une vaste polémique. En 2003, le titre prend position, comme une partie de l'extrême gauche laïque, contre la participation de Tariq Ramadan au Forum social européen de Saint-Denis. La lutte contre l'« intégrisme musulman » va devenir dès lors un des axes de l'hebdomadaire et cristalliser les tensions. Elles éclatent en février 2006 lorsqu'il reprend les caricatures du Prophète publiées dans le quotidien danois *Jyllands-Posten*, suscitant une action en justice de l'UOIF et de la Mosquée de Paris, dont elles seront déboutées. Mais la réputation d'« islamophobie » de *Charlie Hebdo* est désormais bien établie en milieu musulman et dans les cercles de gauche et d'extrême gauche qui s'interdisent de critiquer l'islam, pour les raisons évoquées ci-dessus.

Après le départ de Philippe Val pour France Inter, la rédaction, sous la houlette du dessinateur Charb, est confrontée de nouveau à une baisse tendancielle des ventes et à des problèmes financiers, la ligne éditoriale peinant à trouver son public. En novembre 2011, suite à la sortie d'un numéro dont « Mahomet est le rédacteur en chef » à l'occasion de la victoire électorale du parti islamiste Ennahdha en Tunisie, les locaux sont dévastés par un incendie criminel et le site Internet piraté avec des images de La Mecque et du Coran. En

septembre 2012, en réaction à la polémique née d'une vidéo hostile à l'islam réalisée par un copte de Californie et intitulé *L'Innocence des musulmans*, qui suscite des émeutes dans certains pays islamiques, l'hebdomadaire publie une nouvelle série de caricatures sous le titre « Mahomet : une étoile est née ». Le dessin-titre est particulièrement choquant. Un personnage nu prosterné en prière, coiffé d'un turban, est dessiné de trois quarts dos, exposant aux regards ses testicules poilus et son vit gouttant, une étoile jaune enfoncée dans l'anus.

Pour avoir expliqué au cours de la matinale de France Inter, quelques jours plus tard, que cette caricature n'appartenait plus au registre de la critique d'un dogme religieux, mais constituait une obscénité attentatoire à la dignité humaine de tout musulman pratiquant sa foi, l'auteur de ces lignes s'attire une vive réplique sur les ondes de la part de l'avocat de l'hebdomadaire, Me Richard Malka, et quelques courriels haineux subséquents. La crispation autour de *Charlie Hebdo* polarise désormais les comportements liés à la question de l'image médiatique de l'islam en France. À l'automne 2013, dans la bande-son d'un film réalisé à l'occasion du trentième anniversaire de la Marche des beurs de 1983 et soutenu financièrement par le ministère de la Ville, le chanteur Nekfeu rappe :

> *D't'façon y a pas plus ringard que le raciste*
> *Ces théoristes veulent faire taire l'islam.*
> *Quel est le vrai danger : le terrorisme ou le taylorisme ?*
> *Les miens se lèvent tôt, j'ai vu mes potos taffer.*
> *Je réclame un autodafé pour ces chiens de* Charlie Hebdo.

Le propos fait scandale, mais il est significatif à plusieurs titres. On mesure la distance parcourue entre le vocabulaire policé du combat « pour l'égalité et contre le racisme » d'autrefois et la *punchline* d'un rappeur contemporain, né Ken Samaras en 1990 à La Trinité-sur-Mer — sept ans après la Marche — dans une famille de la classe moyenne et qui se présente comme grand lecteur de Milan Kundera et Jack London. (Après les événements de janvier 2015, ce jeune

homme blondinet au sourire avenant et aux bonnes manières déclare en ligne au *Parisien* s'être « trouvé con » rétrospectivement, ajoutant qu'il « n'appartient pas à une communauté religieuse ». Il expliquera qu'il avait voulu défendre « celui qu'il considère être l'opprimé » dans un « contexte qui pue l'islamophobie depuis le 11 Septembre ».) La strophe précédant le vers incriminé est révélatrice du brouillage entre des revendications sociales issues du vocabulaire de l'extrême gauche. Elle va de la dénonciation du taylorisme (un terme incongru dans le lexique du rap) et de la mention des « potos » qui se lèvent tôt pour « taffer » (travailler) jusqu'à l'incarnation de l'oppression tous azimuts par les « théoristes [*sic*] qui veulent faire taire l'islam ». C'est le syntagme « potos taffer » qui appelle par une assonance controuvée le mot du scandale, « autodafé ».

Cette figure de l'opprimé incarné par « les musulmans » est un stéréotype du rap et de la culture populaire véhiculée par ses chanteurs, dont un grand nombre se définissent par pareille appartenance religieuse. En témoigne éminemment le slameur havrais d'ascendance algérienne Médine Zaouiche, né en 1983, dont le prénom sert de nom de scène — lequel désigne la cité d'Arabie où le Prophète créa l'État islamique après son hégire de La Mecque idolâtre, en l'an 622.

Médine arbore un look à barbe longue et crâne rasé, variation « hipster » sur un thème salafiste. En octobre 2012, il publie *Don't Panik !*, un livre coécrit avec le géopoliticien polygraphe Pascal Boniface, directeur de l'Iris (Institut de recherches internationales et stratégiques), un think tank socialiste. Il s'est aussi affiché avec les « Indigènes de la République », pour lesquels il a chanté, avec Dieudonné quelque temps, puis, à l'automne 2014, avec le suprématiste noir Kémi Séba, fondateur de la Tribu KA, ligue dissoute en 2006 après des violences antisémites, dont l'ouvrage *Supra-Négritude* figure dans les images du clip de sa chanson *Don't Laïk*. Celle-ci, mise en ligne le 1er janvier 2015, une semaine avant la tuerie à *Charlie Hebdo*, comporte certaines paroles qui suscitent rapidement la polémique :

> *Crucifions les laïcards comme à Golgotha* […]

Ta barbe, rebeu, dans ce pays c'est don't laïk *!*
Ton voile, ma sœur, dans ce pays c'est don't laïk *!* […]
Ils n'ont ni Dieu ni maître à part Maître Kanter
Je scie l'arbre de leur laïcité avant d'le mettre en terre
Marianne est une Femen tatouée « Fuck God » sur les mamelles […]
Religion pour les francs-maçons, catéchisme pour les athées
Laïcité n'est plus qu'une ombre entre l'éclairée et l'illuminée
Nous sommes épouvantails de la République
Les élites sont les prosélytes des propagandistes ultra-laïcs
Je me suffis d'Allah, pas besoin qu'on me laïcise !

En lever de rideau du drame que va connaître la France sept jours plus tard, ce rap de mirliton devient un tube dès qu'il est posté sur le Web. Il totalisera plus de cinq cent mille vues sur YouTube au moment des manifestations du 11 janvier et près d'un million à la fin du mois, traçant les lignes de faille culturelles qui sapent d'emblée l'esprit d'unanimité voulu par ceux qui descendent dans la rue au nom du slogan « Je suis Charlie ».

En mai 2015, le démographe et intellectuel public Emmanuel Todd fait paraître un essai intitulé *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*. « Écrit sous le coup de l'exaspération », il ambitionne de « procéder à une sociologie à chaud de l'événement ». Le livre est mis en vente quand le large consensus émotionnel post-traumatique du 11 janvier a laissé place, quatre mois plus tard, à des interrogations existentielles sur la capacité de la France à faire société. Ces interrogations portent sur la présence en son sein de clivages à caractère religieux que le djihadisme pousse au paroxysme, mais qui se fondent sur une collection de symptômes au quotidien dont les médias se font l'écho. Elles mêlent la projection dans l'Hexagone des atrocités commises au Moyen-Orient — dont les répliques terroristes du séisme de janvier rappellent l'actualité — avec la traduction en vocabulaire islamique de conflits sociaux ou de phénomènes d'exclusion de la jeunesse populaire.

En particulier, le refus de certains élèves musulmans de participer à la minute de silence dans les établissements scolaires en hommage aux victimes, le chahut et les piétinements qui ont empêché sa tenue dans certains cas, les cris de « Je ne suis pas Charlie », « *Cheh !* », voire « *Allahou Akbar !* », parfois lancés en protestation, ont été interprétés comme une profanation de la sacralité républicaine, soudain réinstaurée par décret pour communier dans une société réconciliée face à la violence terroriste. Ces événements ont suscité des interrogations nombreuses, dont la presse s'est largement fait l'écho, dans un corps enseignant désemparé en présence de réactions traduisant chez certains élèves, pourtant français de nationalité pour la plupart, la suprématie de la culture parallèle des rappeurs et des mosquées sur les valeurs laïques promulguées par l'école républicaine.

Dans ce contexte, l'essai de Todd prétend prendre à contre-pied la *doxa*, l'opinion commune, à partir d'une interprétation des faits adossée à des sciences sociales de son cru. Selon lui, le ressort de la manifestation du 11 janvier est tout le contraire d'une refondation généreuse de la République dans un sursaut contre la violence terroriste : il y voit l'émanation d'un laïcisme agressif qui a fait de l'« islamophobie » son étendard. Les élites françaises auraient manipulé, par une opération idéologique, les classes moyennes, les persuadant de descendre dans la rue au nom de la stigmatisation d'un bouc émissaire, les musulmans. Ces derniers sont désormais sommés de blasphémer leur Prophète pour témoigner de leur qualité de Français, à la manière dont l'Inquisition contraignait les marranes, ces juifs ibériques convertis de force après la Reconquista, à manger du cochon pour s'assurer qu'ils avaient bien abjuré le judaïsme (le terme « marrane » vient de l'espagnol *marrano*, porc, lui-même issu de l'arabe *mahram*, illicite au regard de la charia, *haram*) :

> — *La République qu'il s'agissait de refonder mettait au centre de ses valeurs le droit au blasphème, avec pour point d'application immédiat le devoir de blasphémer sur le personnage emblématique d'une religion minoritaire, portée par un groupe défavorisé. Dans le*

contexte du chômage de masse, d'une discrimination à l'embauche des jeunes d'origine maghrébine, d'une diabolisation incessante de l'islam par des idéologues installés au sommet de la société française, à la télévision comme à l'Académie, on ne saurait souligner assez la violence rentrée dans la manifestation du 11 janvier.

Des millions de Français se sont précipités dans les rues pour définir comme besoin prioritaire de leur société le droit de cracher sur la religion des faibles.

Grâce au tollé suscité par ces thèses paradoxales, qui évoquent, derrière leur phrasé socio-idéologique policé, les *punchlines* rageuses du *Don't Laïk* de Médine, le succès de librairie de *Qui est Charlie ?* est immédiatement assuré. Pourtant, si Emmanuel Todd est dans son rôle lorsqu'il déconstruit le consensus fragile du 11 janvier, et si la contribution qu'il apporte au débat sur les failles de la société française est recevable dans une démarche bienvenue d'intellectuel critique, les occultations sur lesquelles se fonde son raisonnement font problème. D'emblée, l'auteur pose que, « pour prendre ce mois de janvier 2015 au sérieux », il importe de « placer la réaction émotionnelle de la société française, et non le massacre du mercredi 7, au cœur de la recherche […]. [L]a manifestation du 11 janvier, moment d'hystérie collective, nous offre une fantastique clé de compréhension des mécanismes du pouvoir idéologique et politique dans la société française actuelle ».

Or ce renoncement à prendre en compte ce qui s'est produit le 7 — mais aussi les 8 et 9 janvier, car Coulibaly a relayé les Kouachi et a explicité dans sa vidéo la rationalité des massacres — pour se focaliser sur les seules manifestations du dimanche 11 interdit de comprendre ce qui se joue dans la France d'aujourd'hui. Occulter la cause d'un événement pour s'en tenir exclusivement à ses effets, au lieu de penser l'interaction entre les deux, conduit, pour un sujet d'une pareille gravité, l'auteur à déroger. Certes, l'analyse des phénomènes djihadistes et islamistes est complexe ; elle exige des savoirs et des connaissances qui passent par l'apprentissage de la langue arabe et des cultures

musulmanes, par l’enquête de terrain dans les banlieues populaires de notre pays, où les marqueurs de l’islamisation sont aujourd’hui prégnants au milieu du délabrement social, par l’écoute patiente des paroles des habitants et leur interprétation. Ce cheminement piétonnier du Moyen-Orient et du Maghreb jusqu’aux quartiers de nos « cités » est plus ardu que les acrobaties socio-historiques réalisées entre des cartes de France censées localiser sur le territoire hexagonal des « catholiques zombies » vomissant l’islam, troupes de choc supposées du 11 janvier, en les corrélant aux prêtres ayant voté la Constitution civile du clergé en 1790 ou aux électeurs du « oui » au traité de Maastricht en 1992.

Invité le 4 mai 2015 d’une matinale de France Inter aussi tendue que celle du 7 janvier avec Michel Houellebecq — mais en sens inverse —, à l’occasion de la sortie en librairie de *Qui est Charlie ?*, Todd se réclame, pour fonder son approche, outre de son travail de démographe, de sa filiation « judéo-bolchevique ». Par ce mot utilisé au second degré, avec cet humour que la culture ashkénaze nomme *chutzpah*, il explicite la double posture qui, à travers son histoire personnelle et ses engagements durant le demi-siècle écoulé, donne une importante clé de lecture de son texte.

« Ce qui m’inquiète le plus, c’est l’antisémitisme », note l’auteur dans une formule reprise comme intitulé du podcast de l’émission. De fait, la compréhension de ce qui se joue aujourd’hui en France dans le djihadisme, la tentative de ses tenants de confisquer l’expression politique des musulmans, leur capacité à mobiliser des jeunes dans des actions terroristes sur le sol national sont occultées par une projection à l’identique de la mémoire de l’antisémitisme sur l’islamophobie. Les « catholiques zombies », comme Todd qualifie les déchristianisés les plus récents, incarnations du mal français le 11 janvier, reporteraient inconsciemment sur les musulmans leur vieux fond antisémite chrétien…

Ces fulgurances laissent songeur l’analyste des manifestations qui se sont succédé de 2013 à 2015 dans l’Hexagone. Comme on l’a vu, la Manif pour tous a permis une coalition conservatrice d’un nouveau type entre catholiques et musulmans « intégraux », à partir d’un consensus sur des valeurs morales et

familiales opposées au mariage homosexuel, prolongé dans les urnes par les débuts d'un vote musulman à droite aux élections municipales de 2014. Celui-ci commence dès lors de se substituer au vote à gauche des musulmans sociologiques, vote qui a contribué à la victoire de François Hollande en mai 2012. Quant aux manifs pour Gaza, six mois à peine avant celles du 11 janvier, elles expriment la porosité entre antisémites d'extrême droite, conspirationnistes inspirés par Soral et Dieudonné et islamistes galvanisés par la proclamation du califat à Mossoul par Daesh, au détriment des alliances traditionnelles entre la gauche et l'extrême gauche françaises, antisionistes par solidarité avec les souffrances des Palestiniens, et les descendants de l'immigration postcoloniale. Elles culminent dans l'attaque des synagogues et le pillage des commerces juifs et chaldéens à Sarcelles, lesquels posent la question d'une rémanence de l'antisémitisme populaire, qui n'est pas le fait, en l'occurrence, des « catholiques zombies ». La mise en perspective des politiques de la rue dans les mois qui précèdent le 11 janvier est porteuse d'une capacité heuristique plus opportune que des élucubrations transhistoriques pour l'interprétation en profondeur de cette manifestation.

Quant au vieux fond « bolchevique » dont se réclame l'auteur, militant communiste dans sa jeunesse, il conduit celui-ci, comme une partie de la gauche et de l'extrême gauche françaises, décontenancées par la disparition du communisme, ci-devant accoucheur messianique de l'avenir radieux de l'humanité, et par le basculement vers le Front national du vote ouvrier, à transférer sur les « musulmans » essentialisés les vertus du « prolétariat » d'antan. Dans l'expression de « religion des faibles » qu'il emploie pour qualifier l'islam sur laquelle les manifestants du 11 janvier auraient le « devoir de cracher », on trouve la rémanence de la substitution du moralo-religieux au politique qui était déjà à la racine de la révolution iranienne de 1978-1979 : le terme « faibles » (traduction du *moustadafine* coranique) avait été utilisé, on l'a vu, par l'idéologue Ali Shariati pour traduire en catégories islamiques les « opprimés » de la rhétorique marxiste.

Et l'on a vu également comment les caricatures de *Charlie Hebdo* ont creusé un profond clivage entre les gauches « laïcarde » et « islamophile ». Cette guerre

picrocholine interne à l’intelligentsia médiatico-universitaire conduit les champions des deux camps à rompre les lances dans un tournoi audiovisuel où, ankylosés par leurs armures mentales et obnubilés par leur heaume idéologique, ils n’ont plus d’autre vision de la société qui les entoure qu’une représentation périmée et fantasmée à laquelle ils s’efforcent vainement de plier la réalité.

ÉPILOGUE

ENTRE *KALACH* ET *MARTEL*

Le 21 septembre 2015 le conseil municipal de Lunel-Viel, village résidentiel jouxtant la cité de Lunel, annonce que la commune est prête à accueillir une famille de réfugiés syriens et qu'elle sera logée dans le presbytère, dont le bâtiment est tout juste libéré. En ce jour où commence l'automne, l'afflux vers l'Europe de millions de personnes qui fuient les guerres consécutives aux révolutions arabes ou sont à la recherche d'une vie meilleure divise les opinions et les États, partagés entre la solidarité envers la détresse humaine et la crainte qu'un nouveau fardeau social ne ralentisse encore les économies en crise du Vieux Continent. À l'heure des attentats djihadistes, deux terroristes du Stade de France figuraient parmi le flux des réfugiés syriens. Musulmans pour la plupart, comme l'indique la prolifération des voiles féminins dans les foules qui piétinent les frontières, et dont les images sont retransmises chaque jour par les reportages télévisés, ils alimentent la thématique d'un Front national donné favori des

sondages dans deux des grandes régions françaises pour les élections de décembre 2015.

Dans le pays de Lunel, en cette année emblématique, le chassé-croisé symbolique entre la famille de réfugiés syriens qui s'installe à titre humanitaire dans un logement rendu vacant par la déchristianisation de la France et la vingtaine de fidèles d'une vaste mosquée flambant neuve, à quelques encablures, nés en France, mais quittant la terre hexagonale de mécréance pour accomplir le djihad en Syrie, avant d'y revenir éventuellement pour en massacrer des habitants, est saisissant. Ouvert par le séisme des attentats de Paris, suivis par plusieurs répliques djihadistes perpétrées sur le territoire de la République, l'an 2015 a renforcé la progression d'une extrême droite dénonçant l'« islamisation de la France ». Cette hyperbole où le vocabulaire de l'antagonisme religieux et du choc civilisationnel cristallise aussi des affrontements sociaux et raciaux a vocation à se traduire *in fine* dans l'isoloir.

Avant d'être marginalisé par les femmes de son ambitieuse lignée, le fondateur de la dynastie lepéniste, dont on connaît le goût de la formule, souvent douteuse, parfois condamnée par les tribunaux, mais continûment efficiente pour donner voix aux mécontentements et frustrations d'un électorat chaque jour plus vaste, se débride par un ultime mot-dièse suite aux attentats de janvier. Devant le *#jesuisCharlie* scandé par les manifestants du dimanche 11 qui ont interdit leurs cortèges au Front national — ce qu'a oublié d'observer Emmanuel Todd —, devant les *#jenesuispasCharlie* et *#jesuisCoulibaly* qui se partagent les murs Facebook de la jeunesse des banlieues populaires, il fait de *#jesuisCharlieMartel* le dernier spasme d'une longue vie politique. L'invocation du maire du palais et fondateur de la dynastie carolingienne, qui unifie le royaume des Francs en arrêtant la « razzia bénie » djihadiste du gouverneur andalou Abd el-Rahman à Poitiers en 732, cent ans exactement après la mort du Prophète, est un lieu commun de la rhétorique frontiste. En 2002, année qui voit la qualification du créateur du parti pour le second tour de l'élection présidentielle, ses partisans s'étaient mobilisés derrière le slogan « Charles Martel 732, Le Pen 2002 ».

Ce dernier ne rassemble finalement que 17,9 % des suffrages contre Jacques Chirac, dont l'élection sans péril inaugure un premier quinquennat sans gloire de

la Ve République. Quinze ans plus tard, pour l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen est non seulement créditée par l'ensemble des instituts de sondage d'une présence au second tour, mais donnée — contrairement à son père en 2002 — largement en tête au premier. Les partis politiques traditionnels de droite comme de gauche s'en accommodent en leurs stratégies. En favorisant la visibilité de Jean-Marie Le Pen et son accès à la télévision publique durant son premier septennat, le machiavélien François Mitterrand avait divisé la droite et permis sa nouvelle désignation en 1988. Opposé à Jean-Marie Le Pen au second tour en 2002, Jacques Chirac remporte une élection de maréchal. En 2007, en phagocytant la rhétorique lepéniste, Nicolas Sarkozy en siphonne l'électorat, comme on l'a vu, gagnant haut la main un scrutin dont les votants restent traumatisés par les grandes émeutes des banlieues populaires en 2005. Ces trois candidats sont parvenus, chacun à sa manière, à instrumentaliser l'extrême droite au profit de sa propre stratégie de reconquête — ou de conquête — de l'Élysée, soit en la diabolisant pour affaiblir l'adversaire, soit en récupérant son propos pour augmenter sa part de marché électorale.

Le Front national de Jean-Marie Le Pen n'est alors que la blanche boule d'impact dans ce billard français où se joue la vie politique institutionnelle. Mais il en est devenu la carambole, la boule rouge qui marque les points, depuis la prise du parti réussie par sa fille Marine et la « dédiabolisation » menée par son conseiller Philippe Péninque. Les compétiteurs potentiels issus de la gauche et de la droite « républicaines » pour l'élection de 2017 se trouvent désormais réduits à se battre pour la place de second *derrière* Mme Le Pen au premier tour, aucun d'entre eux n'imaginant plus la devancer. Dans cette perspective, les épisodes terroristes causés par le djihadisme constituent une importante variable d'ajustement dans la compétition électorale, même si celle-ci est soumise à de nombreux aléas dont l'effet est difficilement prédictible. Il est en revanche certain que le terrorisme djihadiste remplace dans l'équation politique française le Front national, devenu le protagoniste de l'élection présidentielle à venir, comme l'archétype du mal à terrasser, dont on accuse ses adversaires de faire le jeu ou, à tout le moins, d'être incapables de le surmonter.

Au cours des trois années écoulées après l'élection de 2012, l'approche politique du terrorisme a eu des effets contrastés sur le gouvernement et les oppositions, depuis que l'affaire Merah s'est inscrite au cœur de la vie électorale française. Nicolas Sarkozy, lors de la campagne pour sa réélection, ne parvient pas à en tirer parti, bien au contraire : l'opinion lui impute la mauvaise gestion policière, les relations complexes et non élucidées des forces de l'ordre avec un individu traité de manière rapprochée par les agents du renseignement, dans un contexte où un « vote des musulmans » massif va vers son adversaire de 2012. François Hollande connaît un léger rebond de confiance dans les sondages en endossant le costume régalien du chef de l'État marchant en tête des manifestants du 11 janvier 2015 sur les grands boulevards, entouré des principaux dirigeants de la planète. Mais ce sursaut est rapidement effacé par les paramètres structurels de son impopularité revenue à son étiage de 13 % de satisfaits juste avant les attentats de novembre 2015.

Seul le Front national semble désormais en position de profiter quasi mécaniquement de tous les facteurs anxiogènes liés au terrorisme djihadiste : chaque fois qu'une kalachnikov risque de massacrer des innocents sur le territoire français au cri d'*Allahou Akbar*, de nouveaux arguments sont apportés à la rhétorique obsidionale du « combat » contre l'islamisation de la France ou de la « fermeture » des frontières. Et cela n'est que renforcé lorsque l'État apparaît inapte à juguler un phénomène dont presque tous les acteurs de l'année 2015 sont connus des services de police ou de justice, depuis les frères Kouachi et Amedy Coulibaly jusqu'à Abdelhamid Abaaoud : ils sont fichés à l'antiterrorisme, voire ont été préalablement emprisonnés, qu'ils soient tombés dans le djihadisme grâce à l'incubateur carcéral ou aient déjà subi et purgé leur condamnation à ce titre.

L'impéritie de l'establishment a pour origine une particularité culturelle qui n'est pas sans rapport avec le fait que l'Hexagone détient le record absolu d'exportation des djihadistes de l'Union européenne. Cela tient pour une large part au recrutement spécifique des élites politiques. Celui-ci combine les réseaux affinitaires des partis obsolètes dont ils sont issus — lesquels entretiennent de pseudo-experts faisant barrage au financement public de recherches en

profondeur qui exposeraient leur imposture — à la mainmise de hauts fonctionnaires toujours omniscients, mais ordinairement incultes dans un domaine auquel le cursus des écoles d'administration ne les a pas formés, sur les dossiers sensibles touchant à la sécurité nationale. D'autres grands États européens comparables, le Royaume-Uni et l'Allemagne notamment, ont une approche beaucoup plus inclusive de l'élite politique, à laquelle s'agrègent des membres de la société civile et des professionnels sélectionnés pour leur expérience et leur compétence. Ils n'hésitent pas à chercher — et trouvent — le savoir sur les questions complexes de l'islamisme contemporain auprès d'une Université choyée.

La France, à l'inverse, a laissé péricliter, en particulier sous les deux derniers quinquennats, le champ de ces études naguère prééminentes par rapport au reste du monde. Le pays des Louis Massignon, Jacques Berque et Maxime Rodinson, orientalistes et savants de renommée universelle, contraint aujourd'hui les meilleurs esprits de la jeune génération à partir à l'étranger pour se former, menaçant la pérennité même de la production du savoir dans un pays où les enjeux concernés sont pourtant centraux.

Quant à la réflexion sur le passage d'un terrorisme pyramidal, ressemblant à l'organisation d'une administration policière, à un modèle dont les acteurs fonctionnent en essaim, elle n'est pas menée par des appareils sécuritaires français grandement hiérarchisés qui seraient obligés de se réformer en profondeur pour s'adapter à un danger dont la forme est inédite. Le prix à payer pour cet aveuglement volontaire et cette surdité délibérée est déjà lourd, et le sera plus encore pour des politiciens sans étoffe désormais dépourvus de solution aux défis du djihadisme et frappés de mutisme devant les philippiques du Front national en ce domaine.

À l'automne 2015, la congruence des attentats djihadistes avec le nouvel afflux de migrants originaires du Moyen-Orient, prétexte à des réponses disparates, émotionnelles et embarrassées des États membres de l'Union européenne, fournit au parti de Marine Le Pen une thématique inespérée tandis que débute sa campagne pour les élections régionales des 6 et 13 décembre. Il ambitionne, encouragé par des sondages favorables, de remporter deux fiefs

d'importance, Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, où la tante et la nièce, Marine et Marion Le Pen, sont respectivement têtes de liste.

En visite à Calais, où quelque trois mille migrants s'entassent dans les conditions précaires de la « jungle » aux alentours de l'entrée du tunnel sous la Manche pour tenter de pénétrer clandestinement au paradis britannique du travail au noir, et où insécurité et absence d'hygiène sont devenues la hantise d'une partie de la population, la présidente du FN tonne le 2 octobre contre « la submersion migratoire » et le « terrorisme islamiste » :

> — *Calais est une ville assiégée, au sens propre du terme. Les habitants se barricadent.* […] *Je n'accepte pas de voir des Français se sentir étrangers chez eux. Ne baissez pas la tête. N'oubliez pas que nous sommes ici chez nous !*

Le propos est d'autant plus frappant dans la cité dont le nom même symbolise, pour des générations d'écoliers, la capitulation et l'humiliation d'une ville française soumise au siège de l'armée anglaise d'Édouard III en 1347, qui fut contrainte de livrer six de ses bourgeois en chemise et la corde au cou, tête baissée, afin d'obtenir la levée du siège et la vie sauve pour ses habitants, qui deviendront sujets anglais pendant deux siècles. Cet épisode, quelque peu romancé, est élevé au rang de mythe fondateur par la IIIe République, et le bronze universellement célèbre d'Auguste Rodin représentant les six bourgeois est installé devant la mairie de Calais en 1895.

Même si une faible proportion de l'électorat potentiel du FN croit dans les solutions vagues et inapplicables proposées par ses hérauts — de la sortie de l'Europe et de l'euro à l'exclusion des non-citoyens français des prestations sociales et familiales —, le parti de la dynastie Le Pen a su finalement récupérer depuis l'avènement de la fille la « fonction tribunitienne » que le regretté Georges Lavau attribuait en partage, dans les années 1970, au seul parti communiste français. Son électorat est beaucoup plus différencié socialement que celui du « parti des travailleurs » d'antan, mais il a mobilisé les soutiens de

votants auxquels il donne le sentiment de procurer une voix par le fait de dire une « vérité » occultée par l'« establishment », comme le PC le faisait avec la « lutte des classes » sciemment dissimulée par l'« idéologie bourgeoise ». La constitution d'une « plèbe » mythique dont le FN serait le tribun agrège des votes à un niveau record. On a vu comment, à Lunel, le candidat de gauche aux élections départementales de mars 2015 n'est parvenu à battre le Front national *in extremis*, de 0,64 % des suffrages exprimés, après les scandales liés à la pépinière djihadiste locale et les déclarations du président de la mosquée, qu'en allant grappiller des voix, entre autres… dans cette même mosquée.

Ce Clochemerle des temps du djihad français est emblématique d'un pays où l'islamisme et ses multiples usages politiques peuvent désormais devenir une importante variable d'ajustement électorale. Mais la polarisation entre la *kalach* du djihadiste et le *martel* du FN, aboutissement de la stratégie préconisée par Abu Musab al-Suri dans son *Appel à la résistance islamique mondiale* comme prodrome à la guerre civile en Europe, va jusqu'à se nourrir, dans son inspiration même autour du mythe fondateur de Charles Martel, d'un effet miroir quasiment parfait.

Les internautes intéressés peuvent consulter sur YouTube, Dailymotion ou Orange une vidéo d'une quinzaine de minutes intitulée *Lorsque l'État islamique était en France*. Postée par diverses sources qui se présentent sous les noms d'« Histoire véritable », « Taliban français » ou « *Dajjal* [antéchrist] magazine », elle narre les hauts faits du djihad qui, une première fois dans l'Histoire, avait ravagé l'Hexagone dans la première moitié du VIIIe siècle, jusqu'à ce que Pépin le Bref, fils de Charles Martel, reprenne Narbonne en 759, sa place forte avancée (*ribat* en arabe). Les Sarrasins lançaient à partir de celle-ci des « razzias bénies » dont certaines remontaient la vallée du Rhône jusqu'à la Bourgogne. L'auteur de ces lignes a découvert ladite vidéo en annexe au site de Salim Laïbi, candidat marseillais aux élections législatives de 2012. Dentiste à l'Estaque et un temps « conspirationniste » aux côtés de Soral et Dieudonné, il s'est ensuite brouillé avec eux, dans un concours d'anathèmes dont la fachosphère est coutumière, et s'est rapproché des thuriféraires de l'« islam intégral ».

La vidéo évoque, par sa forme et son message, le film d’Omar Omsen *19 HH, L’histoire de l’humanité*, qui a été, on l’a vu, l’un des principaux vecteurs de recrutement pour le djihad en Syrie : fond sonore envoûtant à base d’hymnes guerriers chantés par des voix masculines *a capella*, montage d’images détournées selon le procédé du *mash-up* sur lesquelles est plaqué un contenu idéologique, etc. S’il s’agit ici également de « révéler les vérités cachées de l’histoire », le but n’est plus de projeter le djihad vers le « pays de Sham », mais, à l’inverse, de reconstituer ce précédent qu’aurait créé la conquête islamique « d’une vaste région correspondant à la moitié du territoire français actuel pendant deux cent soixante-quinze ans ». Pareille « vérité » aurait été occultée par l’histoire officielle islamophobe, dont les chantres « se sont empressés de faire disparaître les traces de la présence musulmane » dans l’Hexagone.

Pour cela, comme dans le propos de l’extrême droite, la vidéo se focalise sur le mythe fondateur de Charles Martel. Mais, au contraire du Front national, qui s’en empare pour le glorifier, elle le déconstruit en réduisant la bataille de Poitiers à un simple incident sans conséquence, mettant à contribution la révision qu’en ont faite un certain nombre d’historiens pour enrôler le savoir universitaire au service de la propagande djihadiste. Dans la doxa musulmane, la bataille est rabaissée au rang d’escarmouches et n’est désignée que par le nom de « chaussée des martyrs » parce que le gouverneur de l’Andalousie Abd el-Rahman y fut occis.

Le matériau utilisé commence par des extraits d’un nanar islamiste canadien : *The Lost Kingdom. The Story of al-Andalus* (Le royaume perdu, histoire de l’Andalousie), qui fait partie de la production prolifique et nostalgique qui déplore la perte de l’Espagne musulmane et élabore la Reconquista en parangon d’une islamophobie d’autant plus inacceptable que tout territoire passé sous domination islamique doit demeurer, selon la doctrine, musulman pour l’éternité. Il a été réalisé sous les auspices de cheikh Waleed Abdul Hakim, prédicateur de Toronto très présent sur l’Internet anglophone et conférencier de sensibilité salafiste.

Les séquences utilisées proviennent de la section intitulée « The Fierce Clash with France » (Le violent affrontement avec la France) et les spectateurs d'aujourd'hui sont avertis que désormais « l'Histoire se répète ». Elles sont mêlées avec des portions de film portant le sigle de la chaîne culturelle franco-allemande Arte, qui appartiennent au registre du péplum musulman produit en abondance par les télévisions du monde arabe pour exalter le feuilleton de l'expansion de l'Islam des premiers siècles. La vidéo s'achève sur un plan fixe du général de Gaulle, accompagné de la fameuse citation extraite de son entretien radiophonique du 5 mars 1959 avec Alain Peyrefitte, qui prépare ce confident du chef de l'État à l'indépendance algérienne contre les partisans de l'Algérie française qui veulent intégrer celle-ci à la France :

> — *Si nous faisions l'intégration, si tous les Arabes et Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées !*

Elle est suivie par deux plans de conférences de presse des présidents Sarkozy et Hollande, qui expriment leur inquiétude sur l'affrontement entre l'Islam et l'Occident et sur la diffusion du terrorisme au Sahel et en Afrique du Nord, menaçant l'Hexagone.

La conquête islamique du sud de la France au VIIIe siècle est présentée par la vidéo comme une stratégie originellement destinée à prendre à revers Constantinople et à rejoindre Damas, alors capitale de l'Empire musulman omeyyade par la côte septentrionale de la Méditerranée. Pour ses spectateurs de 2015, cette géopolitique fantasmée de l'islamisme du temps jadis acquiert une coloration « trop actuelle » : ce sont les djihadistes français qui ont trouvé leur chemin de Damas tandis que les réfugiés syriens fuyant la guerre civile le parcourent en sens inverse et que la Constantinople d'antan s'est muée en l'Istanbul de la Turquie moderne, la plaque tournante où se croisent leurs

trajectoires opposées. Quant à la géographie de la France soumise à l'Islam au VIIIe siècle, ses citadelles sont Toulouse — « *Talousha* pour les moudjahidin » (déformation du *Tolosa* latin) —, dont on a vu quelle pépinière djihadiste elle est devenue, et Nîmes, célèbre aujourd'hui sur le Web islamiste, où figure une photo dans laquelle les djihadistes des cités HLM de la préfecture du Gard ont tagué le nom de leur quartier à Ramadi, en Irak, sous les auspices de Daesh. Cette étonnante anticipation d'une cartographie des places fortes du djihad hexagonal contemporain s'achève à Sens, « à 100 kilomètres de Paris, territoire le plus éloigné en France foulé par l'armée musulmane ».

Citant à l'appui le psychologue des foules Gustave Le Bon, auteur d'une romantique *Civilisation des Arabes* parue en 1884, pour minimiser l'importance de la bataille de Poitiers, la vidéo « révèle les vérités cachées de l'histoire » par un carton qui se superpose à des images de chevauchées triomphantes de cavaliers enturbannés taillant en pièces des soudards à l'écu siglé d'une croix :

> — *Vous voyez bien que, contrairement à une idée reçue, la bataille de Charles Martel à Poitiers n'a pas mis fin aux* Ghazawât [razzias] *des moudjahidin* [soldats du djihad] *dans le sud de la France, bien au contraire !*

La reconquête consécutive de Narbonne par les troupes chrétiennes est assimilée à une calamité pour les populations méridionales. Elle est illustrée par des scènes où les chevaliers croisés arrachent son enfant à une femme voilée, en une anticipation de l'islamophobie de notre temps. Enfin, « la conquête de Nice pour une année par le corsaire Khayr al-Din Barberousse », en 1543, est présentée comme l'acmé de cette première phase glorieuse du djihad sur le sol français. Si elle peut faire le lien, presque un demi-millénaire plus tard, avec le braqueur, djihadiste et vidéaste Sénégalo-Niçois Omar Omsen, inscrivant de la sorte *19 HH* dans la continuité idéologique et mentale de *Lorsque l'État islamique était en France*, la réalité historique du siège de 1543-1544 ainsi que sa trace dans la mémoire locale sont plus complexes que ce document ne le

laisse entendre. L'encerclement et l'attaque de la ville, qui participaient de l'alliance franco-ottomane conclue par François I[er] et Soliman le Magnifique, fut une opération conjointe des armées des deux puissances dirigée contre une place forte appartenant au duché de Savoie.

À Nice, cet épisode immortalisé par les boulets de canon tirés par les galères de Barberousse enchâssés dans plusieurs façades de la vieille ville est surtout célébré à travers la figure héroïque et mythifiée de Catherine Ségurane. Cette lavandière, intronisée par la suite sainte patronne populaire du folklore nissart, aurait couru sus à un janissaire monté sur le rempart, le 15 août 1543, fête de la Sainte Vierge protectrice, et l'aurait estourbi avec son battoir à linge, devenu en l'occurrence avatar du *martel*. Selon la légende, cette vierge à la triste figure, comme l'indique son épithète dialectale de *Maufada*, s'empare de la bannière marquée du croissant de l'Islam arrachée au Turc occis. Puis, dénudant et exhibant du haut des créneaux ses « parties charnues », elle les torche avec le drapeau, rendant confiance aux assiégés qui finissent par repousser l'envahisseur ottoman et son allié français.

Le 13 septembre 2015, deux mois jour pour jour avant le massacre du Bataclan, le groupe identitaire d'extrême droite « Nissa rebela » organise, comme chaque année depuis dix ans, une manifestation *oumage a Segurana* dans le quartier du port. Elle a lieu dans un contexte tendu, où la frontière italienne, à Menton, voit se masser des immigrants et réfugiés ayant traversé la Méditerranée et cherchant à pénétrer en France. Le mouvement réclame leur expulsion au nom de la « remigration » dont il se fait le chantre. L'année d'avant, le 8 septembre 2014, le défilé, précédé d'enfants en costume traditionnel dans une débauche de fumigènes rouges, témoigne que « l'évocation de Catherine Ségurane ne relève pas du folklore, mais de la mémoire ». Selon le chef du groupe identitaire, elle est « le phare », « la voie ». « C'est elle la lavandière nous rappelant qu'à Nice comme ailleurs c'est toujours le peuple qui se dresse quand les gouvernants trahissent ou renoncent », déclare celui-ci à la presse, en une allusion transhistorique à la compromission du monarque François de l'époque avec le sultan. Elle se précise en substituant à l'envahisseur ottoman d'antan « un de ces mille djihadistes "français" parmi lesquels des

dizaines partis de Nice combattent aujourd’hui en Irak ou en Syrie, mais finiront bien par revenir ici pour continuer leur guerre ».



Ce même mois de septembre 2015 paraît sous la plume du philosophe Pierre Manent la réflexion la plus structurée, douloureuse et, à bien des égards, paradoxale sur les événements de janvier. Sa *Situation de la France*, un titre réminiscent de Charles Péguy, les traite d’abord comme un symptôme du délabrement moral et institutionnel du pays, en particulier la faillite de la laïcité, devenue sa religion civile, et préconise un nouveau type de pacte national dans lequel les « mœurs des musulmans » se doivent d’être acceptées et entérinées par la loi sur une base communautaire, en « amitié » avec les mœurs des chrétiens et des juifs.

Cette proposition de l’un des principaux philosophes catholiques français, disciple de Raymond Aron, cofondateur de la revue *Commentaire* et partisan déterminé du libéralisme politique, suscite des réactions aussi passionnelles que contrastées. Encensée par *La Croix* et *Le Figaro*, ainsi que par le site *Islam & Info*, propagandiste en ligne de l’« islam intégral », elle est vitupérée dans d’autres titres comme une « capitulation » face à la charia qui serait ainsi légitimée en France. Si l’ouvrage de Pierre Manent comme celui d’Emmanuel Todd font place l’un et l’autre à ce que Nietzsche nomme, dans *Par-delà le bien et le mal*, « les instincts des philosophes », soit l’idéal moral qui préexiste à leur intellection du monde — le premier pensant la France de l’intérieur du catholicisme, le second à partir de son autodéfinition comme « judéo-bolchevique » —, la portée des deux réflexions inspirées par les événements de janvier est de nature différente.

Todd occulte l’analyse de la tuerie perpétrée par les frères Kouachi et Amedy Coulibaly, obnubilé dans son raisonnement par la manifestation du dimanche 11, qu’il érige en proclamation par les classes moyennes « catholiques zombies » de leur islamophobie comme idéologie de substitution à l’antisémitisme atavique prêté aux élites françaises. À l’inverse, Manent ne

s’intéresse pas à cette manifestation, au caractère laïque revendiqué, mais considère l’ensemble de la séquence des événements des 7 au 9 janvier comme une entité signifiante à prendre au sérieux :

> — *Une guerre est en cours, qui nous a été déclarée. Une guerre dans laquelle tantôt les juifs sont seuls visés* […] *tantôt ils sont visés avec les chrétiens, les blasphémateurs, les policiers et en général les autorités et les institutions des nations occidentales, tantôt enfin ils sont visés non seulement avec ceux-là, mais aussi avec les musulmans « apostats ».*

Son propos consiste à la fois en un diagnostic et une prescription. Le diagnostic pointe le délabrement moral et institutionnel d’une nation devenue « faible » par sa dilution dans une Union européenne évanescente et par la substitution de l’idéologie laïque des droits de l’homme au lien social que fondait la religion chrétienne, alors même que les Européens « depuis deux générations refusent de poser la question politique et la question religieuse hors desquelles la vie de l’Europe perd tout son sens ». Et devant cette vacuité a fait irruption un islam « fort » au sein de la France contemporaine, dont les massacres de janvier sont la manifestation hyperbolique. La prescription préconise de faire une place légitime à cet islam dans la République comme communauté en soi, afin que les musulmans, sans avoir à trahir l’attachement à leur dogme, deviennent des membres à part entière de la nation française. L’auteur voit dans ce pacte l’opportunité de détacher les citoyens musulmans de la République des influences radicales et des financements en provenance de la péninsule Arabique et se convainc qu’ils accepteront ainsi sans coercition des aménagements raisonnables en renonçant au port du *niqab* pour les femmes ainsi qu’à la polygamie.

On ne peut que souligner qu’un ouvrage signé en 2015 par un des intellectuels de droite les plus remarqués et qui s’intitule *Situation de la France* a pour objet principal, sinon unique, la présence de l’islam dans ce pays.

Longtemps confinée aux études spécialisées, cette question n’émergeait dans le débat public qu’à travers la manipulation politique ou l’outrance médiatique. Elle s’impose désormais au cœur d’une réflexion existentielle sur le présent et le devenir de la nation, et est élevée au rang de question centrale de la société. Toutefois, sous la plume de Pierre Manent, l’islam ne fait pas l’objet d’une description comme objet social situé dans un champ, la France, traversé de conflits entre acteurs qui se disputent l’hégémonie sur son expression. Il est posé en tant qu’entité religieuse préexistante à toute construction sociale, communauté transcendante caractérisée par un tableau de « mœurs » spécifiques prêtées à ses fidèles.

L’approche par les sciences sociales et la culture qui nourrit les six chapitres de notre propre livre interdit d’essentialiser *a priori* un groupe social par ses mœurs, y compris dans l’acception latine qui en fait l’ensemble des façons de vivre habituelles à un groupe humain. Nous n’en faisons pas moins le constat de la prégnance nouvelle des « marqueurs de l’islamisation » dans un certain nombre de quartiers populaires à travers l’Hexagone, un phénomène bien plus ample en cette seconde décennie du XXIe siècle qu’il ne l’était lorsque nous parcourions ces mêmes territoires il y a trente ans pour rédiger *Les Banlieues de l’islam : naissance d’une religion en France*. Mais ces symptômes, en dépit de leur progression constante, ne résument pas la diversité des populations françaises de culture ou d’ascendance musulmane. Bien plutôt, ils sont la résultante d’un combat pour l’hégémonie sur celles-ci mené par ses tendances « intégrales », des Frères musulmans aux djihadistes en passant par le Tabligh et les salafistes. La progression de ces mouvements est indéniable. Ce serait toutefois méconnaître nos compatriotes issus de cette culture dans sa diversité que de concéder la victoire à ces zélotes et de leur confier la représentation de la communauté islamique imaginée par eux.

En analysant les processus de captation de l’hégémonie sur l’expression de l’islam, en particulier les phénomènes politico-sociaux qui croisent l’*Appel à la résistance islamique mondiale* d’Abu Musab al-Suri avec l’émergence de la génération Y, nous avons voulu montrer que c’est au sein même des populations concernées que se déroulent les combats les plus âpres. L’élimination des

« apostats » par les djihadistes qui veulent terroriser leurs coreligionnaires pour les amener à leurs vues par la contrainte en constitue le paroxysme.

Si la partie n’est pas pour autant gagnée pour les tueurs de 2015, force est de reconnaître avec Pierre Manent que l’incantation des principes laïques de la République par des politiciens sans souffle ni vision demeure en deçà du défi posé par un djihad français dont nous avons retracé la genèse au cours de la décennie écoulée et au-delà. Nous nous accorderons avec lui pour voir, par-delà la monstruosité des crimes commis contre la France par certains de ceux qui, en dépit qu’ils en aient, font partie de ses enfants, fussent-ils dévoyés, que la terreur dans l’Hexagone est aussi le symptôme d’un malaise dans notre civilisation.

Faut-il pour autant suivre l’auteur, selon lequel « une certaine “communautarisation” est souhaitable », devant le « mensonge idéologique de la nouvelle laïcité, qui prétend nous obliger à faire semblant d’être seulement des individus citoyens » dans une « nation de marque chrétienne » ? Nous avons montré au contraire, tout au long du parcours de ce livre, que les acteurs qui se réclament de l’islam « intégral » sous ses diverses formes, de la surexcitation identitaire jusqu’au basculement dans la violence, transforment par le recours à la religion leur fureur sociale en stratégie politique. Dans pareil contexte, l’église, la mosquée, la synagogue, le temple, protestant ou maçonnique, ces lieux de foi ou d’obédience dont la laïcité de la République reconnaît la place légitime au sein de la société des hommes, ne sauraient s’ériger en relais primordiaux d’intervention de l’État. Si une institution, au terme de ce cheminement, nous semble devoir être refondée et reconstruite pour traiter sur le long terme cet immense défi, c’est l’*instruction publique*, depuis la crèche jusqu’à l’université, tombée aujourd’hui dans l’indigence du fait d’une impéritie coupable de la classe politique tout entière.

De notre périple à Lunel, éphémère « capitale du djihad français » en 2014, nous avons conservé l’image d’un seul lieu où toutes les composantes de la cité vivent dans une « amitié », pour reprendre un terme de Pierre Manent, qui leur permet de dépasser par le travail et les valeurs partagées atavisme et communautarisme : le lycée. Et nous espérons avoir contribué, au moment où le lecteur refermera ce livre, à montrer que le débat national et la mise en œuvre de

politiques publiques qu'appelle la terreur dans l'Hexagone ne sauraient être menés à bien sans s'appuyer sur les connaissances que peut encore produire — mais pour combien de temps ? — notre Université.

REMERCIEMENTS

Les recherches qui ont permis la rédaction de ce livre ont été rendues possibles grâce au soutien de l'Institut Montaigne, déjà partenaire des enquêtes préalables à *Banlieue de la République* (2012) et à *Passion française* (2014). Que soient ici remerciés très chaleureusement Claude Bébéar, qui en a assuré la présidence jusqu'à l'automne 2015, et Henri de Castries, qui a pris sa succession, pour leur confiance, sans laquelle la trilogie qu'ils composent avec le présent ouvrage n'aurait jamais pu voir le jour. Son directeur Laurent Bigorgne en a suivi les étapes avec une fidélité qui ne s'est jamais démentie et qui a toujours constitué un élément de stimulation intellectuelle.

Hugo Micheron, depuis *Passion française*, a été un assistant de recherche à la fois indispensable et très précieux. Au moment où il entreprend ses propres projets, il est agréable de lui souhaiter le plein succès que doit lui ouvrir son mérite. C'est avec lui que nous avons élaboré, Antoine Jardin et moi, le plan et la matière de ce livre. L'association d'un jeune docteur en sciences politiques, ingénieur de recherches au CNRS spécialiste des comportements électoraux des quartiers populaires, et d'un arabisant à l'automne de sa carrière a été conçue comme un dialogue entre les disciplines et les générations. Il est plus nécessaire que jamais pour affronter les défis de l'analyse d'un phénomène aussi exceptionnel que les tueries de l'année 2015 et de sa mise en perspective et en contexte. Antoine Jardin a rédigé le chapitre II et les pages ici à ici du chapitre v. Le reste est de ma plume.

Sans le soutien des Éditions Gallimard et la bienveillance particulière de leur président, Antoine Gallimard, je n'aurais pu mener à bien cette entreprise de longue haleine. C'était un privilège d'y bénéficier des conseils avisés d'Olivier Salvatori, lecteur exigeant.

Mes collègues Mohamed-Ali Amir Moezzi et Bernard Rougier, ainsi qu'Alexandre Kazeroumi, brillant postdoctorant, en menant avec moi le séminaire « Violence et dogme » à l'École nationale supérieure de la rue d'Ulm, m'ont redonné espoir dans l'Université, après la fermeture des études sur le monde arabe à Sciences Po en 2010.

Enfin nous voudrions dire notre gratitude à tous ceux et celles qui, à travers nos déplacements dans l'Hexagone, ont accepté de parler avec nous d'événements vécus parfois de manière terrible. Nous pensons d'abord aux familles des victimes du terrorisme et à celles dont les enfants sont partis en Syrie, et où certains y sont décédés. Elles ont partagé leur émotion et confronté celle-ci à nos questions. Si ce livre peut contribuer à les aider dans leur combat, nous espérons qu'il n'aura pas été trop vain.

G. K.

SIGLES ET ACRONYMES

AClefeu (Association Collectif liberté égalité fraternité ensemble unis)
ADM (Au-delà des mots)
AEIF (Association des étudiants islamiques en France)
Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine)
Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique)
Aqpa (al-Qaida dans la péninsule Arabique)
BEP (brevet d'études professionnelles)
BIT (Bureau international du travail)
CFCM (Conseil français du culte musulman)
CGT (Confédération générale du travail)
CIPD (Comité interministériel de prévention de la délinquance)
Corif (Conseil de réflexion sur l'islam en France)
EMJF (Espérance musulmane de la jeunesse française)
FAF (Fraternité algérienne en France)
FLN (Front de libération nationale)
FN (Front national)
FNJ (Front national de la jeunesse)
GIA (Groupe islamique armé)
GPA (gestation pour autrui)
GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat)
Ifop (Institut français d'opinion publique)

Insee (Institut national de la statistique et des études économiques)
Iris (Institut de recherches internationales et stratégiques)
MIB (Mouvement de l’immigration et des banlieues)
MJC (Maison des jeunes et de la culture)
MNR (Mouvement national républicain)
Modem (Mouvement démocrate)
NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)
OAS (Organisation armée secrète)
Otan (Organisation du traité de l’Atlantique Nord)
PCF (parti communiste français)
PRU (Programme de renouvellement urbain)
PS (parti socialiste)
RPR (Rassemblement pour la République)
RSA (revenu de solidarité active)
Samu (service d’aide médicale urgente)
UAM 93 (Union des associations musulmanes du 93)
UDI (Union des démocrates indépendants)
UMP (Union pour un mouvement populaire)
UOIF (Union des organisations islamiques *en* France jusqu’en 1989 ; Union des organisations islamiques *de* France ensuite)
ZAC (zone d’aménagement concerté)

INDEX

Éditions Gallimard
5 rue Gaston-Gallimard
75328 Paris
http://www.gallimard.fr

DU MÊME AUTEUR

PASSION ARABE — PASSION FRANÇAISE, *augmenté de* PASSION EN KABYLIE. *Gallimard, 2014.*

PASSION FRANÇAISE. Les voix des cités. *Gallimard, 2014.*

PASSION ARABE. Journal, 2011-2013. *Gallimard, 2013. Repris dans « Folio actuel », 2016.*

QUATRE-VINGT-TREIZE. *Gallimard, 2012. Repris dans « Folio actuel », n° 157, 2014.*

BANLIEUE DE LA RÉPUBLIQUE. *Gallimard, 2012.*

TERREUR ET MARTYRE. Relever le défi de civilisation. *Flammarion, 2008. Repris dans « Champs », 2009.*

DU JIHAD À LA FITNA. *Bayard, 2005.*

FITNA. Guerre au cœur de l'islam. *Gallimard, 2004. Repris dans « Folio actuel », n° 126, 2007 ; rééd. 2015.*

CHRONIQUE D'UNE GUERRE D'ORIENT (automne *suivi de* BRÈVE CHRONIQUE D'ISRAËL ET DE PALESTINE (avril-mai 2001), *2002.*

JIHAD. Expansion et déclin de l'islamisme. *Gallimard, 2000. Repris dans « Folio actuel », n° 90, nouvelle édition refondue et mise à jour, 2002 ; rééd. 2015.*

À L'OUEST D'ALLAH. *Éd. du Seuil, 1994. Repris dans « Points Seuil », 1995.*

LA REVANCHE DE DIEU. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde. *Éd. du Seuil, 1991. Repris dans « Points Seuil », 1992 et 2003.*

LES BANLIEUES DE L'ISLAM. Naissance d'une religion en France. *Éd. du Seuil, 1987. Repris dans « Points Seuil », 1991 ; rééd. 2015.*

LE PROPHÈTE ET PHARAON. Les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine. *La Découverte, 1984. Repris dans « Folio histoire », n° 194, 2012.*

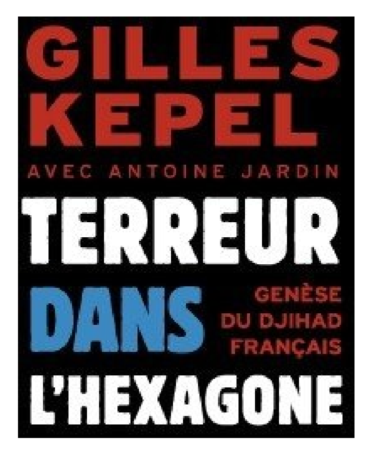
Direction d'ouvrage

AL-QAIDA DANS LE TEXTE. *PUF, 2005. Repris dans « Quadrige », 2006.*

EXILS ET ROYAUMES. Les appartenances au monde musulman. *Presses de Sciences-Po, 1994.*

LES POLITIQUES DE DIEU. *Éd. du Seuil, 1992.*

INTELLECTUELS ET MILITANTS DE L'ISLAM CONTEMPORAIN, *en collaboration avec Yann Richard. Éd. du Seuil, 1990.*



Pendant les dix ans qui séparent les émeutes de l'automne 2005 des attentats de 2015 contre *Charlie Hebdo* puis le Bataclan, la France voit se creuser de nouvelles lignes de faille. La jeunesse issue de l'immigration postcoloniale en constitue le principal enjeu symbolique. Celle-ci contribue à la victoire de François Hollande aux élections de 2012. Mais la marginalisation économique, sociale et politique, entre autres facteurs, pousse certains à rechercher un modèle d'« islam intégral » et à se projeter dans une « djihadosphère » qui promeut la rupture avec l'Occident « mécréant ».

Le changement de génération de l'islam de France et les mutations de l'idéologie du djihadisme sous l'influence des réseaux sociaux produisent le creuset d'où sortiront les Français exaltés par le champ de bataille syro-irakien. Fin 2015, près de mille d'entre eux l'ont rejoint et cent cinquante y ont trouvé la mort, sans compter ceux qui perpètrent leurs attentats en France.

Dans le même temps, la montée en puissance de l'extrême droite et les succès électoraux du Front national renforcent la polarisation de la société, dont les fondements sont aujourd'hui menacés de manière inédite par ceux qui veulent déclencher, dans la terreur et la désolation, la guerre civile.

C'est à dénouer les fils de ce drame qu'est consacré ce livre.

Gilles Kepel, spécialiste de l'islam et du monde arabe contemporain, anime le séminaire « Violence et dogme » à l'École normale supérieure et enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a récemment publié aux Éditions Gallimard Passion arabe *(2013) et* Passion française *(2014).*

Antoine Jardin, spécialiste de la sociologie politique des quartiers populaires, est ingénieur de recherche au CNRS.

Cette édition électronique du livre
Terreur dans l'Hexagone de Gilles Kepel
a été réalisée le 5 décembre 2015 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070105625 - Numéro d'édition : 289005).
Code Sodis : N76061 - ISBN : 9782072628801.
Numéro d'édition : 289006.
Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo